

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Université A.MIRA-BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques et Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences de Gestion
Laboratoire de Recherche en Management et Techniques Quantitatives (RMTQ)

THÈSE

Présentée par

Mme. TRAKI Dalila
Pour l'obtention du grade de

DOCTEUR EN SCIENCES

Filière : Sciences de Gestion

Option : Management Economique des Territoires et Entrepreneuriat (METE)
Thème

**Essai de modélisation de la contribution de l'économie de
proximité sur la diffusion d'externalités et le développement
territorial : Le cas des zones industrielles de la wilaya de
Bejaia**

Soutenue le : 16 /07/2020

Devant le Jury composé de :

Nom et Prénom	Grade		
Mr KASSA Rabah	Professeur	Univ. de Bejaia	Président
Mr BOUKRIF moussa	Professeur	Univ. de Bejaia	Rapporteur
Mr CHITTI Mohand	Docteur	Univ. de Bejaia	Examineur
Mr SI-MOHAMMED Djamal	Professeur	Univ. de Tizi ouzo	Examineur
Mr AZIZE Nafa	Maitre de recherche	CREAD . Alger	Examineur
Mr HAMMOUTENE Ali	Professeur	EHEC . Koléa	Examineur

Année Universitaire : 2019 / 2020

Remerciements

Je remercie le professeur BOUKRIF Moussa de m'avoir fait l'honneur de diriger cette thèse, pour ses précieuses remarques, ses orientations et son soutien. Ce travail doit beaucoup à leurs disponibilités et à leurs conseils, mais aussi à la grande liberté qu'ils m'ont accordée. Encore une fois, je le dis merci.

Je remercie également les membres du jury qui ont bien accepté de lire et d'évaluer ce travail, en l'occurrence : le Professeur KASSA Rabah, le Docteur CHITTI Mohand, le Professeur SI-MOHAMMED Djamal, le Maître de recherche AZIZE Nafa, le Professeur HAMMOUTENE Ali.

Mes remerciements les plus sincères au docteur BOUKRIF Nouara pour l'aide précieuse et inestimable, les efforts qu'il n'a pas ménagés et le temps précieux qu'il m'a consacré dans la partie relative à l'analyse des composantes multiples et la régression logistique.

Je tiens à exprimer ma gratitude et ma reconnaissance une fois de plus au professeur KHERBACHI Hamid pour ses orientations, en particulier dans la phase d'analyse des résultats de l'enquête et de modélisation.

Un remerciement va aussi, au docteur AYAD-MALEK Naïma, qui m'a beaucoup aidé par ses encouragements et ses conseils. Chaque rencontre avec elle a été pour moi une occasion pour booster davantage l'avancement de ce travail. dont les idées et orientations ont été une source d'inspiration, mille mercis.

Un tel travail de recherche n'a évidemment pas été possible sans l'apport logistique offert par le laboratoire de Recherche en Management et Techniques Quantitatives (RMTQ) de la faculté des Sciences Economiques et Commerciales et des Sciences de Gestion dirigé par le Professeur BOUKRIF Moussa. Ils ont toujours su répondre présents à toutes mes sollicitations, qu'ils trouvent ici toute ma reconnaissance.

J'aimerais également remercier tous les responsables et chefs d'entreprises de la wilaya de Bejaia, qui ont accepté de contribuer à l'enquête faite durant cette thèse.

A mon époux KENDI Boubkeur, dont l'aide et les encouragements incessants ont été une source de motivation tout au long de ces années.

Merci pour le soutien moral de mes amis (es) et collègues et de toute ma famille et surtout Nassira.

Que tous ceux qui ont contribué à ce travail trouvent l'expression de ma gratitude.

*Je dédie ce modeste travail.
À mon cher père,
À ma très chère mère,
À ma sœur et sa petite famille,
À mon frère et sa petite famille,
À mon époux, BOUBKEUR, mon guide spirituel
À mes enfants, HOUDA, MALEK et AMINE, ma raison d'être.*

À tous ceux qui m'aiment et à tous ceux que j'aime.

Sommaire

Introduction générale	1
Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités	9
Introduction	9
Section 1 : La place de l'approche de la proximité dans l'économie spatiale	10
Section 2 : Le rôle de la proximité géographique dans les coordinations	22
Section 3 : Effets de la proximité sur la dynamique des externalités	33
Conclusion au chapitre	44
Chapitre 2 : Economie de proximités et développement territorial : Quelle articulation ?	51
Introduction	51
Section 1 : Développement local et territorial : Cadrage théorique	53
Section 2 : La dynamique territoriale et développement local : Théories et approches	65
Section 3 : Le développement local et territorial passe par l'installation des entreprises	85
Conclusion au chapitre	95
Chapitre 3 : Expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives	97
Introduction	97
Section 1 : Un aperçu sur le développement local en Algérie	98
Section 2 : Collectivités locales et développement territorial en Algérie : Rôles et outils	108
Section 3 : Le financement du développement local et territorial	120
Conclusion au chapitre	136
Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?	138
Introduction	138
Section 1 : Présentation socioéconomique de la wilaya de Bejaia	139
Section 2 : Les zones industrielles et les zones d'activités : Etat des lieux	151
Section 3 : Impacts des ZI et des ZAC sur le développement local	163
Conclusion au chapitre	167
Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial	169
Introduction	169

Section 1 : Présentation de l'enquête et de la méthodologie adoptée.....	170
Section 2 : Présentation de l'échantillon et caractéristiques des entreprises enquêtées.....	176
Section 3 : Articulation entre les formes de proximité et développement territorial.....	182
Conclusion au chapitre	208
Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximité au développement territorial u développement territorial et la diffusion des externalités	209
Introduction	209
Section 1 : L'Analyse Factorielle des Correspondances Multiples (AFCM).....	210
Section 2 : La Classification ascendante hiérarchique (CAH).....	224
Section 3 : La contribution des proximités sur la diffusion d'externalités et développement territorial dans la wilaya de Bejaia.....	235
Section 4 : Le développement territorial et local : Quel rôle joué par les entreprises ?.....	249
Conclusion au chapitre	256
Conclusion générale	258
Bibliographie	264
Annexes	281
Liste des tableaux	314
Liste des figures	317
Table des matières	318

Introduction générale

Dans une économie toujours plus globalisée, marquée par le nomadisme croissant des firmes et la mobilité des individus, la proximité continue d'importer sur la scène mondiale. L'ère est à la redécouverte des territoires, à la valorisation des systèmes locaux et à la décentralisation des décisions, que l'on aimerait voir davantage prises au niveau local. L'origine de ce mouvement est claire : plus les relations se globalisent, plus elles deviennent anonymes et créent de l'incertitude, et plus les acteurs économiques ont besoin de s'adosser à des identités locales, des bases d'appui grâce auxquelles ils peuvent affronter le grand vent de la concurrence internationale¹. Il n'est donc pas étonnant que le terme de proximité ait envahi le discours contemporain, notamment celui des développeurs et des aménageurs, puis des politiques.

La réunion des acteurs économiques sur un même lieu est source d'efficacité, de créativité et d'innovation. La montée en puissance des stratégies de réseaux de coopération entre les acteurs tentant en commun d'amortir les investissements. L'acteur se définit comme étant celui qui a la capacité et la volonté de prendre des initiatives pour faire évoluer l'organisme auquel il appartient et agir pour s'adapter aux évolutions de l'environnement dans lequel il se développe.²

Dans la littérature économique comme dans les actions des entreprises dans le cadre de nombreuses politiques publiques locales, que la proximité constitue une variable nécessaire à la mise en synergie des acteurs économiques et, donc un facteur favorisant la diffusion des savoirs tacites et des connaissances entre les agents.

L'approche en termes de proximité se nourrit des avancées théoriques réalisées au sein des sciences sociales (économie, gestion, sociologie, et géographie). Cette approche s'est développée en France depuis une quinzaine d'année à l'initiative des chercheurs du groupe « Dynamiques de Proximité ». Partant du constat que lorsque deux entreprises géographiquement proches, les compétences et les connaissances vont pouvoir mieux circuler et interagir avec d'autres acteurs. Elles bénéficieront alors d'économies d'échelle, de gamme, et de différentes externalités positives (proximité recherchée ou souhaitée).

L'économie de proximité se définit d'abord comme un mode d'organisation de l'économie autour de la relation directe : relation des entreprises avec les consommateurs, relations entre entreprises, et ancrage dans le territoire. Son objectif est d'augmenter le bien-être en valorisant le territoire par les acteurs qui l'habitent et pour eux.

Elle se définit ensuite par son rapport au développement local et territorial. Regroupant sur un territoire des acteurs économiques qui coordonnent leurs activités, elle crée des

¹Rallet A., André T., (2004), Proximité et localisation, Economie rurale, p .25.

²Idem.

aménités qui facilitent l'action collective. Elle est également source d'emplois induits, renforce la vitalité du territoire et elle peut aussi contribuer au développement territorial.

La plupart des politiques de soutien à l'économie de proximité, reposent sur l'idée qu'il faut que les universités, les entreprises, les centres de formation se rencontrent, coopèrent et travaillent ensemble avec ce souci que les acteurs soient proches géographiquement. Donc, la proximité géographique est une condition nécessaire de la vitalité économique, car l'agglomération des acteurs est une source d'efficacité, notamment pour l'innovation.

Mais au-delà de cette idée très positive, il ne faut pas oublier que la proximité présente aussi des effets négatifs (la proximité subie). La mise en œuvre de projets, tout particulièrement ceux susceptibles de créer des nuisances, la rareté des sols disponibles, l'apparition progressive de dispositifs de gestion publique des sols à une échelle territoriale, et nouvelles règles d'urbanisme...etc. Dans ce cas, la proximité géographique peut donc être constitutive d'inégalités fondamentales créant des rapports de pouvoir entre les acteurs, donc elle génère des conflits et des externalités négatives³.

Réfléchir en termes de développement local et territorial implique que la qualité des relations qui lient les acteurs dans la proximité contribue à produire des marges de manœuvre nouvelles. Le développement local peut donc être lu comme un processus qui inspire, construit et conforte les dynamiques locales. Ainsi, le développement local dépasse l'idée de la croissance économique pour se placer dans la sphère d'un développement durable associant les dimensions économiques, sociales et culturelles, piliers de la durabilité du développement. C'est un objet géographique puisqu'il s'appuie sur la dimension spatiale. Il met au cœur de la problématique le triptyque territoire - acteur - développement.

La clé du développement local se situe essentiellement dans la mise en valeur des ressources propres d'un territoire par ceux qui en connaissent toutes les richesses, c'est-à-dire notamment les acteurs de l'économie de proximité. En contribuant au renforcement du lien social, l'économie de proximité œuvre au développement local dans toutes ses dimensions, économique, sociale et culturelle. C'est la même logique qui prévaut dans l'économie de proximité à dominante productive, notamment dans l'esprit des coopératives de production : l'entreprise s'appuie et valorise en même temps l'identité locale, en réunissant des personnes partageant un espace commun dans lequel ils peuvent se reconnaître.

Le développement local et territorial est l'affaire d'une myriade d'acteurs appartenant à un même espace et qui se coordonne, chacun dans sa sphère respective (productive, économique, sociale et politique), dans le cadre d'un projet de développement. En se basant

³Rallet A., Torre A., (2005), Proximity and Location, Regional Studies, vol. 39, n° 1, p. 49.

sur la typologie des proximités, présentée auparavant, trois processus ou trajectoires de développement local sont dégagées par le courant de l'économie de proximité⁴.

Si donc la proximité est aujourd'hui tant valorisée dans le discours du développement territorial, c'est moins pour des raisons intrinsèques aux besoins de coordination économique qu'en raison d'un double encastrement des interactions économiques dans les réseaux sociaux d'une part, dans les institutions d'autre part.

Dans cette perspective, nous nous sommes alors grandement interrogés sur la contribution de l'économie de proximité sur la diffusion des externalités générées par les entreprises localisées dans les zones industrielles au développement territorial et local. La richesse de la littérature sur la proximité et la croissance externe surtout l'initiative des chercheurs du groupe « Dynamiques de Proximité ». Ce groupe rassemble des économistes, mais aussi des sociologues, des géographes et des gestionnaires, a entamé depuis le début des années 90 une réflexion collective visant à mettre en évidence des convergences et des cohérences dans les nouvelles approches théoriques de l'espace. Il est composé de : Lung, Vicente (2008), Gilly et Torre (2000), Pecqueur et Zimmermann (2004), Talbot et Kirat (2005), Torre et Rallet (2005), Bouba-Olga, Carrincazeaux et Coris (2008), Rychen et Zimmermann (2008), Carrincazeaux, Grossetti et Talbot (2008) ou encore Kirat et Torre (2008).

La nouveauté qu'apporte cette thèse est sa spécificité par rapport à la littérature existante. En effet, en faisant le tour de ce qui a été publié dans ce domaine, on s'aperçoit que c'est souvent des cas pris dans des pays occidentaux. Alors que cette thèse traite la problématique de l'économie de proximité et son lien avec le développement territorial et local dans le contexte algérien, plus précisément dans la wilaya de Bejaia et nous avons pris les trois zones industrielles.

Nous nous interrogerons ici sur la localisation industrielle au niveau de la région de Bejaia et les formes de développement local et territorial qu'ils induisent. Nous allons chercher sur la base d'une enquête de terrain à saisir la dimension de la proximité existante entre les acteurs locaux, et la relation entre l'entreprise et son territoire, et le rôle de ce dernier à la coordination des acteurs et de spécialisation de ressources et qui manifestent et la diffusion des externalités sur le développement local et territorial de la wilaya de Bejaia, composé de trois zones, ont une concentration industrielle : celle d'Akbou, de Bejaia et d'El Kseur.

⁴ Pecqueur B., Zimmermann JB., (2004), Economie de proximité, Lavoisier, Paris, p. 102.

Dans l'étude qui nous concerne nous retiendrons le point de vue des proximités définies par Colletis et Pecqueur (1994,2004) ce qui placera les relations entre acteurs dans le but de la construction d'un développement territorial. A Bejaia, la relation entre les entreprises et leurs implications dans leur territoire peut être vue comme relation fondée sur un développement local et territorial.

La combinaison de l'ensemble des relations entreprises territoires sur un même espace donné fait souvent émerger des modalités de développement des activités. La question centrale qui en découle de ce qui précède : *Economie de proximité peut-elle jouer un rôle de facilitateur par les externalités qu'elles produisent et aussi de constitution une dynamique d'espace économique et développement territorial de la wilaya de Bejaia ?*

À cette question centrale, se greffent d'autres questions subsidiaires :

- **La proximité géographique favoriserait-elle le développement territorial d'agglomération et la diffusion des externalités pécuniaires ?**
- **La proximité organisationnelle favoriserait-elle le développement territorial de spécialisation et la diffusion des externalités technologiques et informationnelles ?**
- **La proximité institutionnelle favoriserait-elle le développement territorial de spécification et la diffusion des externalités d'appartenances?**

La littérature étant abondante en ce qui concerne la thématique de la proximité et développement territoriale. Nous avons, à cet effet, adopté l'approche hypothético-déductive. C'est une démarche qui part des hypothèses et qui, au travers d'analyses cherchera soit à les confirmer ou à les infirmer, en partant du général vers le particulier. C'est une approche qui reste basée sur une analyse approfondie de la littérature et qui vise en réalité à répondre à un certain nombre de questions posées dans la problématique.

Avant décrire la méthodologie choisie pour élaborer ce travail, nous sommes parties à la base de trois hypothèses de travail que nous chercherons à vérifier par l'analyse d'enquête de terrain. Nous sommes parties du fait que, les entreprises s'implantent en général, dans les zones d'activités ou les zones industrielles dont le degré de concentration est élevé, et être géographiquement proche est une mise en disponibilité relationnelle peut favoriser la naissance d'une interaction et d'une coopération, dans le but de tirer des profits en matière d'externalités positives, d'économies d'échelle et des synergies. Mais, le fait de se sentir proche ne doit pas être interprété comme l'assurance qu'une relation s'instaure, elle peut être facteur de conflits, de rivalités ou d'externalités négatives. Si la proximité géographique peut être souhaitée, comme le suggère l'analyse des effets positifs (les externalités positives,

l'économie d'échelle et les synergies), elle peut tout autant être subie et générer des effets négatifs (la proximité subie), les voisins peuvent s'ignorer et même plus, se détester⁵.

La proximité géographique aborde la question des conditions de localisation des activités productives (Pecqueur et Zimmermann, 2004). Les agents se regroupent parce que la proximité géographique est nécessaire à la réalisation de leurs interactions pour bénéficier d'externalités de diverses natures. C'est en partie la réponse donnée par Lucas (1988) à la question de la localisation des activités industrielles, ou par la nouvelle économie géographique qui considère que les agents économiques (entreprises et travailleurs/consommateurs) tendent à s'agglomérer parce qu'ils entretiennent des relations d'échange de biens ou de travail (Krugman, 1991⁶). Les entreprises localisées dans la zone de Bejaia s'agglomèrent car la proximité géographique favorise le partage et la diffusion des externalités pécuniaires, dans ce cas notre hypothèse est formulée comme suit :

Hypothèse 1 : La concentration des activités économiques au niveau de la zone industrielle de Bejaia résulte d'économies externes aux entreprises, liées à des économies d'échelle dans le partage de certaines ressources. Il s'agit ici principalement d'externalités pécuniaires provoquées par la concentration des activités et des personnes et qui se répercutent directement en termes de prix des facteurs de production, dans ce cas elle se base sur un développement local et territorial d'agglomération.

M. Grossetti et M.P. Bès (2001)⁷ relèvent que dans l'analyse des coopérations science-industrie, les effets de proximité peuvent jouer de manière déterminante par le jeu des relations individuelles au moment du contact entre les organisations amenées à collaborer, sans pour autant que cela ait des effets réels ultérieurs sur le contenu et le déroulement de la collaboration. Dans ce cas, la proximité est spécifique, elle permet de jouer un rôle non seulement de facilitateur de la coordination, mais aussi de structuration de cette coordination. Dans ce sens, la proximité organisationnelle facilite la coopération entre les entreprises localisées dans la zone industrielle d'Akbou et les réseaux scientifiques qui favorisent la diffusion des externalités technologiques et informationnelles, donc nous avons supposé la deuxième hypothèse comme suit :

Hypothèse 2 : Le processus de spécialisation se fonde sur une structure organisationnelle forte du tissu économique dominée par une activité industrielle ou un produit. La proximité organisationnelle augmente le degré de coopération dans la zone industrielle d'Akbou pour tirer d'externalités technologiques et informationnelles.

⁵Grossetti M., Bès M.P., (2001), Encastremets et découplages dans les relations science-industrie, Revue française de Sociologie, vol. 42, n° 2, p .327-355.

⁶Krugman P., (1991), Geography and Trade, MIT Press, Cambridge.

⁷Grossetti M., Bès M.P., op. Cite, p .327-355.

La proximité activée permet alors un meilleur échange des connaissances utiles pour suivre les évolutions de l'environnement et favorise l'intensification de la confiance entre des partenaires voulant innover de manière collective (Loilier, 2010)⁸. A la faveur d'interactions fréquentes, d'échanges directs et de face-à-face courants, la proximité géographique pourrait donc favoriser le partage des connaissances. Donc, la proximité institutionnelle renforçant le sentiment d'appartenance de ses acteurs dans la zone industrielle d'El Kseur. La troisième hypothèse est formulée comme suit :

Hypothèse 3 : Les entreprises sises dans la zone industrielle d'El - Kseur tissent des relations avec d'autres acteurs locaux, peut activer la proximité institutionnelle et tirer des externalités d'appartenance et cette dernière contribue à un développement local et territorial spécifique.

Afin de mener à bien ce travail, nous nous appuyons sur les textes fondateurs de l'économie de proximités [Bellet, Colletis, Lung (1993), Bellet, Kirat, Gilly et Torre (1998), Rallet et Torre (1995)], ainsi que sur certaines recherches appliquées, qui révèlent tout le potentiel offert par cette approche dans l'étude de cas concrets (Lung (1997), Zimmermann et Pecqueur (1995 et 1998)]. Dans un premier temps nous aborderons les concepts fondamentaux des analyses de la proximité, le développement local et territorial, les externalités spatiales et les zones industrielles.

La méthodologie de ce travail reposera sur un questionnaire exhaustif s'adressant aux chefs d'entreprises localisées dans les différentes zones industrielles de la wilaya de Bejaia. Pour réaliser notre travail, nous envisagerons de procéder comme suit :

- Une recherche bibliographique et documentaire portant sur les recherches bibliographiques, qui ont porté sur des documents et ouvrages généraux qui traitent de l'économie de proximité, externalités et développement territorial et local, des revues et des livres sur la géographie économique et la gestion territoriale. Des ouvrages et des articles qui traitent de l'histoire de développement local et territorial de l'Algérie. Enfin des mémoires et des thèses qui se rapprochent de la thématique qui nous intéresse.
- Des études et des dossiers statistiques réalisés par certaines institutions locales à l'image de : la direction de l'industrie et de la PME, la direction de la planification et du suivi budgétaire à Bejaia, la direction de l'industrie et mine et la gestion foncière d'Akbou et d'El Kseur et la société gestion immobilière de Bejaia...etc.
- Exploitation des documents.

⁸Loilier T., (2010), Innovation et territoire, In Revue française de gestion, (n° 200), p. 15 –35.

- Faire appel aux logiciels sophistiqués tel que XLStat, dans le but de faire ressortir une grille qui mesura l'impact de la proximité sur la diffusion des externalités et développement territorial.
- Une enquête de terrain, en choisissant un échantillon d'entreprises localisées dans les zones industrielles de la wilaya.
- Exploitation de l'enquête.

L'objectif du travail traite de la question de la proximité et développement territorial, d'abord le cadrage théorique et conceptuel, puis dans un contexte macroéconomique (l'Algérie), ensuite au niveau méso-économique (la wilaya de Bejaia) et enfin au niveau microéconomique (enquête auprès des responsables des entreprises localisés dans les zones industrielles de la wilaya de Bejaia).

Le premier chapitre traite l'impact de l'économie de la proximité dans la diffusion des externalités. Il revient sur la définition de l'approche de la proximité et ses typologies. Il s'agira par la suite de passer au rôle joué de la proximité géographique dans les coordinations, pour cela, nous nous intéresserons au rôle et utilité de la proximité géographique, ses caractéristiques, ses limites et ses dimensions, ainsi la dynamique territoriale activée par des processus de proximité géographique, et enfin les effets de la proximité sur les dynamiques des externalités.

Le second chapitre traite de la question de développement territorial et local. Nous nous intéresserons dans un premier temps au cadre théorique de développement local. Nous irons, dans un second temps, aux différentes théories traditionnelles et modernes du développement local, et nous présenterons les acteurs du développement local. Et dans le troisième temps, nous aborderons le développement local et territorial qui passe par l'installation des entreprises.

Le troisième chapitre se penchera sur l'expérience algérienne en matière de développement territorial et local d'où nous présenterons les potentialités, contraintes et perspectives. En passant en revue les principaux textes et des lois relatives aux collectivités locales et développement territorial en Algérie et ses acteurs de développement local. Dans la troisième section, nous aborderons la question du financement du développement local et territorial et le transfert des ressources aux collectivités locales en Algérie.

Le chapitre quatre est consacré à la présentation aux différentes zones industrielles dans la wilaya de Bejaia. Après une présentation socioéconomique de cette dernière, nous nous donnerons un état des lieux sur les différentes zones industrielles et zones d'activités, et nous analyserons l'impact de ses ZI et ZAC sur le développement local de la wilaya.

Dans le chapitre cinq sera présenté l'échantillon d'entreprises ciblé par l'enquête de terrain. Nous tenterons d'étudier la contribution de l'économie de proximité sur la diffusion d'externalités et le développement territorial sur différents aspects, notamment sur l'implantation des entreprises créées, sur l'ancrage territorial et l'attachement des entrepreneurs au territoire, le développement de relation interentreprises et les relations avec les acteurs locaux. La dernière section de ce chapitre traitera du rôle joué par les entreprises enquêtées sur le développement territorial et local.

Nous procéderons dans le dernier chapitre à l'analyse factorielle des données dans un premier temps et à un essai de modélisation dans le second temps.

Ainsi, le travail s'achève par une conclusion générale qui va permettre de donner quelques constats sur l'impact de la proximité sur la diffusion des externalités et développement territorial de la wilaya de Bejaia.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

Introduction

Au cours des trois dernières décennies, plusieurs tentatives ont été faites à la fois sur le plan théorique et sur le plan empirique pour prendre en compte le rôle de l'espace dans les dynamiques économiques. On retiendra plus particulièrement deux grandes catégories d'approches. La première est celle dite des « milieux innovateurs » (GREMI, 1986 et 1989), laquelle met l'accent sur l'importance des interactions locales dans le processus d'innovation : rôle du face à face dans certaines phases de l'innovation. La seconde catégorie quant à elle est construite sur la prise en compte des effets externes : districts industriels, dans la lignée des économistes de la « troisième Italie » (Beccatini, 1987 ; Brusco, 1982), déploiement économique international revisité par les approches de la « nouvelle économie géographique » (Krugman, 1991 ; Krugman et Venables 1995).

L'économie de proximité peut se scinder en deux ensembles complémentaires¹, d'un côté, l'économie résidentielle : économie marchande de biens et services résidentiels, activité non marchande de services centrés sur la satisfaction des besoins vitaux des populations, touristes inclus. Elle se compose de métiers qui se développent grâce à des populations consommatrices : alimentation, agriculture, marchés, commerce de proximité, services à la personne, services de santé, conseil en informatique et en nouvelles technologies, entretien de l'habitat, hôtellerie-restauration,....etc.

D'un autre côté, une économie à dominante productive fondée sur la rencontre entre activités économiques : l'installation de plusieurs entités sur un même site permet des effets de synergie et une mutualisation des moyens qui sont sources d'une compétitivité accrue. Ce pan de l'économie de proximité est plutôt tourné vers les activités de service et de conseil aux entreprises, l'économie sociale et solidaire, l'artisanat de pointe et l'industrie. Il regroupe la majeure partie des TPE et PME productives.

L'objectif de ce chapitre est de proposer une analyse des relations entre proximité et localisation à partir d'une grille d'analyse élémentaire progressivement enrichie. Dans la première section, nous exposerons la grille d'analyse fondée sur la place de l'approche de la proximité dans l'économie spatiale. Dans la seconde section, à l'aide de cette grille, nous remettons en cause la confusion souvent faite dans la littérature entre agglomération et interactions de proximité géographique, soulignons l'importance des phénomènes d'encastrement social et institutionnel pour rendre compte du rôle de la proximité géographique dans la coordination économique et montrons qu'une des grandes questions de recherche est d'expliquer les phénomènes d'ubiquité qui caractérisent aujourd'hui les comportements des agents économiques. Enfin, dans la dernière section sera consacrée aux effets de la proximité sur les dynamiques des externalités.

¹ Martin P., (2010), L'économie de proximité : Une réponse aux défis majeurs de la société française, Paris, p. 45.

Section1 : La place de l'approche de la proximité dans l'économie spatiale

Avec l'accélération de la mondialisation, caractérisée par l'évolution rapide des technologies, le choix d'implantation d'une entreprise sur un territoire donné est très important pour la survie et compétitivité d'une entreprise. Il s'agit de savoir la planter dans un territoire fertile, c'est pour cette raison que l'une de préoccupations majeures des entrepreneurs est de trouver les meilleurs emplacements possibles.

Mais qu'est-ce que la proximité ? Ou plus précisément quel est son rapport à l'espace géographique ? Que veut dire, qu'implique d'être à côté de quelqu'un dans les relations économiques ou sociales ? Des firmes locales peuvent être fortement rivales et refuser toute coopération. Par ailleurs, on peut être à la fois présent et actif ici et ailleurs, grâce aux technologies de la communication. Enfin, être proche de quelqu'un, ce n'est pas seulement se trouver à côté de lui, ce peut être aussi avoir une forte connivence avec une personne géographiquement éloignée, qu'elle appartienne au même cercle d'amitié, familial, ou au même réseau d'entreprises ou professionnel. Le long de cette section, elle sera consacrée à la place de l'approche de proximité dans l'économie spatiale ou nous essayerons de cerner les concepts clés liés à la proximité.

1.1. Le cadre d'analyse de l'approche de la proximité

L'analyse de la proximité selon les courants de l'économie spatiale se consiste à se positionner selon ses différents courants de l'économie spatiale. Cette approche consiste à introduire l'espace dans l'analyse économique après qu'il était marginalisé par cette dernière. Pour les néoclassiques, l'espace il représente seulement une distance entre un point et un l'autre et il engendre des coûts de transport. Cette approche repose sur l'analyse de la confrontation entre les forces centrifuges et centripètes sur la construction de l'espace régional. Les forces centrifuges favorisent la dispersion des activités. Par contre, les forces centripètes favorisent l'agglomération et la concentration des activités pour bénéficier d'économies externes et d'externalités positives. Pour Krugman, les externalités pécuniaires jouent un rôle des forces centripètes, lorsque les coûts de transport sont faibles, ainsi la stimulation de la concentration des industries dans une région donnée. Selon cette analyse, la proximité géographique est mise en faveur des avantages des forces centripètes.

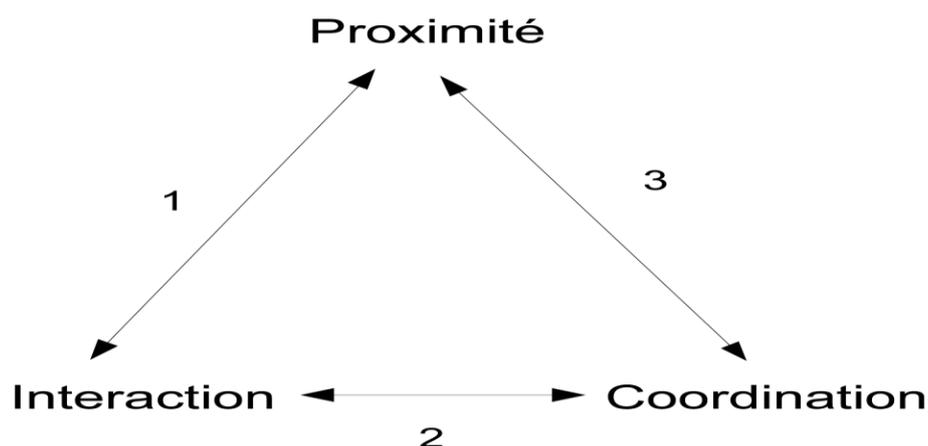
L'objectif de l'approche de la proximité peut être par conséquent être résumé dans celui du dépassement d'une approche trop simpliste de l'espace pour approfondir la question de la coordination. La clé d'une telle démarche consiste dans le passage d'une approche standard à une approche interactionniste de la coordination. Pour dire les choses rapidement, la théorie économique standard répond au problème de la coordination sur la base d'un concept de marché parfait (le marché walrasien) où agissent des agents rationnels et parfaitement

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

informés à partir de l'information portée par des signaux globaux, plus particulièrement en termes de prix.

Dans la lignée de Kirman², nous considérons qu'il y a interaction dès lors que l'état d'un agent, quel qu'il soit, est dépendant des états des autres agents. Cette interaction peut être directe ou indirecte. À un extrême, dans le modèle walrasien, cette interaction est médiatisée par le système de prix. À l'autre extrême, dans la théorie des jeux standards, les agents interagissent deux à deux à travers des jeux bilatéraux. Dans le monde réel, les interactions sont rarement étendues à l'ensemble de la population (chaque agent n'est pas en interaction directe avec tous les autres) et revêtent un certain caractère « local », elles mettent parfois en jeu des formes multilatérales d'influence et ne sont pas toujours de nature symétrique. L'approche interactionniste de la coordination est donc fondée sur la singularité et la complexité. La prise en compte des structures sociales (réseaux, groupes, etc.) devient essentielle et l'effet agrégé ne peut plus être considéré comme la somme des comportements individuels.

Figure 1 : Le triptyque « proximité - interaction - coordination »



Source : Zimmermann JB., (2008), Le territoire dans l'analyse économique. Proximité géographique et proximité organisée, Lavoisier, in Revue française de gestion, N° 184/2008, Paris, p. 113.

Ainsi, du point de vue de sa contribution à un jeu de coordination, la proximité peut être comprise comme un potentiel de formation d'anticipations, en réponse à une situation d'incertitude (figure 1). La proximité peut être considéré à la fois comme le cadre et la condition permissive de l'interaction (1), tandis que l'interaction constitue le vecteur d'éventuels jeux de coordination (l'interaction n'implique pas nécessairement la coordination) (2). En outre il faut considérer l'éventualité de coordination sans interaction, sous certaines

²Kirman A. P., (1998), Economies with Interacting Agents, The Economics of Networks, Cohendet P., Lierena P., Stahn H., Umbauer G. (Eds.), Springer-Verlag, Berlin, p. 17-51.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

conditions de proximité (3), par exemple lorsque les agents partagent certaines règles de comportement.

1.2.La présentation du concept de proximité

La mise en évidence du rôle de la proximité dans les relations entrepreneuriales n'est pas nouvelle (Torre et Rallet)³. Allain Torre considère que la proximité renvoie à l'hypothèse de base d'une séparation, économique ou géographique, entre agents (individuels ou collectifs), et donc à leur éloignement plus ou moins fort⁴. Il s'inscrit dans une conception de la réalité économique et socioculturelle essentiellement relationnelle. Ainsi, le lien social rapproche (et/ou éloigne) les agents détenteurs de ressources différentes dans la résolution d'un problème économique. Le concept de proximité se décline selon deux composantes majeures⁵ :

- La proximité organisationnelle repose sur deux types de logiques. D'une part, la logique d'appartenance suppose que sont proches, en termes organisationnels, les acteurs qui appartiennent au même espace de rapports (firme, réseau...etc.), c'est-à-dire entre lesquels se nouent des interactions de différentes natures. Ainsi, c'est de l'effectivité des coordinations que dépend l'appartenance à un même ensemble. D'autre part, selon la logique de similitude, sont proches, en termes organisationnels, les acteurs qui se ressemblent, c'est-à-dire qui possèdent le même espace de référence et partagent les mêmes savoirs. De ce fait, la proximité est liée à une relation de ressemblance des représentations et des modes de fonctionnement.

- La proximité géographique traite de la séparation dans l'espace et des liens en termes de distance et fait référence à la localisation des entreprises.

Huriot Jean Marie⁶ propose une autre définition de la proximité. Il considère la proximité comme :

- **La proximité est une qualité attribué à une relation : la qualité de la relation, varie selon milieu (rural/urbain).**
- **La proximité est une distance d'interaction entre agents : la proximité est une distance dans laquelle peuvent interagir deux ou plusieurs agents. La distance est prise dans une acception large, d'où on peut distinguer ainsi la distance géométrique, institutionnelle et subjective⁷.**

³Rallet A., Torre A., (February 2005), op. Cite, p. 47-59.

⁴Torre A., (2000), Economie de la proximité et activités agricoles et agroalimentaires, Revue d'économie régionale et urbaine, p .407-426.

⁵Idem.

⁶Huriot JM., (2001), La ville ou la proximité organisée, Edition Anthropos, Paris, p.56.

⁷ Bailly A, Debarbieux B., (1995), Géographie et représentation spatiale, Edition Masson, Paris, p.160.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

- **La proximité dans la perspective d'un calcul coûts /avantages : l'effort de s'approprié se traduit en terme économiques, par des couts. Une certaine proximité permet l'appropriation de connaissance et d'informations⁸.**

À l'évidence, la proximité est plurielle et la simple juxtaposition des acceptions économiques, géographiques, sociologiques, historiques, psychologiques....ne contribue qu'à rallonger une liste qui perd rapidement de son sens.

Le terme de proximité est donc ambigu. Mais, en même temps, c'est cette ambiguïté qui le rend intéressant car il concentre en un seul mot la multiplicité des échelles spatiales auxquelles les acteurs économiques et les individus situent leurs actions. Il faut donc conserver le mot en développant les différentes formes de la proximité.

L'approche interactionniste de la coordination est donc fondée sur la singularité et la complexité. La prise en compte des structures sociales (réseaux, groupes,...etc.) devient essentielle et l'effet agrégé ne peut plus être considéré comme la somme des comportements individuels.

Un certain nombre d'évidences empiriques et d'arguments théoriques plaident pour considérer la proximité spatiale comme un facteur positif de la coordination : clusters, districts, polarisation, métropolisation, externalités,... etc. Ceci suppose d'adopter une posture que l'on peut décrire en la déclinant en trois temps successifs :

- Passer d'un espace physique à un espace géographique, c'est-à-dire un espace construit, organisé (infrastructures et équipements qui parfois induisent une déformation de l'espace physique) et vécu.
- Considérer la proximité comme une notion relative : l'éloignement dans l'espace génère un coût (de transport, de déplacement, de manque à gagner en externalités, de transaction, d'opportunité) ou un obstacle (à l'exercice d'une activité, à l'échange, à la coopération,...etc.).
- Reconnaître l'idée que s'il y a proximité géographique, il n'y a pas nécessairement coordination (je ne connais pas nécessairement mes voisins, je n'ai pas nécessairement envie ni intérêt à jouer avec eux).

Quant à la localisation des agents au sein des différents types de zones dépendrait ainsi largement de leurs préférences ou de leurs attentes en termes de proximité⁹:

-Les acteurs à faible besoin d'espace (proximité géographique) et qui valorisent fortement les contacts avec d'autres acteurs (proximité organisationnelle ou relationnelle) s'installent de préférence dans les villes afin de bénéficier des deux types de proximité. Dans le cas des entreprises, il s'agit de la proximité avec les fournisseurs, les informations, les ressources

⁸Huriot Jean Marie., op. Cite, p57.

⁹Rallet A., Torre A., op. Cite, p. 60.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

humaines ou en capital. Dans le cas, des consommateurs, il s'agit de l'accès aux marchés du travail et des biens ;

-Les acteurs qui valorisent le besoin d'espace ainsi que le contact avec d'autres agents s'installent de préférence dans les zones rurales périurbaines. Ils se trouvent ainsi en position de bénéficiaire, dans une certaine mesure, des avantages de la nature, ainsi que de la proximité organisationnelle ou relationnelle de la ville, cette dernière possibilité se trouvant bien sûr limitée par une proximité géographique moins forte avec les activités urbaines ;

-Enfin, les acteurs qui valorisent fortement le besoin d'espace et plus faiblement les proximités organisationnelles ou relationnelles, ou encore ceux qui ont besoin de proximités spécifiques au rural, vont se localiser dans les zones rurales. C'est ainsi le cas des producteurs qui utilisent des facteurs de production (tels que la terre, pour les agriculteurs, grands consommateurs d'espace) ou des biens immobiliers uniquement présents dans le rural (forêts), ou qui recherchent la proximité d'acteurs locaux (on retombe sur l'idée des regroupements locaux de producteurs autour d'intérêts communs). C'est encore le cas des consommateurs qui vont se regrouper autour de bourgs secondaires.

1.3. Typologie de la proximité

Les littératures économiques, géographiques, mathématiques et sociologiques abondent de définitions diverses de la proximité, qui font référence à des notions aussi variées que l'espace, le voisinage, les institutions, les relations interindividuelles, les communautés épistémiques, la parentèle, les représentations...etc. Mener une analyse sur la proximité, aussi concise soit-elle, ne peut se faire sans s'intéresser aux composantes de base de ce concept à savoir la proximité organisationnelle et la proximité géographique.

Pour B. Pecqueur et J.B. Zimmermann¹⁰, la notion de proximité, peut par conséquent se décliner sur un mode spatiale aussi bien que non spatiale, correspond à une capacité d'agents qui la partagent à se coordonner. Elle comporte deux dimensions essentielles, l'une géographique et l'autre organisée¹¹. Tandis que, la proximité géographique est liée à l'espace, la proximité organisée recèle deux types : une proximité organisationnelle et une proximité institutionnelle¹². Elle constitue la réalisation de conditions nécessaires à la coordination des agents¹³. Selon cette explication, d'autres auteurs mettent l'accent sur le transfert de connaissances ou d'informations pour expliquer la recherche de Co-localisations (Feldman, 1999, Feldman et Massard 2002), ou tout simplement sur des raisons psychologiques ou sociologiques, qui les conduisent à se rapprocher, poussés par un besoin de nature sociale (Ota et Fujita, 1993). Donc, la proximité géographique est une condition nécessaire de la

¹⁰Pecqueur B et J.B. Zimmermann., (2004), Economie de proximité, Edition Herms, Paris, p.14.

¹¹Boschma Ron A., (2005), Proximity and innovation: A critical assessment, regional studies, vol 39.1, p. 63.

¹² Dupuy C et Burmeister A., (2003), Entreprises et territoires : Les nouveaux enjeux de la proximité, in La Documentation Française, Paris, p.11.

¹³ Pecqueur .B et J.B., Zimmermann, (2004), op. Cite, p.25.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

vitalité économique, car l'agglomération des acteurs est une source d'efficacité, notamment pour l'innovation¹⁴. À partir de cette définition, on constate trois formes de proximités¹⁵ :

1.3.1. La proximité géographique

Ce type de proximité est appelée aussi physique ou spatial, elle renvoie au positionnement des agents dans un cadre spatiale bien précis (Kirat et Lung, 1999)¹⁶. Elle fait référence à l'ensemble des liens qui peuvent exister entre les agents économiques du fait de la distance qu'il le sépare sur l'espace géographique¹⁷. Fonctionnellement, elle est peut être exprimé par des distances des temps des coûts de transport et des coûts de communication. Elle a deux propriétés essentielles. La proximité géographique « fait référence à l'ensemble des liens qui peuvent exister entre les agents économiques du fait de la distance qui les sépare sur l'espace géographique¹⁸ ».

Elle est tout d'abord de type binaire : il existe naturellement d'infinies graduations (plus ou moins loin de, plus ou moins près de) mais l'examen de la proximité géographique a pour objet de savoir si on est « loin de » ou « près de ». C'est de cette ligne de partage que l'on fait découler toute une série de conséquences présentées plus bas.

Elle est ensuite relative, doublement relative. Primo, la distance géographique, qui fonde le partage entre proximité et éloignement, est relative aux moyens de transport. On pondère la distance kilométrique par le temps ou/et le coût de transport. Secundo, la proximité n'est pas qu'une donnée objective. Elle procède en dernier ressort d'un jugement porté par les individus sur la nature de la distance géographique qui les sépare. Le jugement consiste à traiter l'ensemble des paramètres qui influent sur la distance pour les réduire à l'énoncé selon lequel on est près ou loin de. Cet ensemble des paramètres comprend des données objectives (kms, temps, prix) mais aussi la perception que les individus en ont. Or cette perception est variable selon l'âge, le groupe social, le sexe, la profession...etc. Par exemple, la possibilité de se rencontrer une fois par jour peut-être perçue différemment selon les personnes. Toutefois, bien qu'elle soit de nature sociale (déterminée par les moyens de transport) et subjective (relevant d'un énoncé), la proximité géographique peut être, à un instant t,

¹⁴Traki Dalila et Dr Boukrif Moussa ., (2015), Innovation et développement managériale : Le cas des entreprises agroalimentaires dans la wilaya de Bejaia, In revue Annales des Sciences Sociales et Humaines de l'Université de Guelma, numéro 11, juin 2015, p.11.

¹⁵Dupuy C et Burmeister A., (2003) Op .Cite, p.12.

¹⁶Kirat, T., Lung, Y. (1999) , Innovation and proximity: Territories as loci of collective learning processes, European Journal of Urban and Regional Studies, 6 (1), p. 27-38.

¹⁷G.Colletis et F.Rycken, Entreprises et territoires : proximité et développement local, In B. Pecqueur et J.B. Zimmermann, op. Cite, p.220.

¹⁸Idem.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

considérée comme une donnée de l'espace physique représentant une contrainte qui s'impose, en cet instant-là, aux agents pour développer leurs actions¹⁹.

Toutefois, le terme « géographique » ne concerne pas la seule la dimension spatiale. Il inclut aussi l'aspect temporel : la proximité géographique « ne doit pas être uniquement assimilée à une proximité physique car elle peut également reposer sur le développement et l'utilisation d'infrastructures de transport et de communication ». Pour éviter cette confusion, il serait donc plus juste de parler de proximité spatio-temporelle ou de proximité « de délai ».²⁰

Enfin, Bourdeau-Lepage et Huriot (2009) considèrent que la proximité géographique peut n'être que temporaire²¹. Elle correspond alors « à la possibilité de satisfaire les besoins d'interaction face-à-face entre les agents par les déplacements entre des localisations différentes » (Torre et Rallet, 2005, p. 58). En outre, l'activation de la proximité géographique est nécessaire. Elle est initialement neutre et « ce sont les actions et les perceptions humaines qui vont lui donner une dimension plus ou moins positive, ainsi que lui conférer une certaine utilité »²².

1.3.2. La proximité organisationnelle

La littérature a alors fait émerger la notion de proximité organisée pour pallier les insuffisances de la proximité géographique. Au sein de l'école de la proximité, deux courants peuvent être notamment distingués concernant cette forme complémentaire de proximité : les interactionnistes (Rallet et Torre)²³ et les institutionnalistes. Pour les premiers, la proximité organisationnelle est la seule forme de proximité organisée. Différemment, les seconds considèrent qu'elle peut être déclinée selon la proximité organisationnelle et institutionnelle. Nous avons décidé ici de reprendre la distinction différente proposée par Boschma²⁴ et qui différencie la proximité organisée entre les proximités organisationnelle, institutionnelle, cognitive et sociale.

La proximité organisationnelle repose sur deux types de dialectiques : selon la dialectique d'appartenance, sont proches en termes organisationnels les acteurs qui dépendent au même espace de relations, entre lesquels se tissent des interactions et selon la dialectique de similitude et de ressemblance. Dans le premier cas, c'est de l'effectivité des coordinations

¹⁹Rallet A., Torre A., (2004), Proximité et localisation, *Economie rurale*, n°280, mars-avril, p.25-41.

²⁰Rallet A., Torre A., Proximity and Location, op .Cite, p.75.

²¹Bourdeau-Lepage L.,Huriot J. M., (2009), Proximités et interactions : une reformulation, In revue *Géographie, économie, société*, 2009/3 (Vol. 11), p.233 – 249.

²² Torre A., (2010), Jalons pour une dynamique des proximités, In revues d'*Economie régionale et Urbaine* numéro 3, paris, p.66.

²³Rallet A. et A. Torre, (1995), *Economie industrielle et économie spatiale*, *Economica*, p.59.

²⁴Boschma Ron A. (2005), Proximity and innovation: a critical assessment, *Regional Studies*, 39, p. 61-74.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

que dépend l'appartenance à un même ensemble, dans le second la proximité est liée à une relation de « ressemblance » des représentations et des modes de fonctionnement. Ces deux aspects peuvent parfois se concilier, en particulier quand une relation d'appartenance reposant initialement sur des liaisons horizontales de type intra-industriel se matérialise par la suite par un accroissement des interdépendances entre organisations.

Donc, la proximité organisationnelle offre de puissants mécanismes de coordination à distance qui constituent le fondement de l'élargissement géographique croissant des interactions socio-économiques. L'assimilation faite dans la littérature entre des interactions riches en informations et en connaissances et la contrainte d'être localisé à proximité néglige le fait que les règles et les représentations collectives des organisations prennent en charge et à distance une part croissante de ces interactions.

Ces deux logiques sont pour partie complémentaires, pour partie substituables. Elles sont complémentaires car les croyances partagées limitent les interprétations divergentes possibles des règles formelles et rendent ainsi effective la coordination par les règles. De même, les interactions fondées sur des représentations tacites s'appuient généralement sur un minimum de règles formelles (par exemple des conventions ou contrats passés entre laboratoires scientifiques). Mais les deux logiques sont aussi en partie substituables : dans une communauté informelle, c'est à dire une organisation sans règles explicites fortes, la faiblesse des coopérations entre membres peut être compensée par l'existence d'une forte cohésion comportementale qui crée des règles implicites d'interaction. C'est le cas des communautés de chercheurs, faiblement structurées sur le plan formel mais ayant une forte cohésion résultant d'une formation universitaire homogène des chercheurs au niveau international.

Alors que la proximité organisationnelle traite de la séparation économique et des liens en termes d'organisation de la production, la proximité géographique traite de la séparation dans l'espace et des liens en termes de distance. Renvoyant largement à la localisation des entreprises, elle intègre les effets des mécanismes économiques, où ce que l'on appelle parfois la distance fonctionnelle. En d'autres termes, la référence aux contraintes naturelles et physiques, clairement inscrite dans sa définition, n'épuise pas son contenu, qui comprend également des aspects de construit social tels que les infrastructures de transport, qui modifient les temps d'accès, ou encore les moyens financiers permettant l'utilisation de certaines technologies de communication.

A côté des deux composantes de base, le concept de proximité peut se décliner en fonction d'un certain nombre de dimensions : physiques, technologiques, temporelles. Ainsi, la dimension relationnelle de la proximité reprend et intègre la distinction entre activités d'interaction et de transformation et, même si elle se concentre sur les interactions d'individus. Simplement, avant même la dimension organisationnelle, une grande importance est donnée aux relations entre personnes (les réseaux sociaux), considérées comme le ciment

des relations organisationnelles. La dimension institutionnelle exprime l'adhésion des agents à un espace commun de représentations, de modèles et de règles de pensée et d'action.

1.3.3. La proximité institutionnelle

Selon Colletis et Rychen, la proximité institutionnelle se définit comme l'adhésion des agents à des systèmes de valeurs visant à faire aboutir un objectif commun²⁵. Elle repose sur l'adhésion des acteurs à des règles d'action communes, explicites ou implicites, et, dans certaines situations, à un système commun de représentations, voire de valeurs. Cette proximité institutionnelle n'est cependant pas univoque dans le sens où elle renverrait à une adhésion pérenne de tous les acteurs à des règles communes²⁶. Elle est, au contraire, le résultat de compromis toujours provisoires entre des acteurs aux intérêts divergents et parfois contradictoires (entre employeurs et employés : le rapport salarial capitaliste), entre firmes (concurrence vs coopération), entre acteurs privés et acteurs publics (logique de profit vs logique de bien public).

En effet, le partage d'une base de connaissances minimale semble nécessaire pour initier une collaboration et un apprentissage efficaces. L'exclusion de nouvelles opportunités et le risque de dévoiler des secrets industriels à des concurrents demandent néanmoins de veiller au niveau de proximité cognitive. Cette dernière ne doit effectivement pas empêcher les organisations de rester en partie autonome vis-à-vis de leurs « partenaires-concurrents ».

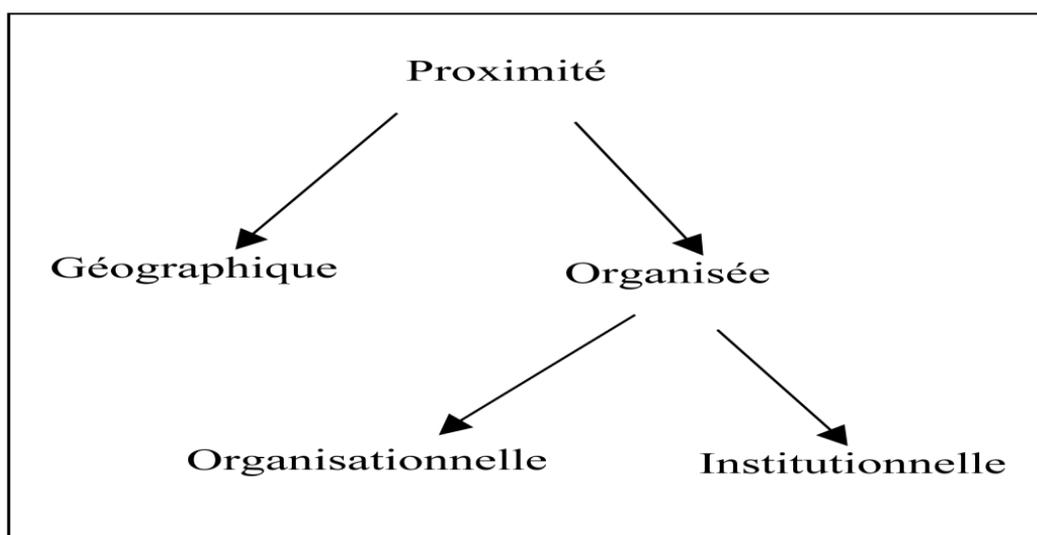
Finalement, la proximité sociale souligne l'importance de l'encastrement social des relations économiques. Plus la proximité sociale sera forte et plus les acteurs se feront confiance. L'incertitude quant à la possibilité de comportements opportunistes devrait alors diminuer. Cependant, si la confiance peut s'apparenter parfois à un « lubrifiant des relations sociales » (Arrow)²⁷ elle n'empêche pas toujours l'opportunisme, même dans des relations de longue durée.

²⁵Colletis G., Rychen F., op. Cite, p. 225.

²⁶Gilly JP., Lung Y., (2005), Proximités, secteurs et territoires, Cahiers du GRES, Cahier n° 2005 – 09, p.6.

²⁷Arrow K., (1975), Political and Economic Evaluation of Social Effects and Externality, in *Frontiers of Quantitative Economics*, Intriligator ed., North-Holland, p.3-25.

Figure 2: Les formes canoniques de la proximité



Source: Zimmermann J.B., (2008), Le territoire dans l'analyse économique. Proximité géographique et proximité organisée, Lavoisier, in Revue française de gestion, N° 184/2008, Paris, p .114.

En général, ces trois formes sont récapitulées selon Garnier, le premier est l'instance des coûts, des temps, des infrastructures et des relations sociales inscrites dans la matérialité de l'espace. La deuxième est l'instance de la structuration durable et finalisée des relations instaurées à l'occasion de l'activité productive. La troisième est que l'échange au travers l'instance de l'adhésion aux règles et coutumes, aux modes de comportements, aux représentations, aux imaginaires collectifs et aux projets²⁸.

Pecqueur et Zimmerman ont ressortis les points communs et les différences entre la proximité géographique et organisée. Ils ont donné une conception dualiste de la proximité²⁹.

➤ **Les points communs**

Cette situation se caractérise à la fois d'un point de vue spatial et non spatial, ce qui conduit à distinguer deux types de proximités : la proximité géographique et la proximité organisée. Les termes employés par Rallet et Torre : « pour notre part, nous retenons une définition simple reposant sur une distinction entre deux types de proximités respectivement nommées proximité géographique et proximité organisée. Comme son nom l'indique, la première est une notion géographique tandis que la seconde n'est pas d'essence géographique. C'est la nature de ces deux types de proximités qui fonde leur distinction. »³⁰.

²⁸ Garnier J., (2006), Proximité lourdes, proximité légères : une trajectoire de l'appareil productif dans l'aire de proximité métropolitaine marseillaise- in quatrième journées de la proximité, l'IDEP, le LEST, le GREQAM, et le groupe « Dynamiques de proximité », Marseille, 17-18 juin 2006, p.3.

²⁹Pecqueur B et J.B. Zimmermann., (2004), op. Cite, p .55.

³⁰Rallet A., Torre A, (2005), op. Cite, p.75.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

Autrement dit, la réponse à la question « relative à quoi ? » renvoie à une pluralité de situations d'interaction. Ce qui fournit une base commune aux deux propositions est la distinction entre des situations spatiales et non spatiales. Le point commun le plus important des deux propositions est que la concrétisation d'une situation de coordination est nécessairement basée sur une mise en rapport des acteurs. La proximité est donc une condition nécessaire préalable aux interrelations entre acteurs.

La proximité géographique décrit la situation relative des acteurs dans l'espace. Elle est introduite de manière objective. Une dimension subjective est ensuite ajoutée. La dimension objective est liée au fait que la proximité géographique est mesurable sous la forme d'une distance pondérée. La nature subjective est liée au caractère binaire de la métrique retenue (proche / loin). C'est la distance à partir de laquelle on bascule de proche à loin qui est subjective : elle varie avec les représentations des individus. Selon Rallet et Torre : « elle procède en dernier ressort d'un jugement porté par les individus sur la nature de la distance géographique qui les sépare ³¹ ».

La proximité organisationnelle n'est pas référencée d'un point de vue spatial. Elle décrit la situation relationnelle des acteurs, à l'aide d'une pluralité de registres,...etc. On retrouve dans les deux propositions l'idée d'une nature complexe de proximité géographique, fondée sur la combinaison de caractéristiques définies en amont, permettant de déterminer la situation organisationnelle.

Chacune de ces deux propositions conduit à la même logique d'application pour décrire la variété des formes de coordination ou d'interaction dans l'espace. Cette logique consiste à croiser ou conjuguer proximité géographique et proximité organisationnelle, ce qui est possible dès lors que ces deux composantes ne sont pas fusionnées. Ainsi, Pecqueur et Zimmermann écrivent « en soi, l'espace n'est pas générateur de coordinations »³².

➤ Les différences

Si La proximité géographique est analysée pour l'essentiel de la même façon, il n'en va pas de même pour la proximité organisationnelle. Certes, on est en présence de part et d'autre d'une distinction de deux composantes. Mais ce ne sont pas les mêmes. La dimension d'appartenance est définie de la manière suivante par Rallet et Torre : « L'appartenance à une organisation se traduit par l'existence d'interactions entre ses membres, inscrites dans les gènes (routines) de l'organisation, pour reprendre le langage évolutionniste. C'est ce que nous appelons la logique d'appartenance de la proximité organisée : deux membres d'une

³¹ Idem.

³² Pecqueur .B et J.B. Zimmermann, (2004), Economie de proximité, op. Cite p.75.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

organisation sont proches l'un de l'autre parce qu'ils interagissent, et que leurs interactions sont facilitées par les règles ou routines ³³».

Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, la coopération sera a priori plus facile à développer entre chercheurs et ingénieurs appartenant à même entreprise, un même consortium technologique ou un même réseau d'innovation. Pour sa part, la dimension de similitude repose sur des éléments de nature tacite : «Les membres d'une organisation sont réputés partager un même système de représentations, ou ensemble de croyances, et les mêmes savoirs. Ce lien social est principalement de nature tacite. C'est ce que nous appelons la logique de similitude de la proximité organisée. Deux individus sont dits proches parce qu'ils « se ressemblent », dans ce cas, ils partagent un même système de représentations, ce qui facilite leur capacité à interagir. » .

Pour Pecqueur et Zimmermann, cette distinction est inspirée de North³⁴. Ils écrivent plus loin : « la mise en œuvre durable et efficace de dispositifs de coordination de nature organisationnelle suppose de manière corollaire que les individus se situent non seulement dans des rapports organiques définis, mais aussi qu'ils partagent un ensemble de représentations et règles qui assurent le bon fonctionnement de l'organisation ³⁵». En ce sens il n'y a pas de proximité organisationnelle génératrice de coordination sans une certaine dose de proximité institutionnelle, indispensable à la coordination d'agents interdépendants mais dotés d'un degré plus ou moins élevé d'autonomie décisionnelle.

Cette nécessaire hybridation entre une proximité organisationnelle et une proximité institutionnelle contribue, selon son intensité, à la durabilité de la coordination prise au niveau du groupe, du système, et sa robustesse à des chocs externes.

³³Rallet A., Torre A., Proximity and Location, (2005), op. Cite, p. 47-59.

³⁴North D., (1994), Economic Performance Through Time, American economic Review, 84 (3), p. 359-368.

³⁵Pecqueur .B et J.B. Zimmermann, (2004), Economie de proximité, op. Cite, p. 80.

Section 2 : Le rôle de la proximité géographique dans les coordinations

La coordination est contingente de l'existence de formes de proximité qui se découlent de ce que partagent les agents. M. Grossetti et M.P. Bès (2001)³⁶ relèvent que dans l'analyse des coopérations science-industrie, les effets de proximité géographique peuvent jouer de manière déterminante par le jeu des relations individuelles au moment du contact entre les organisations amenées à collaborer, sans pour autant que cela ait des effets réels ultérieurs sur le contenu et le déroulement de la collaboration.

2.1. Le rôle et utilité de la proximité géographique

L'utilité de la proximité à une incidence sur les relations localisée entre les agents sur un même espace. Les articulations ne sont pas figées mais évolutives. D'une part, la proximité géographique stimule les interactions directes et immédiates et participe à la construction de règles, d'habitudes communes, de coordinations qui convergent à la construction d'une proximité organisée. Donc, leurs importance découlent dans la capacité à engendrer des formes de coordination montrées par Colletis et al (1999)³⁷ et Rallet (2002)³⁸ selon lesquelles « La proximité géographique est une condition permissive des interactions entre agents. Elle en facilite l'établissement et la réalisation mais ne les transforme en interaction réelles, en coordination effective, qu'à travers le passage d'une proximité organisée, fut-elle minimale ». En outre, l'insertion des différentes formes génèrent des effets de proximité et des économies externes qui impulse sur les dynamiques industrielles qui permettent un développement local.

La proximité géographique est donc subordonnée à la proximité organisée définie plus haut. Pour passer d'un simple rapprochement à un jeu de coordination, il faut que les acteurs disposent de représentations communes. Dans ce cas, la proximité géographique est spécifique, elle permet de jouer un rôle non seulement de facilitateur de la coordination, mais aussi de structuration de cette coordination. La proximité spatiale est analysée essentiellement comme une ressource et une contrainte qui peut traduire par les classiques coûts d'accès qui fondent une grande partie de l'économie régionale et de la géographie économique. La proximité spatiale entre agents est construite à partir de l'interrogation sur les formes de localisation spatiale des activités. La question principale est celle de distribution spatiale ou le concept l'économie d'échelle joue un rôle fondamental aussi bien chez Von Thünen³⁹ que

³⁶Grossetti M., Bès M.P., (2001), Encastrement et découplages dans les relations science-industrie, *Revue française de Sociologie*, vol. 42, n° 2, p. 327-355.

³⁷Colletis, G., Gilly, J.P., Leroux, I., Pecqueur, B., Perrat, J., Rychen, F., Zimmermann, J.B. (1999) ,Construction territoriale et dynamiques économiques, *Science de la Société*, n°48, p. 25-48.

³⁸Rallet A., (2002), L'économie de proximité, études et recherche sur les systèmes agraires et le développement-numéro33, le local à l'épreuve de l'économie spatiale, 2002, p18.

³⁹Von Thünen J. H., (1828), *Der isolirte Staat in Beziehung auf Landwirtschaft und National ökonomie* (l'État isolé en relation avec l'agriculture et l'économie nationale), Friedrich Perthes, Hamburg, p15.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

chez Weber. La répartition des activités relève d'une explication dont la clé est le cout de transport.

Tout d'abord, la proximité géographique peut jouer un rôle de facilitateur de la coordination. Parce que les agents qui sont dans une situation de proximité institutionnelle (par exemple s'ils appartiennent à une même catégorie professionnelle) ont plus de chance de se rencontrer s'ils sont géographiquement proches. Parce qu'elle peut faciliter le transfert d'une relation d'un contexte organisationnel à un autre ; dans le langage de la sociologie économique, on parle d'un processus d'« encastrement découplage » comme dans le cas des relations science-industrie (Grossetti et Bès, 2001)⁴⁰. Parce que la présence d'une multiplicité de ressources dans le même environnement géographique facilite les dynamiques de combinaison-recombinaison. Finalement parce que la proximité géographique facilite les interactions directes à travers des relations de face à face. Mais la proximité géographique peut aussi contribuer à compenser une faiblesse, un déficit de proximité de nature non spatiale et plus particulièrement de nature institutionnelle.

Ainsi, les études empiriques sur les effets intersectoriels sont favorisées par la proximité géographique, alors que celle-ci s'avère de peu d'importance en ce qui concerne les effets intra-sectoriels. Un autre registre est celui de l'image ou, symétriquement, de l'identité des agents localisés sur un même territoire. Ces effets contribuent généralement à générer une proximité institutionnelle qui peut contrebalancer sa faiblesse hors du contexte spatial. La proximité géographique peut aussi apparaître nécessaire pour bénéficier d'économies externes, particulièrement quand celles-ci sont décroissantes avec la distance, comme dans le cas d'infrastructures telles qu'un aéroport international ou une station d'épuration des eaux...

Finalement, quand proximité géographique et proximité organisée interviennent conjointement, elles sont susceptibles de contribuer à l'émergence d'un territoire. La proximité géographique. Le territoire est donc reconnu comme un support pour les organisations souhaitant se constituer un avantage concurrentiel, augmenter leur compétitivité ou innover.

La proximité géographique activée permet alors un meilleur échange des connaissances utiles pour suivre les évolutions de l'environnement et favorise l'intensification de la confiance entre des partenaires voulant innover de manière collective. A ce sujet, la littérature a montré que le degré de transmission des savoirs formalisés et tacites pouvait être différent. Ainsi, les connaissances formalisées seraient plus facilement codifiables et transmissibles, au contraire des savoirs tacites intimement liés à leurs détenteurs. A la faveur d'interactions fréquentes, d'échanges directs et de face-à-face courants, la proximité géographique pourrait

⁴⁰Grossetti M., Bès M.P., (2001), Encastremets et découplages dans les relations science-industrie, op. Cite, p. 327-355.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

donc favoriser le partage des connaissances tacites comme ce fut le cas dans les districts industriels italiens (Becattini, 1992)⁴¹.

Par ailleurs, la confiance est aussi « un mécanisme d'élaboration de la proximité géographique »⁴². Ainsi, « une éthique de travail, des principes de solidarité essentiels »⁴³. Ils peuvent être fondés grâce au sentiment d'appartenance, à la fréquence des relations (qu'elles soient marchandes ou non marchandes, formelles ou informelles) et aux habitudes de travail.

En résumé, au sein d'un territoire, la proximité géographique pourrait favoriser les rencontres, ainsi que le transfert d'information et de connaissances. Néanmoins, comme le souligne justement Rallet (2002)⁴⁴, il faut rester prudent et la seule proximité géographique ne peut être suffisante. A ce sujet, divers travaux de recherche ont souligné ses limites que nous allons développer dans le prochain élément.

2.2. Les caractéristiques de la proximité géographique

Rarement étudiée dans son essence, la proximité géographique présente pourtant des caractéristiques analytiques qu'il est nécessaire de rappeler et de préciser. En effet, loin de se réduire à une simple distance kilométrique ou à une relation entre personnes, elle peut être recherchée ou subie par les acteurs économiques et sociaux. Par ailleurs, elle est impactée de manière fondamentale par le développement des moyens de communication et des Nouvelles Technologies d'Information et de la Communication, qui génèrent des phénomènes de mobilité et d'ubiquité.

Définition élargie, la proximité géographique est avant tout une affaire de distance. Dans son acception la plus simple, il s'agit du nombre de mètres ou de kilomètres qui séparent deux entités. Mais la proximité géographique est relative, de plusieurs manières⁴⁵:

- elle est tout d'abord relative aux caractéristiques morphologiques des espaces au sein desquels se déroulent les activités. Il peut s'agir comme le cas d'un déplacement en avion, mais il arrive souvent que le relief du terrain joue un rôle : il n'est pas équivalent de se déplacer d'un point à l'autre sur une surface plane ou en escaladant une montagne ;
- elle est ensuite relative à la disponibilité d'infrastructures de transport. L'existence d'une route ou d'une autoroute, d'une ligne de train ou de métro, d'une voie fluviale, va permettre

⁴¹Beccatini G., (1987), Mercato e forzelocali : il distretto industriali, Il Mulino, Bologna, p.49.

⁴²Pecqueur .B et J.B. Zimmermann, (2004), Economie de proximité, op. Cite, p.34.

⁴³Colletis G., Gianfaldoni P ., Richez Battesti N., (2005), Territoires et économie sociale et solidaire : une mise en perspective », Intervention aux V^{èmes} rencontres interuniversitaires d'économie sociale et solidaire, 11 & 12 mai 2005, Aix en Provence.

⁴⁴Rallet A., (2002), L'économie de proximités : propos d'étape, Etudes & Recherches, Paris, p.29.

⁴⁵ Pecqueur .B et J.B. Zimmermann, (2004), Economie de proximité, op. Cite, p. 96.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

un temps d'accès plus ou moins long et plus ou moins aisé. C'est dans cet esprit que l'on parle de distance fonctionnelle, au sens de Perroux ;

- elle peut encore être relative aux conditions financières des individus qui utilisent ces infrastructures de transport. Une ligne de train à grande vitesse peut permettre un accès rapide entre deux lieux, mais son coût va se révéler prohibitif pour une partie de la population, du moins dans le cas de déplacements fréquents. Nous allons donc dire que la proximité géographique entre des personnes, ou entre des personnes et des lieux, est partiellement liée à la richesse des individus.

Il en résulte que, selon leurs stratégies, ou selon leurs perceptions de leur environnement, les acteurs vont avoir des comportements et des attitudes différentes au regard de la proximité géographique, en cherchant à se rapprocher ou à s'éloigner de certaines personnes ou de certains lieux, ou encore en s'estimant satisfaits ou insatisfaits de la proximité géographique de certaines personnes ou de certains lieux ou objets techniques. On parle alors de proximité géographique recherchée ou subie.

La proximité géographique recherchée correspond à la quête d'acteurs cherchant à satisfaire une demande de proximité géographique à d'autres acteurs économiques ou sociaux, à des ressources naturelles ou artificielles, à des lieux ou à des objets techniques. Elle peut prendre une forme permanente ou temporaire.

La proximité géographique subie correspond à la situation d'acteurs qui se voient imposer la proximité géographique de personnes, d'activités, d'objets techniques ou de lieux, sans être en mesure de se déplacer et de changer de localisation. Il en résulte, quand le déménagement est impossible où son coût d'opportunité trop élevé.

2.3. Les limites de la proximité géographique

La proximité géographique n'apparaît pas suffisante pour qu'il y ait entente ou collaboration entre des organisations. Loilier (2010) distingue trois arguments ⁴⁶ qui permettent de tempérer les bénéfices attribués à cette forme de proximité. Premièrement, plusieurs exemples de réseaux innovants, non restreints à un seul territoire, sont pourtant performants comme c'est le cas pour l'industrie de l'automobile ou le secteur informatique. Ensuite, la proximité cognitive (sur laquelle nous reviendrons ultérieurement) entre les acteurs semble aussi importante concernant le transfert des savoirs tacites (Rallet et Torre, 1995⁴⁷). Ainsi, des organisations ayant des représentations similaires pourraient d'autant plus facilement partager des connaissances.

⁴⁶Loilier T., (2010), Innovation et territoire, In Revue française de gestion, (n° 200), p.15 -35.

⁴⁷Rallet A. et A. Torre., (1995), op. Cite, p.49.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

En outre, les technologies de l'information et de la communication permettent maintenant de transférer des connaissances pourtant tacites (Loilier, 2010)⁴⁸ tout en offrant le don d'ubiquité (Torre, 2010⁴⁹).

Finalement, la confiance reste un processus complexe. La littérature a notamment montré les dangers engendrés par un excès de confiance tels que la rigidité systémique, le repli sur soi-même ou les phénomènes de « sur-encastrément ⁵⁰». L'action collective favorisant l'innovation risque donc parfois de devenir un frein comme l'ont montré Renault et Adam-Ledunois (2001) dans le cas des parcs industriels fournisseurs du secteur automobile : « l'association physique constitue un risque, non seulement pour les équipementiers qui investissent en actifs très spécifiques, difficilement redéployables, mais également pour les constructeurs qui peuvent craindre un « laisser-aller » de leurs partenaires du fait d'un engagement dans la durée ⁵¹» .

La proximité géographique pourrait donc devenir une barrière contre l'action collective, voire une source de conflits entre les organisations d'un territoire. La seule proximité géographique ne peut donc pas assurer l'interaction et la coordination de plusieurs acteurs d'un territoire. En d'autres termes, l'action collective localisée ne peut pas reposer sur la seule proximité géographique. Cela amène à s'interroger sur l'existence de formes supplémentaires et complémentaires de proximité. A ce sujet, Boschma (2005)⁵² ajoute à la proximité géographique les proximités organisationnelles, institutionnelles, cognitives et sociales que plusieurs auteurs regroupent sous le terme de proximité organisée (Rallet et Torre, 2004)⁵³.

Marshall (1920)⁵⁴ a, très tôt, souligné les effets positifs engendrés par l'agglomération des industries du fait de l'existence d'économies externes. Les économies d'agglomération (Weber, 1929⁵⁵) naissent du partage des infrastructures entre firmes (transport, communication,...etc.). Même si les facteurs générateurs d'économies d'agglomération peuvent différer, ce qui a été vérifié pour la localisation des firmes industrielles. Il est nécessaire d'aller plus loin dans l'étude des stratégies de localisation en dépassant le cadre des entreprises mono-sites pour s'intéresser aux entreprises multi-unités. Du fait, de leur

⁴⁸Loilier T., (2010), op. Cite, p.32.

⁴⁹ Torre A., (2010), Jalons pour une dynamique des proximités, op. Cite, p.75.

⁵⁰Grossetti M., Bès M.P., (2001), Encastréments et découplages dans les relations science-industrie, op. Cite, p .344.

⁵¹Renault S., Adam-Ledunois S., (2001), « Les enjeux stratégiques de la création de parcs de fournisseurs dans l'industrie automobile », In Revue Française de Gestion Industrielle, volume 20, 1/2001, p.172-173.

⁵²Boschma Ron A. (2005), Proximity and innovation: a critical assessment, op.Cite, p.350.

⁵³Rallet A., Torre A., Proximity and Location, (2005), op. Cite, p. 55.

⁵⁴Marshall A., (1920), Principles of Economics, Mac Millan, London.

⁵⁵Weber A., (1929), Über den standort der industrien, Tübingin, Traduction anglaise: Theory of the location of industries, Chicago University Press.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

spécificité structurelle, les entreprises multi-unités peuvent accentuer la recherche de proximité vis-à-vis de leurs concurrents. Que ce soit pour favoriser la coopération, pour agresser un concurrent ou tenter de le parasiter, la proximité géographique n'est plus la conséquence d'un simple processus mécanique comme dans le modèle de Hotelling⁵⁶, mais elle devient une véritable stratégie délibérée.

2.4. La dynamique territoriale activée par des processus de proximité géographique

Les auteurs mettent à jour les variables agissantes dans la production des conflits et analysent de manière fine la notion de proximité géographique et ses caractéristiques polymogènes. Comme le montrent Torre et Caron (2005)⁵⁷, tensions et conflits d'usage et de voisinage peuvent être étroitement associés à la notion de proximité géographique, qui s'impose aux acteurs et se trouve à la source même de la relation conflictuelle. L'approche se fonde sur une distinction fondamentale entre proximité géographique subie et proximité géographique recherchée.

Dans cette perspective, la proximité géographique joue un rôle déterminant dans la survenance des tensions et des conflits. En effet, les conflits que nous étudions ici ne se déroulent pas entre des acteurs éloignés, mais entre des voisins, parfois temporaires, voire entre des usagers, aux attentes divergentes, d'un même espace. Voisinages, contiguïtés, superpositions, sont essentiels à la compréhension de ces relations. Dans certains cas, la proximité géographique ne semble pas neutre non plus quant aux modalités de résolution des conflits, qui sont également influencées par les modes de relation ou de coordination entre les acteurs locaux et les dispositifs publics existants.

Revenons à la définition de la proximité géographique, telle que présentée dans la contribution de Gilly et Torre (2001)⁵⁸. La proximité géographique traite de la séparation dans l'espace et des liens en termes de distance. En d'autres termes, la référence aux contraintes naturelles et physiques, clairement inscrite dans sa définition, n'épuise pas son contenu, qui comprend également des aspects de construit social tels que les infrastructures de transport, qui modifient les temps d'accès, ou encore les moyens financiers permettant l'utilisation de certaines technologies de communication. Mais la proximité géographique, qui est généralement présentée comme devant être recherchée, peut également être subie, comme nous allons le voir⁵⁹:

• ***La proximité géographique recherchée*** : La proximité choisie, elle est le résultat des aspirations individuelles et collectives, souvent en contradiction avec les logiques

⁵⁶Hotelling H., (1929), Stability in Competition, Economic Journal, n° 39, p. 41- 47.

⁵⁷Torre A., Caron A., (2002), Conflits d'usages et de voisinage dans les espaces ruraux : « Autour du développement durable », *Sciences de la société*, n° 57, octobre, p. 94-113.

⁵⁸Gilly J.-P. et Torre A., (2001), Dynamiques de proximité, L'Harmattan.

⁵⁹ Idem.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

économiques⁶⁰. C'est le cas des personnes qui s'installent dans une ville ou un village pour bénéficier de la présence d'autres habitants, des infrastructures, voire de l'ambiance culturelle et cherchent ainsi à satisfaire un besoin de proximité avec d'autres acteurs économiques ou sociaux. On pourrait étendre cette problématique à la recherche de ressources naturelles ou de facteurs liés aux faibles densités, recherche des migrants saisonniers (résidents secondaires en particulier), des touristes et des pratiquants d'activités sportives de pleine nature dont la durée des séjours est le plus souvent courte. Dans le domaine productif, les entreprises vont chercher à installer des silos et autres infrastructures de stockage, voire des usines de transformation à proximité des lieux de production agricole, afin de limiter les coûts de transport et les pertes en charge. Elle est de deux types, selon qu'elle mobilise une proximité géographique permanente ou temporaire :

1. La demande de proximité géographique permanente se traduit par un changement de localisation et une installation dans un lieu jugé davantage propice à la satisfaction des besoins ou à la réalisation des activités projetées par l'acteur. C'est le cas des personnes qui s'installent dans une ville pour bénéficier de la présence d'autres habitants, des infrastructures, de l'ambiance culturelle où des entreprises qui vont chercher à installer des silos ou des usines de transformation à proximité des lieux de production agricole, afin de limiter les coûts de transport et les pertes en charge ;

2. La demande de proximité géographique temporaire trouve à se satisfaire sans changement de localisation, simplement par l'intermédiaire de mobilités ou de déplacements ponctuels de plus ou moins longue durée. Il s'agit du phénomène que les auteurs qualifient de micro-localisations des acteurs ou d'inégalité face à l'espace⁶¹, conséquence de la combinaison des particularités physiques de ce dernier (un acteur situé en haut versus en bas d'une pente, ou en amont versus en aval d'un cours d'eau) et des localisations des acteurs économiques et sociaux (plus ou moins loin d'une source de pollution).

Ainsi, l'acteur qui bénéficie d'une localisation favorable (accès privilégié à la ressource en eau, par exemple) va pouvoir peser dans la négociation, ou encore se voir « seulement » enjoindre d'entreprendre une action technique visant à réparer ou empêcher un dommage. Celui qui se trouve dans une situation défavorable (sans accès direct) sera peut-être davantage enclin à recourir au conflit afin de faire valoir ses intérêts, s'il les juge insuffisamment reconnus et défendus.

Enfin, cette inégalité spatiale rejaillit sur la définition même des droits de propriété et donc sur les modalités de résolution des conflits : les tentatives de négociation, de médiation

⁶⁰ Renault S., Adam-Ledunois S., Guédon J., (2008), Les Parcs Industriels Fournisseurs ou le choix de la proximité géographique, In Organisations et Territoires, p. 4.

⁶¹Torre A., Caron A., (2002), Conflits d'usages et de voisinage dans les espaces ruraux, op. Cite, p.98.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

ou de concertation, les jugements, prennent en compte ce phénomène inégalitaire (et parfois hiérarchique) fondamental (Bouba-Olga et Grossetti, 2005)⁶².

• **La proximité géographique subie** : La proximité subie est définie, à travers la notion d'agglomération, comme un facteur économique, qui aboutit à la concentration des activités et des hommes, entraînant une dégradation des conditions de vie dans les métropoles⁶³. La proximité géographique subie a trait, par exemple, à des résidents qui subissent des rejets (pollutions olfactives, visuelles ou sonores émises par leurs voisins), à l'installation d'une activité source de nuisances dans une commune, aux différends entre usagers ne s'accordant pas sur la vocation à un usage dominant d'un espace (que certains voudraient récréatif et d'autres productif), ou encore au problème posé par l'accès de différentes catégories d'usagers à une zone donnée (restrictions ou multi usage) .

Il résulte, quand le déménagement est impossible ou son coût d'opportunité trop élevé, une contrainte de proximité, qui s'appuie sur trois types d'interférences :

– les superpositions : deux ou plusieurs agents prétendent à des usages déferents pour un même espace, par exemple certains veulent l'utiliser à des fins récréatives et d'autres dans un but de réservation de la nature ou de construction. Ce sont en général toutes les situations dans lesquelles le multi usage se révèle délicat ;

– les contiguités : des agents situés côte à côte sont en désaccord quant aux frontières, bordures ou bornages de leurs espaces respectifs. Il peut s'agir de contestation des limites de propriété, de questions de servitudes ou de passages mitoyens, de remembrements. Ce sont des situations dans lesquelles apparaît une friction relative à l'appréciation du territoire d'action des individus ou des personnes morales ;

– les voisinages : ce cas concerne les effets indésirables d'une activité, pouvant se diffuser à des agents situés dans un périmètre proche par la voie des airs, des eaux, ou sous l'effet des pentes de terrains. C'est la situation emblématique des externalités de pollution, rejets d'effluents, épandages ou émissions toxiques, ou encore des nuisances sonores.

De ces oppositions entre proximité géographique subie et proximité géographique recherchée, naissent des tensions et des conflits entre voisins, entre différents usagers de l'espace, conflits et tensions qui se caractérisent par leur caractère micro-local et par le fait qu'ils naissent à propos des usages de l'espace. Ponctuels ou répétitifs, ils peuvent se manifester au niveau interindividuel (relations de mauvais voisinage, voies de fait, recours à des tierces parties, rétorsions, représailles), mais également être portés ou saisis par des individus (des élus par

⁶²Bouba-Olga O., Grossetti M., (2005), « Une (re) définition des notions de proximité », Document de travail Crief-Teir, p .4.

⁶³Renault S., Adam-Ledunois S., Guédon J., (2008), Les parcs industriels fournisseurs ou le choix de la proximité géographique, op. Cite, p .4.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

exemple) et des personnes morales ou des groupes, en particulier par des associations représentant les usagers de l'espace, des administrations, des collectivités locales ou territoriales. Leur histoire ne préjuge en aucun cas une résolution systématique, et ils peuvent perdurer, avec des phases d'affrontement et des périodes d'antagonisme.

2.5. Les dimensions négatives de la proximité géographique

L'approche des conflits⁶⁴ en termes de proximité doit beaucoup aux travaux menés antérieurement sur ce sujet, qu'il s'agisse des recherches de nature générale sur les conflits (Freund, 1983), de la littérature sur les effets externes (Catin 1985, Bromley, 1991) ou des premières recensions sur les conflits dans les espaces.

Dans l'ensemble de ces situations, l'ambivalence entre proximité géographique recherchée (qui répond à un besoin de proximité) et proximité géographique subie (qui impose des contraintes de proximité) est créatrice de tensions et de conflits. C'est sur la base de ces trois éléments (proximité subie, proximité recherchée, inégalité face à l'espace) que sont définis les conflits d'usage et de voisinage.

Si l'on se réfère aux relations de proximité géographique, il apparaît que les conflits peuvent se dérouler suivant trois modes majeurs, selon que la proximité géographique est recherchée ou subie⁶⁵:

- *Conflits entre acteurs subissant une contrainte de proximité géographique.* Il s'agit le plus souvent de conflits de voisinage ou d'aménagement entre utilisateurs permanents d'espaces contigus ou proches : émissions toxiques, pollutions, érection de bâtiments ou d'ouvrages... qui posent problème aux voisins et génèrent des tensions ;

- *Conflits entre acteurs recherchant une proximité géographique.* Il s'agit de conflits entre utilisateurs temporaires d'un même espace, dont les usages différents provoquent des phénomènes. Ces conflits d'usage touchent des acteurs qui attribuent des usages différents à un même espace, ou concernent des territoires dont la dimension spatiale se recoupe fortement ;

- *Conflits entre acteurs recherchant une proximité géographique et acteurs subissant une contrainte de proximité géographique.* Il s'agit de conflits entre utilisateurs permanents et temporaires d'un même espace. L'exemple type est celui des tensions entre urbains en emplacement résidentiel et acteurs domiciliés dans le rural.

⁶⁴L'analyse des conflits occupe une place importante dans la littérature des sciences sociales (en particulier la sociologie - Simmel 1992, Touraine 1978, Freund 1983, Coser 1982, la psychologie sociale - Lewin 1948, Stephenson 1981, Touzard 1972, les sciences politiques - Duclos 1998, la gestion - Mermet 1998, Faure et al.

⁶⁵Simmel G., (1950), *The Sociology of Georg Simmel*, in K.H. Wolff (Ed.), *The Sociology of Georg Simmel*, Free Press.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

Les relations entre ces différentes catégories d'acteurs peuvent alors se décliner de la manière suivante en ce qui concerne la proximité géographique (le tableau se lit de droite à gauche, la partie gauche signant l'émetteur du conflit).

Tableau 1 : Les conflits dans les espaces ruraux en fonction des différentes dimensions de la proximité géographique

	Proximité géographique subie	Proximité géographique recherchée
Proximité géographique subie	<ul style="list-style-type: none">- Conflits de voisinage et d'aménagement.- situation relevant de la catégorie économique des effets externes négatifs (nuisance) ou mise en place d'aménagement controversé.	<ul style="list-style-type: none">-Conflits d'usages et d'accès.-Consommation d'aménités donnant lieu à des effets externes négatifs.-Refus de consommation d'aménités.
Proximité géographique subie	<ul style="list-style-type: none">-Conflits d'usages et d'accès.-Consommation d'aménités donnant lieu à des effets externes négatifs.-Refus de consommation d'aménités.	<ul style="list-style-type: none">-Conflits d'usages.- Phénomène d'encombres liés à la consommation des mêmes aménités par différentes catégories d'utilisateurs.

Source : Rallet A., (2002), L'économie de proximité, études et recherche sur les systèmes agraires et le développement, Numéro 33, Le local à l'épreuve de l'économie spatiale, p.18.

Les recherches en cours au niveau empirique permettent de repérer certaines caractéristiques majeures des conflits d'usage et de voisinage (Torre et al. 2004). Trois types d'usages sont principalement concernés⁶⁶. Il s'agit de l'usage résidentiel et de l'usage de protection et de gestion de la nature, ainsi que de l'usage industriel (qui s'oppose souvent aux deux autres).

La place prédominante des conflits d'anticipation, ou conflits préventifs, constitue un second résultat important. Les procédures d'enquête publique ou les déclarations d'utilité publique sont, en effet, systématiquement à l'origine de tensions ou d'engagements – contentieux juridiques, manifestations, recours à la presse – marquant l'entrée dans le conflit. Le troisième résultat tient dans le fait que les conflits recensés sont en majorité liés à des innovations, qu'elles soient d'ordre technique (aménagement, infrastructure, activités industrielles), social (mise en place de groupes de travail ou de commissions), politique (protection de la biodiversité) ou organisationnel (nouveaux modes de gestion des terres, remembrement).

⁶⁶ Caron A., Torre A., (2012), Développement durable et territoires : Vers une analyse des dimensions négatives de la proximité.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

Les conflits, qui accompagnent tout changement, semblent en retour constituer une manière de modifier les règles et les régulations à la fois dans la sphère de l'action et dans celle de la négociation (recomposition des dispositifs de gouvernance locale).

Ils constituent, de plus, un ferment de lien social, en permettant à des communautés ou des groupes de personnes de se structurer autour d'objectifs communs et de prendre la parole dans le processus de gouvernance des territoires, en exprimant des oppositions à certaines actions prévues ou en cours de réalisation.

Enfin, les conflits d'usage et de voisinage se situent dans une relation d'interaction entre acteurs, qu'il s'agisse d'individus isolés, de personnes morales ou des groupes d'actions collectives. Si ces conflits donnent le plus souvent lieu à des débats, des luttes, des ruptures, ils sont également généralement ponctués par des phases de négociation, d'apaisement, propices à l'élaboration d'accords, ou d'arrangements plus ou moins formels et provisoires entre les acteurs parties-prenantes. Pour nous, comme pour Simmel, le conflit ne constitue pas, en effet, la dernière étape de la dégradation d'une relation, c'est au contraire une modalité de coordination des acteurs parmi d'autres, une forme d'apprentissage du lien social, avec son histoire, ses développements, ses pics et ses moments d'apaisement.⁶⁷

⁶⁷Simmel G. , (1950), The Sociology of Georg Simmel, in K.H. Wolff (Ed.),

Section 3 : Effets de la proximité sur la dynamique des externalités

L'atmosphère industrielle propice à l'innovation décrite par Alfred Marshall au début du 19^{ème} siècle n'était que le constat des avantages économiques (externalité d'agglomération) que procure à l'ensemble des entreprises le fait d'être localisées à proximité les uns des autres. C'est dans ce contexte que de nombreux travaux théoriques et empiriques récents reposant sur les rapports entreprises-territoires soulignent l'importance des concentrations d'activités économiques, notamment dans le cadre des rapports de proximité qu'elles entretiennent entre elles, et avec le milieu local d'insertion.

Afin de mettre en lumière l'importance de la notion de la proximité, nous allons consacrer cette section à présenter le lien entre les différentes formes de la proximité et leur rôle dans la stimulation des activités de l'organisation et dans l'émergence d'économies externes d'où l'incitation à un ancrage territoriale.

3.1. Articulation et croisement des proximités

On vient de voir que la proximité géographique ne constitue la seule référence des stratégies ni des actions des pouvoirs publics. En effet la dimension organisationnelle joue également un rôle important et conduit à faire de choix de localisation ou de diffusion technologiques⁶⁸.

Bien que très répandu dans la littérature économique, il ne s'agit pourtant là que d'un modèle parmi d'autres. Il arrive en effet bien souvent que la proximité organisée, qui se compose de relations fonctionnelles (interactions) ou identitaires (croyances et cartes cognitives communes) fondées sur l'organisation et non sur le territoire, ne se confonde pas avec la proximité géographique. Dans ce cas, la proximité géographique ne sera que faiblement ou pas organisée, alors que la proximité organisée ne prendra pas de dimension géographique. N'étant pas d'essence géographique, l'organisation a la capacité de traverser les territoires, d'en franchir les frontières. Elle se situe dans l'espace, ne fait pas abstraction des territoires, mais n'est pas définie, limitée par eux : l'organisation d'une firme multinationale en est un bon exemple.

3.1.1. L'articulation classique des deux grandes catégories de proximités

Proximité géographique et proximité organisée définissent deux idéaux types de la relation humaine inscrite dans l'espace, et leurs combinaisons permettent d'apporter des éléments de compréhension des processus de coordination et de communication entre acteurs proches et lointains. D'où l'intérêt de construire une carte des articulations et combinaisons des deux types de proximités, à partir des propositions suivantes :

- **Le potentiel de proximité géographique peut rester inactivé, ou non mobilisé** : Deux personnes ou deux entreprises vont se trouver en situation de proximité géographique

⁶⁸ Philippi M., Torre A., (2003), L'organisation en réseau : de l'instauration de règles locales aux actions collectives, in C. Dupuy et A. Burmeister, Entreprise et territoires, La documentation française, Paris, p.58.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

sans pour autant entrer en interaction. On peut habiter dans le même immeuble que des voisins que l'on ne connaît ou ne fréquente pas. Un laboratoire va se trouver localiser à proximité d'une entreprise avec laquelle il n'entretient aucun rapport.

- **Le potentiel de proximité organisée peut rester inactivé :** C'est le cas, par exemple, des personnes ayant les mêmes origines géographiques ou des cultures très proches mais qui ne se rencontrent pas ou n'entrent pas en communication.

- **La mobilisation simultanée des deux types de proximités donne naissance à des situations de coordination localisée :** C'est le cas des systèmes localisés de production, des situations dans lesquelles la conjugaison des proximités géographiques et organisées favorise la mise en place de processus de coordination et d'interaction se déroulant dans un lieu précis.

La conjugaison des deux types de proximités correspond à la situation dans laquelle le potentiel de proximité géographique est activé de manière permanente par des interactions de proximité organisée, le cas des clusters et des SPL. Cette combinaison est difficile à réaliser nécessite une Co-localisation des acteurs concernés, dont la mobilisation repose souvent sur des politiques adaptées. Les deux autres cas relèvent de situations bien moins exceptionnelles, le cas de la concentration d'activités économiques sans interaction entre entreprises (proximité géographique inactivé) et le cas de l'absence de groupes d'acteurs en interaction ou partageant des projets communs (proximité organisée inactivé).

Grande est la tentation d'expliquer le processus de concentration spatiale des entreprises et des populations, qui constitue l'une des caractéristiques majeures des économies contemporaines, par l'existence d'externalités directes de proximité géographique. Une telle explication n'est pas seulement l'apanage du courant des districts industriels et des milieux innovateurs. On la retrouve dans l'ensemble de la littérature. Selon cette explication, les agents se regroupent parce que la proximité géographique est nécessaire à la réalisation de leurs interactions. C'est en partie la réponse donnée par Lucas (1988)⁶⁹ à la question de la localisation des activités industrielles, ou par la Nouvelle Economie Géographique qui considère que les agents économiques (entreprises et travailleurs/consommateurs) tendent à s'agglomérer parce qu'ils entretiennent des relations d'échange de biens ou de travail (Krugman, 1991)⁷⁰.

⁶⁹ Lucas R., (1988), On the Mechanics of Economic Development, Journal of Monetary Economics, vol. 22, p. 3-42.

⁷⁰ Krugman P., (1991), Geography and Trade, MIT Press, Cambridge.

3.1.2. Croisement des proximités et ses résultats en termes d'interactions et de structuration de territoire

Nous adopterons deux approches⁷¹, la première approche (la fusion des deux proximités comme modèle analytique) en terme l'analyse du développement local dans un cas particulier posé, de facto, comme une norme. Les auteurs du courant des districts ou des milieux admettent certes que cette norme n'est pas universelle, qu'il y a d'autres modèles possibles de développement territorial (mais leur appareil analytique prisonnier de la fusion des deux proximités n'est pas en mesure d'en rendre compte. La seconde approche (la disjonction des deux types de proximité) introduit d'emblée la pluralité des formes de développement territorial et en propose une méthode d'investigation : analyser comment s'articulent deux types analytiquement distincts de proximité (géographique et organisée).

Afin d'illustrer cette idée, traçons un tableau des relations entre proximités géographique et organisée. Le tableau, qui se lit de gauche à droite, met en évidence les résultats obtenus par le croisement des deux types de proximité et les conséquences de cette rencontre en termes d'interactions entre entreprises au niveau local.

Tableau 2 : Le croisement des deux proximités

	Proximité géographique	Proximité organisée
Proximité géographique	Rien ne se passe : agglomération	Réseaux locaux, SPL, dispositifs de négociation
Proximité géographique	Mobilité, interactions temporaires	Réseaux non territoriaux

Source : Alain Rallet et André Torre, (2004)., Proximité et localisation, Economie rurale, n°280, mars-avril.

Le croisement des deux types de proximité, géographique et organisée, fournit une grille d'analyse des différents modèles d'organisation géographique des activités. Ainsi, les districts industriels, milieux innovateurs ou systèmes de production localisée (SPL) sont caractérisés par un recouvrement des deux proximités. Dans ce type de modèle, la proximité organisée est définie par l'intensité des relations clients-fournisseurs, l'échange de savoir-faire ou l'existence d'une atmosphère industrielle est fondée sur la Co-localisation des acteurs au sein d'une zone déterminée. Selon ce tableau nous pouvons illustrer :

- La case en haut à gauche signifie que la seule proximité géographique est insuffisante pour générer des synergies et impuissante à créer des interactions entre acteurs économiques au niveau local. Dans ce cas, où la proximité géographique ne se croise qu'avec elle-même, les acteurs économiques sont agglomérés mais n'ont pas de relations directes entre eux.

⁷¹Torre A., (2010), Jalons pour une dynamique des proximités, op. Cite, p .418.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

- La case en haut à droite montre que, pour impulser des interactions, la proximité géographique doit être activée par la proximité organisée. De la même manière, les effets négatifs de la proximité géographique peuvent être combattus par la mobilisation des ressources de la proximité organisée.

-La case en bas à gauche indique que la proximité organisée peut se transformer de manière temporaire en proximité géographique.

- Enfin, la case en bas à droite retrace des situations dans lesquelles interviennent des relations organisées de nature supra-locale (firmes multi-établissements, réseaux globaux...etc.). Les supports de coordination sont le partage de normes ou de standard (la norme ISO 9000), l'existence de règles formelles et de représentations communes et la mobilité des individus.

Le croisement entre les des deux proximités fait ressortir trois relations :

• **La relation 1 : la relation entre dynamique de proximité et dynamique territoriale** : S'explique par l'existence de relation et d'interaction entre proximité géographique et organisée qui créent une dynamique entre les formes de la proximité, qui favorise le champ de création des SPL, cluster....

En effet, cette dynamique de proximité s'effectue sur un territoire donné ce qui guide le territoire à subir des mutations territoriales lui permettant d'être dynamique et adapté au changement.

• **La relation 2 : la relation entre dynamique de proximité et dynamique industrielle** : S'expliquent par l'existence d'interaction entre proximité géographique et organisée qui s'aperçoit sur un territoire d'où la dynamique territorial qui se fait par les entreprises et les industries qui va engendrer une dynamique industrielle qui est due principalement à l'existence d'une dynamique des proximités et des opportunités territoriales perçues par la dynamique territoriale.

• **La relation 3 : la relation entre dynamique territoriale et dynamique industrielle**

Elle met la relation entre firme et territoire. Les rapports firmes territoires ont fait l'objet d'une importante littérature théorique, ainsi que d'un certain nombre de travaux empiriques. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, car jusqu'aux années quatre-vingt, leurs travaux mettaient en avant le nomadisme des entreprises et le faible rôle joué par les territoires des grandes groupes industrielles. Leurs relations sont souvent traitées de manières traditionnelles dans une optique de choix de localisation et d'économie industrielle⁷².

Les rapports des entreprises à leurs territoires caractérisent par quatre phases principales⁷³ qui modulent l'importance relative des facteurs de localisation et les stratégies des entreprises, stratégies dont les traductions spatiales modifient les territoires, ce qui en retour induit les politiques publiques d'aménagement. Comme l'a exprimé Philippe Aydalot : l'espace, c'est le passé des hommes enraciné dans un territoire, ce qui veut dire

⁷² Pecqueur B., Zimmermann J.B., (2004), Economie de proximités, op. Cite, p.104.

⁷³ Dericke PH., (1992), Espace et dynamiques territoriales, Economica, Paris.

qu'aujourd'hui cohabitent des formes de production, des modes de vie et des types de villes appartenant aux systèmes industriels⁷⁴.

3.2. Le concept d'externalité de l'économie externe : Quelques problèmes de définition

Le concept d'externalité trouve son origine dans celui d'économie ou déséconomie externe introduit par Marshall. Le problème de Marshall était d'expliquer la décroissance d'une courbe de prix d'offre de long terme dans une industrie, tout en maintenant l'hypothèse de coût marginal croissant pour l'entreprise. Le concept d'économie d'échelle permet alors d'inclure un prix d'offre décroissant avec la quantité d'output produit au niveau de l'industrie – la hausse de la production implique un déplacement vers le bas des fonctions de coûts des firmes – tout en maintenant ces économies externes à l'entreprise, dont le coût marginal reste croissant. Ce concept : « fournit une manière de sauver le modèle concurrentiel, d'éviter le problème du monopole »⁷⁵. Il ne s'agit pas ici de s'attarder sur ce concept marshallien : dès le départ, il posa lui aussi des problèmes de définition et suscita une grande controverse dans l'entre-deux-guerres. Cette controverse dite « des boîtes vides » contribua surtout à entretenir une certaine confusion autour du sens véritable de ce concept - Schumpeter dira d'elle notamment qu'elle fournit « un exemple criant de la lenteur et des circonvolutions du progrès analytique ». C'est avec la contribution de Viner (1931)⁷⁶ que se dissipent enfin certains malentendus. Il introduit une distinction déterminante entre économie externe pécuniaire et économie externe technologique.

L'économie externe technologique renvoie au sens contemporain : un effet externe de l'activité d'une entreprise sur une autre sans aucune médiation par les prix. Les économies externes pécuniaires renvoient en revanche à des effets transmis par les prix : la variation de la quantité d'output produite implique une variation des prix des inputs nécessaires à sa production.

Les économies externes de Marshall en font alors partie. Néanmoins, dans ce cas, l'économie externe n'engendre aucune sous-efficacité : elle désigne de simples ajustements de prix qui n'entravent en aucun cas l'optimalité : « les économies ou déséconomies externes liées aux rendements sont pécuniaires, c'est-à-dire passent par l'intermédiaire des prix de marché et révèlent seulement la nécessité d'une analyse d'équilibre général »⁷⁷. En ce sens, elles ne nécessitent aucune correction par l'intervention publique et ne sont plus considérées comme pertinentes.

⁷⁴Aydalot Ph., (1985), *Économie Régionale et Urbaine*, Economica.

⁷⁵Bator F. M. (1958), *Anatomy of Market Failure*, *Quarterly Journal of Economics*, LXXII, p. 351-79.

⁷⁶Viner J. (1931), *Cost Curves and supply curves*, repris dans: *Reading in Price Theory*, American Economic Association, Homewood, Irwin, vol. VI, (1952), p.23-46,

⁷⁷ Laffont J.J. (1977), *Effets externes et théorie économique*, éd. CNRS, Monographie du séminaire d'économétrie, n°13 (MSE D8), p.16.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

C'est pourquoi notre réflexion prend comme point d'ancrage la distinction de Viner et débute à l'époque – les années 50 – à partir de laquelle elle est communément admise par les économistes. Aujourd'hui, les économies ou déséconomies externes étant souvent remplacées par le concept bien défini d'effet externe, et les économies externes pécuniaires étant synonymes d'interdépendance d'équilibre général, les économies externes ne jouent plus aucun rôle en analyse économique.⁷⁸

Toutefois, le concept d'externalité demeure à l'époque étroitement associé à celui de rendements d'échelle et il s'agit de montrer ici comment il s'émancipe de celui d'économie externe pour renvoyer plus généralement à la notion d'interaction directe. L'article fondateur de Meade n'échappe pas à cette tradition. Néanmoins, s'amorce avec lui la théorie moderne de l'effet externe : il introduit en effet la définition contemporaine de l'externalité au sens d'interaction sans prix, définition qui permettra plus tard d'établir un lien formel avec les théorèmes de l'économie du bien-être et avec la notion associée de défaillance de marché.

3.2.1. L'interaction sans prix de Meade (1952)

Le concept d'externalité, malgré sa place croissante dans la théorie économique, semble se dérober à toute tentative de définition rigoureuse et consensuelle, et ce depuis l'article fondateur de Meade⁷⁹ jusqu'aux travaux de Arrow⁸⁰. L'assimilation de l'externalité à une 'interaction directe' sans prix s'impose rapidement mais certaines de ses caractéristiques a priori intuitives. Ces ambiguïtés témoignent d'une tension entre une définition formelle pouvant se prêter à de larges interprétations et une définition phénoménologique, cherchant à circonscrire l'externalité à certains types spécifiques de phénomènes. Par ailleurs, si la sous-optimalité de l'externalité s'avère presque constitutive de sa définition, son statut en tant que défaillance – absolue ou relative notamment – reste fluctuant selon les auteurs, dès lors qu'ils s'intéressent, en amont, à ce qui peut expliquer la présence d'externalités et donc à d'éventuels coûts de transaction.

Dans les années 50, Scitovsky⁸¹ constate à propos du concept d'économie externe, ancêtre du concept d'externalité : « C'est l'un des plus évasif de la littérature économique. Les définitions sont rares et insatisfaisantes ». Trente ans plus tard, Baumol et Oates regrettent toujours la même absence de définition rigoureuse : « L'externalité est, d'un côté, un concept simple ; de l'autre toutefois, elle est extraordinairement allusive. Nous savons comment la prendre en compte dans nos analyses, et sommes conscients de ses nombreuses implications, mais, malgré le nombre de tentatives éclairantes pour définir le concept, nous restons avec le

⁷⁸Bohm P. (1987), External Economies, in the New Palgrave: A Dictionary of Economics, London and New York, Macmillan and Stockton, p. 262.

⁷⁹Meade J. E., (1973), The Theory of Economic Externalities, Institut Universities des Hautes Etudes, Geneva.

⁸⁰Arrow K.,(1975), Political and Economic Evaluation of Social Effects and Externality, in Frontiers of Quantitative Economics, Intriligator ed., North-Holland, p.3-25.

⁸¹Scitovsky T. (1954), two concepts of External Economies, Journal of Political Economy, vol. LXII, p.70-82.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

sentiment que nous n'en avons pas saisi toutes les ramifications »⁸². Il s'agit alors de présenter ici, dans une perspective historique, les divers articles qui, dans les années 50 et 60, tentent successivement de résoudre ce problème de définition. C'est en effet à cette période que le concept d'externalité s'émancipe du concept d'économie externe marshallien et qu'émerge son sens contemporain.

Avec les travaux fondateurs de Meade (1952)⁸³, Scitovsky (1954)⁸⁴ et Bator (1958)⁸⁵, la notion d'externalité déborde le champ de la production dans lequel elle était confinée pour s'étendre à l'ensemble des activités économiques et pour renvoyer plus largement à toute forme d'interaction non transmise par les prix. Si cette idée d'interaction sans prix, ainsi que le formalisme qui lui est associé, s'imposent rapidement, certaines caractéristiques a priori intuitives des externalités – leur dimension involontaire ou incontrôlable notamment – font toutefois moins consensus.

Par ailleurs, il s'agit de s'interroger sur les relations qu'entretient ce concept avec la catégorie plus large de défaillance de marché, dans le cadre standard de l'équilibre concurrentiel. Ces externalités, la prise en compte de coûts de transaction s'impose et la notion de défaillance devient toute relative [Arrow (1969)⁸⁶, Heller⁸⁷ et Starrett⁸⁸ (1976)]. Cette étude est malheureusement partielle, à partir des années 60 notamment, la spécialisation de la théorie économique en divers champs plus ou moins distincts a produit des usages divers du concept d'externalité. Ainsi, en nous limitant au cadre plus ou moins identifié de l'équilibre général concurrentiel, nous laissons de côté des pans entiers de théorie économique qui chacun convoque l'externalité de manière spécifique.

Meade⁸⁹ s'intéresse à des externalités de production en concurrence parfaite, précisant qu'il laisse de côté notamment les problèmes de monopoles ou d'indivisibilité. Ces externalités – qui sont par ailleurs encore qualifiées « d'économies externes » – renvoient à des situations telles que « l'activité d'une industrie agit sur la production d'une autre autrement que par l'effet possible des prix de la production et des facteurs de cette industrie ». L'effet est alors à la fois externe au système de prix et externe au calcul d'optimisation des

⁸²Baumol W.J., Oates W., (1988), *The Theory of Environmental Policy*. Cambridge University Press, Cambridge, p.14.

⁸³Meade J. E., (1952), *External Economies and Diseconomies in a Competitive Situation*, *Economic Journal*, LXII, mars, p 54-67.

⁸⁴Scitovsky T. (1954), *Two concepts of External Economies*, op. Cite, p.70-82.

⁸⁵Bator F. M. (1958), *Anatomy of Market Failure*, op. cite, p. 351-79.

⁸⁶Arrow K. (1969), op. Cite, p. 47-64

⁸⁷Heller W. P., D. A. Starrett ., (1976), *On the Nature of Externalities*, in *Theory and Measurement of Economic Externalities*, éd. Lin, SAY, Academic Press, NY, p 9-21.

⁸⁸Starret D., (1972), *Fundamental non convexities in the theory of externality*, *Journal of Economic Theory*, 4, p. 180.

⁸⁹Meade J. E., (1952), op.Cite, p.54-67.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

agents puisqu'il n'est pas pris en compte par celui qui en est à l'origine. Dans ce cadre, Meade distingue alors deux types d'économies externes : les « facteurs impayés » et les « atmosphères ». Là encore, il ne s'agit pas de discuter les solutions proposées, ni leur pertinence, mais de s'attacher aux définitions formelle et économique de ces deux notions.

L'intérêt de la contribution de Meade est tout d'abord d'inscrire pleinement l'externalité technologique dans un cadre concurrentiel et d'évacuer d'emblée toute externalité pécuniaire. Ensuite, il met pour la première fois en exergue ce qui deviendra une des principales causes de la présence d'externalité évoquées dans la littérature : le non appropriation d'un bien. Le facteur impayé renvoie en effet à l'absence de définition de droits de propriété qu'invoquera Coase quelques années plus tard, ou encore à ce qu'Arrow appellera les marchés manquants⁹⁰.

Enfin, et surtout, la contribution de Meade, en introduisant formellement l'interdépendance de fonctions de production, définit l'économie externe comme une « interaction directe », c'est-à-dire sans prix.

3.2.2. L'extension du concept : de l'économie externe à l'externalité

L'introduction des externalités hors du champ de la production, dans celui de la consommation des individus n'est ainsi pas explicitement envisagée par Meade. Cet ancrage de la définition dans la sphère de la production exclusivement est symptomatique de la littérature de l'époque. Les usages de l'expression « économie externe » et du qualificatif « technologique » devenu désuet aujourd'hui en témoignent et révèlent bien l'héritage encore prégnant des débats autour du concept marshallien. Pourtant, une brèche est ouverte dans l'interprétation et, rapidement, Scitovsky (1954) puis Bator (1958) vont élargir le champ d'application du concept et s'émanciper définitivement de la notion de rendements et d'économies externes.

L'article de Scitovsky est fondateur dans l'histoire du concept d'externalité. Toutefois, il contribue à intégrer le concept d'économie externe de Meade dans la catégorie plus générale « d'interdépendance » et esquisse en filigrane la définition désormais standard des externalités. Il précise alors que le concept d'externalité technologique s'inscrit implicitement dans un cadre théorique particulier : celui de la « théorie de l'équilibre ». Cette « théorie de l'équilibre », implicitement celle de l'équilibre général concurrentiel, est caractérisée selon lui par l'hypothèse de concurrence parfaite – qu'il ne définit pas d'ailleurs – et celle d'indivisibilité des biens. Ces hypothèses garantissent que tout équilibre général concurrentiel

⁹⁰Coase R. H., (1960), The Problem of Social Cost, Journal of Law Economics, III, p.1- 44.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

est un optimum de Pareto sauf « si il existe des interdépendances parmi les membres de l'économie ».

Scitovsky fournit donc une typologie élargie des interactions directes, dont l'économie externe de Meade ne constitue qu'un simple cas particulier. L'extension du champ de la production au champ de la consommation est ainsi affirmée⁹¹. Et si formellement, le passage de l'interaction des fonctions de production à celles de consommation est juste suggéré, l'émancipation du concept marshallien d'économie externe, et de la notion de rendements d'échelle, est désormais effective. Il précise d'ailleurs que si les principaux résultats en économie du bien-être se limitent souvent à la sphère de la production, les interdépendances entre consommateurs sont de loin les plus importantes. En outre, sa référence au problème de l'envie témoigne bien du fait qu'il avait conscience de l'extension possible des interprétations de ces interdépendances en dehors du champ même des activités économiques.

Quelques années plus tard, Bator (1958) reprend, sans pourtant se référer à Scitovsky, l'extension de la définition entreprise par ce dernier : « dans sa version moderne, la notion d'économie externe – la variété technologique de Viner – appartient à une doctrine plus générale de 'l'interaction directe'. Une telle interaction, qu'elle implique des relations entre producteurs, entre consommateurs, entre producteurs et consommateurs, ou entre employeurs et employés, consiste en interdépendances externes au système de prix, et ainsi non prises en compte dans l'évaluation marchande. Analytiquement, elle implique la non-indépendance des diverses préférences et des fonctions de production. Elle a pour effet d'impliquer une divergence entre calcul coût-avantage privé et collectif »⁹².

Enfin, Buchanan et Stubblebine (1962) proposent eux aussi une définition qui élargit davantage le champ d'application du concept. Ils se livrent tout d'abord au constat récurrent d'absence de définition rigoureuse du concept : « l'externalité a été et reste centrale dans la critique néoclassique de l'organisation marchande »⁹³.

L'externalité est alors définie, formellement uniquement, par une interdépendance des fonctions d'utilité – définition pouvant être élargie aux fonctions de production. L'utilité d'un individu dépend donc de son vecteur d' « activité » mais aussi de celles d'un autre individu « qui par définition échappent donc à son contrôle ». L'activité d'un individu est elle-même définie singulièrement comme « toute action humaine observable pouvant être mesurée, comme manger du pain, boire du lait, émettre de la fumée, donner aux pauvres etc. »⁹⁴. La

⁹¹Scitovsky T., (1954), op.Cite, p.70-82.

⁹² Bator F. M., (1958), op.Cite, p.358.

⁹³ Buchanan J. M. and W. C. Stubblebine. , (1962), Externality, *Economica*, vol. 29, p. 371-84.

⁹⁴ Idem, p .372.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

définition d'une activité, aussi large qu'ambiguë, ne confine donc pas l'activité pertinente aux seules activités économiques, de production ou de consommation, mais l'étend à tout type d'activité « mesurable ». C'est donc la première fois au cours de ces débats que le concept franchit clairement la frontière de la sphère économique.

3.2.3. La naissance de la définition contemporaine

Si Meade n'affirme pas explicitement la dimension involontaire de l'externalité. C'est Mishan [(1969)⁹⁵, (1971)⁹⁶] qui, le premier, met en avant cette caractéristique qu'il considère comme l'essence même de l'externalité. Rappelant que l'approche d'équilibre général est justement censée prendre en compte les interdépendances, souligne l'importance dans ce cadre de la distinction entre interaction indirecte, via les prix relatifs, et directe, via les arguments des fonctions d'utilité ou de production.

3.3. Les externalités spatiales

Les externalités peuvent être définies comme les gains ou les coûts qui résultent de l'interaction des décisions individuelles des acteurs. Nous distinguons alors les externalités positives lorsque les décisions ou les actions d'un acteur affectent positivement les décisions ou les actions d'autres acteurs. Elles concernent l'écart entre le gain privé et le gain social. Par exemple, on considère généralement que les activités de recherche et développement (R&D) ont des effets positifs dont le producteur - en principe la société qui finance les recherches - n'est pas le seul à bénéficier. En effet, la recherche ajoute à la somme globale des connaissances et contribue ainsi à d'autres découvertes et avancées. Pourtant, le gain privé qu'obtient la société en vendant les produits issus de ses propres activités de R&D ne tient pas compte en général du gain qu'en tirent indirectement d'autres personnes. Il existe aussi des externalités négatives lorsque les décisions ou les actions d'un acteur affectent négativement les décisions ou les actions d'autres acteurs. Dans le cas de la pollution, exemple classique d'externalités négatives, le pollueur ne s'intéresse qu'au coût direct de la production et au profit qu'il peut en tirer sans se soucier des coûts indirects pour les personnes qui subissent la pollution.

D'une manière plus détaillée, « Externalities are costs or benefit of transactions that are not reflected in prices decisions. ⁹⁷ ». Nous présenterons le long de cette sous sections les quatre types des externalités spatiales :

3.3.1. Les externalités pécuniaires

La nouvelle économie géographique cherche à rendre compte de l'inégale répartition des activités économiques qui résulte de leur tendance à l'agglomération spatiale. Les

⁹⁵Mishan E. J. (1969), The Relationship between Joint Products, Collective Goods and External Effects, Journal of Political Economy, LXXVII, p. 329.

⁹⁶Mishan E. J. (1971), The Postwar Literature on Externalities, Journal of Economic Literature, p.1- 28.

⁹⁷ Koo J, (2005), Technology spillovers, agglomeration, and regional economic development, Journal of Planning Literature, vol 20, N^o 2, p. 106.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

modèles de la NEG (nouvelle économie géographique) reposent traditionnellement sur l'existence de deux forces opposées de dispersion et d'agglomération des activités. Les forces de dispersion (centrifuges) relèvent essentiellement de la faible mobilité des facteurs de production, des coûts de transport et de communication et plus généralement des coûts de congestion, d'encombrement, de pollution etc. Les forces d'agglomération (centripètes) résident quant à elles dans la présence d'externalités au niveau spatial. Le jeu entre ces deux types de forces détermine la tendance à la concentration ou à la dispersion des activités.

Ce type d'approche a pour ambition d'expliquer, à partir de ce principe de base, les processus d'agglomération à différentes échelles spatiales : la formation des villes et leur structure, la distribution interrégionale des activités ou l'échange international (voir par exemple la synthèse de Fujita, Krugman et Venables, 1999)⁹⁸. Ainsi, les externalités pécuniaires apparaissent des interactions économiques par l'intermédiaire du mécanisme de marché⁹⁹. Traditionnellement, les externalités pécuniaires sont étudiées à partir de l'approche fondatrice de Marshall, elles sont relatives aux¹⁰⁰:

➤ **Rôle des prestataires de services aux entreprises (les biens intermédiaires) :**

De nombreuses études ont mis en lumière l'importance que revêt, pour la croissance régionale, la présence de biens intermédiaires diversifiés et offerts localement, tels que les services juridiques, les biens et services de nature industrielle difficilement transportables, les activités de maintenance et les services financiers (Porter, 1990¹⁰¹; Saxenian, 1994¹⁰²). Les gains de productivité liés à la taille de la ville peuvent émerger dans des secteurs ne bénéficiant pas a priori d'économies d'échelle.

La concentration spatiale de services aux entreprises suffisamment spécialisés est au cœur de l'explication. Au fur et à mesure que s'accroît la taille de la population, le nombre de firmes opérant dans le secteur intermédiaire augmente, permettant ainsi une division plus fine et poussée des tâches et, par conséquent, un accroissement concomitant de la production globale.

Autrement dit, une plus grande spécialisation du secteur intermédiaire a un effet multiplicateur sur la productivité du secteur final, ce qui rend une grande ville plus productive qu'une petite.

⁹⁸Fujita M., Krugman P., Venables A J., (2001), *The spatial economy: Cities, regions, and international trade*, The MIT Press Cambridge, Massachusetts, London.

⁹⁹Scitovsky T., (1954), *Two concepts of External Economies*, *Journal of Political Economy*, vol. LXII.

¹⁰⁰Marshall A., (1920), *Principles of Economics*, in: MacMillan. I.C. (1983), « Preemptive Strategies », *The Journal of Business Strategy*, vol. 4, n° 2.

¹⁰¹Krugman P., (1991), *Increasing returns and economic geography*, *Journal of Political Economy*, volume 99, n°3, p. 483-499.

¹⁰²Saxenian A., (1994), *Regional Advantage: Culture and Competition in Silicon Valley and Route 128*, Harvard, Harvard University Press.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

A son tour, cette productivité plus élevée permet au salaire de croître avec la taille de la force de travail locale, ce que valident les études empiriques (Glaeser, 2003¹⁰³). Si les entreprises du secteur final se concentrent dans une région, la demande de biens intermédiaires y est très élevée, ce qui attire les producteurs de biens intermédiaires. En retour, ces biens étant fournis à un coût moindre dans la région centrale, les entreprises du secteur final y sont également attirées. En retour, ces biens étant fournis à un coût moindre dans la région centrale, les entreprises du secteur final y sont également attirées. Un processus d'agglomération de nature cumulative va donc s'enclencher (Krugman et Venables, 1995¹⁰⁴).

➤ Le capital humain et l'appariement sur le marché du travail

Nous savons aujourd'hui que l'éducation est la source d'une externalité qui n'avait pas retenu l'attention d'Alfred Marshall. Chaque travailleur bénéficiant – plus ou moins selon les cas - des compétences accumulées par les autres, la productivité sociale de l'éducation excède sa productivité privée (Moretti, 2004)¹⁰⁵. Bien entendu, cette externalité est d'autant plus forte que les travailleurs sont en contact régulier et aisé. On devine alors sans peine que la relation unissant le développement d'un territoire et sa dotation en capital humain soit devenue fondamentale. Elle est évidemment le constat d'un effet de composition structurelle de la région ou de l'agglomération urbaine : les activités de haute productivité sont par définition celles où le pourcentage des actifs de haute qualification est le plus élevé.

L'agglomération du capital humain est également un phénomène dynamique. Sur la base d'observations faites entre 1970 et 2000 sur 318 aires métropolitaines des États Unis, nous constatons une relation positive entre le taux de croissance de la population diplômée de l'enseignement supérieur et le pourcentage constaté à l'origine. Nous constatons même un lien entre le taux de croissance constaté sur la période la plus récente et le pourcentage de diplômés du supérieur par habitants en 1940¹⁰⁶.

De même, entre 1980 et 2000, la population américaine a augmenté sensiblement plus vite dans les aires métropolitaines où le taux de diplômés de l'enseignement supérieur est élevé que dans celles où il est relativement faible : 45 % de croissance dans les agglomérations où ce taux est supérieur à 25 % contre 13 % là où ce taux est inférieur à 10 % (Glaeser et Saiz, 2003)¹⁰⁷. Dans de nombreux pays développés, les différences de revenus

¹⁰³Glaeser EL., Saiz, A., (2003), The rise of the skilled city, NBER WP 10191.

¹⁰⁴Krugman P., Anthony J. Venables ,(1995), The Quarterly Journal of Economics, Vol. 110, No. 4 (Nov., 1995), Oxford University Press, p. 857-880.

¹⁰⁵Moretti E. ,(2004), Workers Education, Spillovers, and Productivity: Evidence from Plant-Level Production Functions , American Economic Review, Vol 94, n° .3,p.656-690.

¹⁰⁶Glaeser EL., Kolko J., Saiz A., (2000), Consumer city, NBER 7790.

¹⁰⁷Glaeser EL., Saiz, A., (2003), The rise of the skilled city, op.Cite, p.40.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

entre territoires tendent ainsi à refléter les différences dans la répartition spatiale des compétences et des savoir-faire (Combes et al, 2008)¹⁰⁸. Quant à l'Allemagne, où le capital humain est davantage dispersé et les disparités régionales moins marquées qu'ailleurs en Europe, vient a contrario confirmer le rôle du capital humain dans la formation des espaces économiques (Südekum, 2008)¹⁰⁹.

La baisse des frais de transport observée depuis le début de la révolution industrielle a réduit le pouvoir de marché des entreprises fondé sur l'éloignement géographique et, de ce fait, intensifié la concurrence. La réponse des entreprises a consisté, grâce à la recherche et au développement, à substituer la différenciation des produits à la différenciation spatiale traditionnelle. Dans la mesure où le pouvoir de marché ne trouve plus sa source dans l'éloignement géographique, les entreprises ne craignent plus les effets dommageables de guerres de prix associées à la proximité d'autres producteurs (Thisse et Ypersele, 1999)¹¹⁰. Cette nouvelle forme de différenciation implique pour les entreprises la nécessité de faire appel à des compétences de plus en plus diversifiées pour concevoir, produire, promouvoir et commercialiser une gamme croissante de produits.

➤ Échange d'informations et apprentissage

Bien que les prédictions relatives au déclin des villes soient nombreuses remarquons en passant que celui-ci avait déjà été annoncé par certains après l'invention du téléphone -, la grande ville reste le lieu privilégié de la circulation des informations stratégiques pour la vie des affaires (Glaeser, 2003)¹¹¹. Pour comprendre le bienfondé de cette affirmation, il faut rappeler la distinction faite plus haut entre informations tacites et informations codées. Le transfert d'informations au moyen des outils de communication modernes nécessite que celles-ci soient préalablement structurées selon des schémas et des codes clairement définis et connus de tous. Seules des informations formelles et précises peuvent être transmises de cette manière. Dans un tel contexte, les grandes villes restent les lieux privilégiés pour l'accueil d'activités consommatrices d'informations, surtout lorsque les entreprises agissent dans un environnement où les technologies évoluent rapidement et où la concurrence est forte. En particulier, les étapes préliminaires du développement d'une nouvelle technologie ou d'un

¹⁰⁸Combes PP., Duranton G., Gobillon L.,(2008), Spatial wage disparities: Sorting matters!, Journal of Urban Economics , Volume 63, n°2, March 2008, p. 723-742.

¹⁰⁹SüdekumJ., (2008), Convergence of the skill composition across German regions, In Regional Science and Urban Economics, Volume 38, no², March 2008, p.148-159.

¹¹⁰Thisse J.F., Van Ypersele T., (1999), Métropoles et concurrence territoriale, Economie et statistique, 6/7, p. 19-30.

¹¹¹Glaeser EL., Saiz, A., (2003), op.Cite, p.120.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

nouveau produit requièrent des contacts répétés entre les acteurs concernés, lesquels restent largement facilités par la proximité physique.

De plus, l'échange d'informations est à la source de diverses externalités car leur utilisation par un agent n'en réduit pas pour autant le contenu pour les autres. De ce fait, dès que les entreprises possèdent différents types d'information, les bénéfices liés à leur communication augmentent avec leur nombre.

➤ L'offre d'infrastructures

La densification économique des territoires permet aux autorités publiques locales de fournir des infrastructures modernes de transport et de communication, ainsi que des équipements adaptés aux besoins particuliers des entreprises. L'installation d'un grand nombre de firmes et de travailleurs sur un territoire donné aide à la formation d'un réseau plus dense d'infrastructures. Celles-ci pouvant être partagées par un grand nombre d'utilisateurs, leur financement devient plus aisé du fait de l'élargissement de la base fiscale leur servant de support. De même, certaines infrastructures, comme les centres de recherche ou les universités, verront leur performance augmenter dans une grande agglomération car elles attireront des travailleurs hautement qualifiés qui sont en même temps des consommateurs de biens culturels disponibles seulement dans les très grandes villes.

Il y a une autre distinction plus courante dans la littérature est celle opposant les externalités pécuniaires aux externalités technologiques. Elle a été développée au début par Scitovsky¹¹², puis elle a été enrichie à travers notamment des travaux de la nouvelle économie géographique et de la géographie de l'innovation. Grâce à la modélisation mathématique, Krugman a pu démontrer comment les relations entre offre et demande d'un produit et la baisse des coûts de transport créent des externalités pécuniaires qui favorisent la concentration de l'activité industrielle. Ainsi, les externalités pécuniaires apparaissent des interactions par intermédiaire des mécanismes de marché.

Pourtant, en dépit de ces évidences, l'existence d'externalités directes de proximité géographique (On appelle externalité directe de proximité géographique toute interdépendance directe entre agents requérant la proximité géographique pour se réaliser, quelle que soit la forme de l'externalité, pécuniaire ou technologique) semble admise comme un fait de nature dans la littérature consacrée aux questions spatiales (du type : on aura toujours besoin de relations de face à face pour établir des contacts sociaux et échanger des informations).

¹¹²Scitovsky T. (1954), op. Cite, p. 70-82.

3.3.2. Les externalités technologiques ou de connaissances

Elles sont difficiles à modéliser, d'où leur écartement de l'analyse Krugman (1991), donc ; elles sont considérées comme une boîte noire et elles produisent des interactions en dehors des marchés et affectent directement les consommateurs et les producteurs. Autrement dit, les externalités de connaissances représentent des gains que retire un agent d'une innovation technologique qui n'est pas la sienne sans supporter les coûts. La connaissance et les processus d'apprentissage collectifs sont devenus les lignes directrices dans l'étude des externalités technologiques (Malmberg 1997, Malmberg et Maskel 2002)¹¹³. Ces externalités technologiques sont présentes dans l'analyse marshallien sur les districts industriels. Elles reflètent l'atmosphère industrielle, en effet, le débordement technologique dans une région permet une agglomération d'entreprise. Elle représente les bénéfices que retire un agent d'une innovation technologique qui n'est pas la sienne sans supporter de coût¹¹⁴.

Elles correspondent essentiellement aux échanges de connaissances entre les entreprises, et aux relations non économiques de la socialisation. Elles comprenant l'ensemble des transferts informels de technologie et de savoir – faire venant améliorer l'efficacité des firmes d'un même milieu de façon imperceptible par la simple observation des marchés. L'existence, sur un même territoire, d'entreprise développant des produits utilisant des technologies complémentaires, permet de multiplier les occasions de contact, et d'innovation conjointe. Cela peut se traduire par des partenaires institutionnalisés, des projets communs, ou des licences d'exploitation de la technologie complémentaires.

Les travaux de Feldman et Audretsch (1996)¹¹⁵ s'attachent à expliquer la concentration des activités innovantes en partant de l'idée que si les spillovers sont localisés, alors certaines régions doivent bénéficier d'effets cumulatifs favorisant la production d'innovation. L'étude de la concentration des activités innovantes semble un moyen pour tester la dimension géographique des spillovers, une première étape consistant simplement à mesurer son niveau par des indices de concentration ou de spécialisation sectorielle¹¹⁶. L'approche par les spillovers technologiques a été l'objet d'un ensemble d'études empiriques qui a montré que les externalités de connaissance constituent une forte composante locale pour la concentration géographique. Dans la nouvelle économie basée sur les activités innovantes, les externalités

¹¹³ Howells, Jeremy R .L, (2002), Tacit knowledge, Innovation and Economic Geography, Urban Studies , vol 39, Nom 5-6, p876.

¹¹⁴ Koo J., (2005), Technology spillovers, agglomeration, and economic development, journal of planning literature, vol 20, numéro 2, p .106.

¹¹⁵ Audretsch DB ., P. Feldman M P ., (1996), R&D Spillovers and the Geography of Innovation and Production , The American Economic Review , Vol. 86, No. 3 (Jun., 1996), p. 630-640 .

¹¹⁶ Traki Dalila et Dr Boukrif Moussa ., (2015), Innovation et développement managériale : Le cas des entreprises agroalimentaires dans la wilaya de Bejaia, p .13.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

de connaissance ne cessent de prendre l'ampleur¹¹⁷. Ainsi, les travaux collectifs des chercheurs concernant les externalités technologiques se multiplient dans le but de créer et diffuser des connaissances qui sont la source de la performance des firmes et de leur compétitivité.

3.3.3. Les externalités informationnelles

Elles sont sources d'explication d'une myriade de phénomène économique. Elles sont définies par Vicente (2002) comme suit : les externalités informationnelles apparaissent dès lors que les actions ou les conséquences des actions des individus apportent des informations pertinentes sur la bonne décision à prendre¹¹⁸.

Elles se basent sur le principe de localisation en cascade d'où les agents entrent d'une manière séquentielle en observant le comportement des autres agents pour dissimuler au manque d'informations. L'exemple de la sixième avenue à New York agrémente par Caplin et Leahy en 1998¹¹⁹, explique ce principe de localisation. Car, cet avenue n'était pas attractive (à cause de l'absence de parking, de sortie de métro...), après l'installation de l'entreprise Bed Bath & Beyond qui émet un signal fort sur la qualité du site et réduit le risque et le coût d'installation d'autres entreprises, l'avenue est devenue un centre d'une activité commerciale très dense.

3.3.4. Les externalités d'appartenance

Elles sont assimilées à la proximité institutionnelle. Elles façonnent leur concrétisation sous formes pécuniaires ou technologiques. Elles désignent les effets négatifs ou positifs induit par l'appartenance des acteurs du territoire à des ensembles de valeurs communs sur l'efficacité et les résultats des constructions organisationnelles.

Elles sont appelées aussi externalités de réseau qui trouvent leur fondement dans le model de compétition technologique d'Arthur¹²⁰. Les externalités en réseau apparaissent dès lors que la satisfaction que retire un agent de son adhésion à un réseau économique est positivement corrélée au nombre d'adopteurs de ce réseau¹²¹. Dans le model d'Arthur illustre que l'émergence d'un monopole spatial en suivant un processus de localisation en grappe est le résultat des stratégies des firmes suivant un processus d'apprentissage interactionniste de localisation. Donc, les externalités de réseaux sont traduites en terme d'économie

¹¹⁷Howells, Jeremy R.L., (2002), op.Cite, p 876.

¹¹⁸ Vicente J., (2002), Externalités de réseau vs externalités informationnelles dans les dynamiques de localisation- Revue d'Economie Régionale et Urbaine, Numéro 4, p 535-552.

¹¹⁹ Cité in SUIRE R., (2003), Stratégies de localisation des firmes du secteur TIC : du cyber district au district lisière- in Géographie, Economie, Société, Numéro5, p 3.88- 552.

¹²⁰ Arthur W.B., (1999), Competing technologies, increasing returns, and lock-in by historical events, The Economic Journal, p.116-131.

¹²¹Vicente J., (2002), Externalités de réseau vs externalités informationnelles dans les dynamiques de localisation, op. Cite, p.540.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

d'agglomération est renforcé par des effets de rétroaction positives¹²². La Silicon Valley constitue un exemple frappant du processus de localisation en grappe avec apprentissage interactionniste et la génération d'externalités de réseaux dans le secteur de la micro-électronique et l'informatique.

Finalement, les externalités de coordination (informationnelles et de réseaux) marquent le passage des interactions marchandes entre agents économiques méditées par les prix vers des interactions non marchandes, et soulignent l'importance d'une approche séquentielle et cumulative des logiques de localisation ; elles contribuent ainsi à élargir le domaine de l'économie géographique vers celui de l'économie des interactions¹²³.

Conclusion au chapitre

L'économie de proximité est omniprésente sur le territoire et pénètre tous les secteurs de l'économie. Elle peut se concevoir comme « un regroupement d'acteurs économiques qui coordonnent leurs activités sur un territoire ¹²⁴ ».

Ce chapitre présente l'impact de l'économie de la proximité dans la diffusion des externalités. L'analyse théorique a fourni des explications cohérentes sur la découverte d'externalités liées à un lieu permet de dépasser l'explication de la localisation d'entreprises par les dotations en facteurs de production (main d'œuvre, matières premières,....,etc.). Désormais, l'explication est focalisée sur le concept d'externalités. En générale, on parle d'externalités fois que sur un marché , les décisions ou les actions d'un agent affectant les décisions ou les résultats des actions d'autre agent sans qu'il n'y ait de transaction volontaire autrement dit, les externalités désignent toutes les situations où un agent économique exerce une influence « Hors marché » sur d'autres agents .

Alors, les externalités découlent des mécanismes d'interdépendance. Ainsi plusieurs externalités ont été introduites en économie : externalités pécuniaires, externalités technologiques, d'informationnelles et d'appartenances.

Les avantages issus de ces externalités spatiales permettent d'une part d'améliorer la performance des firmes, et d'autre part, d'améliorer la performance des régions. L'appartenance à un réseau permet aux firmes de coopérer et d'exploiter ainsi des externalités de réseau de façon mutuelle et réciproque. Les régions peuvent bénéficier car l'existence et l'exploitation des externalités de réseau ne sont pas limitées au niveau des firmes.

¹²² Arthur W.B., (1999), op. Cite, p.125.

¹²³ Vicente J (2004), De l'économie des interactions à l'économie géographique : Théories et évidences sur la formation et la stabilité des clusters, Economie Appliquée Tome LVII, numéro1, p.47 -82.

¹²⁴ Pierre Martin. , (2010), op. Cite, p.121.

Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités

Dans cette perspective, nous procéderons avec l'approche de proximité pour expliquer la contribution des formes de proximité sur la diffusion d'externalités. Nous essayerons d'évaluer la proximité géographique dans la zone industrielle der Bejaia et son rôle dans la diffusion d'externalités pécuniaires.

Et nous expliquerons le rôle de la proximité organisationnelle dans la zone industrielle d'Akbou sur la diffusion des externalités technologiques (connaissances) et informationnelles. Quant à la proximité institutionnelle, nous essayerons d'apprécier l'impact de cette proximité dans la diffusion des externalités d'appartenances.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

Introduction

La littérature sur le développement local et territorial, nous renvoie souvent à deux aspects principaux. D'une part, les politiques publiques ou les modes de gouvernance du territoire semblent donner un contenu et une orientation au développement local. D'autre part, les politiques publiques déterminent largement les modes d'occupation du territoire par les entreprises et les acteurs économiques. Dans cette perspective, le développement local est présenté par certains économistes ou géographes comme le produit des stratégies des entreprises, leur mode d'occupation du territoire et leur mise en réseau.

De cette vision qui voit le territoire comme espace de déploiement des stratégies des acteurs économiques découle notamment la préoccupation d'offrir à ces acteurs un environnement propice à leur action d'où l'importance des questions connexes d'emploi et de formation. Le mode de coordination et de localisation des entreprises semble être privilégié dans certaines approches. Leur optique est de créer une dynamique économique localisée comme c'est le cas avec les districts industriels ou les systèmes productifs locaux.

Ainsi, le développement local peut s'apparenter à un processus « à travers lequel la population de ce territoire définit, au moyen d'un pacte sociopolitique et la mise en place d'un cadre institutionnel approprié au contexte, son rapport à la nature et son mode de vie, consolide les liens sociaux, améliore son bien-être et construit une identité culturelle qui a sa base matérielle dans la construction de ce territoire ¹ ».

Cette définition traduit toute la complexité du développement local que nous voulons examiner par cette recherche. Il repose sur les liens sociaux, il est un processus qui implique une démarche collective de construction du sens et du territoire en dépassant le simple espace physique au construit social.

Lefebvre a attiré notre attention sur la place que peuvent avoir les stratégies des acteurs dans le processus de sa production. Cette stratégie « comprend des projets et actions très divers ² ». En effet, les actions des acteurs et leurs stratégies contribuent à donner un sens spécifique à l'espace. Il en conclut que l'espace est le produit des stratégies et des rapports sociaux. La compréhension du processus de production de l'espace passe alors par la compréhension des rapports sociaux.

¹Peemans J.Ph., (2002), Le développement des peuples face à la modernisation du monde, Population et Développement n° 10, Academia-Bruylant, Louvain-la-Neuve, p. 477.

²Lefebvre H., (1972), Espace et Politique, in Le droit à la ville, Anthropos, p. 250.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

Le développement territorial s'est l'un des concepts présents dans de nombreux discours sur le développement. Il apparaît aujourd'hui évident que le développement des territoires au plus proche des habitants ne peut se faire sans les autorités locales, c'est-à-dire sans les citoyens via les organes chargés de les représenter, ce point de vue n'a pas toujours été partagé.

Après avoir introduit le stimulus des recherches sur l'économie de la proximité et les externalités. Nous penchons dans le deuxième chapitre, sur le développement territorial et local. De quoi s'agissent-ils ? Pour contribuer à l'éclaircissement du concept développement local et territorial et de ses soubassements théoriques dans la pensée économique et une synthèse sur l'émergence et la définition du concept du développement local et territorial. Ce chapitre sera consacré au cadrage théorique sur le développement territorial et local, dans la première section. Quant à la deuxième, elle est réservée aux différentes théories traditionnelles et modernes du développement local et territorial. Et la troisième section traitera le rôle joué par l'installation des entreprises sur la dynamique territorial et développement local.

Section 1 : Développement local et territorial : Cadrage théorique

L'émergence du développement local semble donc intervenir dans un contexte de réflexion sur les inégalités rural/urbain, ville/quartiers en difficulté, de dualisation spatiale produite dans un contexte de transformations économiques et de recomposition institutionnelle. Il traduit une recherche d'alternatives qui permettraient de réduire les inégalités et de gérer la crise. Cette transversalité a favorisé l'évolution vers une meilleure articulation entre les différents aspects de la crise et donc, de plus en plus, vers une approche « territoriale » qui conjugue les dimensions sociales et économiques³.

1.1. Le local et le territorial : Pour un meilleur développement

Le développement local s'est défini comme « La voie grâce à laquelle les acteurs entament un processus de remobilisation, de recréation d'un espace social d'où peut naître un développement ⁴ ».

Un schéma traduisant la complexité des rapports entre ressources, territoire et acteurs se dessine, problématisant ainsi le développement local. Cherchant à intégrer ces différents aspects, des « économistes de proximité »⁵. Ils proposent une définition du développement local qui repose sur trois dimensions principales :

- Des activités et des actions localisées et territorialement ancrées qui se déploient face à la dynamique de globalisation. Le territoire, en éternelle recomposition, y est une base de performance au sein de l'espace mondial. Le territoire, dans cette perspective, est « un système d'actions locales privilégiant et valorisant des ressources endogènes ⁶ ».
- La valorisation des diverses ressources territoriales dont certaines sont intentionnellement construites. C'est toute une dynamique d'acteurs qui peut être derrière cette construction sociale de ressources.
- Une action collective pour le développement local qui implique des initiatives locales et une dynamique d'acteurs. Cette dynamique porte sur l'élaboration d'une stratégie collective qui nous renvoie à l'action politique publique. L'aboutissement de l'action collective est conditionné, dans cette conception, par l'entente, par exemple sous la forme de partenariats locaux autour d'objectifs communs.

Dans une optique proche, Xavier Greffe souligne que les ressorts du développement local sont globaux et locaux. « Les premiers sont en général assimilés à l'existence d'un environnement macroéconomique favorable ou d'un cadre réglementaire pertinent. Souvent laissés dans l'ombre, les seconds ressorts ont trait à la mobilisation des acteurs locaux,

³Mondolfo Ph., (2001), Travail social et développement, Dunod, Paris, p.48.

⁴Mengin J., Masson G., (1989), Guide du développement local et du développement social, logiques sociales, l'Harmattan, Paris, p.38.

⁵ Zimmermann J.B., (2008), Le territoire dans l'analyse économique : Proximité géographique et proximité organisée, Lavoisier, in Revue française de gestion, N° 184/2008, Paris, p.39.

⁶Idem.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

l'utilisation du partenariat, la capacité d'organiser de nouveaux services, l'amélioration de l'image d'un territoire »⁷.

Mais, l'intérêt de l'apport de Xavier Greffe réside dans l'attention portée à la dimension d'égalité et d'équité. Dans ce sens, il insiste sur le lien à établir entre la création d'activités et la répartition équitable des effets tout en assurant la durabilité par la reconstitution des ressources.

En définitive, le développement local ne peut en aucun cas être considéré comme un processus de fermeture sur soi, mais plutôt une manière de tirer avantage de ses possibilités pour construire et façonner sa réalité. Ce qui signifie :

- qu'il n'y a pas de modèle unique de développement local,
- qu'il s'appuie sur les forces endogènes du territoire, -qu'il intègre des dimensions sociales, culturelles et économiques,
- qu'il fait appel à une volonté de concertation et à la mise en œuvre de mécanismes de partenariat et de réseaux,
- qu'il implique enfin, une stratégie participative et une responsabilisation des citoyens envers la collectivité.

Il ressort de ces observations et perspectives quelques caractéristiques fortes du processus de développement local :

- La proximité est un atout majeur car elle s'appuie sur une bureaucratie allégée réduisant les imperfections dans le processus de décision. Par ailleurs, elle implique la participation d'un nombre élargi de groupes de population et favorise des synergies entre eux.
- La dimension territoriale limitée et déterminée intégrant le social et le culturel assorti d'un sentiment d'appartenance s'avère un facteur essentiel d'autant plus indispensable que les autres facteurs du développement ; car impliquant les exigences d'une communauté territoriale. Le processus de développement local y trouve sa pleine expression et constitue un ferment commun aux habitants voire une certaine fierté.

Si cette multi dimensionnalité reste une référence forte du développement local, il n'en demeure pas moins que les acteurs locaux sont contraints de prendre en compte des contextes plus vastes (région, national) pour s'offrir des ressources techniques, financières et humaines accessibles supplémentaires au lieu de compter uniquement sur celles disponibles localement. Cela leur permettra de maîtriser et d'intégrer des éléments nécessaires au calcul économique à savoir, la valeur de la monnaie, les taux d'intérêt, la concurrence de productions venant des régions avoisinantes ou même de pays étrangers.....etc.

⁷Greffe X., (2002), Le développement local, Editions de l'Aube, p. 11.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

-Enfin, le développement local est plus qu'une question de décentralisation même si celle-ci reste une condition nécessaire et suffisante sur le plan organisationnel et institutionnel. Si on accepte la conception précédente, le développement local se différencie fondamentalement du processus de décentralisation consistant en la mise en place ou l'extension des pouvoirs de l'Etat attribués à des institutions publiques appelées collectivités locales et dont les compétences sont définies par la loi. Par ailleurs pour que décentralisation et développement local s'appuient mutuellement l'une l'autre, c'est leur articulation qu'il est nécessaire de concevoir et de chercher à tout moment.

1.2. Développement local : concept clés

Le développement local est un phénomène qui apparut comme une réplique à de nombreuses difficultés et obstacles générés par la crise des années 70. Cette notion est souvent attachée à celle de croissance. Cela dénoncé par François Perroux⁸. Cette notion s'explique par un accroissement des activités de production de biens et services.

1.2.1. La notion de développement

Le développement, est considéré comme une amélioration des conditions de vie. Donc, il représente un accroissement du bien-être et un changement dans la structure économique et sociale, de ce fait, il implique l'existence d'une croissance soutenue sur long terme. Le développement, phénomène multiforme et multidimensionnel, est souvent défini comme un processus de transformation qui accompagne la croissance économique dans une évolution à long terme⁹. Ce processus est étroitement lié au changement structurel, au progrès technique et à l'innovation globale et intéresse par conséquent tous les aspects de la vie.

Claude Courlet a mis l'accent sur la relation existante entre le développement et le territoire en avançant que : dans le processus de développement, le territoire peut jouer un rôle majeur. Il est le point de rencontre entre les acteurs du développement. Il est aussi le lieu où s'organisent volontairement ou de manière spontanée, les formes de coopération entre les entreprises, les individus et les activités¹⁰.

Cependant, le concept de développement est aussi défini par plusieurs auteurs à l'instar de Bernard Pecqueur qui le décrit comme un processus de mobilisation d'acteurs en vue

⁸Benhayoung G., Gaussier N., Planque B., (1999), L'ancrage territorial du développement durable, de nouvelles perspectives, l'Harmattan, Paris, p.200.

⁹Smati A., (2008), Nature du développement local et rôle des collectivités locales dans son financement, Recherches économiques et managériale – N° 5, Juin 2008.

¹⁰Courlet C., (2010), In Meradi O., (2008), Essai d'analyse de dynamique de l'aménagement du territoire en espace littoral : cas de wilaya de Bejaia défis et perspectives- mémoire de magister en sciences économiques, université Abderrahmane Mira de Bejaia, p. 47.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

d'élaborer des stratégies d'adaptation aux contraintes externes ou internes , sur la base d'une identification culturelle et territoriale¹¹. D'après cette définition le développement est :

- un processus à suivre et ce n'est pas un projet défini.
- il intervient à long terme sur un espace donné.
- il se base sur l'identité et la culture territoriale.

Il affirme que chaque processus de développement découle de trois conditions : l'innovation, la capacité à s'adapter et la capacité de réguler. C'est l'action dynamique des réseaux d'acteurs qui permet la réalisation concrète de ses conditions.

Vu sous cet angle, le développement local peut être envisagé comme une démarche qui consiste à privilégier les initiatives multiples socio-économiques et écologiques des acteurs publics et privés à l'échelle d'un territoire donné (espace) visant l'amélioration des conditions de vie par le biais d'une certaine autosuffisance qui s'appuie sur la diversification et l'intégration des activités. Elle insiste particulièrement sur la prise en compte des traditions productives locales et des valeurs culturelles des réalités locales qui restent réceptives aux changements technologiques et à la modernisation. En d'autres termes, ce sont des réseaux souples de petites unités de production caractérisées par une grande flexibilité qui répondent à la demande du marché.

1.2.2. La notion de local

Dans un contexte social, économique et politique en mutation, l'histoire du local montre qu'il a été décomposé pour être recomposé par la suite¹². La décomposition de l'ancien local est en effet liée à l'effritement du système fordiste. Des régions rurales et des catégories sociales ont été délaissées par la nouvelle logique de croissance et la restructuration des systèmes productifs. Dans une posture de modernisation, le local était désormais considéré comme un frein à une vision de développement du haut vers le bas, de planification et d'innovation¹³.

Le concept du « local » s'est imposé dans notre lexique sans le moindre examen, constate Alain Bourdin¹⁴. Toutefois, on assiste à une problématisation croissante de ce concept. D'une simple dimension géographique, le débat sur le local renvoie souvent aux questions de l'identité, du lien social et de l'articulation entre les différents échelons de l'organisation sociale. La notion de « local », elle repose sur la notion de territoire qui, elle-

¹¹ Tremblay S., (1999) : Du concept de développement au concept de l'après développement : trajectoires et repères théoriques, collection des travaux et études en développement régional, université de Québec, p .145.

¹²Levesque B., (2002) : Développement local et économie sociale. Démocratie et évaluation, in : Tremblay P. A., Tremblay M., Tremblay S., avec la collaboration de M. Truchon (dir.), Développement local, économie sociale et démocratie, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, p. 41-65

¹³Levesque B., (2002), Ibid.

¹⁴Bourdin A., (2000), La question locale, Coll, La politique éclatée, PUF, Paris, p.76-80.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

même est liée au découpage administratif parfois arbitraire et à l'appartenance identitaire au sens large qui offre un potentiel de ressources humaines, financières, d'infrastructures et institutions dont la mobilisation et la valorisation engendrent des idées et des projets de développement¹⁵.

Nous retenons la définition proposée par l'OCDE : le niveau local est l'environnement immédiat dans lequel la plupart des entreprises- et en particulier les petites- se créent et se développent, trouvent des services à des réseaux d'échange d'information et de relations techniques ou commerciales au niveau local. C'est- à-dire une communauté d'acteurs publics et privés offre un potentiel de ressources humaines, financières et physiques, d'infrastructures éducatives et institutionnelles dont la mobilisation et la valorisation engendrent des idées et des projets de développement¹⁶. Il repose sur¹⁷:

- Un découpage administratif.
- L'appartenance identitaire.
- Les champs d'action qui se délimitent autour d'une coalition d'acteurs de développement.
- et enfin d'un système ouvert qui consiste à dire que l'action ne s'exerce pas sur le territoire, mais elle le crée.

La dimension locale a été découverte à partir des années 80, dès lors, l'espace local acquiert des propriétés et des qualités qui le rendent attractif et capable de s'adapter en changement. Donc, à partir de là il est devenu un levier essentiel de tout développement. Il existe deux approches essentielles de local¹⁸ :

1) L'approche du local cognitif : est une approche qui a été élaborée par Kevin Lynch qui a permis de cerner les fondements conceptuels du local « construit » et « cognitif ». Dans l'approche cognitive, le lien entre la représentation du territoire et l'identité, individuelle ou collective, est mis en avant. Ce lien traduit le rapprochement entre l'espace physique et les représentations mentales¹⁹. Le local s'assimile ainsi à une imbrication du nous social et du territoire. Par analogie, le territoire peut être défini comme « un espace fondateur ». On en déduit donc que le local, cet environnement immédiat, est cognitif dans la mesure où il peut être un support d'identification, de socialisation et d'individuation.

¹⁵ Idem.

¹⁶ Cité dans : Prévost P., (1990), Le développement local : contextes et définitions- in cahiers de recherches IREC 01-03, institut de recherches et d'enseignement pour les coopératives, de l'université de Sherbrooke, p. 17 - 18.

¹⁷ Belattaf M., Idir A., (2006) : Le développement local : quelques éléments théoriques et pratiques, op. Cite, p.16.

¹⁸ Bourdin A., (2000) : op. Cite, p. 20.

¹⁹ Cité par Bourdin, op. Cite., p. 24.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

2) L'approche du local interactionniste : elle repose sur une thèse selon laquelle l'identité se construit à travers l'appartenance à un groupe et que « tout groupe d'appartenance est par principe associé à un territoire ». Le local peut expliquer l'ancrage dans une « communauté territoriale ». Les liens primaires ne semblent plus être déterminants dans la définition de cette communauté. Celle-ci se construit à travers l'action collective et est préservée par la mémoire collective. Ces actions collectives, de l'avis de Castells, « sont des sources spécifiques d'identité. Mais ces identités, dans la plupart des cas, sont des réactions de défense contre l'imposition du désordre global, du changement rapide et incontournable. Elles construisent des refuges, pas des paradis²⁰ ».

1.2.3. Origine du concept

Vers la fin des années 1950, deux économistes, John Friedmann et Walter Stöhr²¹ ont posé les bases de la théorie du développement endogène. C'est une théorie qui axe le développement sur un territoire restreint et le conçoit comme une démarche partant du bas, privilégiant les ressources endogènes et faisant appel tant aux traditions industrielles locales qu'aux valeurs culturelles du territoire, et prenant en compte les besoins et les aspirations de ses habitants. Il part d'un principe simple : la mobilisation des potentialités locales (ressources naturelles, sociales, individuelles,...etc.), peut orienter les dynamiques socio-économiques.

Il est une réponse d'une part à la mondialisation naissante à l'époque, dont on commence à sentir les effets, d'autre part à l'approche frontale de l'aménagement du territoire, très centralisé, qui agit par rattrapage massif des retards économiques dans une dynamique exogène dont on sent poindre les limites. Dans beaucoup de pays, le concept de développement local est utilisé pour contester la vision descendante du développement, qui consiste en des décisions prises par les sphères centrales du pouvoir, sans concertation avec les populations concernées et qui visent à remédier aux disparités régionales et à organiser les activités économiques dans une logique sectorielle.

Dans d'autres pays, le développement local est né de l'affrontement de trois logiques²² :

- Une logique de marché, considérée comme facteur de croissance et de progrès et motrice de développement, mais source de dérapages économiques et sociaux,
- Une logique d'État, facteur de cohésion et de solidarité nationale, agissant en vue de corriger les déséquilibres du marché,
- Une logique de territoire, qui tend à prendre en charge l'identité culturelle et la qualité du quotidien du citoyen.

²⁰Castells M., (1997), Cité par Bourdin A., op. Cite, p. 36.

²¹Kolosy K ., (1996-2001), Le développement local : réflexion pour une définition théorique du concept.

²²Brunet B ., (2006), Le développement local : un concept mais aussi une pratique, Document Internet : www.globenet.org/horizon-local/perso/ledevlocal.html

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

De l'affrontement de ces trois logiques, est née la prise de conscience suivante : les politiques d'aménagement du territoire (logique d'État), mises en œuvre pour corriger les grands déséquilibres géographiques et socioéconomiques (logique de marché), ne peuvent trouver leur pleine efficacité qu'en s'appuyant sur des volontés locales (logique de territoire).

En Algérie, même si les codes de la commune et de la wilaya parlent d'un plan de développement local, adopté par les assemblées élues, force est de constater que jusqu'au début du nouveau millénaire, toutes les décisions ayant trait au développement étaient prises au niveau central, telle que les décisions ayant trait à l'aménagement du territoire, à l'implantation des entreprises publiques, aux actions économiques et sociale.

On peut voir le développement local comme une invention permanente d'un modèle social adapté au territoire qui le porte qui s'enrichit des expériences extérieures en produisant à son tour de l'expérience innovante. C'est en quelque sorte une vision idéaliste et parfois paradoxalement utopique d'un vivre ensemble.

1.3. Genèse et définitions du développement local

Pendant longtemps le fordisme représentait le mode idéal de la production pour les pays développés. C'est ainsi il domine la période des trente glorieuses. La conception de cette industrialisation s'est inspirée de la théorie des pôles de croissance de Françoise Perroux. Dans sa théorie fondée sur le concept d'industrie motrice. Avec l'avènement du premier choc pétrolier, l'économie mondiale connaît des crises et d'instabilités caractérisées par un arrêt des gains de productivités. Ce choc a remis en cause la fiabilité de model fordiste et pôles de croissances.

Vers les années 70, et début 1980, une nouvelle logique de développement est mise en place, celle du développement par le bas inspiré des travaux de Stöhr W (1981 et 1984)²³. Ce modèle a permis la redécouverte la dimension locale et l'intérêt de la PME qui apparut comme un stimulant de développement locale.

Le concept de développement local a pris la forme de la théorie endogène développée par Friedman J et Stöhr W²⁴. Mais en réalité, le développement local est propagé avec la décentralisation des années 80.

²³Walter B Stöhr., (1984), La crise économique demande-t- elle de nouvelles stratégies de développement régional ? Vers un nouveau paradigme de développement régional, in « crise et espace », sous la direction de Philippe Aydalot , p .183-206.

²⁴Chomentowski D., (2013), Le développement local, In Plate-forme régionale développement rural Rhône-Alpes, p.7-9.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

Selon Pecqueur B (1989), le développement local n'est « ni mode, ni modèle, il est une dynamique qui met en évidence l'efficacité des relations non exclusivement marchandes entre les hommes pour valoriser les richesses qu'ils disposent²⁵ ». Et pour lui, le développement local met l'accent sur l'efficacité des relations non exclusivement marchandes entre les hommes.

Une autre définition, celle citée par DATAR²⁶ des 1982. Celle – ci voit dans le développement local « la mise en œuvre le plus souvent, mais pas exclusivement, dans un cadre de coopération communale, d'un projet global associant les aspects économiques, sociaux, culturels du développement, généralement initié par des élus locaux, un processus de développement local s'élabore à partir d'une concertation large de l'ensemble des citoyens et des partenaires concernés et trouve sa traduction dans une maîtrise d'ouvrage commune . »²⁷. Cette définition souligne le rôle des élus dans la concertation et la coopération des partenaires locaux pour l'élaboration et la mise en œuvre des projets communs.

Grefe a défini le développement local comme étant un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire donné, à partir de la mobilisation et la coordination de ses ressources et de ses énergies, il est donc le produit des efforts de la population. Il met en cause l'existence d'un projet de développement intégrant ses comparantes économiques, sociales et culturelles, il fera d'un espace de contiguïté un espace de solidarité active²⁸. Il le considère aussi comme une réaction à la crise économique des années 70, et il privilège la PME PMI comme un stimulant de développement. Il le définit dans ce cas « tourne à une apologie de la sortie de crise par la petite entreprise, chaque chômeur ayant vocation à créer la sienne²⁹ ». Sur cela, le développement local repose sur un mode de coordination multidimensionnel (économique, culturel et social) des acteurs dans l'exercice des fonctions et l'atteinte des objectifs au sein d'un territoire.

Les fondements idéologiques fondent ce que Bernard Vachon nomme une « façon de penser » « un processus dynamique alimenté par des attitudes et des comportements axés sur l'action » et « une stratégie dans laquelle les acteurs sont les bénéficiaires »³⁰. Ceci implique que le développement local doit trouver dans le territoire un terreau bénéfique fondé sur la préexistence de solidarités locales. Il faut néanmoins souligner que le développement local

²⁵ Pecqueur B., (1989), Le développement local, mode ou modèle- Edition Syros, Paris, p.16.

²⁶ DATAR : Délégation de l'Aménagement du Territoire et l'Action Régionale.

²⁷ Définition du DATAR, cité par Gouttebel J.Y., (2003), Stratégies de développement territorial , Economica, 2^{ème} édition, Paris., p.45.

²⁸ Grefe X., (1984), Territoire en France, Economica, Paris.

²⁹ Grefe X (1988) , Décentraliser pour l'emploi, les initiatives locales de développement , Economica, Paris, p. 57, in Bellache Y., (2002), Essai d'évaluation des effets de l'ajustement structurel sur le développement local : cas des communes du versant nord du massif de Babors –Bibans , op. Cité, p.13.

³⁰ Vachon B., (1993), Le développement local. Théorie et pratique, Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur, p..320.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

n'est pas un repli sur soi et doit s'appuyer sur une capacité d'ouverture qui permet de tirer profit des expériences extérieures en les adaptant aux conditions spécifiques du local.

C'est ainsi que dans la logique de développement local, l'échange et la mutualisation des expériences est un ressort important de la réussite. Pour Pecqueur, d'une manière générale, le développement local, sous ses aspects les plus spontanés, décrit les modalités d'adaptation et d'initiative autonome des producteurs de biens et services aux mutations profondes que connaît l'économie mondiale. Ce passage par une reterritorialisation des stratégies d'acteurs s'accompagne d'une mondialisation des échanges. Cela tendrait à démontrer que, aujourd'hui, l'internationalisation des marchés exige comme qualité première la capacité à s'adapter et innover, plus que la seule capacité à produire.

Le territoire devient le creuset des mutations planétaires. Bref, le local et le mondial sont les deux facettes d'un même mouvement d'ajustement. Le développement local n'est pas une idéologie en ce sens qu'il ne trace pas de chemin prospectif unique. La redistribution des cartes, dont il n'est que le signe, va assurément produire de nouvelles inégalités entre ceux qui auront su s'adapter et les autres. Seuls les critères de la différenciation des espaces changent. La gestion de ces nouvelles inégalités passe par des compromis et des politiques publiques qui restent encore largement à découvrir ³¹.

Si on accepte les définitions précédentes, le développement local se différencie fondamentalement par des processus de décentralisation. Il se base sur des dynamiques d'acteurs locaux afin de renforcer leurs liens au sein d'un espace de développement. Aussi, le développement local est distinct des approches de développement fondées sur l'aménagement du territoire. Car celui-ci est une fonction de l'Etat, qu'elle vise par ses politiques volontaristes, à orienter des flux d'investissements vers la réalisation d'infrastructure. Certes, tout processus de développement exige des infrastructures, y compris le développement local .mais celui-ci privilège les réseaux de relations et la proximité des acteurs qui sont la base de tout développement économique, les équipements venant soutenir ses dernières.

En définitif, le développement local vient comme alternative aux anciennes stratégies de développement centralisé qui favorise l'intégration régional beaucoup plus qu'un développement régional. Pour cela, les approches de développement local se diversifient selon l'argument mis en avant pour expliquer la dynamique de développement .Deux approches peuvent être dégagées. D'un côté, celles qui se basent sur le territoire au sens de proximité géographique (approche territorial) et celles qui appréhendent le développement local sous l'angle de la proximité organisationnelle, mettant les interactions des agents en système

³¹Pecqueur B., (2000), Le développement local, Syros, Alternatives économiques, 2^e édition, Paris, p.129.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

(approche régulationniste). Ainsi, dans ce qui suit nous traiterons ces deux catégories d'approches.

En résumé, on peut dire que le développement local consiste à élaborer et mettre en œuvre, par les acteurs locaux, une stratégie concertée pour redéveloppement intégré du territoire.

1.4. Le passage du développement local au modèle de développement territorial

Le modèle de développement territorial se substitue graduellement au développement local. Le territoire est central en politique, en économie, en géopolitique et dans la répartition des ressources au sein d'un système. Le territoire n'est pas un lieu où se passent seulement des transactions marchandes. C'est un lieu dans lequel il y a aussi des échanges, des confrontations, des négociations, des collaborations, des synergies, des externalités, et des projets collectifs partagés, bref des transactions hors marché³².

Développement territorial ; Philippe Bourdeau explique que le développement territorial vise à une répartition optimale des personnes et des activités dans un espace donné. Le développement du territoire nécessite une volonté politique appuyée par un arsenal juridique en fonction duquel les pouvoirs territoriaux peuvent atteindre des objectifs de développement socio – économique³³.

Le concept de développement territorial apparait en France vers le milieu des années 1990 pour faire son entrée dans les pays du Maghreb vers les années 2000. Plusieurs arguments expliquent, d'après Koop et al (2010), le passage du développement local au développement territorial³⁴ dans ces pays :

- **L'ouverture des marchés** : le champ de vision du développement local est assis sur un développement économique autocentré. Or, la mondialisation impose l'articulation avec d'autres échelles.

- **Un système de gouvernance élargi à d'autres acteurs** : le territoire, qui jadis était du seul ressort de l'Etat et des acteurs politiques, est revendiqué par une multitude d'acteurs. Les auteurs s'attardent ici sur deux aspects du territoire, notamment le territoire « *donné* » et le territoire « *construit* ». Le premier est issu de l'histoire administrative du pays alors que le second est la résultante de stratégies d'acteurs organisés en vue de résoudre des problèmes bien identifiés.

- **La mobilisation de ressources spécifiques** : il s'agit d'un processus de valorisation des potentialités et des ressources d'un territoire par les acteurs qui le composent.

³²Ait Ziane K., Ait Ziane H., (2006), Territoire et entrepreneur innovateurs : cas de l'Algérie, In colloque International sur « Création d'entreprises et territoires », Tamanrasset, p.22.

³³Ramdani L., (2011), Collectivités locales et développement territorial : Rôles et outils à la lumière de la législation algérienne, revue administration et développement pour les recherches et les études", université Blida, Janvier 2011, p.44.

³⁴Koop K .., Landel P. A., Pecqueur B., (2010), Pourquoi croire au modèle du développement territorial au Maghreb ? Une approche critique, Revue Echo Géog., n°13, p. 4.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

Le territoire apparaît ainsi comme un bien du développement de la qualité de vie notamment par la création de l'activité et de la richesse. Dans ce cas, le développement territorial c'est la trajectoire que le territoire parcourt pour réaliser ses propres objectifs autodéterminés³⁵. Cette définition nous permet également d'évacuer une certaine confusion entre développement « territorial » et développement « local ». En effet, ce dernier fait référence aux espaces et considère comme cruciale la mise en place d'une efficace gouvernance associant les différents acteurs de la dimension locale. En revanche, le premier implique l'existence d'un construit social capable d'exprimer une volonté. Et donc, par ricochet, l'existence d'un système de gouvernance, même implicite, entre acteurs qui se reconnaissent mutuellement comme territoriaux et expriment une volonté territoriale³⁶.

Ainsi, bien que des passerelles existent entre les deux concepts et même si, en toute logique, les démarches de développement local peuvent aboutir au fait qu'un système local se reconnaisse en tant que territoire, il faut admettre qu'on peut faire l'expérience d'espaces locaux qui ne présentent pas les caractéristiques de construits sociaux ainsi que de territoires à l'étendue très vaste.

1.5. Développement local comme alternative à plusieurs problèmes

Réfléchir en termes de développement local implique de partir d'une hypothèse simple : la qualité des relations qui lient les acteurs dans la proximité contribue à produire des marges de manœuvre nouvelles.

Cela revient à penser que l'espace n'est pas soumis à des dynamiques uniquement exogènes, liées à la mondialisation dont on ne cesse de présenter les effets structurants, mais qu'il est mis en mouvement par les hommes et les femmes qui l'habitent (au sens fort du terme) et en sont les acteurs.

Le développement local peut donc être lu comme un processus qui impulse, construit et conforte les dynamiques locales et autorise une amélioration substantielle du vivre ensemble et du bien-être de tous. Ainsi, le développement local dépasse l'idée de la croissance économique pour se placer dans la sphère d'un développement durable associant les dimensions économiques, sociales et culturelles, piliers de la durabilité du développement.

C'est un objet géographique puisqu'il s'appuie sur ce que J. Lévy présente comme la dimension spatiale des sociétés. Il met au cœur de la problématique le triptyque territoire/acteur/développement. C'est donc clairement une action volontaire et organisée autorisant un « agir ensemble » et un « vivre ensemble ».

³⁵Pirrone C., (2012), Théorie du développement territorial dans une économie de satiété, Cité par Chomentowski D., (2013), Le développement local, In Plate-forme régionale développement rural Rhône-Alpes, p.24.

³⁶Idem.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

- **Le fordisme** : l'avènement du choc pétrolier suivi d'une crise monétaire a remis en cause la production de masse qui est devenu un cercle vertueux qui a reflété l'échec du fordisme. Ainsi, le développement local était le bienvenu, notamment en privilégiant la petite entreprise les politiques non interventionniste de l'Etat, dans ce cas in il s'inscrit comme alternative à la crise du fordisme³⁷.
- **La mondialisation** : Michel Dinet a affirmé que dans le contexte d'une mondialisation économique, politique et culturelle qui manque de régulation, autre que financière et tend à niveler les différences, à déstructurer les identités, à ignorer les lieux d'arbitrage intermédiaire, le développement local prend tout son sens, ni construction idéologique d'un système alternative, ni repli frileux sur des territoires étriqués. Il est lieu d'articulation entre des approches sectorielles ou apparaissent les interdépendances et ou des solutions peuvent être trouvées au plus près des acteurs concernés ³⁸. Donc, penser globalement et agir localement, dan dans ce cas in il s'inscrit comme alternative à la mondialisation.
- **Le chômage** : Le développement local doit remédier à des évolutions néfastes telles que le chômage, l'exode rural et la paupérisation de larges couches de la population. chaque individus crée son propre poste grâce à sa petite entreprises, c'est ainsi que le chômage est absorbé par la dynamique du développement local.

³⁷Kheladi M., (2008), Le développement local : une réponse à plusieurs problèmes, In colloques international « Développement local et gouvernance des territoires » du 3 au 5 novembre 2008, Jijel, Algérie.

³⁸Dinet M., (2005), Pour une mondialisation de la fraternité, fondements et axes des coopérations internationales- Dans l'économie et humanisme, numéro 350, Lyon. In Denieuil Noël, op .Cite, p.44.

Section 2 : La dynamique territoriale et développement local : Théories et approches

Nous aborderons le long de cette section, deux théories principales du développement local. Dans la première, nous avons traité les principales théories du développement régional élaborées dans le cadre d'un modèle de développement par le centre. Il s'agit de la théorie des pôles de croissance et de la théorie de la base économique. Dans la deuxième, nous avons abordé la théorie du développement par le bas.

2.1. Les théories traditionnelles du développement local

Le territoire joue un rôle important dans la création des entreprises ce qui répond aux différents fondements conceptuels et modèles territoriaux. Cette section est réservée aux différentes théories traditionnelles du développement local.

2.1.1. Les théories du développement régional

Ces théories reposent principalement sur les conditions suivantes³⁹ :

- Taux de croissance levé et croissant qui permettrait la diffusion spatiale du développement au profit des régions moins développées ;
- Le développement est conçu comme un processus centrifuge, à travers les mécanismes de marchés, et grâce à l'appui de la politique de développement régional ;
- Disponibilité de larges espaces libres : écologiquement, économiquement et politiquement dans les zones périphériques ;
- Les conditions extérieures sont stables ;
- Confiance dans la capacité de l'état à gérer le développement par voie d'incitation, par coordination étroite des investissements publics dans divers secteurs.

➤ La théorie des pôles de croissance

La théorie des pôles de croissance est due à François Perroux. Ces premières formulations remontent aux débuts des années 50⁴⁰. Cette théorie a été développée par plusieurs auteurs (Hansen, Friedman, Boudeville et Paellink)⁴¹. Pour François Perroux, la croissance n'apparaît pas partout à la fois, elle se manifeste en des points ou des pôles de croissances, avec des intensités variables, elle se répand par divers canaux et avec des effets terminaux variables pour l'ensemble de l'économie⁴². Elle postule que la croissance n'apparaît pas uniformément dans l'espace, mais qu'elle se concentre plutôt en pôle ou en zone de croissance dont les effets se diffusent sur l'économie immédiate⁴³.

³⁹Walter B Stöhr, (1987), Le développement économique régional et la crise économique mondiale, Revue Internationale des Sciences Sociales, UNESCO/ Ères, Numéro 2, p. 209-220.

⁴⁰Perroux F., (1981), Pour une philosophie du nouveau développement, Aubier-Presses de l'Unesco, Paris.

⁴¹ Cités par René Gendarme ., (1975), Analyse économique régional, Edition Seuil, Paris, p.82.

⁴² François Perroux, cité par Philippe Aydalot in « Economie régionale et urbaine », op, cité, p.125.

⁴³ Perroux F., (1982), Dialogue des monopoles et des nations : équilibre ou dynamique des unités actives, Grenoble, PUG.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

Il définit les pôles de croissance⁴⁴ comme une unité motrice dans un milieu déterminée, encore mieux, comme un ensemble d'unités motrices qui exercent des effets d'entraînements sur d'autres ensembles définis dans l'espace.

Selon Philippe Aydalot, la théorie des pôles de croissance est à la fois une théorie du développement économique, mais aussi une théorie de la diffusion spatiale de la croissance et du développement. L'avènement de la théorie des pôles a marqué un changement important dans l'approche classique du développement économique, car selon cette conception, « la vie économique ne résulte pas de l'action d'agents isolés en situation de concurrence, mais de l'action spécifique d'unités économiques (entreprises) qui par leur position et leur dimension peuvent jouer un rôle dominant⁴⁵.

La polarisation prend ses effets au sein d'une industrie et propage grâce aux économies externes créées par les impulsions de l'unité motrice. Philippe Aydalot distingue deux types d'économies externes⁴⁶ :

- Economies externes transmises par le canal de distribution des revenus supplémentaires se diffusent dans l'ensemble des secteurs ;
- Economies externes se transmettant verticalement, bénéficiant aux secteurs qui sont en relation avec le secteur innovateur et leurs effets sont plus importants que les premiers.

Pour dépasser le problème de la confiscation de la croissance, plusieurs auteurs ont développé la théorie de polarisation. Elle est subdivisée en deux courants : courant anglo-saxon avec J C Perrin (1983)⁴⁷ qui considère que le processus de développement est exogène à la région et le courant européen avec JR Boudville (1972)⁴⁸ qui privilège le développement endogène. Même si la théorie des pôles de croissances a connu un grand succès théorique, elle présente un enjeu théorique et un enjeu pratique important⁴⁹:

- L'enjeu théorique est important car l'analyse est centrée sur la notion de hiérarchie et de pouvoir des grandes entreprises qui rend cette analyse quantitative (indicateurs quantitatifs), sans intervenir l'asymétrie.
- L'enjeu pratique, l'application de ce mode de développement était échouée un peu partout dans le monde. A titre d'illustration, la politique de développement en Algérie⁵⁰.

⁴⁴ Perroux F., (1961), L'économie du XXe siècle, Presses universitaires de France.

⁴⁵ Aydalot Ph. , (1985), Économie régionale et urbaine, op. Cite, p. 127.

⁴⁶ Idem. p. 140.

⁴⁷ Perrin J. C., (1983), Economie spatiale et méso analyse, in Paelink et Sallez, in espace et localisation, Economica, Paris.

⁴⁸ Boudville J R, (1972), Aménagement du territoire et polarisation, Edition M-TH. Genin, Paris.

⁴⁹ Aydalot Ph., Economie régionale et urbaine, op. Cite, p. 135.

⁵⁰ Dahmani M., (1984), Planification et aménagement du territoire, Edition OPU, Alger 1984, p .71.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

Quant à Torre⁵¹, les limites de cette théorie se rapportent soit aux hypothèses fondatrices, soit à l'apparition de nouvelles conditions de production.

➤ **La théorie de la base économique**

Cette théorie propose une analyse du développement régional fondé sur les exportations et non sur les facteurs internes de la croissance. A ce propos C. Lacour écrit « la croissance urbaine dépend de la création d'emplois qui génèrent des revenus et certaines activités privilégiées sont génératrices d'exportations qui assurent des revenus de l'extérieur. Ces revenus permettent une meilleure satisfaction des besoins locaux et l'extension de la croissance⁵² ».

Le modèle de base économique tire ses origines d'un cadre d'analyse Keynésien. Elle orientée sur la demande. Les exportations c'est une variable exogène, propulsent le système régional par les effets de propagation de la demande au même titre que les investissements dans les modèles nationaux d'inspiration keynésien. Pour l'appliquer, il faut distinguer les activités basiques (les dépenses de l'Etat, les recettes dues aux activités touristiques, les transferts sociaux, ...etc.) et les activités résidentielles (elles sont destinées à la satisfaction des besoins locaux).

➤ **Les limites de ce modèle se persistent :**

- L'insuffisance des données statistiques régionales sur le produit et les revenus.
- La difficulté de distinguer ce qui est basique de ce qui ne l'est pas.
- L'absence de comptabilité détaillée des échanges internationaux.

Il existe un autre modèle d'estimation indirecte qui utilise le coefficient de localisation pour estimer le niveau des exportations ou la part de l'emploi par secteurs et par régions. Les hypothèses de ce modèle se reposent sur⁵³ :

- L'économie nationale est prise dans son ensemble et autosuffisante.
- La productivité est identique dans chaque région pour tous les secteurs.
- La consommation par habitant est identique dans toutes les régions.

Pour Mario Polèse⁵⁴, l'application de ce modèle présente plusieurs limites :

- La fiabilité des résultats dépend de la finesse du découpage ;
- Elles excluent l'importation et l'exportation du même produit ;
- L'économie du système est fermée.

➤ **Les limites de la théorie de la base économique**

La théorie de la base économique a fait l'objet de plusieurs critiques⁵⁵:

⁵¹ Torre A., Méso analyse et structures productive régionale, in « industrie et régions », sous la direction de Collette FOURCADE, p 55-71.

⁵² Lacour C., (1983), Aménagement du territoire et développement régional, Dalloz, Paris, p.705.

⁵³ Aydalot Ph., Economie régionale et urbaine, op. Cite, p. 120.

⁵⁴ Polèse M., (1994), Economie urbaine et régionale, Economica, Paris, p.135.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

- La théorie de la base économique est une construction qui prétend faire d'une fausse évidence une théorie.
- Les modèles inspirés de cette théorie sont dits statiques.
- La théorie de la base ne dit rien sur le degré de l'autonomie de la région pour qu'elle soit en mesure de filtrer l'impact du revenu régional.
- Cette théorie est applicable pour les petites régions dépendent de variables extérieures.

2.1.2. La théorie du développement par le bas

Ce modèle est centré sur l'idée d'une économie organisée par et pour les membres de la communauté locale. Il se base sur le développement local, développement territorial, développement agropolitain, développement endogène et développement par en bas. A ce propos, Philippe Aydalot écrit « Les idées relatives au développement autocentré se présentent d'avantage comme une nébuleuse rassemblent des apports venant d'horizons très divers que comme une théorie à contenu scientifique indiscutable ⁵⁶ ».

- **Le développement local**

J.L.GUIGOU a proposé une première définition du développement local, dans un colloque qui s'est tenu à Poitiers en 1983, le développement local est l'expression de la solidarité locale créatrice de nouvelles relations sociales et manifeste la volonté des habitants d'une micro région de valoriser les richesses locales, ce qui est créateur de développement économiques⁵⁷. Cette définition met l'accent sur la solidarité entre les acteurs locaux pour se protéger des menaces extérieures telle que la marginalisation, l'expulsion et la réappropriation des richesses de la région par la participation locale.

Selon certains auteurs, le développement local découle directement du concept du développement endogène. Michel Boisvert assimile le développement endogène et le développement local et il affirme ainsi : « Ce courant [En parlant du développement endogène], mieux connu sous le nom de développement local, est le seul qui mette autant d'accent sur le milieu comme facteur de développement, opposant une planification ascendante - par le bas - aux stratégies habituelles de type descendant - par le haut⁵⁸ ».

Dans cette conceptualisation, le développement local semble provenir du développement endogène, mais selon nous, il a subi une formalisation encore plus grande, ce qui a engendré plusieurs approches de développement local.

⁵⁵Aydalot Ph., op. Cite, p .125-127.

⁵⁶Idem, p. 144.

⁵⁷Gouttebel JY., op. Cite, p .65.

⁵⁸Boisvert M., (1996), L'analyse économique régionale, un éventail de concepts anciens et nouveaux, in M.-U. Proulx (sous la direction de), Le phénomène régional au Québec, Sainte-Foy, PUQ, p. 204.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

- **Le développement territorial**

Le développement territorial est défini par Weaver, comme étant l'utilisation des ressources d'une région par ses résidents pour satisfaire leurs propres besoins. Les composantes principales de ces besoins sont : la culture régionale, le pouvoir politique et les ressources économiques⁵⁹.

- **Le développement agropolitain**

Pour John Friedmann, le développement agropolitain⁶⁰ est l'expression de la foi l'aptitude d'un peuple à progresser dans la direction qu'il a choisi. Il est à la fois : un développement territorial, communautaire et démocratique. Ainsi, le territoire est à la base du développement ; c'est dans un espace particulier que le développement s'incarne et prend sa source. Il est le fruit de chacune des composantes territoriales d'un espace, c'est-à-dire les composantes naturelle, culturelle, économique et sociale. Il est communautaire puisqu'il fait appel à la participation de la population et démocratique puisqu'il suppose des structures démocratiques pour sa mise en œuvre.

- **Le développement endogène**

Vers la fin des années 50, John Friedmann et Walter Stöhr développèrent la théorie du développement endogène. Cette approche privilège les ressources endogènes. Elle insiste, particulièrement, sur la valorisation des ressources locales en prenant compte les besoins fondamentaux de la population.

Selon Walter .B. Stöhr ⁶¹, le développement endogène est guidé par les propriétés suivantes :

- ✓ La différenciation du développement dans l'espace.
- ✓ La prise en compte des bases historiques, culturelles et institutionnelles de la région.
- ✓ L'innovation dans la sphère organisationnelle et intentionnelle au niveau local.

Le développement endogène est né avec la nécessité de freiner les inégalités du développement dans l'espace et de territorialiser le développement. La théorie du développement endogène relève du paradigme du développement par le bas et s'inscrit dans une approche essentiellement territoriale du développement.

Philippe Aydalot affirme ainsi que le développement endogène est « une approche territoriale du développement plus qu'une théorie de la croissance économique⁶²». Pour certains auteurs le développement endogène « Il concerne davantage les pays en

⁵⁹ Weaver C., cité dans Tarmoul R., (2002), Essai de construction de quelques indicateurs de développement local-thèse de magister en sciences économiques, université de Bejaia.

⁶⁰John Friedmann, cité par Philippe Aydalot., Economie régionale et urbaine, op. Cite, p .146.

⁶¹Stöhr Walter .B., La crise économique demande- t-elle- de nouvelles stratégies de développement ? Vers un paradigme de développement, op. Cite, p.185.

⁶²Aydalot Ph., op. Cite, p.144.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

développement que les pays développés.⁶³». Il est vrai qu'au niveau international, le développement endogène, connu aussi sous le vocable « self-reliance » ou développement autocentré.⁶⁴

Dans ce cas, le développement peut être défini, comme étant un processus qualitatif de long terme qui se réalise par la mutation des structures économiques et sociales d'un territoire. Ainsi la référence aux besoins fondamentaux⁶⁵ met en relation le développement avec les besoins essentielles en terme d'éducation, de logement, de santé,...etc. Il n'est pas guidé par les inputs externes.⁶⁶

Pour les tenants de cette approche, l'espace est un territoire (écosystème évolutif)⁶⁷ de vie d'un groupe doté d'une sorte de droit au développement. Cette conception se décline en terme de qualité de vie, de bien-être des populations, de leur capacité à créer, à innover, mais aussi en terme de partenariat et de réseaux capables de porter de valeurs. Donc, ils élargissent du développement à des éléments autres que la croissance. L'autarcie sélective constitue un élément fondamental du model. Ils préconisent la mise en valeur de l'avantage stratégique régional.

Weaver et Friedmann (1979)⁶⁸ ont présenté un modèle au profit d'un développement d'un écosystème de taille réduite. Bien que cette approche ait le mérite de poser les jalons d'un modèle de développement alternatif, elle a fait l'objet de plusieurs critiques :

- B. Planque⁶⁹ qualifie cette approche d'utopique, car elle ne s'appuie ni sur une théorie ni sur une pratique capable de canaliser les forces dans le sens d'une organisation spatiale agropolitaine.
- pour X. Greffe ce développement peut accentuer les inégalités régionales. car la déconnexion régionale et l'autosuffisance peuvent élargir les écarts de développement entre les régions. à proprement dit
- la stratégie de développement par le bas risque d'exclure l'harmonisation entre les activités locales et les stratégies macro industrielles.

Nous pouvons conclure que les modèles découlant de la théorie de la base et la théorie des pôles de développement visaient plus l'intégration régionale que le développement local.

⁶³ Proulx MU ., (1995), Réseaux d'information et dynamique locale, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Québec, p. 334.

⁶⁴ Rist G., (1996), Le développement : histoire d'une croyance occidentale, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, p. 462.

⁶⁵ François Perroux était à l'origine de ce concept en parlant des coûts de l'homme dans les années 60.

⁶⁶ Walter B Stöhr, op. Cite, p. 205.

⁶⁷ Planque, B., (1983), Innovation et développement régional, Economica, Paris, p.56.

⁶⁸ C.Weaver et Friedmann, cités Planque, B., (1985), Le développement par les activités à haute technologie et ses répercussions spatiales, op. Cite, p.104.

⁶⁹ Planque, B., (1985), Le développement par les activités à haute technologie et ses répercussions spatiales : L'exemple de la Silicon Valley, Revue d'économie régionale et urbaine, n° 5, p.103.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

2.2. La dynamique territoriale et ses approches

Le territoire est à la fois un espace - lieu (géographique) doté de ressources (matières premières, actifs productifs, main d'œuvre qualifiées et compétentes) et un espace vécu et une histoire dans le temps.

Le territoire est un lieu où se construit la ressource matérielle (richesse réelle, matière première, et infrastructure), et spécifique qui est difficilement transférable et imitable ce qui donne une spécificité à un territoire et constitue un atout tels que les compétences, le savoir-faire, et les qualifications⁷⁰.

Le territoire n'est pas un simple espace physique neutre abritant une infrastructure, des institutions ou servant de siège à un site de production quelconque, comme l'évoque le concept de territoire entrepreneur. Ce n'est pas non plus uniquement une étendue support, comme le présentent les géographes contemporains. Il est aussi le fruit d'une nature (relief et ses composantes animales et végétales), d'une histoire, d'une langue et de la traduction matérielle d'une culture.

Il est la base d'un ensemble de croyances qui fondent l'identité d'un projet de vie au sein d'un système social. Il donne des habitudes particulières à ceux qui l'habitent et subit en retour leurs actions qui traduisent un rapport à l'environnement spécifique.

2.2.1. L'approche d'inspiration territoriale du développement local

Dans les approches territoriales, il place les travaux d'économistes qui ont étudié notamment les modes de concentration spatiale des entreprises donnant lieu ainsi à des systèmes de production localisés. La nature des rapports interentreprises ainsi que les rapports et les spécificités du territoire d'établissement sont déterminants dans cette perspective d'analyse.⁷¹ Cette approche repose sur le district industriel, les systèmes productifs locaux et les milieux innovateurs. Comme nous l'avons souligné avant, cette approche met le territoire au centre du développement local à travers la proximité géographique des acteurs.

Le terme territoire n'est apparu dans la littérature économique qu'avec Marshall (1890) et de façon plus récente, avec Perroux (1950). Il considère que le territoire est passif, qu'il ne contribue en rien à la compréhension des phénomènes économiques et l'explication des équilibres⁷². À partir des années quatre-vingt, les mouvements concomitants de

⁷⁰ Samson Ivan, (2004), Territoire et système économique, Communication aux 4^{èmes} journées de la proximité, réseaux et coordination, Marseille les 17 et 18 Juin 2004.

⁷¹ Benko G., Lipietz A., (1992), (sous la direction de), Le nouveau débat régional : positions, in Les régions qui gagnent, Paris, PUF, p. 13-30.

⁷² Pecqueur B., Zimmermann JB., (2004), Economie de proximités, Hermes science, Paris.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

mondialisation d'une part, et de décentralisation administrative d'autre part, conduisent à une nouvelle perception du territoire comme espace de localisation des firmes. Les études se sont multipliées sous différentes formes autour de l'économie territoriale. La prise en compte de l'espace physique dans l'analyse économique de l'évolution de la firme, tels que Becattini (1979 et 1987) et Garofoli (1981 et 1991) sur les districts italiens, Porter (1995) sur les clusters. Parallèlement, quelques chercheurs tels que Pecqueur, Lung, et Zimmermann orientent leurs études sur le rôle de la proximité géographique.

2.2.1.1. Approche par le district industriel

Dans les approches territoriales s'insèrent notamment les travaux sur les districts industriels de l'économiste italien Becattini (1979⁷³) inspiré par les études d'Alfred Marshall. Le district industriel désigne ainsi la concentration géographique d'entreprises qui poursuivent une logique de division de travail. La coprésence induit des rapports de coopération et de concurrence. Leur proximité géographique pourrait avoir des effets de réduction des coûts de transaction et réduire les incertitudes⁷⁴.

La découverte et le succès époustouffant de la troisième Italie, dans les années soixante-dix, sont à l'origine de la réhabilitation du concept marshallien de district industriel. Dans un article significativement intitulé « Du secteur au district industriel », G. Becattini (1979,1987) substitue le district au secteur, il le définit comme «une entité socio territoriale caractérisée par la présence d'une communauté de personnes et d'une population d'entreprises industrielles, dans un espace géographique et historique donné. »⁷⁵. Il rappelle que ce type d'organisation territoriale, mélange la concurrence et la coopération au sein d'un système localisé de PME. Le district industriel se caractérise par une flexibilité basée sur la petite dimension des unités de production, sur la densité des relations entre celles-ci et sur la rapidité de réaction des entreprises aux conditions internes et externes.

La promotion du district industriel à l'italienne comme modèle unique doit beaucoup au « paradigme de la spécialisation flexible » popularisé par M. Piore et C. Sabel qui ont interprété le succès des districts comme la conséquence du passage d'un mode d'accumulation à un autre. La crise du fordisme qui se noue dans les années soixante dix aurait provoqué la substitution d'un modèle de développement économique fondé sur la grande entreprise et la production de masse, à un autre basé sur la petite entreprise et la

⁷³Beccatini G., cité par Benko G., in « Les théories de développement local » In revue Problèmes Economiques, numéro 2440 du 4 octobre 1995, p.24.

⁷⁴Benko place dans cette catégorie le courant de travaux qui portent sur des systèmes industriels localisés développés par Bernard Pecqueur notamment que nous évoquerons plus loin.

⁷⁵Courlet C., (2001), Territoires et régions : les grands oubliés du développement économique, Edition l'Harmattan, Paris.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

spécialisation flexible, dont le district serait la forme spatiale⁷⁶. La crise du fordisme qui se noue dans les années soixante dix aurait provoqué la substitution d'un modèle de développement économique fondé sur la grande entreprise et la production de masse, à un autre basé sur la petite entreprise et la spécialisation flexible, dont le district serait la forme spatiale.

2.2.1.2 Approche par les systèmes productifs locaux

Les systèmes de production localisés ne sont pas une catégorie économique nouvelle. En effet, au 19^{ème} siècle, en Angleterre, le célèbre économiste Alfred Marshall avait identifié des concentrations industrielles en Europe qu'il nomma "districts industriels" (Lyon pour la soie, Roubaix pour la laine, Sheffield et Birmingham en Angleterre et Solingen en Allemagne pour l'acier). Ces concentrations en un même lieu, de nombreuses entreprises engendrent des économies externes. C'est-à-dire que l'ensemble de la zone bénéficie d'avantages en termes de coûts de production par le seul fait de la concentration d'activités qui s'y exercent⁷⁷.

L'ensemble des travaux de l'économiste anglais Alfred Marshall, a été remis à l'honneur lorsque des chercheurs d'Italie et d'autres pays se sont penchés sur le "miracle" des réseaux d'entreprises localisés de l'Italie du nord⁷⁸.

Ce concept provient de la combinaison de différents apports de la littérature récente en la matière⁷⁹ :

- celle de F. Wilkinson (1983) qui introduit la notion de système productif ;
- celle de G. Garofoli (1983) avec l'idée de système productif local pour marquer la profonde relation entre les phénomènes économiques et socioculturels.
- surtout, celle de M. Piore et C. Sabel (1984) qui critiquent le modèle fordiste de la production de masse auquel ils s'opposent celui de la « spécialisation souple ». A travers ce concept, ils proposent une explication élaborée de la vitalité retrouvée par divers territoires (notamment dans la troisième Italie) alors que le contexte globales des années 70 et 80, est marqué par la crise due à l'essoufflement de la production de masse.

En 1995, Claude Courlet définit le système productif localisé « comme une configuration d'entreprises (grandes entreprises, PME et TPE), regroupé dans un espace de proximité autour

⁷⁶Traki Dalila et Dr Boukrif Moussa, (2015), Innovation et développement managériale : Le cas des entreprises agroalimentaires dans la wilaya de Bejaia, p. 12.

⁷⁷Mudard-Franssen N., (2001), La question des Systèmes de Production Localisés : Local is Beautiful, n°37, Février 2001.

⁷⁸Benko G., Lipietz A. et al. (1992), Les régions qui gagnent, districts et réseaux :Les nouveaux paradigmes de la géographie économique, Presses universitaires françaises, Paris, p.424.

⁷⁹Courlet C., Ferguene A., (2003), Globalisation des territoires : le cas des SPL dans les pays en développement, n°3.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

d'un métier, voire de plusieurs métiers industriels définis en terme de compétences. »⁸⁰. La notion de SPL renvoie tout d'abord à celle de système productif. Les parties constitutives d'un system productif sont la force de travail, les moyens de production, les moyens utilisés dans l'organisation de la production, la structure de la priorité, le contrôle de l'activité productive et le contexte sociopolitique dans lequel intervient le processus de production.

Quelques caractéristiques des systèmes de production localisés ressortent de cette définition :

- ✓ Une concentration spatiale de la production dans un espace restreint.
- ✓ Un tissu de petites et moyennes entreprises sur un territoire.
- ✓ Une forte spécialisation des productions autour d'un produit, d'un métier sur le territoire considéré (textile, mécanique, cuir et chaussure,... etc.).
- ✓ Des liens interentreprises denses grâce à une histoire et un destin commun : relations de voisinage, relations de confiance tissées dans la durée, valeurs professionnelles partagées (pratiques, savoir-faire, identité des origines et des parcours d'apprentissage).
- ✓ Une production de ces systèmes est suffisamment significative pour couvrir une part importante de la production et des exportations nationales.
- ✓ Une solidarité active entre les entreprises, au-delà des relations marchandes.
- ✓ Les entreprises entretiennent le plus souvent des liens informels de solidarité et de réciprocité, par les relations entre directeurs, cadres et salariés de base.
- ✓ Des relations étroites avec les autres partenaires (État, collectivités,...etc.), afin de faciliter et d'accompagner les coopérations, en favorisant par exemple les actions partenariales de formation et de recherche.
- ✓

Par rapport aux caractéristiques précédentes, Claude Courlet⁸¹ distingue quatre type de SPL bâtis autour de configuration d'entreprises : le district industriel, le district technologique, les grappes de PME, et les clusters.

2.2.1.3 Approche par les milieux innovateurs

De nombreuses contributions empiriques récentes sont à l'origine de l'idée que la croissance est localisée et elle dépend des facteurs propres à certains sites. Face à cet axe théorique, un groupe des chercheurs orientent leur recherche, regroupée au sein du GREMI (Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs, Association Philippe Aydalot)⁸². L'accès à la connaissance technologique, la présence de savoir-faire, la composition du marché du travail et bien d'autres composantes des milieux locaux

⁸⁰Courlet C., et al, (2001), Réseaux d'entreprises et territoire : regards sur les systèmes productifs locaux, la documentation française, Paris.

⁸¹Courlet C., (2001), Territoires et régions : Les grands oubliés du développement économique, Edition l'Harmattan, Paris.

⁸²Aydalot Ph., (1986), Milieux innovateurs en Europe, GREMI.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

déterminent des zones⁸³. Le GREMI fait ainsi l'hypothèse du rôle déterminant joué par « les milieu comme incubateurs de l'innovation », dans une période où de profondes transformations techniques rebattent en quelque sorte les cartes des territoires⁸⁴.

Le milieu innovateur est défini comme « un ensemble territorialisé dans lequel des interactions entre agents économiques se développent par l'apprentissage qu'ils font des transactions multilatérales génératrices d'externalités spécifiques à l'innovation et par la convergence des apprentissages vers des formes de plus en plus performantes de gestion en commun des ressources. »⁸⁵.

La connaissance⁸⁶ est créée hors de l'entreprise, dans les universités et les laboratoires de recherche, et intégrée directement dans l'entreprise par des chercheurs créant leur entreprise ou embauchés dans une entreprise existante (SiliconValley est le modèle le plus frappant)⁸⁷.

Par ailleurs, les travaux sur les milieux innovateurs de Philippe Aydalot notamment ont mis un accent particulier sur le rôle du territoire dans l'engendrement des activités économiques. Dans son approche qui tente d'identifier les conditions qui sont favorables à l'innovation, Philippe Aydalot considère que l'entreprise est secrétée par le milieu local⁸⁸.

Face aux approches territoriales, il existe une autre approche, en mettant évidence l'extrême variété des territoires (les approches territoriales du développement local⁸⁹). Ils expliquent le dynamisme du territoire non seulement par la proximité géographique mais aussi par la proximité organisationnelle des entreprises.

2.2.2 L'approche d'inspiration régulationniste et résiliaire du développement local

Quant aux approches « régulationnistes »⁹⁰, elles renvoient essentiellement à la théorie de la régulation qui privilégie l'analyse des rapports entre différents acteurs et invitent à

⁸³Traki Dalila et Dr Boukrif Moussa, (2015), op. Cite, p. 12.

⁸⁴ Idem.

⁸⁵Maillat, D., Quevit, M., Senn, L. (1993), Réseaux d'innovations et milieux innovateurs : un pari pour le développement régional, GREMI, EDES, Neuchâtel, p.3-12.

⁸⁶Maillat D., (1995), Milieux innovateurs et dynamique territoriale, in Rallet A., Torre A., (1995), Economie industrielle et économie spatiale, Economica ,p. 211-231.

⁸⁷Planque B., (1985), Le développement par les activités à haute technologie et ses répercussions spatiales : L'exemple de la SiliconValley, In Revue d'économie régionale et urbaine, n° 5.

⁸⁸Aydalot P., (1986), Trajectoires technologiques et modèles régionaux d'innovation, in actes du colloque de l'ASRDLF, septembre, Paris, p.9-18.

⁸⁹Stopper M.,Harisson B., flexibilité, hiérarchie et développement régional, cités par Benko G., Lipietz A.et al. , (1992), Les Régions qui gagnent, districts et réseaux :Les nouveaux paradigmes de la géographie économique, op. Cite, p.265-291.

⁹⁰Parmi les travaux de régulationnistes, Benko place notamment la contribution de Alain Lipietz et Leborgne sur les rapports capital travail où ils privilégient l'étude des rapports entre entreprises elles-mêmes et entre les entreprises et la main-d'œuvre. Il cite également les théories de réseaux qui ont fait apparaître que la concentration et l'agglomération entrepreneuriale locale semblent céder à la prééminence de la logique de réseau

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

chercher les inégalités spatiales du développement économique dans la confrontation entre les caractéristiques économiques à un moment donné et l'ensemble des structures économiques, sociales et institutionnelles de l'espace.

La théorie de la régulation tente de rendre compte des effets temps et espace sur la dynamique sociale économique. Ainsi le territoire du « post-fordisme » est principalement défini par les modes de régulation sur l'organisation de l'espace a été soulignée par Benkoet Lipietz, en intitulant d'ailleurs l'un de leurs articles d'une façon révélatrice : « De la régulation des espaces aux espaces de la régulation »⁹¹. Ils expliquent comment s'est produite la transition de l'organisation industrielle du territoire à la « gouvernance ». Celle-ci induit une sorte de régulation qui englobe d'autres contextes plus larges. La nouvelle théorie des « Espaces de la régulation » se légitime par la perte d'efficacité des politiques de l'Etat et par la multiplication des actions des collectivités locales. Celle-ci s'est conjuguée à la puissance grandissante d'un espace européen. La théorie de la régulation s'intéresse donc à la dimension spatiale dans l'analyse des rapports entre acteurs sociaux et économiques⁹².

Cette approche est renforcée par la proximité organisationnelle, elle précise qu'un système intense d'interactions entre les agents est le déterminant dans la structuration des espaces en termes de développement local⁹³.

Leur recherche fait l'émergence deux concepts clés : **le réseau** et **la gouvernance**. La régulation des rapports suppose un réseau d'entreprises à travers la logique de gouvernance s'incarne. Le réseau est un ensemble de nœud interconnecté en vue d'une production marchande. Dès que le marché n'arrive plus à réguler les conflits qui peuvent survenir et même lorsque la coopération ne peut être assurée entre les agents économiques. Cette problématique été à l'origine des thèses de R.Coase⁹⁴ et O. Williamson⁹⁵.

d'entreprises ayant un réseau de communication et des facilités de transport. En outre, la théorie de gouvernance interentreprises développée notamment par M. Storper et B. Harrison qui évoluera vers une acception large de la gouvernance inclura la régulation des rapports entre le monde du marché et le monde de l'élite politique. Il place enfin parmi les approches régulationnistes les travaux sur l'économie de proximité qui théorisent le territoire ou le local comme le résultant des modes d'organisation, des pratiques et de la proximité géographique des entreprises.

⁹¹Benko G., Lipietz A., (1995), De la régulation des espaces, cités in Boyer R., Saillard Y., L'état de la théorie de la régulation, La découverte, Paris.

⁹²Benko G., Lipietz A., (2002), Cités in Boyer R., Saillard Y., (directeurs), Théorie de la régulation : L'état des savoirs, la Découverte, coll. Recherches, Paris, p. 293-303.

⁹³Benko G., Lipietz A., (1995), op. Cite p .102.

⁹⁴Coase R. H. (1960), The Problem of Social Cost, Journal of Law Economics, III, 1- 44.

⁹⁵Williamson O., (1994), Les institutions de l'économie, Inter Editions.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

2.2.2.1 La théorie des coûts de transaction

Coase (1937) a développé l'idée que l'entreprise peut s'abstenir de la dynamique du marché comme la sous traitance, lorsque celle-ci ne peut plus optimiser ses opérations. Elle a le recours à l'organisation interne de sa production, si les coûts de transactions sont importants. Plus tard Williamson (1975) élargit cette idée en avançant le cout de gouvernance qui va renforcer la coopération entre les entreprises elles-mêmes. En suivant les bases de la logique résiliaire et regulationniste, qui insiste sur le caractère imparfait de l'environnement institutionnel dans les arrangements contractuelles. Cet auteur explique que l'asymétrie informationnelle limite la rationalité des individus suite à leurs incertitudes, ce qui augmente la vulnérabilité des contrats. Bien évidemment, sa théorie considère les transactions inter-organisationnelles et révèle aussi un autre niveau de structure de gouvernance.

2.2.2.2 La théorie de la gouvernance

Le débat sur le développement local nous renvoie essentiellement aux questions de la gouvernance des territoires, à la dynamique des acteurs sociaux et aux modes de régulation des rapports. Certaines contributions débattent de la question de la coordination entre acteurs et des processus de négociation qui nécessitent l'existence de règles implicites ou tacites. Selon l'approche de certains économistes de proximité⁹⁶, le développement local relève essentiellement d'une question de gouvernance et de gestion des territoires. La question de la gouvernance induit la capacité de fédérer des acteurs et d'établir des dialogues. Ces dialogues entre acteurs supposent l'établissement de certains modes de régulation des rapports entre eux afin de coordonner leurs actions. La coordination locale en développement est importante pour réguler le jeu d'acteurs. Le questionnement du cadre institutionnel devient dès lors primordial dans la réflexion sur le développement local. Selon une approche régulationniste, les notions de gouvernance, de coordination locale et de processus décisionnel sont révélatrices d'un cadre de régulation qui régit les rapports entre acteurs dans la construction de leur action collective et dans la gestion de projets qui s'inscrivent dans une logique territoriale.

Cette approche semble pourtant négliger les rapports de pouvoir entre acteurs et laisse pensé que la régulation ou la gouvernance permettent de neutraliser le conflit d'acteurs. Dans cette optique, le développement local, lui-même reposant sur un certain « capital social⁹⁷ », est assimilé à une « mise en commun des ressources » par la coopération. Ainsi, cette

⁹⁶Pecqueur B., op. Cite, p. 119.

⁹⁷Callois et Angeon pensent que cette coordination se place dans une perspective de « capital social consensuel», la confiance constituant un élément important dans la régulation des rapports.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

réflexion met en avant le rôle du capital social et des ressources imbriquées dans les structures sociales dans la construction de l'économie de proximité et du développement local ⁹⁸.

2.3. Les acteurs du développement local

Le développement d'un territoire est composé d'acteurs dont le but est de créer un maximum de valeur pour la région. Lorsque le niveau d'activité d'une région est insuffisant, les acteurs vont se mobiliser pour relancer l'activité.

Selon Maillat⁹⁹, un réseau suppose un système de relations durables entre différents acteurs, basé sur un système de confiance et de connaissances mutuelles, de réciprocité et de priorité. Le réseau est un mode d'organisation de transactions qui se développent dans le temps, il n'est pas figé mais évolutif.

Les réseaux dont il est question dans les dynamiques locales sont de réseau à finalité productive, ce sont les rapports que nouent entre elles ou avec les acteurs du milieu dans une perspective de production, ou d'innovation. Il est comme une confrontation d'agents et d'éléments économiques socioculturelles, politiques et institutionnelles possédant des modes d'organisation et de régulation spécifique.

En travaillant sur la question de développement local, Pierre Tiesserenc¹⁰⁰ conçoit le développement comme une dynamique d'apprentissage collectif qui vise à appréhender le territoire selon une approche horizontale de mise en valeur des potentialités locales et des synergies. L'approche de Pierre Tiesserenc s'intéresse particulièrement à la dimension de participation et d'implication des acteurs locaux.

Ces acteurs s'engagent dans un processus d'interaction portant sur la recomposition du système local. Cette dynamique d'échange instaurant un espace d'élaboration et de gestion d'un projet local conçu comme outil de développement s'assimile à un espace d'apprentissage collectif.

Ce processus d'apprentissage collectif a été également souligné par Xavier Greffe qui, dans une optique de compétitivité et d'optimisation du « cycle productif », met en exergue l'importance du partenariat comme levier d'apprentissage collectif et comme outil de coordination entre acteurs.

⁹⁸Angeon V., Callois J.M, (2005), Fondements théoriques du développement local : Quels apports du capital social et de l'économie de proximité ? , In revue Économie et institutions, p. 37.

⁹⁹Maillat D., (1992), Introduction : la relation des entreprises avec leur milieu, in D. Maillat et J-C. Perrin., (1992), Entreprises innovatrices et développement territorial, Neuchâtel, GREMI, EDES, p. 3-20.

¹⁰⁰Tiesserenc P., (2002), Les politiques de développement local, 2^{ème} éd., Economica, Paris.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

Pierre Teisserenc souligne également l'importance de la mobilisation des identités collectives dans la conduite des projets de développement local. Ceux-ci permettent de recomposer des identités existantes ou d'en construire de nouvelles. La mobilisation des identités est indispensable à la mobilisation des acteurs autour de l'action publique locale. Les acteurs du développement local se composent :

- **Des acteurs institutionnels :** composé des collectivités territoriale (pouvoirs publics) et locale, ainsi l'organisme publics.
- **La communauté :** c'est l'ensemble de population du territoire, partageant les valeurs, les problèmes et les responsabilités mis en relation avec l'environnement.
- **Les entrepreneurs locaux et les entreprises :** Sont ceux qui s'identifient à leur milieu local et sont en mesure de maîtriser (ou être capable de rechercher) les compétences nécessaires pour exercer un pouvoir en particulier en relation avec les projets et les services de l'Etat. Les acteurs économiques regroupent l'ensemble des entrepreneurs et opérateurs économiques qui jouent un rôle prépondérant dans la dynamique économique. Ils doivent aussi être capables de rendre compatible leurs intérêts et leurs stratégies pour définir une vision et un projet d'avenir commun.
- **Les décideurs et les élus des différents stades du territoire concerné :** Comprend les institutions formelles telles que les lois, les politique et les systèmes organisationnels ; leurs interventions visent la mise en place d'un environnement propice aux initiatives de développement. La politique locale de développement se donne pour objectif de stimuler et d'accompagner un renouveau fondé sur les ressources matérielles et immatérielles, humains et financières. L'accent est mis non sur le déterminant des tendances, mais sur la responsabilité et l'initiative de ces acteurs politiques tels que les gouvernements, les élus locaux ou les autorités locales. Ces derniers exercent pleinement leurs pouvoirs politiques devant les populations locales. Des pouvoirs qui bien encadrés par des niveaux politiques supérieurs peuvent lever des taxes et initier ainsi des actions originales au niveau des communautés locales. C'est une caractéristique intéressante qui peut se transformer en véritable pilier de développement.
- **Le secteur associatif :** Il est composé par les chambres de commerce, les associations de promotion économique, les associations patronales ou de dirigeants d'entreprise, les coopératives, les organisations professionnelles, les comités de citoyens.

L'implication de ses acteurs dans le but d'élaboration d'une stratégie efficace du développement local. Le développement local induit dès lors la capacité de mobilisation autour d'un projet qui implique la participation et des rapports d'échange et d'interaction entre différents acteurs. Un projet de développement local est un outil intermédiaire entre acteurs et découle des options stratégiques qui l'orientent et qui dépendent de la conception

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

que les responsables locaux en ont. Le projet est dès lors l'intermédiaire entre un état présent et un état futur.

2.4. Les indicateurs du développement territorial

Dans l'optique où le territoire est la matrice de tout développement, la dimension géographique ou territoriale des indicateurs est un élément à prendre en compte en vue la caractérisation les dimensions de développement. Replacé dans le contexte de l'aménagement des territoires, les indicateurs peuvent être un instrument d'information et de contrôle servant à faciliter les diagnostics de la conjoncture territoriale et à orienter les choix au plusieurs niveaux et à différentes échelles de prises de décision.

La mise en œuvre du développement dans les territoires est un élément clé pour l'engagement de la société vers une croissance. L'ensemble des acteurs est impliqué dans ce processus : collectivités territoriales, acteurs locaux de la vie économique et associative et services de l'État. Pour agir de façon cohérente et coordonnée, ces acteurs doivent disposer d'un diagnostic partagé, reposant sur un ensemble d'indicateurs judicieusement sélectionnés. Selon la DATAR¹⁰¹, nous avons sélectionné quelques indicateurs suivants:

- Potentiel de développement d'emploi ;
- Évolution du PIB par habitant ;
- Taux de création et de survie à 5 ans des entreprises ;
- Évolution du niveau de qualification des jeunes (15-29 ans) ;
- Accessibilité aux services ;
- Disparités de niveaux de vie par unité de consommation ;
- Coopération intercommunale : part des dépenses de regroupements de communes dans le secteur communal ;
- Taux de sortie sans diplôme ;
- Taux de pauvreté ;
- Part du chômage de longue durée ;
- Budget de la coopération décentralisée (de l'ensemble des collectivités territoriales).

2.5. Les ressources spécifiques et génériques du développement territorial

Colletis et Pecqueur(1993)¹⁰², ont établi une double distinction actif/ressource et facteurs à caractère générique/spécifique. Par actif, on entendra des facteurs "en activité", alors que par ressources il s'agira de facteurs à exploiter, à organiser, ou encore à révéler. Les ressources, à la différence des actifs, constituent une réserve, un potentiel latent ou virtuel qui

¹⁰¹ DATAR : La Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale, 2009.

¹⁰²Colletis G., Pecqueur B., (1993), Intégration des espaces et quasi intégration des firmes : vers de nouvelles rencontres productives, Revue d'Économie Régionale et Urbaine, p. 3.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

peut se transformer en actif si les conditions de production ou de création de technologie le permettent.

Des actifs ou des ressources génériques se définissent par le fait que leur valeur ou leur potentiel est indépendants de leur participation à un quelconque processus de production. Le qualificatif "générique" recouvre l'ensemble des facteurs traditionnels de définition spatiale (ou de localisation des activités économiques) discriminés par les prix (dont les coûts de transport) et qui font l'objet de la part des agents d'un calcul d'optimisation. On illustrera les situations de ressources ou d'actifs génériques à l'aide de quatre exemples : la main-d'œuvre, le capital, la matière première et l'information¹⁰³.

Les actifs ou ressources sont ainsi totalement transférables, leur valeur est une valeur d'échange. Le lieu de cet échange est le marché. Le prix est le critère d'appréciation de la valeur d'échange, laquelle est déterminée par une offre et une demande à caractère quantitatif¹⁰⁴.

En d'autres termes, un facteur générique est indépendant du « génie du lieu » où il est produit. Par contre, les actifs spécifiques, existent comme tels, mais leur valeur est en fonction des conditions de leur usage. Alors qu'un actif générique est totalement transférable, un actif spécifique implique un coût irrécouvrable plus ou moins élevé de transfert.

Les ressources spécifiques n'existent qu'à l'état virtuel et ne peuvent en aucun cas être transférées. Ces ressources naissent de processus interactifs et sont alors engendrées dans leur configuration. Elles constituent l'expression du processus cognitif qui est engagé lorsque des acteurs ayant des compétences différentes produisent des connaissances nouvelles par la mise en commun de ces dernières.

Les actifs spécifiques ont un coût d'irréversibilité que l'on pourrait appeler aussi un « coût de réaffectation ». Cela signifie que l'actif perd une partie de sa valeur productive dans le cas où il est redéployé vers un usage alternatif. En reprenant les illustrations utilisées plus haut, on dira que la matière première ne peut pas avoir de caractère spécifique dans la mesure où sa valeur marchande n'est pas liée à son usage futur ni au contexte socioéconomique immédiat.

¹⁰³Colletis G., Pecqueur B., (1993), Intégration des espaces et quasi intégration des firmes : vers de nouvelles rencontres productives, op. Cite, p .5.

¹⁰⁴Piore M et Sabel. Ch., (1984) , The Second Industrial Divide, Basic Books, New York (trad.fr. Les chemins de la prospérité, 1988).

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

Alfred Marshall¹⁰⁵ décrivant certaines concentrations des petites unités industrielles dans l'Angleterre ou l'Allemagne du début du XIX^{ème} siècle. Plus systématiquement, le "sentiment d'appartenance", à un lieu ou à un métier, la "culture d'entreprise" ou encore "l'esprit maison", font partie des ressources "spécifiques", dans un esprit proche de celui de Veblen (Veblen, 1899/1970)¹⁰⁶. La ressource spécifique produite lors d'un processus de construction territoriale, prise globalement, apparaît alors comme le résultat de processus long d'apprentissages collectifs qui aboutissent à l'établissement de règles, le plus fréquemment tacites.

2.6. Modalité du développement territorial et articulation des formes de proximités : Quelle dynamique territoriale ?

Le caractère pluriel de la notion de proximité nous permet de construire une typologie des modes de développement local qui traduit un degré plus ou moins élevé de la territorialisation de l'activité économique et de la coordination des acteurs. Les qualificatifs d'agglomération, de spécialisation et de spécification s'appliquent à un territoire appréhendé comme pertinent, soit du fait de la cohérence du tissu économique et des actions de ses différentes composantes, soit du fait de l'appartenance à un territoire administratif dont les limites ont une signification forte pour les personnes et les activités qui y résident.

Les trois processus de développement des territoires sont¹⁰⁷ : l'agglomération, la spécialisation et la spécification qui traduisent une dynamique industrielle qui se conjugue avec « une dynamique territoriale résultant tantôt de la cohérence d'un tissu économique et des actions des différentes composantes, tantôt de l'appartenance à un territoire dont les limites ont une signification forte pour les institutions qui exercent leurs prérogatives sur ce territoire.

2.6.1. Le processus d'agglomération

Il repose sur une proximité de type géographique. Il correspond à une concentration spatiale de divers types d'activités économique et de personnes, générant des économies externes d'agglomération, qui se traduisent en, terme d'externalités pécuniaires et d'économies d'urbanisation. Ces dernières sont bénéfiques pour tous les acteurs présents sur le territoire car elles se reflètent sur les prix des facteurs de production (le mode de coordination entre les acteurs est la coordination par les prix).

¹⁰⁵ Marshall A., (1920), Principles of Economics, Cité in: MacMillan. I.C. (1983), « Preemptive Strategies », The Journal of Business Strategy, vol. 4, n° 2, p. 16-26.

¹⁰⁶ Friedmann Georges., (1971), Veblen : un précurseur, In: Annales. Economies, sociétés, civilisations. 26^e année, N. 5, p. 977-981.

¹⁰⁷ Perrat J., Zimmermann J-B., (2003), Stratégies des firmes et dynamiques territoriales, In Dupuy C. et Burmeister A. (Eds.), La proximité : Leçons des études empiriques à paraître, La Documentation Française, p.12-13.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

Le processus d'agglomération se fonde sur une concentration spatiale d'activités économiques hétérogènes, ne présentant pas a priori de complémentarités. Cette concentration des activités économiques résulte d'économies externes aux entreprises, liées à des économies d'échelle dans le partage de certaines ressources. Il s'agit ici principalement d'"externalités spécunaires" provoquées par la concentration des activités et des personnes et qui se répercutent directement en termes de prix des facteurs de production.

L'ancrage territoriale est faible d'où la faiblesse implication des firmes dans le projet de développement, mais l'intervention des politiques publiques peuvent garantir un développement durable de leur territoire (Zimmermann et al¹⁰⁸). Car, l'agglomération peut être le résultat de politique publique en matière d'aménagement des zones d'activités ou d'octroi d'incitation ou des subventions à la localisation, comme elle peut être le résultat de l'essaimage des entreprises donc une logique privée. Les facteurs d'agglomération des territoires sont principalement liés au choix de localisation des entreprises, nous pouvons citer¹⁰⁹ :

- L'importance persistante des rendements d'échelle, cette exploitation d'économie d'échelle ira de pair avec la croissance de certaine spécialisation au sein des espaces régionaux. Alfred Marshall a noté que l'existence des bassins d'emplois constituera un atout décisif pour un bon nombre d'entreprises, à leur tour, ces entreprises sucèrent l'afflux de main d'œuvre
- la différenciation croissante des produits reposera sur l'utilisation de facteurs très différenciés (main d'œuvre très qualifiés et sur le recours à des facteurs immatériels (services de recherche, de financement, de formation,...etc.).
- la proximité géographique dans la nécessité de développer des interconnexions pour faciliter la coproduction de savoirs et la réalisation d'apprentissage collectifs et réduiront les incertitudes.

2.6.2. Le processus de spécialisation

Il est le fruit de deux types de proximité : géographique et organisationnelle. Il correspond à une concentration spatiale des activités similaires ou complémentaires. Donc, « le terme de spécialisation a une double signification, d'une part, le processus par lequel le tissu économique se structure est fondé sur une logique industrielle, d'autre part, la particularité du tissu est établie en favorisant l'émergence, l'agglomération d'activités qui sont liées par leur type d'activité, soit par le produit qu'elles fabriquent ¹¹⁰ ».

¹⁰⁸Zimmermann J.B., Gilly J. P., Perrat J., Pecqueur B., Rychen F. (1998), Construction territoriale et dynamiques productives. Étude pour le Commissariat Général du Plan, convention n° 18/1997, p .261.

¹⁰⁹ Yves Morvan., (2004), Activités économiques et territoires, L'aube DATAR, Paris.

¹¹⁰Colletis G., Rychen F., Entreprises et territoire : proximités et développement local, In Economie de proximité, Pecqueur B., et Zimmermann J.B, Lavoisier, Paris, p .222.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

Par rapport à la simple agglomération où le développement économique était déminé par le jeu des intérêts individuels, la spécialisation met en œuvre le processus de coordination entre les agents économiques. Ces interdépendances entre les activités économiques autour d'une spécialité créent un bien public. Une atmosphère qui lie les stratégies de chacun. L'évolution de tissu économique local peut utiliser d'un moteur acteur qui influence les décisions des autres entreprises ou d'un mode d'organisation particulier entre différents agents.

Le processus de spécialisation se diffère du processus d'agglomération par l'existence d'une proximité organisationnelle forte, recherche comme telle, et qui est la source du développement économique du territoire.

2.6.3. Le processus de spécification

Le processus de spécification se démarque des deux processus précédents dans la mesure où il caractérise la capacité d'un territoire à se doter d'un mode de coordination entre les acteurs qui démultiplient les potentiels de combinaison de ressources complémentaires liés à leur proximité organisationnelle par le moyen de proximité institutionnelle particulièrement forte (Gilly et Torre ¹¹¹). Donc, il offre au tissu socioéconomique local la capacité de s'adapter à des changements technologiques majeurs. Il n'y a pas d'idéal type en matière de trajectoire de développement, chacun des processus présentés au paravent possède des avantages et des inconvénients.

On le voit bien, ces trois formes de développement local requièrent des modalités de coordination entre les acteurs d'une complexité croissante depuis l'agglomération (coordination par les prix) jusqu' à la spécification (coordination par les prix et coordination hors marché : relations de coopération basées sur la confiance, externalités technologiques,... etc.). Elles requièrent des formes adaptées de gouvernance au plan territorial. Dans cette approche, le territoire peut être défini comme un processus, toujours singulier, de recouvrement articulation entre les trois formes de proximité.

¹¹¹Gilly J.P., Torre A., (2000), Dynamiques de proximité, L'Harmattan, Paris, p.223.

Section 3 : Le développement local et territorial passe par l'installation des entreprises

Les responsables territoriaux sont de plus en plus convaincus que le développement local passe obligatoirement par l'installation et le développement d'entreprises sur leur territoire¹¹². Il est même admis qu'un territoire sans entreprises n'est pas viable, par conséquent, l'objectif de l'élu en matière économique c'est l'entreprise.

Les responsables locaux estiment que les entreprises sont le moteur du développement économique. En effet, les entreprises :

- Fournissent de l'emploi aux habitants, ce qui se traduit par une baisse du taux de chômage et une distribution des revenus salariaux.
- Apportent des ressources financières aux communes, grâce à divers impôts et taxes, ce qui crée une certaine aisance financière permettant aux communes de réaliser diverses actions.
- Permettent, grâce aux richesses créées, d'améliorer le niveau de vie des citoyens.
- Par ailleurs, l'installation d'une entreprise peut entraîner une hausse du nombre d'habitants due à une délocalisation d'entreprises.

Cette attitude des responsables territoriaux se trouve plus confortée grâce à deux facteurs :

- D'une part, la politique de décentralisation adoptée par plusieurs pays, dont l'Algérie, et qui confère aux collectivités territoriales, on l'a vu, de plus en plus de prérogatives en matière d'interventions économiques. En général, ces interventions s'inscrivent dans le cadre d'un dispositif national (mesures fiscales, subventions et aides, facilitation des procédures,...etc.). Ce qui fait que les collectivités se trouvent en concurrence non pas dans un même pays, mais entre collectivités de pays différents.
- D'autre part, l'internationalisation de l'économie permet une plus grande mobilité des entreprises. En effet, on assiste depuis environ deux décennies, à une disparition graduelle des barrières tarifaires et non tarifaires, notamment les barrières à l'entrée, ce qui permet aux entreprises d'investir au-delà des frontières traditionnelles et avec plus de facilité, que ce soit, sous forme d'achat d'actions et d'obligations, soit sous forme de prêts, ou encore l'investissement directs à l'étranger (IDE).

Cette section est réservée au rôle des entreprises en matière de développement local et territorial, et l'articulation Territoire -Entreprise. Puis, nous présenterons le phénomène d'agglomération comme source de développement territorial et local.

¹¹² Flipo J-P., Texier L., (1992), Marketing territorial : de la pratique à la théorie, In Revue Française du Marketing, n°136, p.43.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

3.1. Rôle des entreprises en matière de développement local et territorial

Les entreprises jouent t un rôle traditionnel dans le développement économique local et même national. Ce rôle devient de plus en plus important en raison du poids économique et social détenu par les entreprises grâce à :

- **L'incidence sur les indicateurs macro-économiques** : Les entreprises influent aussi sur les indicateurs macro-économiques, tels que :
 - **Le produit national brut** : L'activité des entreprises offre des produits et services aux intermédiaires ou au consommateur final, ce qui permet d'augmenter le revenu national.
 - **L'épargne** : Les entreprises sont des unités de production, mais également des centres d'investissement qui mobilisent l'épargne en vue de l'injecter dans l'économie nationale sous forme d'investissement. Cela permet d'encourager l'épargne et de le mobiliser à l'effet de financer le développement, réduisant ainsi le recours à l'endettement.
 - **L'investissement** : Les entreprises se caractérisent par une rotation rapide du capital, ce qui permet d'augmenter la valeur de l'investissement global dans l'économie nationale et garantit l'augmentation des niveaux de développement économique.
- **La consommation**: Les salariés des entreprises perçoivent des salaires, ces salaires serviront à consommer et à créer une demande en produits et services, ce qui stimulera à son tour l'offre et l'investissement impliquant par-là , l'activité économique toute entière.
- **L'exploitation des ressources locales** : Ce qui caractérise les entreprises, c'est qu'elles privilégient l'utilisation des ressources locales, tel que l'agriculture, le transport, les matières premières,...Cela permet à ces entreprises de réaliser des économies liées au transport et d'assurer une certaine autonomie vis-à-vis de l'extérieur ou des fournisseurs étrangers, tout en ayant une certaine main mise sur les ressources locales et une force de négociation avec les producteurs locaux.
- **L'effet d'entraînement sur les intermédiaires** : Le rôle de locomotive joué par l'entreprise est d'autant plus grand que celle-ci est grande. Cette entreprise peut même faire appel à des entreprises de petite et moyenne taille sous forme de sous-traitance et, il n'est pas rare de voir des petites entreprises « pousser » autour d'une grande entreprise. En effet, avant d'arriver au consommateur final, le produit transite par plusieurs intermédiaires, grossistes, demi-grossistes, distributeurs, détaillants et fait appel aux services de plusieurs prestataires, publicitaires, transporteurs, assureurs, banquiers,... etc.

C'est grâce à l'entreprise que tous ceux-là peuvent exercer leurs activités, créer des emplois et payer des impôts à leur tour.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

3.2. Territoire -Entreprise : Quelle relation ?

Jusque dans les années 1990, le rapport de dépendance entre le territoire et les entreprises était relativement équilibrées, les entreprises puisaient dans les territoires les facteurs nécessaires à leur développement et lui apportaient les ingrédients de la prospérité¹¹³. Considérant les entreprises comme le moteur de leur développement, les territoires ont fait le choix de se mettre au service de l'entreprise. Tout est bon pour l'attirer et pour satisfaire ses attentes. Ce comportement de la part des villes est motivé par le besoin de développement, besoin largement facilité par l'implantation des entreprises sur leur territoire.

Les approches par le territoire s'appuyant sur des analyses empiriques mettant en avant les ressources territoriales. Le territoire joue un rôle essentiel dans l'émergence de nouvelles ressources telles que les externalités géographiques, et les proximités. Les travaux sur les pôles de croissance, et les effets d'entraînements économiques et spatiaux sur les districts industriels et sur les milieux innovateurs, insistent sur l'appréhension des dynamiques induite par l'organisation territoriale des firmes, des activités et des hommes.

Le territoire est aussi une composante de développement de la proto- industrialisation à l'industrie moderne, la petite production manufacturière localisée fut le ressort essentiel de la croissance française durant la moitié du 19^{ème} siècle¹¹⁴. Avant ceux, de la troisième Italie, de nombreux districts industriels furent à l'époque de la révolution industrielle. Le territoire joue un rôle essentiel dans l'émergence de nouvelles activités et technologies, (comme ils témoignent les exemples de Silicon – Valley et la route 128 aux Etats -Unis), il est alors un élément important de nouveaux industriels. La relation de l'entreprise avec son territoire peut être vue comme un investissement spécifique. Cet investissement spécifique se conçoit par la recherche de sources de profit, mais doit aussi se comprendre dans un cadre d'analyse plus large où l'espace n'est plus simplement un facteur de production, mais résulte d'un processus de construction entre les différents agents économiques¹¹⁵.

L'approche des couples firme-territoire renvoie à la triple appartenance et à des degrés divers de l'unité¹¹⁶:

- Á une firme : positionnement fonctionnel, relations de complémentarités technologiques et productives, autonomie, et intégration de l'unité dans le groupe.

¹¹³ Kahn R., (2001), Initiatives territoriales de développement et démocratie locale, In Démocratie et management local, 4^o rencontres ville Management, Éditions Dalloz, p.556.

¹¹⁴ Courlet C et (al)., (2001), Réseaux d'entreprises et territoire : regards sur les systèmes productifs locaux, La documentation Française, Paris.

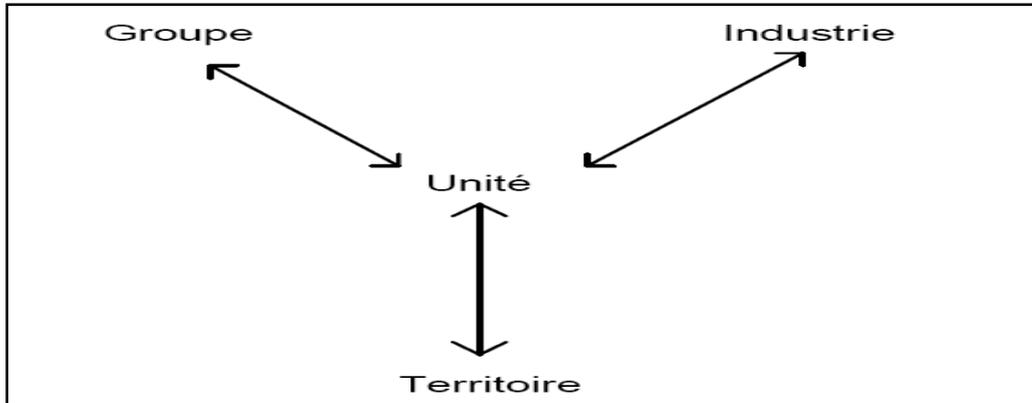
¹¹⁵ Foujita M., Thisse J .F, (2003), Economie des villes et de la localisation, Edition de Boeck université, Bruxelles.

¹¹⁶ Idem.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

- Á une industrie : implication ou non dans une organisation industrielle et de marché à un niveau : régional, national, et international.
- Á un territoire : de la simple logique de la localisation-nomadisme à celle de l'ancrage.

Figure 3 : Triple insertion de l'unité localisée



Source : Zimmermann J-B., (2005), Entreprises et territoire : Entre nomadisme et ancrage territorial, In revue de l'institut de recherche économiques et sociales IRES, n 47, 1^{ER} trimestre 2005.

L'unité industrielle se situe au carrefour de formes d'organisation de nature industrielle (groupe, industrie), d'une part, et de formes d'organisation de nature territoriale, d'autre part.

La partie haute du triptyque correspond plutôt à des effets de proximité organisationnelle, tandis que la partie basse correspond plutôt à des effets de proximité géographique. Haut et bas du triptyque participent à des proximités de nature institutionnelle, globales pour le haut et locales pour le bas; et c'est sous le double aspect des liens organisationnels, d'une part, et institutionnels, d'autre part, que les différents niveaux d'insertions de l'unité, dans le groupe, dans l'industrie et dans le territoire, doivent être considérés. Elles rentrent au contraire dans des jeux d'interactions, d'oppositions, de décalages ou de contradictions qui fondent la dialectique firme territoire et sont à l'origine des sources de dynamique. C'est en général dans la dynamique qu'évoluent les modalités d'insertion respectives de l'unité et plus précisément sa capacité à imposer sa pérennité propre (ancrage) ou au contraire sa dépendance décisionnelle et de devenir à l'égard d'une organisation qui dépasse le territoire (nomadisme)¹¹⁷.

C'est de la conjonction entre des proximités organisées reflétant la dimension industrielle et de la proximité géographique reflétant la dimension territoriale que peut résulter l'ancrage territorial des activités industrielles et technologiques. L'ancrage territorial doit être ici considéré comme justifié par l'objectif de développement des conditions de l'efficacité (productive et innovatrice) sur une base territoriale, c'est à-dire dans un contexte

¹¹⁷Zimmermann B., (1998), Nomadisme et ancrage territorial : propositions méthodologiques pour l'analyse des relations firmes-territoires, RERU n°2, p. 211-230.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

de proximité géographique¹¹⁸. Au contraire des approches postulant le local, il s'agit cette fois de considérer la dualité local-global de toute unité localisée qui à la fois appartient à une organisation globale (groupe industriel, industrie, marché) dans laquelle elle s'insère et à un territoire dans lequel elle s'implique (ou non) et qui la révèle dans une (relative) autonomie.

D'autre part, les effets d'interdépendances interentreprises et inter- industries induisent la nécessité d'une vision interactionniste qui rompt avec le modèle de localisation classique¹¹⁹. Cette tendance contemporaine au nomadisme des entreprises engendre une situation nouvelle par rapport à la vision traditionnelle qui débouchait sur une logique de spécialisation locale fondée sur l'identification d'une région ou d'un site avec activité voire une firme et donc une certaine stabilité du paysage industriel. En conséquence, l'action publique ne doit pas simplement se préoccuper d'attirer des investissements mais aussi de la pérennité des implantations ou, à défaut et en cas de départ des investissements, des acquis pour le territoire de leur présence limitée dans le temps.

L'ancrage territorial des activités industrielles et technologiques, résulte de la conjonction entre les aspects de proximité organisationnelle, révélateurs de la dimension industrielle intra comme inter-firmes, et les aspects de proximité géographique, sur lesquels se fonde la dimension territoriale. Dans ce sens, une dialectique firme-territoire, dans laquelle se construit une interaction réciproque, qui va fonder ou non une dynamique commune de la firme et du territoire. Elle constitue un fondement de l'ancrage territorial dans la mesure où elle contribue à une dynamique industrielle et de l'innovation qui aura pour effet de renforcer l'attractivité du territoire, d'inciter les entreprises présentes à approfondir leur relation au territoire, d'établir un potentiel industriel et technologique territorial qui aille au-delà de la seule addition des activités des firmes présentes sur le territoire.

En somme, on peut constater que la conjonction des différentes formes de proximité stimule les processus de coordination entre les entreprises, elle permet le partage des connaissances et l'enrichissement des savoirs faire.

3.3. Le développement local comme osmose entre entreprises et collectivités locales

Selon une perspective territoriale et dans une démarche qui semble associée à une dynamique entrepreneuriale et sociale, Bernard Pecqueur a développé une approche qui conçoit le développement local dans la relation entre sphère productive et sphère sociale.

Son approche du développement local privilégie l'appréhension des mutations de l'espace dans lequel les tissus industriels évoluent. Il associe le développement local au «

¹¹⁸ Idem.

¹¹⁹ Colletis G., Pecqueur B., (1993), Intégration des espaces et quasi intégration des firmes : vers de nouvelles rencontres productives, Revue d'Économie Régionale et Urbaine.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

dialogue » entre des entreprises et des territoires et à l'ouverture à leur environnement non marchand¹²⁰.

Ainsi, la formation de systèmes productifs locaux est étroitement liée à la synergie des acteurs locaux. Dans son approche, Bernard Pecqueur met l'accent sur le retour de la notion de l'acteur véhiculée par le « Développement local » où la logique de l'acteur s'oppose à la logique d'homo economicus. Il s'intéresse au dialogue et aux rapports entre agents économiques et territoires en quête d'autonomie. Il précise que le développement local « propose une grille de lecture du développement qui a vocation à embrasser sous un même regard l'organisation des hommes en vue de produire et de répartir les biens matériels dans une perspective d'évolution mondiale ¹²¹».

Pour lui, le développement local s'inscrit dans la continuité des théories du « développement par le bas » où le potentiel local d'organisation s'oppose au capitalisme dominant. Face à la logique de profit, une logique d'autonomie s'affirme comme mode alternatif de développement endogène et localisé. C'est la dynamique des « pays » qui se sont mis en mouvement qui a bousculé selon lui les regards classiques sur le développement. Pecqueur tente de concevoir le développement local comme une valorisation de ressources autre que celles relevant des rapports marchands. Il porte une attention particulière aux échanges qui ont lieu hors du marché mais qui lui sont bénéfiques. Il s'intéresse alors aux relations qui peuvent accroître la capacité des entreprises à produire ce qu'il appelle « réseaux à finalité productive » (familiaux, professionnels, amicaux,...etc.)¹²².

Il précise que le processus de développement découle de trois conditions : l'innovation, la capacité à s'adapter et la capacité à réguler. Pecqueur s'inscrit dans une logique qui donne une place prépondérante au réseau et aux relations humaines hors marché pour l'agencement du développement local. Ces réseaux restent liés aux activités productives et se centralisent autour des acteurs économiques. Pecqueur insiste sur l'intérêt de la construction des Systèmes Productifs Locaux (SPL)¹²³ qui ont en commun la valorisation des stratégies des acteurs locaux, la solidarité spatiale des acteurs et le dialogue entre entreprises et territoire. Le SPL suppose donc l'articulation entre entreprise et tissu social local ou collectivité locale. Le SPL suppose également qu'une osmose soit établie entre communauté locale et entreprises, entre les savoir-faire, l'activité de production et les caractéristiques humaines du territoire.

¹²⁰Boyer R., (1986), cités par Demaziere Ch., (2000), *Entreprise et développement*, Economica, Paris, p.120.

¹²¹Pecqueur B., (200), *Le développement local*, 2^{ème} éd., coll. Alternatives économiques, Syros, Paris, p. 37.

¹²² Idem.

¹²³Les SPL sont basés sur une industrialisation diffuse qui résulte des mutations qui connaissent les zones agricoles où l'industrialisation repose sur la valorisation de savoir-faire artisanal engendrant un effet multiplicateur. Certains SPL se basent sur des « incubateurs » en s'appuyant sur des technologies tranchant avec le savoir-faire.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

Cette osmose génère la dynamique territoriale qui résulte de la rencontre entre stratégies d'entreprises et ressources locales¹²⁴.

L'enjeu est alors d'articuler les relations : Etat, collectivité territoriale et territoire. Une transition dans la manière d'approcher le développement local commence donc à s'opérer pour permettre de mettre en évidence le mode de gouvernance et les stratégies des acteurs locaux. Le développement local se dessine alors comme une capacité des acteurs et des territoires à s'organiser et à trouver la forme appropriée pour cette organisation afin de gérer un contexte fluctuant.

L'ensemble de ces approches renvoie à une conception du développement local inextricablement liée à une dynamique marchande dont les principaux acteurs sont les acteurs économiques. Cette dynamique s'appuie également sur les rapports qui s'établissent entre ces acteurs économiques d'une part et entre ceux-ci et les acteurs sociaux d'autre part ainsi que sur leur rapport à l'espace. C'est un développement local qui repose sur une dynamique entrepreneuriale. Les groupes sociaux, le mode de construction sociale du territoire et les inégalités n'y sont pas problématisés. Ces approches n'offrent pas de réponses aux interrogations pressantes sur les problématiques de dualisation socio- spatiale et renvoient dos à dos des morceaux de territoire¹²⁵. Cette conception du développement local et le contraste que l'on peut constater entre différentes approches ont conduit les canadiens Tremblay et Fontan à catégoriser les différentes politiques et théories du développement local en deux tendances : l'une progressiste et l'autre libérale.

La tendance progressiste découle d'une préoccupation qui met l'accent sur le changement social et la redéfinition des règles du jeu pour pallier les effets du marché. Dans une perspective dite libérale, le développement local consiste essentiellement en des initiatives qui stimulent l'économie et l'emploi en s'appuyant sur les ressources locales. Deux visions s'opposent, l'une qui privilégie le redressement économique et le développement de l'entreprise, la seconde qui veut redonner le pouvoir aux collectivités et produire un processus

¹²⁴Pecqueur, dans son analyse, porte une attention particulière au processus de mutation en mettant l'accent sur la dimension spatiale qu'il analyse en termes de polarisation et de domination. La structure industrielle évolue elle aussi. Les formes organisationnelles et les unités de production connaissent aussi le processus de changements et de mutation organisationnelle qui implique la restructuration de modes de gestion des hommes et des techniques.

¹²⁵Tremblay DG., Fontan M., (1997), Le développement économique local : la théorie, les pratiques, les expériences, Télé-université, Québec.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

d'« empowerment ¹²⁶ » qui n'est qu'un versant d'une logique de compétitivité des territoires¹²⁷.

En résumé, c'est la volonté de reconstruire le tissu économique afin de promouvoir l'emploi et de s'insérer dans un schéma de croissance qui s'oppose à une optique de promotion des solidarités et de la territorialité. Cette contradiction nous renvoie à une dualité qui nous semble être l'épicentre de la problématique du développement local : une logique de sujets face à une logique de projets ; une logique d'acteurs face à une logique de système. La différence découle d'un choix fondamental à faire et d'une réponse à donner à la question qui est celle de la place des sujets dans la stratégie d'action et la construction des territoires. Le développement local est précisément ce couplage entre des politiques et des sujets, cette adéquation entre acteurs et projets et entre groupes sociaux et systèmes productifs.

3.4. Le phénomène d'agglomération comme source de développement territorial et local

Les avantages liés à la concentration géographique des entreprises ont été identifiés il y a plus d'un siècle par Marshall (1890). Selon lui, ces avantages ou économies d'agglomération tirent leur origine de trois sources : les économies reliées à la proximité d'un grand nombre de fournisseurs spécialisés (biens intermédiaires et services), celles reliées à la présence d'un plus grand bassin de main-d'œuvre spécialisée et stable, et finalement celles liées à la diffusion des connaissances (externalités technologiques). Les deux premières sources d'économies d'agglomération ont été reprises dans les « nouvelles » théories du commerce (Ethier, 1982 ; Helpmann et Krugman, 1985 ; Grossman et Helpmann, 1991 et 1995) et de la nouvelle « géographie économique » (Krugman 1991 ; Krugman et Venables, 1995 et 1996)¹²⁸. La dernière source d'économies d'agglomération a été introduite formellement dans les modèles de croissance endogène (Lucas, 1988 ; Romer, 1986 et 1990) dans lesquelles le stock de connaissance ou de capital humain d'une région est la variable importante pour expliquer la croissance¹²⁹. Nous reprenons succinctement dans ce qui suit ces différentes théories et présentons les liens importants entre ces effets d'agglomération et la structure industrielle.

¹²⁶L'empowerment (terme anglais) réfère à la prise en charge de l'individu par lui-même, de sa destinée économique, professionnelle, familiale et sociale. La notion d'*empowerment* est à la mode, c'est augmenter le pouvoir d'agir des personnes et des groupes. C'est comme son nom l'indique, c'est le processus d'acquisition d'un « pouvoir » (power), le pouvoir de travailler, de gagner son pain, de décider de son destin de vie sociale en respectant les besoins et termes de la société.

¹²⁷Swack M., Mason D., (1987), *Community, Economic development as a strategy for social intervention*, In Bennett E-M, (1987), *Social Intervention: Theory and Practice*, Lewiston, N Y Edwin Mellin Press, p. 327-347.

¹²⁸Gauthier B., Lapointe A., Laurin F., (2003), *Les économies d'agglomération et la croissance des régions dans l'union européenne*, In *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* 2003/2 (avril), p.4.

3.4.1. Le phénomène d'agglomération

Une fois, la première entreprise installée, d'autres suivent (on les appelle pour cette raison les « suiveuses »). Nous pouvons distinguer deux étapes pour expliquer le phénomène d'agglomération:

Dans un premier temps, quelques entreprises vont effectivement venir suivre la première, par imitation ou par nécessité, mais pas en masse, plutôt de façon sporadique et encore incertaine. Dans un second temps, si le phénomène d'agglomération dépasse un certain seuil (« tipping point »), l'on assiste véritablement à un processus d'attraction qui peut se consolider en agglomération importante qui verra alors se concrétiser le phénomène des externalités d'agglomération.

Selon la théorie du tipping point ou du seuil de basculement, développée par Malcolm Gladwell¹³⁰, ce sont des petites causes qui engendrent, de façon contingente, de grandes différences. Dans le cas qui nous intéresse, la localisation des entreprises sur un territoire plutôt qu'un autre, puis l'éventuel phénomène d'agglomération qui s'ensuit, quelle est la « petite chose » qui va faire la « grande différence » ?

La petite chose qui fait la grande différence c'est l'économie qui est réalisée par chaque entreprise suiveuse par le fait que l'entreprise initialement implantée, et le petit groupe qui a commencé à s'organiser autour, vont diffuser une information que l'on peut schématiquement résumer ainsi : ce territoire est le bon endroit pour se localiser puisque nous y prospérons. Le « first mover », c'est-à-dire le premier qui s'installe, supporte des coûts initiaux, tandis que les « suiveurs » peuvent très bien attendre pour voir, économiser cette dépense d'énergie en faisant confiance à l'implantation du premier qui va diffuser une information par le simple fait de sa réussite .

Et d'ajouter : « la première entreprise qui s'implante dans une zone n'a pas d'externalités, elle ne profite pas dans un premier temps d'effets d'agglomération. Elle est toute seule, elle essuie les plâtres. Ce qui veut dire dans une stratégie d'entreprise multinationale qu'elle a des coûts de recherche d'implantation car si la zone est vierge, il y'a pas d'informations qui lui sont révélées par des implantations pré existantes. Elle a des coûts de recherche de territoire optimal. Elle a des coûts de négociation avec les autorités territoriales locales. Les coûts de négociation représentent du temps, de l'argent, de l'énergie, des compétences de persuasion. Il y a aussi les coûts de recherche des sous-traitants, de recherche de partenaires. Il faut rechercher dans le tissu local des entreprises capables et désireuses de fabriquer à des coûts intéressants et une fiabilité maximale. Ces coûts sont très

¹²⁹ Idem.

¹³⁰ Gladwell M, (2002) ., The Tipping Point : How Little Things Can Make a Big Difference, Back Bay Books, traduit en français sous le titre : Le Point de bascule : Comment faire une grande différence avec de très petites choses, Editions Transcontinental, 2003.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

élevés et la première entreprise qui s'installe en supporte une part disproportionnée par rapport à celles qui, du même secteur, vont venir s'implanter après.

3.4.2. Croissance endogène et nouvelle « géographie économique »

Les modèles de croissance endogène traitent, dans un contexte dynamique, des effets d'agglomération liés à la diffusion des connaissances et des innovations. Ces dernières ont certaines caractéristiques d'un bien public en ce sens que les connaissances et les innovations profitent non seulement à l'entreprise qui les initie mais également aux firmes voisines. De là des économies d'agglomération trouvant leurs sources dans le « stock » de connaissances (Romer, 1990)¹³¹ ou le stock de capital humain (Romer, 1986¹³²; Lucas, 1988¹³³) d'une région. Ainsi, à la différence des modèles néoclassiques, la technologie n'est pas exogène et commune à toutes les régions. Elle est plutôt définie selon une fonction technologique propre par secteur d'activité et par région (que l'on estimera par le biais des caractéristiques de la structure industrielle propre à chaque région).

De façon complémentaire, on peut appréhender les effets d'agglomération, en particulier ceux associés à la spécialisation, en se référant aux modèles de concurrence monopolistique et de la nouvelle « géographie économique ». Suivant Dixit et Stiglitz (1977)¹³⁴, il n'est pas optimal pour plusieurs firmes de produire un même bien différencié. Il devient donc plus avantageux d'introduire une nouvelle variété du bien, forçant les autres firmes à se démarquer davantage. Cette plus grande variété - ou diversité - implique concrètement que les firmes ont développé des biens intermédiaires et des services capables de répondre plus précisément et efficacement aux besoins particuliers des entreprises.

3.4.3. Économies d'agglomérations et localisation

Les modèles de géographie économique tentent d'expliquer la localisation industrielle par le jeu de forces d'agglomération et de forces de dispersion. D'une part, les firmes veulent maximiser les économies d'échelle, locales ou internes, en localisant la production dans une seule région. D'autre part, ces forces d'agglomération sont en opposition avec des forces de dispersion, soit les coûts de transport, les tarifs douaniers, les risques de change et autres

¹³¹Romer P.M.,(1990), Endogenous Technological Change, Journal of Political Economy, vol. 98, no5, by The University of Chicago,p.74-75.

¹³²Romer P.M., (1986), Increasing Returns and Long-Run Growth, Journal of Political Economy, Vol. 94, N°. 5, p. 1002-1037.

¹³³Lucas R., (1988), On the Mechanisms of Economic Growth, Journal of Monetary Economics, Vol. 22, N°. 1, p. 3-42.

¹³⁴Dixit Avinash K., Stiglitz Joseph E. , (1977), Monopolistic Competition and Optimum Product Diversity The American Economic Review, Vol. 67, No. 3 (Jun. 1977), p. 297-308.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

entraves au commerce. Lorsque ces coûts sont élevés, les firmes voudront les minimiser en se localisant à proximité de la demande, c'est-à-dire dans plusieurs grands marchés¹³⁵.

3.4.4. Économies d'agglomération et structure industrielle

Les économies d'agglomération **intra-industrielles**¹³⁶ entraînent la concentration de firmes d'un même secteur d'activité en un même lieu géographique, dans lequel se constitue un réseau de liens en aval et en amont spécifique à ce secteur. Aussi, par la similarité de leurs activités, la transmission de l'information serait plus pertinente et plus fluide au sein d'un même secteur. À l'opposé, les économies d'agglomération **interindustrielles** (économies de Jacobs¹³⁷) se découlent de la diversité industrielle d'une région. La présence d'un grand nombre de secteurs d'activité et de services différenciés dans une même région permet de répondre plus adéquatement aux besoins des firmes et des habitants qui s'y trouvent. De plus, les externalités technologiques se diffusent non seulement au sein d'une seule et même branche, mais jouent en faveur de l'ensemble du tissu industriel de la région : une nouvelle idée peut trouver une application dans plus d'un secteur (Jacobs, 1969¹³⁸, 1984¹³⁹).

Enfin, en ce qui a trait à la concurrence, selon l'approche des économies MAR, un certain pouvoir monopolistique serait favorable à la croissance d'une industrie et au développement technologique. Si les économies sont vraiment intra-industrielles, la concentration industrielle régionale permettrait une plus grande croissance économique, de concert avec les gains reliés à la spécialisation internationale en fonction des avantages comparatifs. Par contre, l'approche de Jacobs mise sur l'augmentation du nombre de firmes comme source des économies d'agglomération plutôt que sur le pouvoir monopolistique. Selon cette approche interindustrielle, une structure diversifiée et compétitive serait favorable à la croissance régionale. Porter (1990) pour sa part présente une position mitoyenne à savoir qu'il privilégie une structure régionale spécialisée au sein de « grappes industrielles », mais dans un environnement compétitif afin d'assurer la croissance de la région.

Conclusion au chapitre

Comment instaurer davantage de coopération sur les territoires ? Il faut que tous les acteurs prennent conscience de la relation d'interdépendance dans laquelle elles se trouvent. Les entreprises ne peuvent se passer des territoires, et vice-versa. Cette prise de conscience est un préalable indispensable, qui favorise l'implication des entreprises dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies territoriales durables.

¹³⁵ Krugman P., Venables A.J., (1995), *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 110, No. 4 (Nov., 1995), Oxford University Press.

¹³⁶ Les économies de MAR : Ce sont les économies de Marshall-Arrow-Romer.

¹³⁷ Jacobs J., 1969, *The Economy of Cities*, New York: Random House.

¹³⁸ Idem.

¹³⁹ Jacobs J., 1984, *Cities and the Wealth of Nations: Principles of Economic Life*, NY: Vintage.

Chapitre 2 : Economie de proximité et développement territorial : Quelle articulation ?

On peut dire que le développement local est avant tout une dynamique économique et sociale, voire culturelle, plus ou moins concertée, impulsée par des acteurs individuels et collectifs sur un territoire donné. En allant plus avant on peut le définir comme étant un mouvement culturel, économique, social qui tend à augmenter le bien-être d'une société. Il doit commencer au niveau local et se propager au niveau supérieur. Il doit valoriser les ressources d'un territoire par et pour les groupes qui occupent ce territoire. Il doit être global et multidimensionnel, recomposant ainsi les logiques sectorielles.

Dans cette conception des choses, nous allons articuler les formes de la proximité aux différentes modalités de développement territorial. Nous essayerons d'expliquer la contribution de la proximité géographique au développement territorial d'agglomération au niveau de la zone industrielle de Bejaia, et nous procéderons dans la même perception d'où nous expliquerons l'impact de la proximité organisationnelle sur le développement de spécialisation dans la zone d'Akbou, et le rôle de la proximité institutionnelle dans la dynamique territoriale de spécification dans la zone industrielle d'El Kseur.

Le développement au niveau local apparaît aujourd'hui comme une nécessité qui touche tous les aspects. L'avènement de la mondialisation ne sonne pas forcément un ancrage pour le développement au niveau local. Cela dépendra, en fait de la volonté des acteurs et de leur mobilisation à affronter cet événement. Sachant que l'Algérie n'est pas restée à l'écart des mutations induites par la mondialisation, il serait pour nous plus que temps de nous interroger sur la réalité du terrain. Nous tenterons dans le prochain chapitre d'apporter des éclaircissements sur l'expérience algérienne en matière de développement local et territorial.

**Chapitre 3 :L'expérience
algérienne en matière de
développement territorial et
local : Potentialités, contraintes
et perspectives**

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

Introduction

Pendant longtemps, dans beaucoup de pays - y compris l'Algérie - l'Etat pilote le processus du développement socioéconomique. Il avait en charge, à travers les plans¹ de développement ou programmes spéciaux de conduire les dynamiques sociales et économiques en vue de l'amélioration des conditions de vie des individus, ou encore les perspectives à offrir à la jeunesse en matière de formation, d'emploi, et d'insertion,.....etc.

La remise en cause de ces approches de développement résulte d'une série de constat d'échecs et par conséquent concourt à valider des mouvements d'idées nouvelles en faveur du développement local². Cette vérité étant établie, il convient donc de souligner l'urgence d'une réflexion autour d'une nouvelle démarche économique et sociale globale où le développement local a une place de choix. Il devient plus nécessaire que jamais et constitue une grande préoccupation des acteurs locaux à l'avenir (collectivités locales, entreprises et société civile,...etc.).

Il apparaît aujourd'hui évident que le développement des territoires au plus proche des habitants ne peut se faire sans les autorités locales, c'est-à-dire sans les citoyens via les organes chargés de les représenter, ce point de vue n'a pas toujours été partagé. Un territoire crée le développement local par la dynamique économique de ses actifs.

Les infrastructures pèsent également sur le développement des territoires et donnent un aspect attractif. Les relations entreprises entre les différents acteurs du territoire, notamment entre le secteur public représenté par les communes et les wilayas ainsi que le secteur privé. Ce ne sont pas les infrastructures et les aides qui font le développement local (Godet, 2001)³, ce sont les hommes qui font la différence.

Dans ce chapitre nous donnerons un aperçu sur le développement local en Algérie, ensuite nous aborderons le rôle et les outils des collectivités locales et développement territorial en Algérie, et enfin, le financement du développement local et territorial.

¹Depuis 1970, l'Algérie a connu sept plans de développement et une multitude de programmes spéciaux.

² Pecqueur B., (1998), Le développement local, Syros, Paris.

³ Godet M., (2001), Perspectives et dynamiques des territoires, Futuribles n° 269, Novembre 2001, p .45.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

Section 1 : Un aperçu sur le développement local en Algérie

Le territoire apparaît ainsi comme un bien du développement de la qualité de vie notamment par la création de l'activité et de la richesse. L'aménagement du territoire est une partie intégrante des compétences attribuées à la commune et à la wilaya. Les infrastructures pèsent également sur le développement des territoires et donnent un aspect attractif.

Pour arriver à ses fins les acteurs publics doivent avoir des moyens financiers requis pour la réussite des projets aboutissant au développement local. Dans ce contexte, il convient de mentionner que le budget tout seul ne pourrait jamais subvenir aux besoins du développement local. Il faudrait ainsi penser à d'autres ressources, évidemment celles prévues par la législation en vigueur. Durant cette section, nous aborderons les données sociogéographiques de base et les caractéristiques du développement local en Algérie.

1.1. Données sociogéographiques de base et les caractéristiques du développement local algérien

Les collectivités territoriales en Algérie sont réparties en trois niveaux : la wilaya (département), la daïra (arrondissement ou circonscription) et la commune. Depuis la réorganisation territoriale de 1984, l'Algérie compte 48 wilayas, 535 daïras et 1541 communes, toutes régies par un même statut communal, à savoir la loi du 07 avril 1990 modifiant le code communal établi par l'ordonnance n°.6724 du 18 janvier 1967 portant code communal. La loi no. 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune, définit la commune algérienne comme une collectivité territoriale de base, créée par la loi et dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle a un organe délibérant élu au suffrage universel.

La commune est la plus petite division administrative de l'Algérie. La situation financière des communes algériennes est marquée par une très forte inégalité, en matière de ressources fiscales et patrimoniales. Ce qui crée une grande disparité des conditions de vie socioéconomiques des populations locales (accès aux soins, logement, éducation, transport, eau potable,...etc.).

Le FCCL (Fonds Commun des Collectivités Locales), créé par le décret 86-266 du 04 novembre 1986, a pour mission de garantir aux collectivités les plus pauvres des subventions conséquentes dans le but de réduire les inégalités socio-économiques sur l'ensemble du territoire algérien. Dans ce sens, des subventions sont réparties selon le ratio de richesse par habitant de la collectivité. Celle-ci bénéficie des subventions si son ratio de richesse est en deçà de la moyenne nationale.

Le ratio de richesse de la commune est calculé par le rapport du total des ressources (fiscales, patrimoniales) de la collectivité locale sur la taille de la population locale. La

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

moyenne nationale est calculée par le ratio du total des ressources versées aux collectivités locales sur la taille de la population algérienne. Les communes riches ont généralement un ratio qui évolue autour de 9000 DA par habitant et les communes pauvres présentent un ratio inférieur à 300 DA par habitant⁴.

A notre sens, cette façon de faire semble envoyer un « mauvais signal » en direction des collectivités locales. En effet, celles qui font l'effort de valoriser leurs ressources fiscales, voient leur ratio de richesse augmenter. Elles prennent ainsi le risque d'être écartées de la liste des bénéficiaires des subventions de péréquation. Dans ce sens, la subvention semble freiner le volontarisme et la compétitivité entre collectivités locales.

1.2. Le développement local en Algérie

Nous nous intéresserons dans ce qui suit aux différentes mesures prises dans le cadre de développement local algérien. Nous nous limiterons notre étude aux dates importantes et de réformes marquantes.

Pour cela, nous aborderons l'évolution de la notion de développement local et tous les plans et les programmes engagés dans cette voie en deux grandes phases : l'ère de l'économie planifiée centralisée et l'ère de l'économie de marché.

1.2.1. L'ère de l'économie planifiée

Après l'indépendance du pays en 1962, le départ massif des français, il fallait assurer la continuité de l'activité économique. La vie économique au pays était basée sur l'approche d'intervention macroéconomique, la régulation provenait ainsi des décideurs siégés à la capitale Alger. Cette période est caractérisée par des turbulences économique et crises sociales graves. Le développement local durant cette période était créé de sorte qu'il puisse éponger les chocs de la politique des industries industrialisantes⁵.

Dès le milieu des années 1960, les premiers programmes communaux ont vu le jour accompagnant les plans de développement industriel et agricole. Le premier programme lancé est les fameux PS (Programmes Spéciaux) lancé an 1966. Dans le but de remédier les distorsions économiques, sociales et de corriger ces inégalités par la création d'infrastructures, équipements collectifs ainsi que la fondation des bases solides d'une industrie locale. Le rôle de ses PS est de rendre le territoire algérien équilibré. Cette lutte contre la disparité communale n'a jamais atteint les objectifs définis dans les programmes spéciaux.

⁴CENEAP., (2007), Enquête sur le Niveau de Vie et Mesure de la Pauvreté en Algérie, Centre National d'Étude et d'Analyse pour la Population et le Développement, Alger.

⁵Abdelmalki L., Courlet C., (1996), Les nouvelles logiques du développement. Ed Harmattan, Paris, p. 339.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

Ensuite, l'Etat a lancé une nouvelle formule, il s'agit du premier plan quadriennal (1970-1973) qui marque la naissance des Programmes d'Equipement Local (PEL) (décret n°73/139 du 09 août 1973). Pour combler l'échec des actions menées par les programmes qui ont précédé⁶. La commune se charge alors de réaliser et de gérer les plans communaux de développement (PCD en 1974). Les Programmes des Industries Locales (PIL) adoptés en 1975 viennent compléter les plans communaux de développement d'une part, et corriger les imperfections des décisions centrales, d'autre part. Leurs objectifs étant de développer la petite et moyenne industrie de sorte qu'elle puisse valoriser les potentialités locales en matière de main d'œuvre et de savoir-faire, satisfaire les besoins exprimés à l'échelle locale tout en valorisant les ressources, réduire l'exode rural⁷. La priorité de ces différents programmes et plans communaux est de contrer l'exode rural vers les villes à la recherche de meilleures conditions de vie. Dans cette période, les collectivités locales avaient eu des attributions des tâches liées à la vie quotidienne des citoyens. Leur rôle économique attendu des collectivités locales était ainsi limité à certaines initiatives qui se comptaient aux bouts des doigts.

Dans ce contexte de planification centralisée, le développement local a continué à être soutenu par les responsables politiques lors de l'adoption et la mise en œuvre du plan quinquennal 1980-1984. Le développement local relatif à cette époque se résume à un ensemble d'action d'intérêt local destiné à corriger les inégalités induites par le régime socialiste de l'époque.

Cette période est caractérisée par l'empreinte de l'état comme seul entrepreneur et ce dans le souci de régler ses choix économiques. Cette situation était justifiée par une orientation politique de type socialiste, par la faiblesse de l'encadrement des collectivités territoriales et surtout, par une insuffisance des ressources propres à ces collectivités ce qui ne leur permettait pas d'envisager une politique propre de développement local.

Le développement local dans cette période peut se résumer comme une participation passive des collectivités locales à leur propre développement, c'est une sorte " d'exécution d'un plan venu d'en haut ".

1.2.2. L'ère de l'économie de marché

L'année 1988 constitue incontestablement une année charnière pour les réformes économiques de l'Algérie. Le principal changement concernant le mode de régulation de l'économie nationale. Ce sont les mécanismes de marché qui devraient prédominer, ou moins agir. Les réformes économiques mises en œuvre s'inscrivent en grande partie dans le cadre

⁶Abdelmalki L., Courlet C., (1996), op. Cite, p. 430.

⁷Ayad Malek Naïma ., (2017), La création d'entreprise et les politiques territoriales : cas de la wilaya de Bejaia, Thèse de Doctorat, Université de Bejaia, p. 141.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

du programme d'ajustement structurelle adopté par l'Algérie en concertation avec le FMI et la banque mondiale. La crise économique et l'augmentation du chômage due aux déficits et aux restructurations des entreprises d'Etat, ont poussé l'Algérie à la fin des années 1980, de se lancer dans de grandes réformes afin de mettre en place les mécanismes d'une économie de marché.

Le développement local est remis en cause à l'ordre du jour comme tous ce qui est engagé à partir de l'indépendance. Depuis la révision constitutionnelle de 1989 ainsi que la promulgation des lois relatives à la commune et à la wilaya. Ceci a permis une souplesse dans la gestion et l'orientation des fonds pour rendre le local homogène à l'échelle nationale. La décentralisation a marqué ainsi la gestion publique en Algérie. Dès lors, la commune ainsi que la wilaya sont les représentants autonomes de l'Etat, vu les articles ⁸ 1 et 2 de chaque loi de la commune ⁹ et de la wilaya. Dans ce cas il s'agit de lac loi 90 /08 du 7 avril 1990 relative à la commune et la loi 90/09 de 7 avril 1990 relative à la wilaya ¹⁰.

Le début des années quatre-vingt-six voit s'amorcer un virage que l'on peut reconnaître à quelques signes :

- Le wali voit son rôle élargi à la coordination des différents services de son territoire. Mais ceux-ci restent liés fortement et prioritairement à leur administration centrale, ce qui limitera la portée de cette évolution ;
- Le wali est créé et reçoit comme mission « le développement économique et l'aménagement du territoire ;
- Le début de la modernisation des services des grands ministères ;
- Le président de l'assemblée communale, le Maire a des pouvoirs extrêmement larges afin qu'il puisse remplir ses tâches en toute aisance. Il est doté de la qualité juridique qui lui permettant d'être au service des habitants de la commune.

Les lois de décentralisation ont totalement bouleversé la donnée institutionnelle :

- Les conseils municipaux obtiennent de réels pouvoirs ;
- La tutelle des Walis sur les collectivités est mitigée et remplacée dans certains cas par le seul « contrôle de la légalité des actes » ;
- Les communes obtiennent la totale maîtrise de l'élaboration de leurs plans d'occupation des sols, de la délivrance des permis de construire et de la réalisation des plans d'aménagement.

L'abandon définitif du système économique de type socialiste pour un nouveau mode basé sur le modèle capitaliste (économie de marché). Les reformes de PAS ont eu un impact

⁸Article 1^{er} : La commune est la collectivité territoriale de base dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle est créée par la loi.

⁹Art.2 : La commune a un territoire, un nom et un chef-lieu.), la même chose pour la Wilaya.

¹⁰Bellache Y., (2002), Essai d'évaluation des effets de l'ajustement structurelles sur le développement local : cas des communes du versant Nord du massif des Babors – Bibans, mémoire de magister, Bejaia, p.02.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

certain sur l'économie algérienne. Cependant, ce programme ne reste pas sans effets pervers sur le plan économique et surtout sur le plan social, car entre 1994 et 1998, plus de 4000000¹¹ travailleurs se retrouvent « hors circuit professionnelle », à la suite de leur compression due à la dissolution des entreprises déficitaires, à leur mise en chômage techniques, à leur départ volontaires, à leur mise en retraite anticipées. L'impact sur le développement local a été de mise, car il a fallu la dissolution quasi-totalité des EPL (entreprises publique locales). En général, la fermeture des entreprises ont un effet négatif sur le développement local.

En Algérie, même si les codes de la commune et de la wilaya parlent d'un plan de développement local, adopté par les assemblées élues, force est de constater que jusqu'au début du nouveau millénaire, toutes les décisions ayant trait au développement étaient prises au niveau central, telle que les décisions ayant trait à l'aménagement du territoire, à l'implantation des entreprises publiques, aux actions économiques et sociales,...etc.

A partir de l'année 2001, les autorités centrales ont commencé à envisager une vision de développement « par en bas », un développement décidé et réalisé par les acteurs locaux, mais qui s'inscrivait tout de même dans la stratégie globale du développement national. Cette nouvelle vision du développement est justifiée par :

- L'aisance financière que commence à connaître l'État algérien, grâce à un excédent de la balance commerciale. Cette aisance permet d'injecter plus deo crédit en faveur des collectivités territoriales et autorise même un« gaspillage » raisonnable.
- La prise de conscience, par les pouvoirs centraux, que l'État ne peut pas décider de tout. Ainsi, les acteurs locaux devront décider des actions à mener et des secteurs à cibler. Cette prise de conscience est motivée par le fait que ces acteurs locaux sont plus proches des préoccupations de leurs concitoyens et des besoins de développement en général.
- La volonté de certains territoires à revendiquer et construire leur identité face aux politiques centralisées.

Mais, "ce développement local ", dans les deux périodes se résume uniquement aux initiatives et réalisations de l'état aux projets multiples de développement profitant aux collectivités locales. Ce développement demeure un ensemble d'initiatives commandé par le haut (l'Etat) en direction du développement de la commune ou la région.

¹¹Boudjema R., Sadoudi M., (2006), La mondialisation, un processus historique inachevé, In Revue d'Economie et Statistiques Appliquées, Numéro 6, Mai 2006.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

1.3. Les bases et les piliers du développement local en Algérie

Le développement d'un territoire est d'abord le fruit de son dynamisme propre. C'est la multiplicité des initiatives locales et leur fécondation mutuelle qui stimulent l'activité et l'emploi (Michel Godet, 2001)¹².

Pour répondre aux exigences d'un développement durable, collectivités locales et acteurs économiques sont amenés à partager une vision d'avenir du territoire et à adopter de nouvelles façons de travailler, de nouvelles formes de gouvernance et de partenariat.

Selon les travaux de Claude Casagrande (2003)¹³, le développement local repose sur quatre « piliers » :

- Un territoire de proximité identifié comme lieu de cohérence, de solidarités sur lequel vont pouvoir se développer des actions spécifiques,
- Une approche globale des problématiques, incluant les préoccupations du développement économique, mais également de la solidarité, de la lutte contre l'exclusion, de la culture, de la préservation de l'environnement,
- La mobilisation importante de tous les acteurs, de toutes natures économiques, mais aussi sociaux, culturels, associatifs,...etc.
- Une capacité réelle d'action (juridique, humaine, financière) à l'échelle du territoire concerné et la cohérence avec des politiques nationales.
- La mobilisation des acteurs et la coordination des opérations : Il ne peut réussir que s'il est le résultat d'une volonté de l'ensemble des acteurs: économiques, politiques, associatifs et des citoyens en général.

C'est donc l'expression d'une véritable volonté locale et d'une dynamique forte que naîtra le développement local. Il s'agit des « taxes foncières » (sur les propriétés), de la « taxe professionnelle » (sur l'activité économique) et de la « taxe d'habitation » (payée par les habitants, propriétaires ou locataires).

Les collectivités locales ont un rôle essentiel à jouer pour la création de cette volonté et de cette dynamique. Elles se situent à la croisée de ces deux logiques ascendantes et descendantes évoquées précédemment. Par leur position, elles connaissent les aspirations, les attentes, mais aussi les atouts, les potentialités de leur territoire. Elles peuvent mettre en évidence et préparer les synergies. Par leur caractère d'institution, elles connaissent et savent utiliser les procédures administratives, les dispositifs mis en place aux niveaux supérieurs.

Dès lors, toute démarche de développement local commence par un engagement fort de la collectivité qui doit :

- Etre à l'écoute, attentive à toutes les initiatives naissant sur son territoire ;

¹²Godet M., (2001), op.Cite, p. 49.

¹³Casagrande C., (2003), Le rôle des collectivités locales dans le développement local : Le cas français, (Décembre 2003).

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

- Procéder au recensement des atouts et des faiblesses, des potentialités du territoire ;
- Identifier tous les acteurs susceptibles de contribuer au projet de développement local ;
- Rassembler ces acteurs, les aider à concrétiser un projet global.

1.4. La politique d'attractivité : L'un des axes du développement local et territorial en Algérie

La mondialisation et l'avènement d'économie de connaissance ont des impacts lourds sur le territoire de l'Algérie. Pour cela, l'Algérie envisage d'élaborer une stratégie, en vue de rendre son territoire attractif. Dans le cadre du SNAT (Schéma National d'Aménagement du Territoire 2025) quatre axes stratégiques sont définis :

- La mise en œuvre d'une politique régionale.
- Des métropoles attractives.
- L'émergence des pôles de développement et de compétitivité.
- Le développement des TIC (Technologie de l'Information et de la Communication).

1.4.1. La mise en œuvre d'une politique régionale

Le but de la politique de développement régional est de soutenir le développement économique sur la totalité du territoire de l'Algérie. Le développement local devient un instrument privilégié de l'aménagement du territoire puisqu' 'il vise à rendre mieux plus attractifs et plus vivables là où les équipements structurants et les budgets nationaux assurent leur désenclavement et égalisent leurs chances de développement. Ce développement va contribuer de manière déterminante à rééquilibrer le territoire. Compte tenu du faible niveau actuel de l'attractivité du territoire algérien, l'enjeu n'est pas de renforcer une attractivité jugée insuffisante, mais de la créer de toute pièce. L'attractivité régionale repose sur quatre facteurs ¹⁴:

- **La mise à niveau des infrastructures et des équipements** : la mise en place d'un plan directeur multimodal de transports et de logistiques articulant mer, rail, route, air ainsi que les réseaux filaires, optiques ou numériques, modernisation des ports maritimes et les plateformes aéroportuaires, et réalisation des grands axes et développement des activités logistiques sont des priorités pour la mise à niveau des infrastructures et des équipements.
- **Développement des formations supérieures et de recherche** : chaque région devra donc posséder des outils de formation supérieure et de recherche performante.
- **Des villes attractives** : la modernisation de tissu urbain, d'implantation d'équipement structurant de niveau international, d'amélioration de la qualité de services pour rendre les

¹⁴ Le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT), 2025.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

villes algériennes attractives et de donner aux villes les instruments d'une fonction nationale et pour certaines d'entre elles une fonction internationale.

- **Des incitations économiques:** il repose sur la création d'un dispositif d'incitation économique et financière tel que adaptation bancaires publics et privées aux contraintes de développement local, prise de participations, sociétés de développement, prime à l'emploi, prime d'implantation, subvention, prêts à taux bonifiés, exonération fiscales,.....,etc.

1.4.2. L'émergence des pôles de développement et de compétitivité

La recherche-développement et l'innovation sont évidemment des facteurs clés de la compétitivité d'une économie. C'est la raison pour laquelle l'Algérie veut élaborer une nouvelle stratégie industrielle qui combine la recherche-développement et l'innovation, avec l'industrie et le territoire¹⁵. Pour illustrer le fondement de la démarche, une désignation des villes candidates susceptibles d'être un pôle de compétitivité :

Tableau 3 : Premiers pôles pré identifiés

Industrie	Wilayas
Pétrochimie	Oran, Skikda, Annaba
Industrie agroalimentaire (IAA)	Alger, Bejaia, Blida, Annaba
Pharmacie	Médéa, Alger, Constantine
Électronique	Sidi Bel Abbès, Bordj Bou Arréridj
Fabrication d'ordinateurs	Alger, Boumerdès, Blida
Fabrication mécanique	Alger, Constantine
Energie nouvelle	Adrar, Ghardaïa, Djelfa, Boughzoul, Naama
Biotechnologie et technologie avancée	Sidi Abdellah, Bouinan
Téléphonie	Tlemcen
Instruments de mesure	Sidi Bel Abbès, Alger, Sétif
Sidérurgie/ Métallurgie	Annaba, Alger, Tiaret
Fabrication métallique	Oran, Alger, Annaba

Source : Le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT), 2025.

¹⁵Traki Dalila., (2011), Essai d'analyse de la contribution des facteurs d'attractivité sur la création d'entreprise : Cas des entreprises agro - alimentâtes dans la wilaya de Bejaia, Mémoire de magister en sciences de gestion, université de Bejaia, p. 89.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

1.4.3. Des métropoles attractives

La métropole est une grande ville qui s'étale de plus en plus, qui concentre population et emploi, et rassemble des activités diversifiées comportant de nombreuses fonctions tertiaires supérieures, qui rayonne de plus en plus en réseau avec les autres grandes villes¹⁶.

Tableau 4 : Fonctions des métropoles

Branche d'activité	Secteur d'activité
Art	Artistes et emplois supérieurs artistiques. Activité cinématographiques et vidéo. Autres activités du spectacle. Artisanat d'art.
Banque - assurances	Intermédiation financière et assurances.
Commerce	Commerce de gros et intermédiaires de commerce.
Commercial dans l'industrie	Cadres et ingénieurs commerciaux et de la publicité.
Gestion dans l'industrie	Cadres de direction, d'administration et de finance des établissements industriels.
Information	Edition de journaux, de revues, de périodiques, impression de journaux, agence de presse, services aux entreprises, activité de radio et télévision.
Information dans l'industrie	Industrie -ingénieurs, cadres spécialistes en informatique.
Recherche	Ingénieurs et cadre technique de recherche, étude ou développement dans l'établissement industriel, chercheur de la recherche publique, emploi supérieurs des établissements de recherche et d'enseignement supérieurs.
Services aux entreprises	Cadres des services d'auxiliaires financiers et d'assurance, du crédit-bail, des activités immobilières, location, activités informatiques, services aux entreprises et organisation économiques.
Télécommunications	Ingénieurs et cadres des pôles et télécom.
Transport	Ingénieurs et cadres de transports, de la logistique, personnel navigant technique de l'aviation, officiers de la main marchande.

Source : Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT), 2025.

¹⁶ Le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT), 2025.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

L'objectif de cette stratégie de métropolisation pour quatre métropoles (Alger, Constantine, Annaba, et Oran) est en double : attractivité et rayonnement de la métropole tant au niveau national qu'international, diffusion de la croissance à l'intérieur des territoires algériens.

1.4.4. Le développement des TIC

L'information et les connaissances qui en résultent sont devenues des facteurs de production stratégiques. Encore, faut-il organiser l'économie et le territoire pour qu'ils puissent accueillir, traiter et diffuser les informations recherchées. La compétition dans l'économie globale dépend de la nouveauté des biens et des services offerts or l'économie de la connaissance est celle où le taux d'apparition de nouveaux produits et services s'élève le plus vite. L'économie de la connaissance sera certainement la principale force productive de XXI^{ème} siècle, et la maîtrise de l'information et de sa circulation constitue un domaine stratégique majeur. La diffusion des nouvelles technologies de communication constitue un puissant vecteur de requalification des territoires.

L'Algérie bénéficie de nombreux atouts qui lui permettraient une transition rapide vers l'économie de connaissance. Les principales recommandations du SNAT visent à multiplier les points d'accès à l'internet sur tout le territoire, et encourager les investissements dans les TIC et assurer une veille technologique afin de réduire et de résoudre la fracture numérique. L'ensemble de ses recommandations conduit au développement des TIC et la transition à l'économie de savoir et de connaissance et être attractive et compétitive qui constituent l'un des clés de développement économique d'un pays développé.

L'enjeu de l'attractivité territoriale de l'Algérie consisterait à inciter les acteurs locaux de jouer un rôle dans le développement de leur territoire, à mettre en place des ressources stratégiques, à leur permettre de jouer un rôle dans le développement de leurs territoires, et valoriser ses ressources stratégiques et ses potentialités.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

Section 2 : Collectivités locales et développement territorial en Algérie : Rôles et outils

L'administration moderne, n'est pas seulement un instrument de la puissance publique, elle doit être aussi et surtout au service du public aux usagers selon des règles d'efficacité, d'efficience et de transparence¹⁷.

En effet, depuis plusieurs années, les collectivités locales sont confrontées à différents problèmes organisationnels mettant en cause notamment leur capacité de maîtriser les dépenses publiques et les risques locaux. Le long de cette section, nous présenterons les collectivités locales algériennes, ses outils pour le développement territorial et local et ses acteurs.

2.1. Présentation générale des collectivités locales en Algérie

La décentralisation, en rapprochant les responsables publics des citoyens, a déclenché un réveil de l'intérêt de ceux-ci pour la gestion de leur argent - celui de l'impôt - dans leurs collectivités de proximité, essentiellement les communes, et il n'est désormais plus question de supporter d'avantage une gestion aussi coûteuse et aussi peu transparente et surtout peu efficace, et il y a là un véritable défi pour la démocratie que les gestionnaires publics qu'ils soient élus ou fonctionnaires ou même pouvoirs publics doivent relever.

Les collectivités territoriales sont des entités (portions du territoire national) dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elles sont gérées par des organes délibérants élus, bénéficiant d'une autonomie de décision précisée par les textes légaux et réglementaires.

2.1.1. Cadre juridique des collectivités territoriales en Algérie

L'Algérie s'est inscrite dès son indépendance dans la voie de la démocratie populaire en empruntant le chemin de la décentralisation administrative¹⁸, notamment par le biais de la décentralisation territoriale qui est considérée comme l'exercice le plus important de la décentralisation administrative, et vu son importance elle a été construite sur des bases constitutionnelles. La décentralisation se fait par la voie de la dévolution¹⁹.

¹⁷ Belmihoub M .C., (2004), Rapport sur les innovations dans l'administration et la gouvernance dans les pays méditerranéens : Cas de l'Algérie, Avril 2004, p. 12-13.

¹⁸**Décentralisation** : Système administratif consistant à permettre à une collectivité humaine (décentralisation territoriale) de s'administrer elle-même sous le contrôle de l'Etat, en étant dotée d'autorités propres et de ressource.

¹⁹**Dévolution des pouvoirs** : elle comporte le transfert de pouvoirs (de décision) aux autorités locales qui ont des frontières claires et géographiquement reconnues et qui ont le pouvoir d'obtenir des ressources en vue de s'acquitter de leurs fonctions. Certains avantages potentiels de la décentralisation, en particulier la dévolution, sont le renforcement de la participation et de l'habilitation, surtout des groupes défavorisés ; le renforcement de la responsabilité et de la transparence des pouvoirs publics ; une meilleure faculté de réponse ; et l'adaptation des activités de développement du gouvernement aux besoins locaux.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

La première constitution de l'Algérie libre l'annonce clairement en 1963 dans l'article 9 qui stipule que « la république comprend des collectivités administratives dont l'étendue et les attributions sont fixées par la loi, et que la collectivité administrative, économique et sociale de base est la commune²⁰ ».

Depuis, plusieurs textes officiels se sont succédé afin de définir la composition, les limites territoriales, l'organisation et le fonctionnement des communes et des wilayas algériennes. Le déclenchement pour les communes a été avec l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, qui représente le premier code communal ayant pour objectif d'organiser la commune algérienne, de spécifier ses attributions et de définir son financement²¹.

Pour ce qui est de la wilaya algérienne, le texte de loi n'a pas trop tardé pour apparaître, puisque c'est en 1969 et par le biais de l'ordonnance n°69-38 du 23 mai 1969 que le code de la wilaya a été créé, il spécifie l'organisation et le fonctionnement la wilaya algérienne²².

La constitution actuelle a maintenu et même ancré cette tendance. Les articles 10,14,15,16 et 31 considèrent « la commune et la wilaya comme les collectivités territoriales de l'état, la commune et la collectivité de base , et que l'état algérien est fondé sur les principes d'organisation démocratique et de justice sociale, et c'est le peuple qui choisit librement c'est représentants, ainsi l'assemblée élue constitue l'assise de la décentralisation et le cadre dans lequel s'exprime la volonté du peuple et s'exerce le contrôle de l'action des pouvoirs publics²³ » .

De ce fait, les institutions de l'état tel que les collectivités territoriales ont pour finalité d'assurer l'égalité en droits et devoirs de tous les citoyens en supprimant les obstacles qui entravent l'épanouissement de la personne humaine et empêchent la participation effective de tous à la vie politique, économique, sociale et culturelle.

La commune est l'assise territoriale de la décentralisation et le lieu d'exercice de la citoyenneté, elle constitue le cadre de participation du citoyen à la gestion des affaires publiques, elle exerce ses prérogatives dans tous les domaines de compétence qui lui sont

²⁰Constitution du 10 /09/1963 (journal officiel n°64 du 10/09/1963), in : <http://www.joradp.dz/HAR/Index.htm>.

²¹ L'article premier de ce code communal spécifie que « la commune est la collectivité territoriale politique, administrative, économique, sociale et culturelle de base, Son deuxième article précise qu'elle est administrée par une assemblée élue, l'assemblée populaire communale formée, de délégués communaux ». L'ordonnance 67-24 du 18 janvier 1967 (journal officiel n°6 du 18/01/1967).

²² « La wilaya est une collectivités décentralisée et circonscrite démultipliée et déconcentrée de l'état, elle doit pour assurer pleinement son rôle et exprimer et réaliser les aspirations de ses habitants, disposé d'organes propres c'est-à-dire d'une assemblée populaire et d'un exécutif efficace ». L'ordonnance n°69-38 du 23 mai 1969 (journal officiel n°44 du 23/05/1969).

²³ Décret présidentiel n° 96-438 du 07 /12/1996 relatif à la révision de la constitution adoptée par référendum du 28/11/1996 (journal officiel n°76 du 08/12/1996).

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

dévolus par la loi, elle concourt avec l'Etat, notamment, à l'administration et à l'aménagement du territoire, au développement économique, social et culturel, à la sécurité, ainsi qu'à la protection et l'amélioration du cadre de vie des citoyens²⁴.

Le deuxième texte de loi s'est intéressé à la wilaya par le biais de la loi n°12-07 du 21/02/ 2012 redéfini quand a elle le code de la wilaya en vigueur, cette loi stipule que « La wilaya est une collectivité territoriale de l'état, elle est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière ».Elle est également « une circonscription administrative déconcentrée de l'Etat et constitue à ce titre l'espace de mise en œuvre solidaire des politiques publiques et de la concertation entre les collectivités territoriales et l'état. Elle est créée par la loi ²⁵».

2.1.2. Missions et organisation des collectivités locales

Conformément la constitution donc, il existe deux niveaux de décentralisation : La wilaya et la commune. La commune est la plus petite division organique du pays, son assemblée élue constitue l'assise de la décentralisation, elle incarne la collectivité de base de l'Etat avec immédiatement au-dessus, au niveau intermédiaire entre elle et l'Etat. La wilaya, qui est à la fois un niveau de déconcentration et une collectivité territoriale dotée d'une assemblée populaire, et constitue à ce titre l'espace de la mise en œuvre solidaire des politiques publiques et de la concertation entre les collectivités territoriales et l'Etat.

La wilaya constitue une circonscription administrative dotée d'une assemblée élue : l'Assemblée populaire de wilaya (APW), placée sous l'autorité d'un wali nommé par le président de la République. Elle concourt avec l'état à l'administration et à l'aménagement du territoire, au développement économique, social et culturel, à la protection de l'environnement ainsi qu'à la protection, la promotion et l'amélioration du cadre de vie des citoyens. Elle intervient dans tous les domaines de compétence qui lui sont dévolus par la loi.

Les wilayas sont divisées en daïras, lesquelles sont divisées à leur tour, en communes. Chaque commune possède sa propre instance délibérante : l'Assemblée populaire communale (APC) qui élit elle-même son président, et une administration animée par le secrétaire général de la commune, sous l'autorité du président de l'assemblée populaire communale.

Vu les lois de la commune et la wilaya, le rôle économique et aménagement de territoire de ces deux institutions se résume comme suit :

- **Les attributions de la commune**

En rapport avec les attributions qui lui sont dévolues par la loi et en cohérence avec le plan de wilaya et les objectifs des plans d'aménagement du territoire, la commune élabore et

²⁴Loi n° 11-10 du 22/06/2011 relative à la commune (Journal officiel n° 37 en du 03/07/2011).

²⁵Loi n° 12-07 du 21/02/ 2011 relative à la commune (Journal officiel n° 12 en du 29/02/2012).

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

adopte son plan de développement à court terme, moyen terme et long terme et veille à son exécution²⁶.

La commune participe aux procédures de mise en œuvre des opérations d'aménagement du territoire. A ce titre, elle fait connaître ses avis et décisions suivant les dispositions de la législation et de la réglementation en vigueur²⁷.

Elle initie toute action et toute mesure propres à favoriser et impulser le développement d'activités économiques en relation avec ses potentialités et son plan de développement. Elle met en œuvre toute mesure de nature à encourager et favoriser l'intervention des opérateurs²⁸. La commune initie aussi toute mesure de nature à assurer l'assistance et la prise en charge des catégories sociales démunies notamment dans les domaines de la santé, de l'emploi et du logement²⁹.

- **Quant à la wilaya**

La wilaya de son tour est régie par deux instances : le wali et l'assemblée populaire de wilaya. Pour l'APW ses missions à caractère économique se résument essentiellement dans la réalisation des projets ayant un retournement bénéfique à la population du territoire. Leurs interventions touchent ainsi aux différentes facettes du quotidien. Quant au wali, en tant que représentant de l'Etat, il remplit des tâches d'animation et de coordination entre les différents services de l'Etat.

2.2. Les outils des collectivités locales pour le développement territorial et local

Les collectivités locales, disposent des outils qui leur permettent d'assurer le développement au niveau local : outils juridiques, instruments financiers, compétences pour l'aménagement de l'espace et les infrastructures³⁰. Mais, ceci ne suffira pas : il faut aussi la volonté pour assurer une réelle mobilisation des acteurs coordonner les initiatives et soutenir les acteurs.

2.2.1. Les outils juridiques

Les principaux outils juridiques dont disposent les collectivités territoriales pour favoriser le développement local sont principalement ceux de la planification et de la maîtrise de l'urbanisme.

²⁶ Article 86 de code de la commune.

²⁷ Article 87 de code de la commune.

²⁸ Article 88 de code de la commune.

²⁹ Article 89 de code de la commune.

³⁰ Ramdani L., (2011), Collectivités locales et développement territorial : Rôles et outils à la lumière de la législation algérienne, revue administration et développement pour les recherches et les études", université Blida, Janvier 2011, p.50.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

Les communes ont la totale compétence pour définir les différents usages des sols au travers des plans d'urbanisme et de développement des grands projets économiques prometteurs.

Les collectivités disposent également des outils juridiques spécifiques pour réaliser les aménagements qu'elles peuvent soit réaliser elles-mêmes soit déléguer à des aménageurs publics ou privés. Dans ce dernier cas, les collectivités définissent les contraintes spécifiques qu'elles veulent imposer à l'aménageur dans un « cahier des charges » dont elles ont la maîtrise.

2.2.2. Les instruments financiers

D'autres d'outils, d'ordres financiers ceux-là, sont à la disposition des collectivités pour favoriser le développement local. Le système fiscal algérien attribue aux collectivités locales les recettes des impôts sur la propriété et sur l'activité économique. Plus important, les collectivités ont une large marge de manœuvre pour fixer le montant de ces impôts. Les collectivités disposent donc d'un instrument important pour aider à l'implantation d'acteurs ou à la création d'activités économiques. De plus, dans certaines circonstances, les collectivités peuvent accorder des exonérations spécifiques de la taxe professionnelle pour des créations d'entreprises nouvelles.

2.2.3. L'aménagement de l'espace et les infrastructures

Les compétences dont disposent les collectivités locales dans le domaine de l'aménagement de l'espace, dans le sens le plus large du terme sont plus importantes et plus utiles pour le développement local que les outils financiers.

Nous l'avons évoqué précédemment, le développement local est indissociable d'un territoire. Donc on opte pour le terme de développement territorial. La volonté et la capacité pour la collectivité locale de rendre son territoire attractif feront beaucoup plus que toutes les incitations fiscales.

Cette attractivité concerne l'ensemble du « cadre » offert aux acteurs : habitat, environnement, infrastructures diverses, moyens de communication et de télécommunication, culture, loisirs, mais aussi « identité » et « spécificité » du territoire. Or, dans tous ces domaines, les collectivités locales algérienne disposent de pouvoirs réels et forts dans ces domaines et de la légitimité pour intervenir, développer, renforcer, soutenir les initiatives économiques.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

2.3. Les acteurs de développement local en Algérie

Dire que les élus locaux sont responsables du développement économique local est une vérité, mais prétendre qu'ils en sont les seuls responsables est faux. En effet, on peut identifier beaucoup d'autres acteurs qui participent aussi à la création de conditions favorables au développement local et contribuent activement à la démarche et à la stratégie de développement initiée par les collectivités territoriales.

Parmi ces autres acteurs, on peut clairement identifier ³¹: l'État, les collectivités locales, les entreprises (PME-PMI), la chambre de commerce et d'industrie et l'agence de développement.

Il ne s'agira pas ici de décrire leur organisation ou leur mode de fonctionnement, mais plutôt leurs missions et leurs attributions ayant un impact en matière de développement économique local.

2.3.1. Les élus locaux

S'il apparaît aujourd'hui évident que les élus locaux sont responsables de mettre en place les conditions nécessaires au développement local et de le favoriser, cela ne l'a pas été de tout temps. En effet, pendant longtemps, nos élus locaux se contentaient de missions politiques classiques telles que la gestion et la mobilisation des ressources budgétaires, la gestion de l'espace et des équipements publics et l'exécution du programme politique au vu duquel ils ont été élus.

Les élus locaux disposent d'outils qui leur permettent de favoriser le développement économique local. On peut distinguer entre :

1) Les outils juridiques : Les élus interviennent dans la vie des entreprises en appliquant des réglementations, posant les règles de jeu (par exemple : en veillant à ce que les relations commerciales soient loyales), ou en défendant des intérêts collectifs (réglementations techniques ou écologiques ou relatives à la sécurité,...etc.).

Par ailleurs, les élus peuvent favoriser le développement local grâce à la planification et la maîtrise de l'urbanisme. En effet, les communes ont une compétence totale pour définir les différents usages des sols à travers les plans d'urbanismes (PDAU et POS). Ces plans définissent :

- La vocation de chaque partie du territoire et sa capacité à accueillir des habitants, des entreprises, des commerces,
- La densité de l'utilisation des sols,
- La nature des installations admises ou interdites,
- Les prescriptions architecturales spécifiques.

³¹Agab A., (2015), Décentralisation et développement local en Algérie : cas de la wilaya de Bejaia, Mémoire de magister, Université de Bejaia, p.92-103.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

2) Les moyens financiers : Les collectivités peuvent transférer des ressources publiques en faveur des entreprises et ce à différentes fins, tel que l'appui à l'investissement productif, l'aide à la création d'emplois, l'aide à l'adoption de nouvelles technologies,...etc. De plus, dans certains pays, les collectivités territoriales utilisent l'instrument fiscal pour aider à l'implantation ou la création d'activités économiques, elles peuvent réduire le montant des impôts locaux et accorder des exonérations fiscales.

3) Les prestations de service et les mesures d'accompagnement : Les élus ont des prérogatives larges en ce domaine. D'une part, ils peuvent rendre un territoire plus attractif en ce qui concerne le cadre de vie offert aux acteurs économiques, notamment en matière d'habitat, d'environnement, d'infrastructures diverses, de moyens de communication, de culture, de loisirs. D'autre part, ils peuvent mobiliser les différents acteurs du développement local (citoyens, associations, entreprises, organisations,...etc.) autour d'une volonté, d'un projet de développement, à partir de son identification et sa conception, jusqu'à sa mise en exécution, en passant par l'évaluation des avantages et des faiblesses, la définition des enjeux, ou même les actions de promotion, de communication et de sensibilisation.

Pour atténuer les obstacles au développement, une sensibilisation des élus locaux et de la société civile reste impérative. Car, ces élus sont doublement responsables : Comme acteurs de la vie économique et comme citoyens de la région ou territoire. C'est dans la recherche d'autres facteurs liés à la cohésion sociale, au désenclavement culturel, au statut de la femme, à l'existence des libertés, au degré de transparence dans la gestion des deniers publics que réside la solution appropriée à ces contraintes. En définitive, l'élaboration d'un plan de développement local constitue un outil adapté pour engager les actions à mener.

Enfin, les élus peuvent être à l'écoute des entreprises en créant des structures aux fonctions multiples : accueil et conseil aux entreprises, aide au montage des projets, études de faisabilité, aide à la prospection de fournisseurs, clients et sous-traitants,.....etc.

2.3.2. L'Etat

En Algérie, l'État joue un rôle multiple dans le développement économique et la création des conditions nécessaires à l'émergence et au développement des entreprises. Ce rôle mérite une recherche à lui seul et qui dépasse l'objectif projeté, à savoir : apport de l'État au rôle des collectivités territoriales, en matière de développement économique local. L'Etat investit dans :

- La création et la formation d'une main d'œuvre qualifiée,
- La création des infrastructures de base nécessaires aux entreprises, tel que réseaux routiers et autoroutiers, aéroports, ports et réseaux de communication,

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

- La promotion et l'encouragement des industries, notamment les PME et l'artisanat,
- L'amélioration des conditions de vie des citoyens et le renforcement de la qualité du cadre de vie,
- La création des conditions accompagnant la création des entreprises, tel que les logements, les loisirs, les télécommunications, le tourisme, ... etc.

Il y a lieu de préciser cependant que l'État, en sa qualité d'investisseur, agit parfois en bailleur de fond, puisqu'il affecte certaines de ses ressources à la Wilaya et à la commune sous forme de subventions ou de différents programmes (PSD et PCD), pour leur permettre de réaliser, à leur tour, des investissements publics, mais faisant partie tout de même des même secteurs.

2.3.3 Les collectivités locales

En matière de développement local, de soutien aux entreprises et de création des conditions facilitant le développement local. Les collectivités locales agissant dans le cadre des intérêts de ses habitants et des attributions en sa qualité d'entité administrative relevant de l'État, bénéficiant de ses ressources et agissant dans le cadre d'une politique de développement national. Dans ce cas, les collectivités locales ce sont des acteurs du développement local en sa qualité de collectivité territoriale. Elles contribuent au développement local par le biais de plusieurs moyens, notamment :

1) Le plan de développement : Le plan de développement retrace les programmes, moyens et objectifs, déterminés pour assurer le développement économique de la Wilaya. Ce plan permet ³²:

- La détermination des besoins principaux des populations,
- Le recensement des potentialités humaines et matérielles au niveau local,
- L'identification des projets à réaliser et des actions à entreprendre dans chaque secteur d'activité,
- L'évaluation des projets ainsi que les propositions de leurs sources de financement.

Grâce au plan d'aménagement du territoire, les collectivités locales définissent les vocations et fonctions des différentes zones de la Wilaya et assure l'existence des conditions requises pour un développement équilibré, cohérent et ayant une complémentarité dans les différents aspects économiques, sociaux et culturels.

2) Les infrastructures économiques : Les collectivités locales peuvent initier les actions afférentes à la promotion et au développement des infrastructures d'accueil des activités.

Ces actions peuvent revêtir plusieurs formes, parmi lesquelles :

³²Décret n° 81-378 du 26 décembre 1981, déterminant les compétences et les attributions de la commune et de la wilaya dans les secteurs de l'industrie et de l'énergie – JORADP, n°52/1981.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

- La création et l'exploitation de toute entreprise touristique ou thermale (hôtels, stations thermales, centres de loisirs, restaurants,...etc.)³³,
- La création et l'aménagement des zones industrielles³⁴,
- L'organisation générale et l'encadrement des activités commerciales, professionnelles et de services ainsi que la mise en place de la chambre de commerce et d'industrie³⁵.

3) Les activités économiques : Au-delà de la possibilité de création des entreprises publiques qui peuvent activer dans les différents secteurs de l'économie et qui est une attribution en déclin pour la Wilaya, cette dernière intervient d'une façon indirecte dans la dynamique économique locale, que ce soit dans l'industrie, l'agriculture, le commerce et les services.

Etant une subdivision de l'État, les collectivités locales bénéficient de grandes sources de financement qu'elle réalisera au niveau local. En effet, dans le cadre du budget d'équipement de l'État, approuvé par la loi des finances, le Wali gère deux types de programmes, en sa qualité d'ordonnateur unique. Il s'agit des plans sectoriels déconcentrés (PSD) et des plans communaux de développement (PCD). La nomenclature des investissements autorisée pour ces plans regroupe beaucoup de projets qui peuvent être inscrits et dont l'impact sur l'installation où le développement des entreprises.

2.3.4. La chambre de commerce et d'industrie (CCI)

La chambre de commerce et d'industrie (CCI) est un établissement public à caractère administratif, qui constitue un corps intermédiaire et assure la représentation et la promotion des intérêts collectifs des industriels et des commerçants d'une circonscription, auprès des pouvoirs publics. La CCI est dirigée par des personnalités élues, leur lien avec l'État est une relation de tutelle technique et non d'autorité hiérarchique³⁶.

La CCI apporte son soutien aux investisseurs, notamment par l'organisation ou la participation de toutes rencontres et manifestations économiques en Algérie ou à l'étranger, visant à la promotion et le développement des activités économiques nationales, tel que les foires, salons, colloques, journées d'études et missions commerciales. Elle peut assister les opérateurs économiques en vue de faciliter les opérations d'exportation et les échanges commerciaux avec l'extérieur.

³³Décret n° 81-372 du 26 décembre 1981, déterminant les compétences et les attributions de la commune et de la wilaya dans le secteur touristique - JORADP, n°52/1981.

³⁴ Décret n° 73 -45 du 28 février 1973, portant création d'un comité consultatif pour l'aménagement des zones industrielle JORADP, n°20/1973.

³⁵ Décret n° 81-383 du 26 décembre 1981, déterminant les compétences et les attributions de la commune et de la wilaya dans le secteur du commerce – JORADP, n°52/1981.

³⁶Bernardin J-F., (2004), A quoi sert une chambre de commerce et d'industrie, Editions L'ARCHIPEL,2^o édition ,p.51.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

En outre, et afin de faciliter l'accès aux opérateurs nationaux dans les marchés extérieurs et promouvoir l'économie locale, la CCI peut établir des relations et conclure des accords de coopération avec les organismes similaires étrangers.

Afin de faciliter l'accès à l'information pour les entreprises et les aider à mieux former leurs travailleurs et trouver une main d'œuvre plus qualifiée sur le marché du travail, la CCI est chargée de :

- Fournir tout conseil et assistance aux entreprises et les assister dans leurs relations avec leurs partenaires nationaux ou étrangers,
- Entreprendre des actions d'enseignement, de formation, de perfectionnement et de recyclage en direction des entreprises,
- Gérer des écoles de formation et délivrer des diplômes dits « diplômes professionnels »,
- Fournir, éditer ou diffuser des publications et de la documentation, relatives aux données économiques, aux enquêtes à caractère socio-économique et informations intéressant les entreprises, pour améliorer l'efficacité de la prise de décision,
- Coopérer avec d'autres institutions, telle que l'université ou les centres de formation professionnelle, à l'effet de l'exploitation de documentation, de l'utilisation des moyens pédagogiques et de recherche, effectuer des stages pratiques, mais aussi, pour des études et des recherches appliquées et l'organisation de manifestations scientifiques d'intérêt commun.

2.3.5. L'agence de développement d'investissement

Les agences de développement se caractérisent par une grande diversité, qu'il, s'agisse de leur statut institutionnel, de leurs objectifs et champ territorial, de leurs moyens d'action ou des méthodes de prospections utilisées³⁷.

Les agences de développement sont connues sous le terme de guichet unique, ce qui veut dire qu'elles doivent constituer l'unique point d'accès des entreprises à l'administration, pour les demandes d'aides publiques, pour les formalités administratives et, pour toutes les autres prestations. Cela ne veut pas exclure les autres acteurs ou interlocuteurs face à l'entreprise, mais vise à regrouper des représentants de ces interlocuteurs dans une même institution dénommée « guichet unique ». On note une assez grande diversité dans les services rendus par ces guichets uniques aux entreprises.

L'entité en charge du développement de l'investissement en Algérie est l'Agence Nationale de Développement de l'investissement (ANDI). Créée en 2001, sous la forme d'un établissement public administratif, l'ANDI a succédé à l'ancienne agence de promotion, de

³⁷Hatem Fabrice et de SAINT-LAURENT Bénédict ., (2004), Les outils de promotion de l'investissement dans la région MEDA , Note et études ANIMA - n°2 / Juillet 2004.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

soutien et de suivi de l'investissement (APSI)³⁸. L'ANDI a été régie par deux textes réglementaires successifs :

- Le décret exécutif n° 01-282 du 24 septembre 2001, modifié et complété, abrogé (JORADP n° 55/2001),
- Le décret exécutif n° 06-356 du 9 octobre 2006, en vigueur (JORADP n°64/2006).

Elle est placée sous la tutelle du ministre chargé de la promotion des investissements, et afin de se rapprocher plus des investisseurs, l'ANDI dispose de structures décentralisées au niveau local.

- En matière d'information : L'agence est chargée d'assurer un service d'accueil et d'information au profit des investisseurs dans tous les domaines utiles à l'investissement.
- En matière de facilitation : L'agence a pour mission d'identifier les obstacles et les contraintes entravant l'investissement et de proposer au gouvernement toutes mesures légales ou économiques utiles pour améliorer l'investissement et réduire les formalités de constitution des sociétés et de réalisation des projets.
- En matière de promotion de l'investissement : L'agence est chargée de la promotion de l'Algérie comme destination pour les investissements directs étrangers à travers l'organisation de séminaires et de réunions, ce qui permet d'améliorer et de consolider l'image de marque du pays à l'étranger.
- En matière d'assistance : L'agence accueille, oriente et prend en charge les investisseurs, elle peut leur apporter conseil et expertise ou même les assister auprès des autres administrations.
- En matière de gestion du foncier économique : Le foncier constitue un facteur majeur pour l'implantation des entreprises, qu'il soit bâti ou non. A cet effet, l'agence participe à la gestion du portefeuille foncier, informe l'investisseur sur la disponibilité des assiettes foncières.
- En matière de gestion des avantages : Les investisseurs peuvent bénéficier d'une multitude d'avantages. A ce titre, l'agence est chargée de la promotion et l'administration des divers mécanismes d'incitation à l'investissement
- En matière de contrôle et de suivi : Au titre de cette mission, l'agence s'assure du respect des engagements par les investisseurs et suit statistiquement les projets en évaluant leur état d'avancement et les flux économiques qu'ils génèrent.

³⁸L'APSI a été créée par le décret exécutif n° 94-319 du 17 octobre 1994, modifié et complété, portant attributions, organisation et fonctionnement de l'agence de promotion, de soutien et de suivi de l'investissement – JORADP n° 67/1994.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

2.3.6. Les entreprises (PME-PMI)

Les entreprises représentent un acteur opérationnel du développement local. C'est sur elle que s'est focalisé la théorie et sur les acteurs qui l'influencent ou parties prenantes. Le but de l'entreprise est de créer de la valeur, non seulement pour l'actionnaire qui a été la première préoccupation de la théorie financière, mais pour l'ensemble des parties prenantes. C'est pourquoi la conception de la performance a évolué, passant de la performance financière à la performance sociale, c'est à dire la réponse aux attentes économiques, sociales, légales et éthiques de la société envers les entreprises.

Le 15 Décembre 2001 est adoptée la loi n°01-18 portant loi d'orientation sur la petite et moyenne entreprise (PME) dont l'objectif est de définir la petite et moyenne entreprise, ainsi que les mesures susceptibles de soutenir et promouvoir l'entrepreneuriat et la compétitivité des entreprises. L'article 3 de la présente loi fait implicitement référence au lien existant entre la promotion de l'entrepreneuriat et le développement local, où « les collectivités territoriales sont tenues d'initier toutes mesures d'aide et de soutien à la promotion des PME» (article 3). Plusieurs moyens sont, de ce fait, mobilisés ³⁹:

- La création auprès du ministère chargé des entreprises et de la petite et moyenne industrie des pépinières dans l'objectif de la promotion des PME (article 12) ;
- La création de centres de facilitation dont la mission principale est la simplification des formalités de constitution, d'information, d'orientation et d'accompagnement des PME (article 13) ;
- La création auprès du ministère de la PME/PMI d'un fonds de garantie afin de garantir les emprunts bancaires destinés au financement des PME (article 14) ;
- La création d'un conseil national de sous-traitance dont la présidence est assurée par le ministre chargé de la PME/PMI ;
- La création auprès du ministre chargé des PME d'un organisme consultatif composé d'organisations et d'associations professionnelles spécialisées et expérimentées (article 25).

Le développement des PME est en grande partie le fruit du regain d'intérêt en faveur de cette catégorie d'entreprises. La création d'entreprise est conçue dans cette nouvelle logique comme le moyen privilégié de lutte contre le chômage au travers des emplois qu'elle permet de créer.

³⁹Ayad-Malek Naima. ., (2017), op. Cite, p. 89-102.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

Section 3 : Le financement du développement local et territorial

La question du financement de telles actions est primordiale. Car, financer le développement implique, évidemment, la recherche de fonds nécessaires pour exécuter des projets. La prise en charge effective du processus du développement local est tributaire des ressources financières mobilisables par les acteurs locaux. La conception d'outils de financement est spécifique. Car l'enjeu est là : ces outils spécifiques de financement doivent permettre la réalisation d'opérations nécessaires au développement local.

Quant à la démarche, elle relève de l'adaptation de ces outils de financement aux besoins nouveaux et de l'innovation-développement de nouveaux mécanismes permettant d'encourager et d'accompagner les initiatives des acteurs économiques locaux⁴⁰.

Ceci étant, le développement local doit s'appuyer sur les ressources locales qui ne peuvent être que diversifiées, permanentes et mobilisables ; en raison du fait que ces petits projets ont, en général, des besoins de financement exprimés à chaque phase du projet (conception, pré-démarrage, démarrage, exploitation et extension,...etc.).

Les administrations, qu'elles soient de l'Etat ou des collectivités territoriales, à faire part de leur connaissance des besoins, à contribuer à l'élaboration d'un diagnostic ou à formuler des propositions notamment en matière de service⁴¹. Des propositions en matière de financement seront faites que ce soit en ce qui concerne les organismes de financement- à créer éventuellement- ou la capacité de ces collectivités à mobiliser des fonds.

3.1. Le transfert des ressources aux collectivités locales en Algérie

La décentralisation financière c'est un élément indispensable pour une allocation efficace des ressources financières. La décentralisation est étroitement liée à la notion d'autonomie. Pour certains auteurs et chercheurs, l'autonomie est une condition sine qua non de la décentralisation. De leurs côtés, Derycke (PH) et Guilbert (G)⁴² ont souligné : «L'autonomie financière suppose en effet que les collectivités territoriales disposent d'un pouvoir discrétionnaire sur les moyens de financement des services qu'elles offrent.»

La situation financière des collectivités locales est marquée par une forte disparité des ressources fiscales et patrimoniales. Ceci a conduit le législateur à renforcer le système de

⁴⁰Joyal A., (2002), Le développement local. Comment stimuler l'économie des régions en difficulté, Sainte-Foy, Les Éditions de l'IQRC, p.156.

⁴¹Kotas M., (1996), Le pays, nouveau territoire du développement local- In la documentation française, Paris.

⁴²Derycke PH., Guilbert G., Tremblay A., (1984), Un modèle de comportement financier des communes française, In Revue d'économie régionale et urbaine, n° 31, Juillet, p. 617-637.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

solidarité entre-elles, dans le but d'assurer à chaque collectivité, un volume de ressources suffisant pour financer les services publics locaux. C'est dans cette optique que le Fonds Commun des Collectivités Locales (FCCL) a été créé. Celui-ci est considéré comme le principal véhicule de la solidarité inter-collectivités locales. Le décret no.86-266 du 04 novembre 1986 portant organisation et fonctionnement du Fonds Commun des Collectivités Locales (FCCL), définit celui-ci comme un établissement public à caractère administratif, placé sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales. Ce décret attribut au FCCL les missions suivantes⁴³ :

- La concrétisation de la solidarité financière inter-collectivités locales, par l'octroi des subventions (de péréquation, d'équipement ou exceptionnelles).
- La gestion du FSCL (Fonds de Solidarité des Collectivités Locales) et du FGCL (Fonds de Garantie aux Collectivités Locales). Ces derniers gèrent le transfert des ressources du FCCL à destination des collectivités locales. Les péréquations sont gérées par le Fonds de Solidarité. Le Fond de garantie a pour objet de compenser les moins-values fiscales enregistrées au regard des prévisions par rapport aux réalisations.
- La réalisation des études, enquêtes et recherches liées à la promotion des équipements et investissements locaux. Ainsi que le financement de la formation et le perfectionnement des fonctionnaires de l'administration locale, et des entreprises et services publics locaux.

3.1.1. La décentralisation financière : Élément indispensable pour une allocation efficace des ressources financières

Les économistes se sont intéressés au volet financier de la théorie du fédéralisme financier et le moyen d'allocation des ressources dans le cadre de la décentralisation financière. Alors, qu'est-ce qu'on entend par cette notion ?

On entend par ce terme, la répartition des ressources publiques et l'organisation des rapports financiers entre l'Etat et les collectivités territoriales⁴⁴. Ce concept recouvre la définition d'un champ de ressources financières locales, propre et suffisant, notamment les ressources fiscales pour les deux niveaux du gouvernement. Un pouvoir de décision et une responsabilité financière sur la dépense publique, ainsi que la faculté donnée à la collectivité de gérer librement les subventions transférées par l'Etat.

3.1.2. L'autonomie financière : Partie intégrante de décentralisation financière

La décentralisation est étroitement liée à la notion d'autonomie. Pour certains auteurs et chercheurs, l'autonomie est une condition sine qua non de la décentralisation, ou bien pour être pleinement efficace, la décentralisation exige la reconnaissance d'une longue autonomie

⁴³ MICL, Ministère de l'Intérieur des Collectivités Locales (2007), Fonds Commun des Collectivités Locales : Missions.

⁴⁴ Greffe X., (1992), La décentralisation, Ed La Découverte, Paris, p. 93.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

aux collectivités. Afin de cerner cette notion, nous avons retenu les définitions des auteurs ci-après :

Loïc (P)⁴⁵ a noté : « Pour qu'une collectivité dispose d'une réelle autonomie, il faut non seulement qu'elle puisse établir elle-même son budget, mais qu'elle dispose de ressources suffisantes et d'un véritable choix dans la détermination de ses dépenses. ».

Gaudmet (MP) et Moulinier (J)⁴⁶, l'abordent, dans le même sens, en écrivant : « L'autonomie n'est réelle que si la collectivité décentralisée a des recettes propres et abondantes, si elle dispose d'une grande liberté dans ses dépenses. ».

Conférer l'autonomie financière à une collectivité territoriale, c'est d'instituer à son niveau des organes aptes à :

- Voter tout ou une partie conséquente des recettes et dépenses ;
- Décider de toutes les mesures concernant son activité ;
- Assumer totalement ses agissements.

L'autonomie financière dont bénéficie une collectivité territoriale est plus au moins étendue selon les pays, en fonction du degré de la décentralisation, de son régime budgétaire et financier⁴⁷. Cependant, on admet que son autonomie financière est de plus en plus forte quand elle n'a besoin, pour vivre, que des redevances de son patrimoine. Mais, il s'agit là d'une situation critique, car les collectivités territoriales qui se trouvent dans cette catégorie sont rares⁴⁸.

3.1.3. L'autonomie fiscale : Une composante essentielle de l'autonomie financière des collectivités territoriales

Barili (A)⁴⁹, définit l'autonomie fiscale comme étant : « La possibilité d'une collectivité donnée à définir la nature et les modalités de ses ressources fiscales et d'avoir la légitimité et la puissance nécessaire pour les percevoir. ».

D'un autre côté, Derycke (PH) et Guilbert (G)⁵⁰, soulignent : « La mesure de l'autonomie fiscale ne peut se limiter à ces éléments quantitatifs, elle doit également tenir compte d'éléments qualitatifs, reflétant le pouvoir de disposition local sur la ressource financière. Le premier critère fait référence au pouvoir des collectivités territoriales sur la règle de fixation des taux et des assiettes fiscales. Par contre, le deuxième, mesure quant à lui le volume des ressources revenant à la collectivité, comparativement aux autres ressources. ».

⁴⁵Loïc P., (1990), Les finances publiques», Ed. C.U.J.A.S, p. 285.

⁴⁶Gaudmet MP., Moulinier J., (1992), Les finances publiques : Budget et trésor, Ed, Montchrestien, p.16.

⁴⁷Hertzog R., (1988), L'éternelle réforme des finances locales», vol II, Edition Economica, p .9- 93.

⁴⁸Dosiere R., (1996), La fiscalité locale», collection Q.S.J, Ed P.U.F, p .73.

⁴⁹Barili A., (2002), La question de l'autonomie fiscale», In Revue française de finances publiques, N°80, p.78-83.

⁵⁰Derycke PH., Guilbert G., op. Cite, p. 63.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

L'autonomie fiscale des collectivités territoriales varie d'un pays à un autre. Toutefois, avec la vertu dont elle favorise la concurrence, en réalité, aggrave les inégalités fiscales entre ces entités. Sachant que les bases d'imposition sont inégalement réparties sur le territoire national.

3.2. Les ressources des collectivités locales : Vecteur de dotation des collectivités territoriales d'un pouvoir financier

Les ressources des collectivités locales, notamment les communes sont d'origines très diverses ; elles proviennent des recettes fiscales locales, des ressources domaniales et patrimoniales, des attributions du fond commun des collectivités locales, de l'aide de l'Etat et enfin des emprunts. Néanmoins, le recours à l'emprunt est très exceptionnel en Algérie⁵¹.

Le budget de la commune qui est un véritable plan d'action ne prévoit pas et ne contient pas d'une manière explicite un chapitre de dépenses affectées directement aux opérations du développement local sous formes d'aides directes ou indirectes ; ou même des prêts financiers.

Le financement du développement local dépend alors, de la capacité de ces collectivités à mobiliser des fonds qui seront affectés aux investissements locaux. Ainsi, elles seront amenées à se soucier de plus en plus des politiques de communication avec les autres acteurs du développement et de logique de financement que de stratégie de développement.

3.2.1. La fiscalité locale

Sur ce point, nous défendons pour une réflexion sur les mutations des finances locales en direction d'une grande réforme de la fiscalité locale. Selon cette approche, l'impôt local apparaît comme la contrepartie des services rendus par ces mêmes collectivités et constitue désormais leur principale ressource financière.

En Algérie, le système fiscal national présente une large panoplie d'impôts dont le produit alimente à la fois le budget de l'Etat et celui des collectivités territoriales. De même, une partie du produit de certains impôts est versée au fonds de solidarité des communes ; qui se charge à son tour de les redistribuer entre les communes dans le cadre de la péréquation.

Beltrame⁵² nous définit l'impôt comme «prestation pécuniaire requise des contribuables d'après leurs facultés contributives et qui est opérée, par voie d'autorité, un transfert patrimonial définitif et sans contrepartie déterminée, en vue de la réalisation des objectifs

⁵¹Pour une présentation détaillée des recettes et dépenses communales voir, C. Rahmani, (2002), Les finances des communes algériennes, Casbah.

⁵²Beltrame P., (2000), La fiscalité en France, Edition Hachette, Paris, p .11.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

fixés parla puissance publique.»Les impôts et taxes affectés au profit des collectivités et territoriales v et le F.C.C.L ⁵³sont de deux types d'impôts : impôts directs et impôts indirects.

3.2.1.1. Les impôts directs : Les impôts directs constituent la plus importante source, en termes de rendement et de financement du budget communal. Cela, tient à l'importance du patrimoine immobilier et des activités économiques dont les communes disposent.

➤ **La taxe foncière** ⁵⁴: Cette taxe est composée de la taxe foncière sur les propriétés bâties (T.F.P.B) et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (T.F.P.N.B). Elle est un impôt local par excellence puisqu'il est destiné en totalité au budget de la commune qui renferme sur son territoire la matière imposable⁵⁵.Toutefois, la détermination du taux et des coefficients d'impositions reste du ressort exclusif de l'Etat.

➤ **La taxe d'assainissement** : La taxe d'assainissement, imputée dans sa totalité au budget communal, a connu plusieurs modifications ces dernières années. Elle était, jusqu'à la fin de l'année 1992, une taxe unique. Dans la loi de finance de 1993, cette taxe est composée de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et la taxe de déversement à l'égout.

➤ **La taxe sur l'activité professionnelle** : La T.A.P a été instituée par les dispositions de la loi de finance de 1996, en remplacement de la taxe sur l'activité industrielle et commerciale (T.A.I.C) et la taxe sur l'activité non commerciale (T.A.N.C) et la suppression du droit spécifique sur l'essence super, normale, le gaz oil, le pétrole ainsi que sur les lubrifiants et les produits pharmaceutiques. Cette taxe constitue la principale ressource de financement pour certaines collectivités territoriales.

➤ **Le versement forfaitaire** : Sont soumis au V.F, les personnes physiques, morales, associations et organismes établis en Algérie et exerçant une activité qui verse à des tiers des traitements, indemnités et émoluments y compris la valeur des avantages en nature, ainsi que les pensions et les rentes viagères.

➤ **L'impôt sur le patrimoine (I.S.P)** : Cet impôt a été institué par la loi de finance de 1993, en remplacement de l'impôt de solidarité sur le patrimoine immobilier qui était en vigueur depuis 1989. Celui-ci concerne les personnes physiques, ayant un patrimoine dépassant 12.000.000DA⁵⁶et qui ont leurs domiciles fiscaux en Algérie à raison de leurs biens situés en Algérie ou hors Algérie ainsi que les personnes physiques n'ayant pas leurs domiciles fiscaux en Algérie à raison de leurs biens situés en Algérie.

Au terme de l'article 275 du code des impôts indirects, l'assiette de l'I.S.P est constituée parla valeur nette, au 1 janvier de l'année de l'ensemble des biens, droits et valeurs

⁵³Graba H., (2000), Les ressources fiscales des collectivités locales algériennes, Ed. ENAG, Alger, p. 14.

⁵⁴ Article 43 de la loi de finance de 1992.

⁵⁵Ainouche M-C., (1991), La fiscalité instrument de développement économique, contribution à une approche Économique de la réforme fiscale dans les pays en voie de développement, Thèse de doctorat en Sciences économiques, Alger, p .55.

⁵⁶Ainouche M-C., (1991), op. Cite, p.70.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

imposables des personnes précitées et qui sont assujetties obligatoirement à déclaration : les biens immobiliers bâtis et non bâtis, les droits réels immobiliers et les biens immobiliers.

➤ **L'impôt forfaitaire unique (I.F.U) :** Cet impôt est créé par les dispositions de la loi de finance de l'année 2007, en substitution aux impôts : T.V.A, T.A.P et l'I.R.G. Celui-ci s'applique à toutes les activités commerciales, lorsque le chiffre d'affaires est inférieur à 3.000.000,00 DA.

Tableau N° 5 : Structure des ressources fiscales des collectivités locales (2016)

➤ **Impôts directs**

Nature de la ressource	Taux	Etat	Collectivités locales			Autres
			Commune	Wilaya	FLCC	
Taxe sur l'Activité Professionnelle (TAP)	2% du chiffre d'affaires	98%	1.30%	0.95%	0.11%	-
TAP transport par canalisation des hydrocarbures	3% du chiffre d'affaires	-	1.96%	0.88%	0.16%	-
Taxe Foncière	3%, 5 %, 7 % à 10%	-	100	-	-	-
Impôt Forfaitaire Unique (IFU)	5% à 12%	48,5 %	40 %	0.5%	0.5%	1.15%
Impôt sur le Revenu Global (IRG)	7% à 15%	50 %	50 %	-	-	-
Taxe d'Assainissement	Délibération de l'APC	-	100%	-	-	-
Impôt sur le Patrimoine	De 0 à 1,5 %	60 %	20%	-	-	20%

Source : Ministère de l'intérieur, 2016.

Selon les données de ce tableau, la répartition du produit de l'impôt se fait comme suit :

- 95% du produit de TAP sont affectés au budget de l'Etat, 1,30% aux budgets communaux et 0.11 % au compte d'affectation spéciale N°302-050 intitulé : «Fonds national de logement».
- Le produit de cet impôt l'impôt forfaitaire unique est réparti à raison de 48,5% au budget de l'Etat, 40 % au budget communal, 5 % au budget de la wilaya et 5 % au budget du F.C.C.L. Notons qu'avec le transfert de 40% du rendement de cet impôt au budget communal, ceci témoigne de la volonté de l'Etat d'améliorer et d'enrichir les recettes communales.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

- La répartition de l'impôt IRG s'effectue comme suit : 50% du produit revient à la commune où s'effectue le recouvrement et 50 % du produit est affecté au budget de l'Etat.
- Le montant de la taxe TAP sur transport est déterminé en fonction d'un barème, en tenant compte de la nature des véhicules, de leurs puissances exprimées en chevaux vapeurs, pour les véhicules du tourisme et de leurs poids total en charge.
- La taxe d'assainissement est calculée sur la facture de consommation d'eau de 20% hors taxe et perçue directement par l'A.P.C, ou par l'établissement qui s'en charge de la gestion des eaux, et qui la verse trimestriellement au receveur communal de la commune concernée, lorsque l'entreprise n'assure pas la mission d'assainissement.

3.2.1.2. Les impôts indirects : Au titre d'impôts indirects, nous distinguons les taxes suivantes :

➤ **La taxe sur la valeur ajoutée :** La T.V.A qui est un impôt sur la dépense, supporté en totalité par le consommateur final est d'une très grande rentabilité, du fait qu'elle constitue la ressource fiscale la plus importante dans tous les pays⁵⁷. Sont soumises à la T.V.A toutes les opérations de ventes, travaux immobiliers, prestations de services, revêtant un caractère industriel, commercial, artisanal ou libéral, qui sont réalisés en Algérie, à titre habituel ou occasionnel. Sont imposées également à cette taxe, les opérations d'importation, portant sur les biens meubles et immeubles ainsi que les livraisons à soi-même.

➤ **La vignette sur le véhicule automobile (V.V.A)**⁵⁸: Cette taxe frappe toute personne physique ou morale propriétaire d'un véhicule imposable. Le montant de cette taxe est déterminé en fonction d'un barème, en tenant compte de la nature des véhicules, de leurs puissances exprimées en chevaux vapeurs, pour les véhicules du tourisme et de leurs poids total en charge.

➤ **La taxe sur les affiches et plaques professionnelles :** Les tarifs de cette taxe sont fixés ainsi :

- Les affiches sur papier de 20 à 80 DA, selon la dimension ;
- Les enseignes lumineuses à 200 DA ;
- Les plaques professionnelles de 500 à 750 DA.

➤ **La taxe spéciale sur les permis immobiliers (T.S.P.I) :** Est assujettie dès le 1 Janvier 2000 à cette taxe, chaque commune délivrant un permis immobilier et un certificat concernant les permis de construction, les permis de lotir, les permis de démolir et les certificats de morcellement, d'urbanisme, ou de conformité. Le tarif de cette taxe est fixé pour chaque catégorie de document désigné selon la valeur de la construction ou suivant le nombre de lots.

⁵⁷ Greffe X., (1992), La décentralisation, op. Cite, p.47.

⁵⁸ La V.V.A est instituée par la loi de finance de 1997 dans l'article 229 du code des timbres.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

➤ **La taxe d'habitation** : Cette taxe est spécifique au gouvernement d'Alger et aux wilayas d'Oran, Constantine et Annaba. Celle-ci est destinée pour permettre la réhabilitation du parc immobilier. Elle est due pour tous les locaux à usage d'habitation du parc immobilier des wilayas précitées. A partir de 2003, cette taxe est généralisée aux communes chefs-lieux de Daïra. Quant à son produit, celui-ci est imputé au compte spécial du trésor qui supporte les charges afférentes à la réhabilitation du parc immobilier de chacune des wilayas.

➤ **La taxe à l'abattage** : Cette taxe est prévue pour la première fois par l'ordonnance n° 69-107, du 30 Décembre 1969, portant loi de finances de 1970. Elle constitue la seule taxe revenant aux communes en matière d'imposition indirecte sur le territoire où a eu lieu l'abattage. L'article 448 du C.I.D a fixé la base imposable de la taxe à l'abattage comme étant le poids de la viande nette des animaux abattus. Le produit de cette taxe est versé à la commune sur le territoire où a lieu l'abattage. Cependant, dans le cas où l'abattage est effectué dans un abattoir intercommunal, le produit de la taxe est réparti entre les communes intéressées.

➤ **La taxe de séjour (T.S.J)** : Cette taxe a été instituée par la loi de finance de 1996 au profit des communes qui sont classées en stations touristiques, climatiques, hydrominérales, balnéaires ou mixtes. Elle est établie sur les personnes non domiciliées dans la commune et ne possédant pas de résidence pour laquelle elles sont passibles de la taxe foncière. Le produit de cette taxe est destiné à la mise en valeur des monuments, des sites naturels et historiques et au développement du tourisme.

➤ **Les taxes de la fiscalité écologique : De nouvelles ressources pour les communes**
L'institution des taxes de la fiscalité écologique constitue une véritable révolution dans le système financier local existant. Celui-ci est qualifié par Rahmani⁵⁹, d'un système inopérant et coûteux. À partir de l'année 2002 et face à l'ampleur des problèmes liés à la préservation de l'environnement, une série d'impôts ont été institués et qui financent en partie les budgets communaux. Il s'agit essentiellement de :

- La taxe d'incitation au déstockage des déchets industriels spéciaux ou dangereux ;
- La taxe complémentaire sur la pollution atmosphérique d'origine industrielle sur les quantités émises dépassant les valeurs limites ;
- La taxe complémentaire sur les eaux usées d'origine industrielle ;
- La taxe sur les huiles, lubrifiants et préparation lubrifiants ;
- La taxe sur les carburants ;
- Taxe d'incitation au déstockage des déchets liés aux activités des hôpitaux et cliniques ;
- La taxe sur les pneus neufs ou importés ;
- La taxe sur les activités polluantes et dangereuses pour l'environnement.

⁵⁹Rahmani C., Les finances des communes algériennes. Insincérité, déficits et bonne gouvernance, Op. Cite, p. 70.

**Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local :
Potentialités, contraintes et perspectives**

Le tableau n°6, nous permet de synthétiser la répartition des impôts et des quotes-parts d'impôts indirects entre l'Etat, les collectivités locales et le F.C.C.L.

Tableau N° 6 : Structure des ressources fiscales des collectivités locales (2016)

➤ **Impôts indirects**

Nature de la ressource	Taux	Etat	Collectivités locales			Autres
			Commune	Wilaya	CSGC ex FLCC	
TVA pour les affaires faites à l'intérieur	17% 7%	80%	-	10%	10%	-
TVA pour les affaires faites à l'importation	17% 7%	85%	-	-	15%	-
Taxe d'Abattage	10 DA/ kg	-	8.5 DA *		8.5 DA	8.5 DA
Taxe sur les Affiches et Plaques Professionnelles	20 à 750 DA	-	100%	0.5%	0.5%	1.15%
Taxe Spéciale sur les Permis Immobiliers	1 000 à 200 000 DA	-	100%	-	-	-
Taxe de Séjour	Délibération de l'APC	-	100%	-	-	-
Droits de Fêtes et de Réjouissances	Délibération de l'APC	-	100%	-	-	-
Taxe d'Habitation	300 DA 1200 DA	100%	-	-	-	-

Source : Ministère de l'intérieur, 2016. * : 8.5 DA Dans certains cas.

La lecture des données de ce tableau fait ressortir le poids des impôts et taxes perçus aux collectivités territoriales et l'Etat. En effet, les taxes les plus importantes sont versées dans les caisses de l'Etat. La majorité des impôts et taxes destinés à la commune ne sont pas récoltés, et par une certaine négligence des services des recettes communales, et par une absence de culture de collectif, par les impôts et taxes, de la part de la majorité des citoyens.

**Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local :
Potentialités, contraintes et perspectives**

**Tableau N°7 : Evolution des recettes fiscales des communes pour la période 2001-2006
(En %)**

	2001	2002	2003	2004	2005	2006*
	Taux	Taux	Taux	Taux	Taux	Montant
TAP	36,55	41,66	40,65	47,73	8,56	2801745
TF et la TVA	3,77	3,36	3,85	3,24	3,51	2125410
VF	11,74	13,00	10,67	6,22		
TVA	15,50	6,99	7,6	9,79	8,75	4832501
Taxe à l'abattage	0,57	0,36	0,36	0,46	0,47	282545

Source : Extrait du mémoire de Anniche A., (2009), Essai d'analyse de l'affectation des ressources au niveau infra étatique» : la problématique de l'offre des biens publics locaux : cas des communes de la wilaya de Tizi Ouzou », Mémoire de Magister en Sciences Economiques, U.M.M.T.O, p 118, ainsi que nos rapports.

* : Pour l'année 2006 est calculée en milliers de dinar algériens.

Sur la période étudiée, il ressort de ce tableau que la T.A.P représente la principale ressource de financement du budget communal. Elle contribue en moyenne 41,80% des recettes de fonctionnement des communes. Quant à la taxe d'abattage qui est une taxe par excellence revenant au B.C, elle est d'un apport non négligeable. Elle représente une moyenne de 46,42% pour la période étudiée. Cependant, il est à constater que la T.F et la taxe d'assainissement sont d'une contribution dérisoire ; elles n'occupent que 3,62% dans les recettes de fonctionnement. La baisse de leur rendement s'explique par leur non recouvrement de la part des communes. Pour ce qui est du V.F, on constate que les recettes enregistrées durant cette période sont en baisse permanente. Ceci est dû à la baisse successive de ses taux à partir de l'année 2001, jusqu'à sa suppression définitive en 2006.

3.2.2. Les subventions

La subvention de l'Etat est une aide financière accordée plus ou moins discrétionnairement par un organisme public à une personne morale de droit public ou privé sans contrepartie directe, mais souvent assortie par des conditions ou des contraintes quant à leur emploi définitif ⁶⁰. Elles constituent donc un moyen de contrôle et d'orientation de l'Etat sur la gestion publique locale.

La dotation est une aide de l'Etat qui est accordée de manière automatique, sur la base de critères objectifs fixés par la loi et dont le produit n'est pas affecté à une dépense particulière. Cette automaticité met les collectivités territoriales à l'abri de toute décision arbitraire de la part de celui qui attribue l'aide, en l'occurrence l'Etat. Dans ce cas, la non affectation des dotations globales ou encore le libre emploi constitue un facteur d'autonomie

⁶⁰Brolles R., Straud B., (2002), Budget des communes de moins de 10 000 habitants, Edition Berger Levrault, Paris, p .81.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

financière des collectivités territoriales. Les subventions sont classées selon leur utilisation, leur mode de calcul et la disponibilité des fonds⁶¹.

Selon la banque interaméricaine de développement⁶², un pays sera plus ou moins décentralisé selon sa position sur les indices suivants :

- Poids des impôts et taxes recueillies par les collectivités territoriales par rapport à l'ensemble des prélèvements à des fins publiques ;
- Poids des dépenses des collectivités territoriales dans les dépenses publiques ;
- Importance des transferts de l'Etat dans les budgets des collectivités territoriales.

Dans tous les pays du monde, même les pays les plus libéraux, la pleine autonomie financière n'est pas consacrée et le caractère de financement mixte prédomine. A titre d'exemple, aux Etats Unis, les subventions octroyées par l'Etat, représentent près du tiers des ressources des collectivités territoriales, au Royaume Unis environ la moitié, en France près de 40%⁶³ de leurs ressources propres.

En Algérie, les ressources du FCCL prennent donc les trois formes suivantes :

➤ **La subvention de péréquation** : il s'agit d'une dotation de fonctionnement versé aux collectivités locales et calculée en fonction de deux paramètres : les ressources fiscales et patrimoniales de la collectivité locale et aussi, le nombre d'habitant de la collectivité. L'objet de cette subvention est d'atténuer les inégalités des ressources financières existantes entre collectivités locales. A ce titre, elle représente la principale ressource des communes pauvres algériennes.

➤ **La subvention d'équipement** : dont l'objet est de financer toute réalisation destinée à améliorer le cadre de vie des citoyens (électrification, assainissement, transport scolaire, ramassage des ordures ménagères, engins de travaux publics,...etc.).

➤ **La subvention exceptionnelle** : celle-ci est versée dans deux cas uniquement. Lors d'événements calamiteux ou imprévisibles pour aider la collectivité locale à faire faces aux premiers secours. Où lorsque la collectivité locale subit un déséquilibre conjoncturel de son budget, une subvention exceptionnelle est versée pour assurer le paiement des salaires et autres frais de fonctionnement (eau, électricité,...etc.).

3.2.3. Produits des domaines et d'exploitation

Selon l'article 112 du code communal : « Les acquisitions et les actes de disposition de biens immobiliers par la commune ou ses établissements sont effectués conformément aux conditions fixées par les lois et les règlements en vigueur. ».

⁶¹Daffelon B., (1998), La gestion des finances publiques locales, 2^e Ed. Economica, Paris, p.10.

⁶²Grefte X., (1992), La décentralisation, op. Cite, p. 51.

⁶³Ainouche M-C., (1998), Les finances publiques locales ou la problématique du financement du développement local, In Revue du C.E.N.E.A.P n° 12, p. 35- 42.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

Dans le cadre de leur fonctionnement, les collectivités territoriales peuvent être propriétaires de certains biens et bénéficient de la capacité juridique d'effectuer tous les actes se rapportant à leur droit de propriété. Elles peuvent tirer aussi certaines ressources du domaine public et privé. Ces recettes découlent à titre d'exemples, d'autorisation d'occupation du domaine public, tel que le stationnement des taxis, l'occupation des trottoirs par les terrasses de café,...etc. Les droits perçus à cette occasion sont fixés par délibération ; ils sont d'une importance marginale.

Dans la réalité, les services offerts par les communes pour la satisfaction des usagers sont gratuits. Ce qui pèse lourdement sur les dépenses du budget communal. Pour améliorer cette catégorie de ressources, la commune devra exiger le paiement d'un prix en contrepartie de l'utilisation du bien ou des services, afin de faire face aux charges de fonctionnement qui pèsent lourdement sur son budget.

Cette utilisation privative du domaine public doit être soumise à une redevance qui permettra d'alimenter les caisses de la commune et de contraindre le constructeur usager à dégager la voie publique dans les plus brefs délais. Cependant, la notion de service public ne doit pas être interprétée autrement que comme un service payant. Le tarif de certaines prestations doit être fixé de façon rationnelle et l'utilisateur doit payer le prix. Pour ce faire, la tarification au coût marginal doit être un principe de gestion. Il appartient donc à l'Etat de trouver d'autres contreparties pour venir en aide à la frange de la population la plus démunie.

Pour financer un service public, la marge de manœuvre d'une collectivité territoriale n'existe qu'entre la fiscalité et les produits d'exploitation⁶⁴(tarification).

La ressource d'exploitation est le prix ou la redevance que la collectivité territoriale perçoit sur les usagers, en contre partie du service public qui lui a été rendu. Pour les revenus d'exploitation, l'article 147 de la loi n°90-08, stipule : «Dans le cadre de la gestion de son patrimoine et du fonctionnement des services publics locaux, la commune peut fixer une participation financière des usagers, en rapport avec la nature et la qualité de la prestation fournie.». Or, les services offerts par les communes sont gratuits et ne reflètent pas leurs coûts réels de production. Ces ressources proviennent essentiellement :

- **Des droits de voirie** : Ils sont perçus à l'occasion d'installation d'enseignes, dépôt de matériel, détérioration de la route à l'occasion de branchement de l'eau et du gaz. Ces droits sont fixés par délibération de l'A.P.C en fonction de la superficie occupée et de la durée des travaux effectués, tel que le dépôt de matériaux sur la voie publique.
- **Des droits de place et de stationnement** : Ces droits sont constitués par des redevances perçues par la commune à titre d'occupation du sol, voies publiques, étalages des

⁶⁴Wathelet J., (2000), Comptabilité et contrôle externe des collectivités territoriales», Edition, l'Harmattan, p.42.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

commerçants, terrasses des cafés ; installation de kiosques, stationnement de voitures ainsi que les foires et les marchés⁶⁵.

- **Concession dans les cimetières** : Les taxes qui sont perçues dans les cimetières concernent le droit d'inhumation⁶⁶, les droits de transport des corps, le droit de dépôt et d'incinération et les droits de séjours au caveau provisoire communal.

A noter que les tarifs de ces taxes sont fixés par délibération de l'A.P.C et qui sont soumises à l'approbation du Wali, en fonction de la durée de concession et de l'étendue de la surface concédée.

3.2.4. L'emprunt

Dans la pensée des finances classiques, l'emprunt est une ressource qui est retenue exceptionnellement. Il est contre l'équité dans la mesure où il profiterait la charge actuelle qui pèserait sur les générations futures. De ce fait, la création monétaire, le recours à la planche à billet n'est jugée méprisable, car injuste socialement et dangereuse économiquement.

Dans un second temps, et avec le mouvement de décentralisation, le champ de compétence des collectivités territoriales a été sensiblement élargi et leur poids financier s'est singulièrement accru, développant par ailleurs des politiques d'emprunt. Pour cela, elles disposent d'une liberté dans leurs décisions d'emprunt, aux taux et aux conditions négociées avec les prêteurs de leurs choix. Elles ont en outre la possibilité de se présenter directement sur les marchés obligatoires en tant qu'émettrices⁶⁷.

Dans la réalité, le dispositif de financement par l'emprunt mis à la disposition de la collectivité territoriale est limité par les règles de la comptabilité publique. D'une part, celle-ci ne peuvent emprunter que pour financer des dépenses d'investissement, dont font partie les interventions économiques locales, d'autre part, le remboursement de la dette est une dépense obligatoire.

En Algérie, à travers l'article 146 et 163 de la loi n°90-08, la commune peut recourir à l'emprunt par une autorisation de la tutelle comme source complémentaire de financement de son équipement communal et du développement local, auprès des institutions financières pour renforcer les ressources existantes. Cette source de financement doit être affectée exclusivement à l'alimentation des dépenses d'investissement du budget local⁶⁸. Cependant,

⁶⁵ Article 114 de la loi N°90-08.

⁶⁶ Article 123 de la loi N°90-08.

⁶⁷ Carles J., Gendron F., Labie F. & Regourd S., (1992), Les collectivités locales et leur financement, Ed La revue banque, Paris, p.331.

⁶⁸ Carles J., Gendron F., Labie F. & Regourd S., (1992), op. Cite, p. 199.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

en recourant à ce mode de financement, la collectivité ne doit pas perdre de vue le poids relatif de sa dette⁶⁹.

Cette forme de financement du budget communal ne date pas d'aujourd'hui. En effet, avec la création de la C.N.E.P en 1964, les communes se finançaient auprès de cette caisse. Face aux besoins financiers importants de ces entités, cette institution à elle seule ne pouvait pas prendre en charge tous les besoins. Par la suite, c'est la banque algérienne de développement (B.A.D) qui a consenti des crédits d'investissement aux communes, notamment dans le cadre des P.C.D. Toutefois, il apparaît qu'à l'exemple de la France et d'autres collectivités territoriales dans le monde, le recours à ce levier de la stratégie financière qui est considéré comme une source indéniable susceptible de générer des ressources est très exceptionnelle⁷⁰. Ce qui témoigne la faiblesse du système financier local algérien. On considère alors que la commune n'a à sa disposition que deux types de ressources : la fiscalité et les subventions.

3.2.5. Les produits financiers

Outre ces ressources de financement, les communes ont la possibilité de placer leurs excédents de recettes non dépensés dans les établissements financiers. Pour cela, on distingue deux catégories :

- Les revenus des titres et rentes, les intérêts des prêts et créances ;
- Les produits des services industriels et commerciaux concédés ou dotés d'une comptabilité ou autonomie.

Il est à constater que cette source de financement est inexistante dans le budget communal.

3.3. L'emploi des ressources locales

Si les collectivités locales bénéficient aujourd'hui d'un budget annuel leur permettant des dépenses d'équipement et d'investissement, la nature de ces dépenses n'intègre pas d'une manière assez explicite ce qui devrait être orienté vers les opérations du développement local. C'est-à-dire fixer les priorités du développement local qui répondent aux besoins de la collectivité en matière d'emploi, de santé, de transport, d'hygiène et sécurité l'accès aux biens culturels, de formation...etc. L'artisanat et les activités de services liées à la production industrielle de PME/PMI et de bâtiment sont à considérer avec beaucoup d'intérêt car elles créent des emplois et offrent une source pour les finances locales⁷¹.

⁶⁹Rahmani C., Les finances des communes algériennes. Insincérité, déficits et bonne gouvernance, Op. Cite, p. 85.

⁷⁰Huron D., Spider J., (1998), Le management public local, Ed. L.G.D.G, Paris, p. 144.

⁷¹Smati A., (2008), Nature du développement local et rôle des collectivités locales dans son financement- Recherches économiques et managériale, N° 5, Juin 2008. .

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

Les dépenses communales : L'article 160 de la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, relative à la commune a énuméré les dépenses communales ainsi :

- Les rémunérations et les charges du personnel communal,
- Les frais d'entretien des biens meubles et immeubles,
- Les frais d'entretien de la voirie communale et des réseaux divers (AEP, assainissement, éclairage public,...etc.),
- Les frais de gestion des services communaux,
- Les intérêts de la dette,
- Les dépenses d'équipement public,
- Les contributions et prélèvements fixés par la loi (prélèvement pour dépenses d'équipement, contribution au FCCL, au fonds de promotion des initiatives de la jeunesse,...etc.).

Concrètement, on peut classer ces dépenses en trois catégories :

1) Les charges obligatoires : Sont les dépenses que la commune doit impérativement intégrer à son budget, tel que les dépenses du personnel, les charges de fonctionnement (eau, gaz, électricité, téléphone), les contributions au FCCL et au fonds de promotion des initiatives de la jeunesse, le prélèvement pour les dépenses d'équipement, les dépenses d'ordre social notamment celles à destination des classes sociales défavorisées et celles assurant le fonctionnement des écoles et des mosquées.

2) Les charges nécessaires : Sont les charges sans lesquelles le patrimoine communal subirait une grave détérioration, tel que les dépenses relatives à l'entretien et la réparation des biens communaux mobiliers et immobiliers et des différents réseaux (AEP, assainissement, routes,...etc.).

3) Les charges facultatives : Sont les charges que les communes ne doivent, en principe, assurer que lorsqu'il y a une certaine aisance financière. Ces dépenses sont essentiellement liées aux subventions aux différentes associations et l'action économique.

Après avoir énuméré le dispositif de financement dont sont dotées les collectivités territoriales en Algérie, nous passerons dans la sous-section qui suit à l'étude des principales contraintes qui freinent la gestion des ressources des collectivités territoriales en Algérie.

3.4. Les contraintes liées à la gestion des ressources des collectivités territoriales en Algérie

En Algérie, à l'occasion de la décentralisation, l'autonomie financière des collectivités territoriales a été renforcée avec le transfert d'un dispositif de financement successible théoriquement de leur permettre d'assurer les compétences dévouées par le processus de décentralisation. Cependant, dans la réalité, il est rendu compte que celui-ci se heurte

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

actuellement à plusieurs contraintes que nous étudions dans les points suivants. Globalement, la fiscalité locale dont bénéficient les collectivités territoriales se présente comme suit :

3.4.1. Une fiscalité centralement établie

L'article 164 de la loi n°90-08, stipule : «La commune n'est autorisée à percevoir que les impôts, contributions et taxes prévues par la loi en vigueur.».

La centralisation du pouvoir fiscal par l'Etat se matérialise par la monopolisation de la décision de créer et de lever l'impôt. En effet, seul ce dernier détient les attributions relatives à la détermination de l'assiette, des taux, des modalités de recouvrement, de répartition des impôts et taxes ainsi que celles relatives aux exonérations d'activités ou de zones géographiques.

Nous devons noter que les collectivités territoriales n'ont pas de services propres chargés de la gestion et du recouvrement des recettes fiscales locales. C'est donc des agents de l'Etat, en l'occurrence les agents du ministère des finances, des comptables du trésor qui assurent cette fonction, ce qui n'est pas conforme au principe de libre administration des C.T. De ce point de vue, l'Etat joue, envers ces entités, un rôle de fermier général⁷².

Les transferts financiers de l'Etat au profit des C.T sont principalement issus des recettes fiscales pétrolières. Ce qui fait que les finances publiques communales sont à leurs tours fortement corrélées au prix du pétrole. A titre d'exemple, la chute des prix du baril de pétrole en 1998 a entraîné une chute d'un tiers des recettes fiscales pétrolières collectées par rapport à l'année 1997, passant de 570,80 milliards de DA en 1997 à 378,70 milliards de DA en 1998⁷³.

3.4.2. Spécificité et conditionnalité des subventions octroyées par l'Etat central

Pour faire face au manque flagrant des ressources propres des collectivités territoriales, notamment les communes, la nécessité d'une aide de l'Etat s'est imposée par des actions de solidarité, afin de renforcer d'une manière sensible leurs ressources. Par le biais de subventions allouées de manière spécifique, l'objectif était de réaliser une péréquation des ressources entre les collectivités territoriales, et une meilleure planification des investissements locaux. Cependant, le caractère spécifique et conditionnel grevé d'affectation spéciale des subventions est un frein considérable à l'autonomie financière des communes. Du fait que, les élus locaux n'ont aucune autorité quant à l'utilisation ou l'affectation des fonds.

⁷²Greffé X., (1992), La décentralisation, Op. Cite, p. 53.

⁷³ Rapport statistiques du Ministère intérieure des collectivités locales, 1998.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

3.4. 3. Echec du dispositif de financement par l'emprunt

L'échec du dispositif de financement par l'emprunt est dû à l'insolvabilité financière des communes. Cet état de fait s'explique également par l'accumulation des dettes impayées sans contrepartie en recettes qui sont reportées abusivement d'une année à l'autre. Cette situation est qualifiée par Rahmani de **l'insincérité budgétaire**⁷⁴ qui est le résultat en même temps d'une démarche tendant à gonfler des R.A.R (Reste à réaliser) en recettes qui ne sont que la contrepartie de dépenses engagées, imprudemment et dangereusement, par les exécutifs successifs de la commune sans couverture financière suffisante. De ce fait, la majeure partie des communes dépend des concours financiers de l'Etat pour la réalisation des projets d'équipement, sous formes de programmes P.C.D et F.C.C.L.

En Algérie, en ce qui concerne les communes endettées, leur nombre s'élève à 1472, soit un taux de 95,52% sur les 1541 existantes. Les dettes contractées en sont de 22 milliards de DA⁷⁵.

Nous nous notons aussi l'absence de dispositif réglementaire claire et explicite, devant inciter les collectivités territoriales à recourir au crédit, quoi que la loi n°90-08, dans son article 163, cite l'emprunt comme source autorisée pour alimenter la section d'équipement du budget communal.

Face au manque sensible de ressources financières des communes et leurs caractères rigide, l'Etat a été conduit à mettre en œuvre un système de péréquation⁴des ressources fiscales des collectivités territoriales, dans un souci de consolidation et de coordination des ressources financières. Cette initiative a pour objet de permettre aux communes de prendre en charge le financement de leurs équipements publics et de fournir un minimum de prestations de services aux citoyens. Ce qui leur a permet de devenir des partenaires de développement local grâce aux concours financiers attribués dans le cadre des P.C.D.

Conclusion au chapitre

La concrétisation du processus de décentralisation et sa mise en œuvre sur le terrain, présente des préoccupations majeures relatives essentiellement à la répartition des compétences et des moyens de financement entre l'Etat et les collectivités territoriales. A cet effet, Greffe⁷⁶, note : « Il est commandé d'attribuer pour chaque collectivité les missions qu'elle peut assurer d'une manière plus efficace, les missions pour lesquelles elle est mieux placée pour satisfaire les besoins de la population. ».

⁷⁴Rahmani C., op. Cite, p.131-132.

⁷⁵Arbous S., (2007), Analyse de l'efficacité des concours financiers de l'Etat pour les collectivités locales, Cas de la wilaya de Tizi-Ouzou, Mémoire de magister, U. M.M.T.O, Année 2007, p .150.

⁷⁶Greffe X., La décentralisation, op. Cite, p .33.

Chapitre 3 : L'expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives

En Algérie, la fiscalité locale se présente sous forme de subventionnement que les communes n'arrivent pas à contrôler. En matière fiscale, celles-ci n'ont pas le pouvoir de créer elles-mêmes des recettes fiscales pour alimenter leurs budgets.

La prise en charge effective du processus du développement local est tributaire des ressources financières mobilisables par les acteurs locaux. Que ce soit de manière directe, à travers les outils urbanistiques, l'aménagement du territoire et la création de zones industrielles, ou de manière indirecte, en agissant sur les attributs du territoire (communication, routes, culture et loisirs, éducation et formation,...etc. Ce sont finalement de multiples attributions que détiennent les collectivités locales en matière de développement local.

**Chapitre 4 : Les zones industrielles
dans la wilaya de Bejaia : Quelle est
leur contribution sur le
développement local?**

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

Introduction

La localisation des entreprises dans l'espace urbain soulève de nombreux enjeux économiques et spatiaux. Par ailleurs, les collectivités locales sont en compétition pour accueillir et retenir les entreprises sur leur territoire et souhaitent dès lors disposer de moyens susceptibles d'organiser ces localisations. Parmi les diverses interventions en direction des entreprises à leur disposition, la réalisation de zones industrielles et d'activités est devenue l'une des actions les plus répandues. Les zones industrielles ou encore les zones d'activités, sont des espaces aménagés le plus souvent à la périphérie des villes dédiées aux entreprises, afin qu'elles puissent y exercer une activité.

La wilaya de Bejaia, connaît un développement industriel, et commercial grâce à sa position géographique stratégique, et longeant la mer méditerranéenne sur près de 100 km de côte, elle est devenue en quelques années un véritable pôle industriel en matière d'attractivité.

La grande majorité du tissu que compte la wilaya de Bejaia se localise autour des zones appelées zones industrielles et par suite zones d'activités. Une diversification de type d'industrie : lourde, légère, et l'émergence des PME-PMI renforce la position qu'occupe la wilaya de Bejaia dans la production nationale. Le modèle des industries industrialisantes de Gérard de Bernis ou encore celui de François Perroux des pôles de croissance, ont servi de références théoriques aux processus d'industrialisation algérienne dont l'objectif est celui de créer un système industriel cohérent et intégré.

Le concept des zones industrielles est apparu dans les années 70-80, avec le besoin et ainsi l'objectif de création d'un système industriel cohérent et intégré visant à protéger à partir des pôles industriels la croissance, le progrès, l'invention et le dynamisme. La mise en place d'espace destinée à recevoir des projets industriels dans un cadre organisé remonte ainsi aux années 70-80, des arrêts interministériels consacrent la création des zones industrielles aménagées par l'Etat, leur gestion fut confiée aux établissements de gestion des zones industrielles (EGZI de Bejaia) , qui devint Société de Gestion Immobilière, (SGI).

Ce présent chapitre fait essentiellement l'objet d'une représentation des zones de la wilaya de Bejaia qu'elles soient industrielles ou d'activités et leur contribution au développement local. La wilaya de Bejaia fait partie des 48 wilayas bénéficiaires du programme d'aménagement des zones industrielles et mêmes des zones d'activités. **Quelle est la situation des zones industrielles et des zones d'activités dans la wilaya de Bejaia ? Quelle est leur contribution sur le développement local?**

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

Section 1 : Présentation socioéconomique de la wilaya de Bejaia

Wilaya côtière du Centre Est s'ouvrant sur la mer Méditerranée avec une façade maritime de plus de 100 Km, alternant criques rocheuses et plages de sables fins d'Est en Ouest. Insérée entre les grands massifs du Djurdjura, des Bibans et des Babors, le territoire de la wilaya de Bejaia s'étend sur une superficie de 3223,5 Km². Il est marqué par la prépondérance des reliefs montagneux (75%), coupé par la vallée de la Soummam et les plaines situées près du littoral.

Figure n°4 : Organisation territoriale de la wilaya de Bejaia



Source : Site officiel de l'agence nationale d'intermédiation et régulation foncière, (ANIREF), 2018.

1.1. Organisation administrative et population

Créée lors du découpage administratif de 1974, (n° 55 du 09 juillet 1974), la wilaya de Bejaia était organisée en 05 daïras et 28 communes ; son organisation a été modifiée par le nouveau découpage de 1984 qui a revu à la hausse le nombre de communes et de daïras, soit 52 communes et 07 daïras. Suite à la réorganisation territoriale de 1991, elle compte 52 communes et 19 daïras. Elle a des limites administratives avec Cinq (05) Wilayas :

- Tizi-Ouzou et Bouira à l'Ouest ;
- Jijel à l'Est ;
- Sétif et Bordj Bou Arreridj au Sud.

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

Tableau n°8 : Organisation administrative de la wilaya de Bejaia au 31/12/2017

Dairas	Communes	Superficie (Km²)
BEJAIA	BEJAIA	120,22
	OUED GHIR	46,32
AMIZOUR	AMIZOUR	109,36
	FERAOUN	41,91
	SEMAOUN	33,98
	BENI DJELLIL	27,93
TIMEZRIT	TIMEZRIT	38,09
SOUK EL TENINE	SOUK EL TENINE	26,28
	MELBOU	47,47
	TAMRIDJET	53,27
TICHY	TICHY	56,66
	TALA HAMZA	38,83
	BOUKHLIFA	116,38
IGHIL ALI	IGHIL ALI	195,37
	AIT R'ZINE	74,56
DARGUINA	DARGUINA	82,53
	TASKRIOUT	31,06
	AIT SMAIL	27,08
AOKAS	AOKAS	27,87
	TIZI N'BERBER	52,76
ADEKAR	ADEKAR	107,60
	TAOURIRT IGHIL	71,34
	BENI K'SILA	184,16
AKBOU	AKBOU	52,18
	CHELLATA	41,60
	TAMOKRA	68,40
	IGHRAM	50,11
SEDDOUK	SEDDOUK	54,42
	M'CISNA	39,12
	AMALOU	57,14
	BOUHAMZA	77,86
TAZMALT	TAZMALT	34,00
	BENI MELIKECHE	42,80
	BOUDJELLIL	99,85
CHEMINI	CHEMINI	39,04
	SOUK OUFELLA	13,82
	TIBANE	5,40
	AKFADOU	42,01
BARBACHA	BARBACHA	83,77
	KENDIRA	45,56

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

IFRI OUZELLAGUENE	IFRI OUZELLAGUENE	61,40
SIDI AICH	SIDI AICH	7,70
	TINEBDHAR	16,61
	TIFRA	38,84
	SIDI AYAD	9,06
	EL FLAYE	9,48
EL KSEUR	EL KSEUR	94,06
	FENAIA EL MATHEN	45,21
	TOUDJA	167,13
KHERRATA	KHERRATA	97,69
	DRAA EL GAID	123,34
BENI MAUCHE	BENI MAUCHE	94,86
TOTAL WILAYA		3 223,50

Source : La direction de la planification et du suivi budgétaire, DSBP Bejaia, 2017, édition 2018.

La population a été estimée selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2008 à 912579 habitants. Sur la base d'un taux d'accroissement annuel moyen prévisionnel estimé à 0,63% pour l'ensemble de la wilaya, cette population est estimée à la fin 2017 à 965150 habitants avec une densité moyenne de 311 habitants/Km². Cette densité n'a cessé de croître ces dernières années passant de 284,23 habitants/Km² en 2000, puis de 287 hab/Km² en 2001, 294 hab/Km² en 2002¹ et 299 en 2017 hab/Km. La wilaya est, par ailleurs, caractérisée par la jeunesse de sa population où 93,39 % de celle-ci au moins de 65 ans en 2017.

D'après la DPSB, la population active à la fin de l'année 2015 est estimée à 383650 personnes (représentent 40% de la population total de la wilaya), la population active occupée est de 337615 individus. Et donc le taux de chômage est estimé à 8,36 %.

Tableau n°9 : La répartition de l'emploi dans la wilaya de Bejaia

Désignation	2008	Données arrêtées au 31/12/2015	Données arrêtées au 31/12/2016
Population active	659.294	383650	329 492
Taux d'activité	45,1 %	40%	49,79%
Population active occupée	346.833	337615	337 615
Taux de chômage	14,1%	12%	8,36%

Source : Annuaire statistique de la direction de la planification et du suivi budgétaire, DPSB W. De Bejaia ; 2016, édition 2017.

¹ Annuaire statistiques de la DPAT, Bejaia, 2000, 2001, et 2002.

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

1.2. Les infrastructures économiques de base

L'infrastructure de base constitue l'armature du territoire. Elle est composée de tous les types de communication qui existe dans une agglomération ; appelées souvent les voiries ou bien les réseaux de transport. L'existence d'une infrastructure joue un rôle prépondérant dans la dynamique économique d'un territoire, elle rend ce dernier attractif.

La wilaya de Bejaia est l'une des wilayas du pays qu'elle rassemble une infrastructure de base importante et diversifiée. Elle est desservie par les différents modes de transport. Allant d'un réseau routier dense jusqu'à un port et aéroport les plus dynamiques à l'échelle nationale. Ce qui rend la wilaya ouverte sur toutes les échelles (national, régional et international).

Le territoire de la wilaya de Bejaia est irrigué par un important réseau routier d'une longueur totale de 3856,800 Kms ; ce réseau est constitué de 444,200 Kms de route nationale (RN), de 4448kms de chemins de wilaya (CW) et de 3 200 Kms de chemins communaux (CC), on relève, toutefois, pour cette dernière catégorie un tronçon de son linéaire de 866 Kms en mauvais état, soit 22,45% du réseau global².

Pour valoriser le réseau routier et l'adapter aux ambitions locales de développement économique et social, ce dernier a fait l'objet à un vaste des travaux d'une modernisation, parmi les plus importants de ces travaux la route nationale RN26 qui reliera directement la wilaya de Bejaia avec la wilaya de Bouira. Sur 100 kms de pénétrante autoroutière, un tronçon de 52 Kms est mis en service.

Avec les infrastructures routières, le port de Bejaia constitue un atout stratégique pour toute la région aussi bien pour le transport de marchandises que celui des voyageurs. Ce port, poumon économique de la wilaya, connaîtra incessamment des transformations. C'est un port mixte (plaisance et pêche), il est composé de 03 bassins qui s'étalent sur plus de 156 Ha, d'un terre-plein d'une superficie de 50 Ha et 2 730 M de quais cernés par deux jetées d'une longueur totale de 3 400 M³.

Quant au réseau aéroportuaire qui relie Bejaia au Sud algérien, à Alger et à l'Europe avec des vols réguliers. L'infrastructure aéroportuaire⁴ se compose d'une piste de 2 400 ml x 45, d'une aérogare de 250 passagers/jour en moyenne et une aire de stationnement de 24 576 m².

²Les annuaires statistiques de la direction de la planification et du suivi budgétaire, DSBP, Bejaia, 2017, édition 2018.

³ Idem.

⁴ Idem.

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

1.3. Le secteur industriel de la wilaya

Au niveau industriel, la wilaya de Bejaia, dispose d'une infrastructure industrielle importante principalement dans le secteur agroalimentaire, Certes, son tissu industriel en place arrive à quelque temps à induire une dynamique économique ayant effet de locomotive d'entraînement sur les autres secteurs, Bejaia dispose d'un tissu industriel significatif où presque toutes les branches sont présentes avec une prédominance des activités manufacturières et de transformation qui compte plus de 220 unités en activité. Une diversification de type d'industrie : lourde, légère, et l'émergence des PME-PMI renforce la position qu'occupe la wilaya de Bejaia dans la production nationale.

Le secteur industriel public est composé de plus de 29 unités industrielles. Les industries textiles et du cuir à elle seulement composées de 06 grands complexes (03 à Bejaia ville - R'Mila - Kherrata et Akbou) occupe une grande partie (1/3) de la population occupée dans le secteur industriel. Le secteur industriel privé, quant à lui spécialisé dans la branche légère, des entreprises de secteurs PME/PMI.

La wilaya de Bejaia commence à développer le secteur agroalimentaire et ce, grâce aux dynamismes des entrepreneurs locaux, ce secteur qui est jeune et dynamique. Après plusieurs années de négligence et d'abandon, vient de retrouver la place qui est la sienne dans les politiques du développement. Le secteur agroalimentaire privé y est très dynamique (IFRI, Sevital, Tchir- lait, Danone,....etc.).

1.3.1. Les grandes entreprises (plus de 250 emplois)

Au nombre de 20 les grandes entreprises sont réparties d'une manière équitable entre le secteur public et le secteur privé, soit 10 unités pour chacun.

En termes d'emplois, elles occupent globalement 14493 travailleurs, dont 9273 pour le secteur privé (63,98%) et 5220 pour le secteur public (36,02%).

Le secteur public est spécialisé principalement dans le textile, les produits manufacturés (vêtements) et des matériaux de construction (carrière d'agrégat, ciments, grues et menuiserie générale), tandis que la spécialisation du secteur privé est orientée vers l'agroalimentaire dans toutes ses composantes, où Cevital émerge avec 2807 emplois. Il y a aussi à noter que deux unités privées, l'une spécialisée dans la production de lait et ses dérivés et l'autre dans la production de boissons emploie plus de mille travailleurs chacune.

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

Tableau n°10 : Les grandes entreprises (plus de 250 emplois)

Secteur public			Secteur privé		
Noms	Produits	Effectifs	Noms	Produits	Effectifs
SPA LES MOULINS DE LA SOUMAM	Semoulerie	1306	SPA CEVITAL	Agroalimentaire	2807
SPA TRANS-BOIS	Transformation de Bois	653	Sarl Laiterie Soummam	Lait et yaourt	1566
SPA ENMGP	Menuiserie générale	600	SARL IBRAHIM et Fils « IFRI »	Eau Minérale Sodas, jus	1205
SPA FAGECO	Grues et compacteurs	362	SARL DANONE DJURDJURA	Yaourt Crème dessert	641
SPA SCAEK	AIN EL KEBIRA (ciment)	357	SARL GENERAL EMBALLAGE ZAC	Plaques en carton ondulé	1192
SPA ENOF ADRAR OUFARNOU	Carrière d'agrégat	333	SNC UFMATP	Fabrication de matériels agricoles	225
SPA TEXALG	textile	306	COGB/La Belle	Raffinerie, Savonnerie, Margarine	505
SPA BEJAIA LIEGE	Lièges	289	SARL AMMEUR ENERGIE	Groupes électrogènes postes à souder	286
SPA ALCOST	textile	267	SARL TCHIN-LAIT	Lait UHT	500
EPB	Logistique	747	SCS	Carreaux céramiques	345
Total secteur public		5220	Total secteur privé		9273
Total emploi : 14493					

Source : Annuaire statiques de la direction de la PME –PMI de la wilaya de Bejaia, 2017, édition 2018.

1.3.2. Les moyennes entreprises (50 à 249 emplois)

Les moyennes entreprises sont à prédominance privées. Quant au secteur public compte 18 entreprises de taille moyennes. En termes d'emplois, elles occupent globalement 8132 travailleurs, dont 5586 pour le secteur privé (68,69%) et 2546 pour le secteur public (31,31%).

La production des moyennes entreprises est variée, avec toutefois une légère prédominance de la branche des matériaux de construction dans le secteur public et de celle de l'agroalimentaire dans le secteur privé.

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

Tableau n°11 : Les moyennes entreprises (50 à 249 emplois)

Secteur public					
Noms	Produits	Effectifs	Noms	Produits	Effectifs
SPA Complexe Textile Industriel	Tissu	236	SPA MAC-SOUM	Chausseurs	195
SPA Bejaia Emballages	Emballage	236	SPA TEXALG/ALCOVEL AKBOU	Tissu	180
SPA DIVINDUS A.P.M.C	Briqueterie de REMILA	151	SPA SENTEX SOCIETE	Tissu	179
EPE SPA DIVINDUS TRADING COMP	D.T.C Unité de BEJAIA	232	SPA DIVINDUS-APMC	Agrégats IHADDADEN	168
SPA Les Moulins de la Soummam	Céréales et dérivés	179	SPA DIVINDUS-APMC	Unité plâtrière de BOUDJELLIL	98
SPA DIVINDUS-APMC	Unité carreaux granito d'AKBOU	110	SPA DIVINDUS-APMC	Agglo-béton d'ELKSEUR	84
SPA DIVINDUS-APMC	Briqueterie de SEDDOUK	107	SPA DIVINDUS-APMC	Carrière granito de SOUK-ELTENIN	81
SPA DIVINDUS-APMC	Unité menuiserie générale TAZMALT	105	SPA DIVINDUS-APMC	Unité carrière et agrégats de TOUDJA	78
SPA ENAEB	Approvisionnement d'équipement bureautique	54	SPA ONAB	Aliments de bétail	73
Total emplois : 2546					
Secteur privé					
Noms	Produits	Effectifs	Noms	Produits	Effectifs
SARL UFMATP	Fabrication de matériels agricoles	245	SFACENE ALLAOUA	Semoulerie	92
AIT BRAHAM MOHAND	limonade, jus	213	SPA ELAFRUITES	Jus	90
SARL MERIPLAST	Plastiques	200	EURL SIMB	Construction métallique	88
SARL S.I.M.A.F.E	fabrication produit frigorifique	192	SARL BRIQUETTERIE BOUDIAB	brique avec de l'argile	85
SPA BRASSERIE STAR D'ALGERIE	Produits Agro-Alimentaire	192	SARL CONDI-Volaille	Abattage et conditionnement	85

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

				volaille	
SARL BETONEX	fabrication de béton et agglomérés	124	SARL S.E.T SOCIETE DES EAUX	Minérales et boissons gazeuses	79
SPA BATICOMPOS	Industrie métallique	178	SARL PRIMA VIANDE	Transformation de viande	78
SARL INFRIGOR	fabrication produit frigorifique	117	SARL POULINA	Engrais	107
SARL IFC	Matériels froids	117	EURL Gouraya Froid	fabrication produit frigorifique	106
SARL PASTA WORLD	Pates	111	SARL FAB.TRSOUD	Industrie métallique	99
SARL SEMOULERIE SOUMMAM GRANI	Agroalimentaire	176	SARL SOUMMAM MINERAL WATER	Eau minérale, jus et soda	76
EURL "IMADACHE CONST.METAL."	Construction	170	SARL ALMAG	Fabrication de margarine	75
SARL VERY-NET	Fabrication de produit d'entretien	126	SARL CO.FERMETURES	Ferronnerie et menuiserie métal	69
SARL ALL-PLAST	Plastique	164	SARL MOLINO-GRANI	Semoulerie	71
SNC GOLDEN DRINK AMRA ET CIE	Polyéthylène	158	SARL boissons ITHRI	Production boisson	65
SARL Général Plast	Plastique	156	EURL HAMOUD BOUALEM	production eau minéral	63
SARL SPC.G.B.	Jus	150	SARL TREFELERIE GUELDAMANE	Fabrication de fil d'attache	50
SNC BRIQUETERIE BELHOUL&FRERES	Briqueterie	134	SARL AGGLOMERES DE L'EST	Fabrication d'agglomérées	63
SARL Agro Céréales	semoule et dérivées	69	SARL AGHEM	Eau minéral	62
SARL UNILAIT	Production de lait et dérivés	92	SARL LAITERIE LA VALLEE	Production de lait et dérivés	61
SARL MORTERO	Matériaux de construction	67	SARL"MOULINS DE TIDJA"	Farine	61
SARL PATES & COUSCOUS ELHADJA	Pâtes	66	EURL TERASTONE	fabrication des carreaux marbre	59

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

EURL DJURDJURA WORLD TRADING	Production de lait et dérivés	65	SARL VMS INDUSTRIE	Cycles et motocycles	59
SARL DPR AXXAM	fabrication de remorque et de carrosserie	59	SARL GADOUCHE	Limonade	55
GOURAYA GOLF	Thon	58	SARL NOMADE	Eau minéral	53
HELLAL AMIROUCHE	Transformation de plastique	50	EURL BOISSONS KHOUAS KNIAA	Eaux de sources	53
SARL GADOUCHE ET COMPAGNIE	Limonaderie	56	EURL MOULINA	Farine	52
SARL Limonaderie de la Soummam	Limonaderie	55	EURL MOULINS OUARTI	Semoule et farine	51
SARL BATELEC	Matériel d'électricité	55	SARL SBK	Société de Brasserie Kabylie	54
Total emplois : 5586					

Source : Annuaire statistiques de la direction de la PME –PMI de la wilaya de Bejaia, 2017, édition 2018.

1.3.3. Les petites entreprises (10 à 49 emplois) et PME/Artisanat

La prédominance des entreprises privées de petites de taille dans la wilaya de Bejaia. Le secteur public compte seulement cinq (SPA SONARIC (racheté par Brankly est utilisé comme dépôt) : 36 emplois, SPA Laiterie Amizour : 33 emplois, SPA ORAC Groupe Avicole : 33emplois, SPA SAGA Société Agricole : 9, SPA COSIDER-Carières : 9, et SPA C.I.S.O : Ciment de la Soummam avec 8 travailleurs).La production des petites entreprises du secteur privé est essentiellement orientée vers l'agroalimentaire.

Les PME Artisanales se sont des petites unités relevant de la PME sont généralement des petites unités à caractère privé ou familial dont le nombre d'exploitants n'excède pas 09 personnes. Elles sont au nombre de 15 000 et occupent 46 974 personnes, soit une moyenne de 3 à 4 personnes par unité. Les emplois générés par commune varient entre 14 (Tamokra) et 12 045 (Bejaia), selon les proportions ci-après :

- 14 communes : 1000 à plus de 12 000 emplois.
- 07 communes : 500 à 1000 emplois,
- 10 communes : 300 à 500 emplois,
- 12 communes : 150 à 300 emplois,
- 09 communes : moins de 150 emplois.

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

Tableau n°12 : Répartition des PME privées et des unités artisanales par commune au 31/12/2016

Commune	P M E		Commune	P M E	
	Nombre	Emploi		Nombre	Emploi
BEJAIA	5044	12045	SOUK-OUFELA	112	279
AKBOU	1364	6920	BOUKHLIFA	62	269
EL-KSEUR	561	2493	LEFLAYE	71	263
TAZMALT	586	1496	B- MAOUCH	73	246
SEDDOUK	319	1358	AMALOU	121	245
S. EL-TENINE	346	1339	M' CISNA	80	211
AOKAS	317	1232	T. N'BERBER	65	187
KHERRATA	451	1223	BENI-K'SILA	69	181
TIMEZRIT	448	1218	KENDIRA	78	179
TICHY	297	1188	AKFADOU	64	173
OUZELLAGUNE	288	1176	BOUHAMZA	91	157
SIDI-AICH	432	1172	TAMRIDJET	81	152
AMIZOUR	406	1101		12	
OUED-GHIR	297	1021	TIFRA	60	142
	14		TIBANE	47	132
TASKRIOUT	244	864	IGHIL-ALI	71	129
MELBOU	140	730	T. IGHIL	45	107
D. EL-KAID	217	720	TINEBDHAR	38	107
SEMAOUN	229	672	SIDI-AYAD	40	104
TALA-HAMZA	171	623	CHELLATA	46	69
AIT-SMAIL	161	581	B. MELIKECHE	29	51
BOUDJELLIL	114	527	TAMOKRA	14	14
	07			09	
FERAOUN	161	450			
BARBACHA	139	444			
B. DJELLIL	140	436			
AIT-R'ZINE	140	414			
DARGUINA	168	406			
F. EL-MATHEN	80	370			
TOUDJA	83	369			
IGHRAM	84	358			
CHEMINI	139	316			
ADEKAR	77	315			
	10				
Total Wilaya	15000	46974			

Source : Annuaire statistique de la direction industrie et mine, w. Bejaia, 2016, édition 2017.

La distribution et les emplois générés varient en général avec la taille de la population et le degré de développement des communes. Les branches d'activités qui émergent par leurs contributions à l'emploi sont : les services fournis aux entreprises avec 60, 21%, suivi par la branche bâtiment et travaux publics avec 23,83%, et enfin l'industrie avec un total de 2610 (13,79%).

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

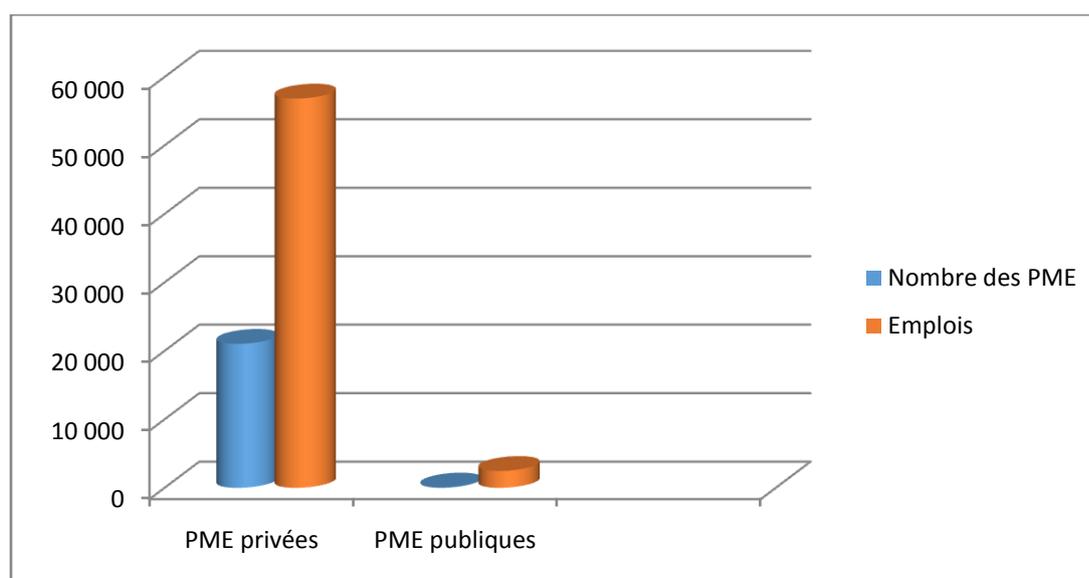
Tableau n°13 : Répartition des PME privées et des unités artisanales par secteur

Secteur d'activité	PME de 1 à 9 employés	PME de 10 à 49 employés	PME de 50 à 250 employés	Nombre de PME
Services	11016	332	50	11398
BTPH	4200	262	49	4511
Industries	2426	146	38	2610
Agriculture	339	67	1	407
Services liés aux industries	01	02	00	03
Total	17982	809	138	18929

Source : Annuaire statistique de la direction de la planification et du suivi budgétaire, DSBPW. De Bejaia ; 2016, édition 2017.

D'après les données, nous constatons que les PME privées occupent une place très importante dans la wilaya de Bejaia, du fait qu'elle représente la majorité des PME (allant de 50 salariés au plus) avec une part de 67 %du total des PME (emploient un effectif de 14852 personnes) , suivi par le secteur public avec une valeur marginale estimée à 33 % du total des PME (emploient un effectif de 7766 personnes).

Figure n°5: Population du secteur des PME et d'emploi dans la wilaya de Bejaia



Source : Annuaire statistique de la direction de la planification et du suivi budgétaire, DSBPW. De Bejaia ; 2016, édition 2017.

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

Concernant le mouvement des PME, il a connu un dynamisme entrepreneurial en 2017, ainsi l'extension de 189 projets. Le tableau qui suit montre ci-bien ce dynamisme entrepreneurial :

Tableau n°14 : Mouvement des PME en 2017

Mouvement des PME	Nombre de PME
Créations	299
Extensions	189
Réhabilitations	26
Réhabilitations -Extensions	07

Source : Agence nationale de développement d'investissement, ANDI de la wilaya de Bejaia, 2017, édition 2018.

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

Section 2 : Les zones industrielles et les zones d'activités : Etat des lieux

La grande majorité du tissu que compte la wilaya de Bejaia se localise autour des zones appelées zones industrielles et par suite zones d'activités. Il y'a lieu avant de présenter les zones de la wilaya de définir et de faire une distinction qui reste ambiguë entre les zones industrielles (ZI) et les zones d'activités (ZAC). Le critère de superficie occupée, les zones industrielles ont une superficie plus importante que les zones d'activité. En plus, une zone industrielle est celle créée sur la base d'un arrêté interministériel entre le ministère chargé de l'industrie et celui chargé de l'urbanisme. Une zone d'activité est le résultat d'initiative locale, en ce sens qu'une zone d'activité est irriguée sur le besoin d'un arrêté de la wilaya ou de l'Assemblée Populaire Communal, ou par les agences foncières locales.

Les zones à Bejaia qu'elles soient industrielles ou d'activités, constituent des espaces aménagés, et viabilisés en vue d'être occupés par des entreprises de production ou encore de services pour qu'elles puissent exercer leurs activités. Seulement ce qui fait les distinguer est le plan juridique, ni la taille des entreprises y a-t-il ni encore le type d'activité de l'entreprise n'est prise en considération. La wilaya de Bejaia bien qu'elle dispose de 52 communes le nombre des zones industrielles est de trois : celle située dans la ville de Bejaia appelée la zone industrielle de la wilaya de Bejaia, l'autre située à Akbou prenant ainsi le nom de la région, enfin celle d'El Kseur. Pour les zones d'activités le nombre est plus important avec seize zones fonctionnent et abritent des entreprises ou encore de petits commerces alors que d'autres abritent des activités liées au service ou encore aux simples actions de transaction.

Cette deuxième section est essentiellement consacrée dans un premier lieu à éclaircir le concept des zones industrielles et des zones d'activités, notamment en Algérie, puis déterminer l'utilité des zones industrielles comme espaces aménagés. Enfin, nous allons décortiquer les trois zones industrielles et zones d'activités.

2.1. Définition de la zone industrielle

L'origine de la zone industrielle ou zoning industriel qui, si on accepte les subdivisions traditionnelles en la matière, ressortit normalement à l'urbanisme, s'inscrit au niveau de l'aménagement du territoire dans un contexte urbain : au fur et à mesure que l'on voit à quel point les industries tendent à s'implanter d'une façon désordonnée à la périphérie des villes, il apparaît avec de plus en plus d'évidence qu'il est nécessaire d'ordonner selon des critères rationnels l'utilisation des sols urbains.

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

L'intervention des pouvoirs publics se limite, dans ce cas, à la définition de contraintes spécifiques sur les superficies disponibles, contraintes qui parfois ne sont pas rigides, mais comportent des marges de tolérance importantes⁵.

L'évolution ultérieure des expériences a enrichi le concept de zoning industriel qui en vient à prendre un sens autre et plus complexe que celui qu'il avait à l'origine, dans la mesure où se dessinent dans la politique d'infrastructure du territoire un facteur d'encouragement pour le développement économique (réalisation d'économies externes) et, plus particulièrement dans l'institution de zones industrielles équipées, un facteur susceptible d'orienter la répartition géographique des nouvelles activités économiques⁶.

Ces deux définitions de la zone industrielle peuvent être considérées, comme deux points extrêmes de référence entre lesquels diverses définitions intermédiaires sont possibles, où, par exemple, la zone industrielle est seulement équipée dans le but de rendre effective la contrainte prévue sur le plan de l'urbanisme ou constitue seulement un élément destiné à renforcer une politique de localisation des activités économiques.

Il y'a lieu avant de présenter les zones de la wilaya de définir et de faire une distinction qui reste ambiguë entre les zones industrielles ZI et les zones d'activités ZAC, en Algérie et de prendre connaissance sur les définitions attribuées en France connue par ses grands pôles industriels.

➤ **Les zones industrielles aménagées** : à l'initiative d'un maître d'ouvrage, en général public (collectivité territoriale ou organisme dépendant, par exemple société d'économie mixte), parfois privée, des aménagements et des équipements ont été réalisés en vue d'accueillir des activités industrielles⁷. L'aménagement de ces zones industrielles s'inscrit dans le cadre d' l'urbanisme opérationnel et doit être conforme aux documents d'urbanisme. Il peut s'inscrire dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire ou de la région. Il vise à fournir aux industries de bonnes conditions d'exercice de leur activité ; aux habitants la proximité d'emplois, sans en subir les nuisances ; aux collectivités locales, les ressources correspondantes. Les zones à vocation industrielle sont des terrains qui, dans un document d'urbanisme sont susceptibles d'accueillir des industries et/ou peuvent être aménagées des zones industrielles opérationnelles.

⁵Colida Ada., (1972), Analyse de certaines expériences d'aménagement et de gestion de «zones industrielles» dans les pays de la Communauté économique européenne (Belgique, France, d'Allemagne, Italie, et Pays Bas) In Collection d'Economie et Politique Régionale, Luxembourg, p.15.

⁶ Idem.

⁷Pierre Merlin et Françoise Choay., (2005), Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement, PUF, p.19.

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

➤ **Les zones d'activités économiques** : pour une zone qui peut accueillir des activités diverses : industrie, commerce, artisanat, bureaux. Celle-ci est la plus communément répandue sur l'archipel. Outil majeur de la politique de développement économique des collectivités, la zone d'activités est entendue comme « Un espace aménagé selon une démarche volontariste par un agent économique en vue d'être commercialisé (vendu ou loué) à des entreprises (secteur marchand) ou à des organismes (secteur non marchand), afin que ceux-ci puissent exercer leur activité économique ⁸ ». Sa finalité doit être de répondre au mieux aux besoins des entreprises autant pour les fixer durablement sur le territoire que pour les attirer lors de leur recherche d'un site d'implantation.

Quant à la définition attribuée en Algérie celle-ci se dicte comme suit : **Les zones industrielles (ZI)** sont des espaces délimités par les instruments d'aménagement destinés à abriter des activités économiques d'intérêt national ou spécifiques. Elles sont la (co)propriété des URBA (entreprises de la SGP⁹) ou des entreprises qui y sont installées; les zones pétrochimiques d'entreprises (2) spécifiques. Donc, une zone industrielle est celle créée sur la base d'un arrêté interministériel entre le ministère chargé de l'industrie et celui chargé de l'urbanisme.

En 1984 les zones industrielles propriétaire de CADAT (Caisse Algérienne d'Aménagement du Territoire) qui était créé 1959 devint le CNERU ¹⁰ en 1982 et en 1983, la restructuration organique du CNERU a permis la création de 08 unités régionales, les centres d'études et de réalisation en urbanisme (à Bejaia URBAS), dont la mission consiste à viabiliser les lots industriels à les céder viabilisés aux opérateurs industriels, puis à transférer l'espace commun aux établissements de gestion immobilière. L'instauration du décret N° 84-55 du 03/03/1984 relatif à l'administration des zones industrielles ont permis de mettre en place un dispositif réglementaire de création et d'encadrement des zones industrielles dessinés à recevoir les investissements industriels.

L'enclavement urbaniste devenu un handicap, la généralisation des transports routiers ont poussé d'importantes entreprises, à s'installer dans un autres permettre appelé zone d'activité. Les collectivités locales afin d'attirer les industriels sur leurs territoires ont recherché avec l'aide de l'Etat des moyens leur permettant de répondre à leur besoin.

Les zones d'activités (ZA) sont des espaces délimités par les instruments d'aménagement destinés à abriter des activités d'intérêt local ou des activités polyvalentes.

⁸ Idem.

⁹ SGP : sociétés de gestion des participations.

¹⁰ CNERU : Centre National d'Etudes & de Recherches Appliquées en Urbanisme.

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

Elles sont co - propriété des collectivités locales (AGERFU)¹¹ et des occupants. Une zone d'activité est le résultat d'initiative locale, en ce sens qu'une zone d'activité est irriguée sur le besoin d'un arrêté de la wilaya ou de l'assemblée populaire communal, ou par les agences foncières locales.

Les zones d'activités ont été créées à l'initiative des communes dans le cadre de l'application de l'ordonnance n° 74-26 du 20 février 1974 portant constitution des réserves foncières communales, on assiste ainsi à l'aménagement des zones destinées à accueillir des opérations industrielles le plus souvent de grande taille et réalisées aux abords des villes. Ce dispositif a permis la création au profit des communes de 446 zones d'activités. Le tableau n°15 retrace les différentes zones industrielles et d'activités selon un ensemble géographique :

Tableau n°15: Zones d'activités et zones industrielles par ensemble géographique

Ensemble Géographique	Zone d'activité		Zone industrielle		
	Nombre	Superficie en (HA)	Nombre	Superficie en (HA)	Superficie Vacante HA
Nord	272	2426,700	49	7801,46	1 071
Hauts plateaux	128	3065,470	18	2687,4	543
Sud	46	2366,388	3	382,7	74

Source : Annuaire statistique de l'agence nationale d'intermédiation et régulation foncière, (ANIREF), 2018.

Selon le tableau (n°15), l'Algérie dispose actuellement de 70 zones industrielles couvrant une superficie de plus 10 000 hectares dont 2 à caractère spécifique d'une superficie totale de 3830 ha affectés exclusivement aux activités pétrochimiques (zones industrielle d'Arzew et zone pétrochimique de Skikda). Elles se concentrent surtout au nord les hauts plateaux, occupées au total à près de 84 %. Quant aux zones d'activités, elle dispose actuellement de 446 zones activités couvrant une superficie de plus 78000 hectares.

Puis le développement de transport, l'apparition de nouvelles technologies, la multiplication des activités tertiaires conduisent les communes à développer et à diversifier leurs zones d'activités, c'est alors que l'on voit apparaître les zones d'activités commerciales, artisanales ou encore touristiques.

D'après les définitions précédentes, les zones en Algérie qu'elles soient industrielles ou d'activités, constituent des espaces aménagés, et viabilisés en vue d'être occupé par des entreprises de production ou encore de services pour qu'elles puissent exercer leurs activités.

¹¹ AGERFU : Agences de Gestion et de Régulation Foncière et l'Urbanisme.

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

2.2. Utilités des ZAC et des ZI

Le développement durable devenant l'axe central des projets d'aménagement et de construction, les zones d'activités comme les zones industrielles, sont un facteur de développement économique local et une composante économique essentielle d'aménagement des territoires, c'est pour cette raison elles doivent afficher à leur tour une qualité fonctionnelle et environnementale attractive, tout en conciliant les intérêts des entreprises, des usagers, des acteurs locaux et des partenaires publics. A savoir :

- 1) **Sur le plan économique** : les zones d'activité et les zones industrielles, permettent :
 - De créer des conditions d'un développement harmonieux du tissu économique local : en ce sens, que chaque wilaya développe son tissu local de façon à maximiser ses recettes ;
 - Contribuer à la compétitivité des entreprises ;
 - Favoriser l'attraction de nouvelles entreprises : Ou encore une délocalisation de certaines entreprises vers la région où elle trouvera un milieu favorable de compétitivité.
- 2) **Sur le plan environnemental** :
 - Valoriser l'image de la zone par un aménagement des bâtiments esthétiques et une signalétique adaptée ;
 - Contribuer à l'amélioration de la gestion de l'eau, des déchets, de l'air et des nuisances sonores ;
 - Apporter une réponse satisfaisante sécurisée en matière de déplacement.
- 3) **Sur le plan social** :
 - Favoriser la concentration entre les divers usagers ;
 - Prendre en compte et gérer l'accueil et le suivi des entreprises ainsi que l'entretien du site ;
 - De permettre d'améliorer les conditions de vies des citoyens en ce sens que les taxes et import prélevés contribueront à équiper la région par des infrastructures telles les écoles, des établissements de formations, ...etc.

2.3. Caractéristiques des ZAC

Le succès des ZAC, comme un outil rationnel d'aménagement de l'espace urbain, est alors lié à leurs capacités à répondre aux mutations structurelles de l'économie et aux changements organisationnels internes des entreprises.

Les ZAC sont des espaces qui à cette époque sont représentatives de la production de masse, destinée à satisfaire une consommation en fort développement dans un contexte de plein emploi puis le développement de transport, l'apparition de nouvelle technologie, la multiplication des activités tertiaires, conduisent les communes à développer et à diversifier

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

leurs zones d'activités, c'est alors que l'on voit apparaître les zones d'activités artisanales, activités commerciales,.....etc.

Plus récemment, la création d'emploi, au niveau local est devenue une priorité plus affirmée pour un bon nombre de collectivités locales qui perçoivent la création d'une zone d'activité comme un moyen privilégié de retenir les entreprises locales et d'attirer des entreprises extérieures. Elles répondent ainsi aux besoins exprimés par :

- **Les entreprises** : car elles leur offrent des possibilités d'implantation, avec une accessibilité facile, et aménagée en fonction de la spécificité de leurs activités affrontent des services collectifs et prenant appui sur un contexte humain et urbaniste ; réseau de transport assainissement, électricité, gaz.....etc.
- **De la population locale** : Favorisant la création d'emploi sur place.
- **Et les collectivités** : elles contribuent à un développement économique local, elles sont la source d'un meilleur agencement des espaces de vie dans la commune, elles permettent de se procurer des ressources fiscales (taxes foncières sur le bâti et le non bâti, taxe professionnelle,.....etc.) dont l'exploitation permet de créer par exemples des centres de loisir, stades, écoles,.....etc.

2.4. Les zones industrielles de la wilaya de Bejaia

La wilaya de Bejaia, dispose trois zones industrielles : celle située dans la ville de Bejaia appelée la zone industrielle de la wilaya de Bejaia et l'autre située à Akbou prenant ainsi le nom de la région. Et la dernière celle d'El Kseur. Le tableau (n° 16) les déterminent et les présentent.

Tableau n° 16 : Les zones industrielles de la wilaya de Bejaia

Intitulé Zone	totale en hectares	Superficie cessible	Nombre de lots créés	Nombre de lots vacants	Agence foncière gestionnaire
ZI Bejaia	119	103	88	0	URBAS
ZI d'El-kseur	50	33	33	0	Commune d'El-Kseur
ZI Akbou	40	38	38	0	URBAS

Source : Annuaire statistique de la société gestion mobilière, SGI de la wilaya de Bejaia, 2017.

2.4.1. La zone industrielle de Bejaia

La zone industrielle de la ville de Bejaia, est créée par arrêté interministériel N° 7241 DPU/77 du 17/04/1977, dont le permis de lotir est sous le N° 02 du 14/09/1992 et dont le promoteur est URBAS. La zone industrielle de Bejaia est située dans le périmètre

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

d'urbanisation et à 1,5 km environ au sud-ouest du centre-ville et elle est d'une superficie de 119hectares.

Elle est traversée par 02 boulevards, à savoir le boulevard de Ceinture sous-entendu actuellement parle boulevard Krim Belkacem et le boulevard de Jonction sou entendu par la route des Aurès, qui la délimitent. Elle est subdivisée en 03 sous zones à savoir :

1- La zone de stockage : d'une superficie de 20 Hectares, les grands opérateurs qui s'est installés, nous retrouvons : EDIMCO qui occupe 70% de la superficie et Naftal.

2- La zone interne I : d'une superficie de 44 Hectares. Elle est délimitée par le boulevard de ceinture que dessert la zone de stockage et le boulevard de jonction avec la route nationale N° 12. Les opérateurs se trouvant en son sein ont des activités bien différentes prenant le cas de la société céramique Soummam ou encore de l'entreprise travaux routiers (ETR).

3- La zone interne II : d'une superficie de 38 Hectares. Elle a la particularité que les entreprises installées sont de petits établissements de petits commerces ou encore de petites industries.

La zone industrielle de Bejaia est limitée au :

- Nord par l'oued Sghir.
- Au sud par le canal Sghir.
- A l'Est par divers équipement, habitation de terrains
- A l'Ouest par la route de Boukhiam.

Sa réalisation a présenté des particularités inhérentes à la situation de la zone industrielle implantée en tissu urbain d'une part et l'existence d'unités déjà implantées d'autre part.

La zone industrielle de la ville de Bejaia victime du choix des terrains approprié, choisi fins des années 70 étant déjà une ville naissante, son emplacement a attiré les usines à s'implanter et la main d'ouvre à profiter d'un haut salaire. Un nouvel espace des entreprises se voit attribué, à travers sa construction, voir la caractéristique essentielle de la zone implantée dans la ville, l'extension se voit impossible.

Les entreprises implantées dans la zone industrielle sont issues des deux secteurs à savoir public ou encore le privé, et il y'a lieu de préciser que d'autre micros entreprises se trouvent localisées aussi en son sein, s'agissant des cafétéria, restaurant, menuiserie, boulangerie, stations lavages,...etc.

2.4.2. La zone industrielle d'Akbou

Akbou est située dans la vallée de la Soummam, en petite Kabylie. Elle est délimitée au nord par Ouzellaguen, à l'est par la rivière de la Soummam, qui la sépare de la commune de Amalou, au sud-est par l'oued Sahel, appelé localement « Assif Abbas », qui la sépare de la

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

commune de Ait R'Zine, au sud par la commune de Tazmalt, à l'ouest par la municipalité de Ighram et au nord-ouest par la ville de Chellata.

Cette zone présente des atouts qui manquent à toute autre zone de la wilaya de Bejaia. Elle est reliée à un réseau routier doublé d'une voie ferrée, jouit d'un portefeuille foncier très important, plat et uniforme qui de surcroît présente peu d'intérêt pour l'agriculture.

La commune d'Akbou dispose d'un réseau routier constitué principalement de la route nationale N°26 qui la relie avec l'espace wilaya, régional et national (relie le nord et l'est d'Algérie). Elle est traversée aussi par le chemin de wilaya 14 comme accès routiers qui assurent sa liaison avec les autres communes, en plus du passage de la voie ferrée (Bejaia-Alger).

Les activités industrielles localisées sur le territoire de la commune d'Akbou sont, en majorité, situées dans la zone industrielle à Taharacht sur l'axe de la route nationale N°26 en direction de Bejaia.

La direction de l'industrie et des mines (DMI) et même l'agence foncière locale (qui est l'organisme gestionnaire) lui attribue la dénomination de zone industrielle alors que ce n'est pas le cas, car cette zone n'a pas été créée en vertu d'un arrêté ministériel mais plutôt par une délibération communale. En l'absence d'une réglementation claire sur laquelle nous pouvons nous appuyer pour qualifier cette zone, nous allons retenir la qualification « industrielle » conformément à l'appellation des institutions concernées.

Elle est créée selon l'arrêté N°4 sous la référence N° 00013/H46 du 13/03/1978. La superficie totale de la zone est de 40 Ha répartie en 38 lots sont occupés par des entreprises. La demande importante au niveau de la commune sur les terrains à usage industriel a poussé l'organisme gestionnaire (Agence foncière locale) à procéder à son extension sur une surface de 48 Ha L'agence foncière locale a dégagé 45 lots dont 38 sont en instance d'attribution.

Depuis quelques années, l'industrie dans la commune d'Akbou connaît une progression constante. Cet essor se manifeste par la création de plusieurs petites et moyennes entreprises dans les différentes branches localisées principalement dans la zone d'activité Taharacht. Cette dernière est en phase de devenir le pôle industriel d'importance régionale et nationale. La zone industrielle quant à elle est constituée essentiellement d'entreprises de grande envergure appartenant au secteur économique (EPE) dont :

- Mac Soum (ex : EMAC) fabriquant de chaussures.
- Alcovel (ex : COTITEX) fabriquant de velours.

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

- SONARIC fabrique des cuisines collectives. (Actuellement rachetée par Blanky utilisée comme dépôt).

Les statistiques de l'agence foncière Akbou¹² et l'enquête que nous avons établies sur la région, nous montrent une concentration importante de petites et moyennes entreprises sur le territoire d'Akbou. La zone compte plus de 47% entreprises agro-alimentaire, ces entreprises créent 64% de postes d'emplois. En deuxième position en terme de nombre d'entreprises localisées vient chimie et plastique avec un taux de 14%, elles créent 9% d'emplois.

En plus des secteurs traditionnels comme le secteur de l'agroalimentaire, le textile et le bâtiment, de nouvelles activités tertiaires émergentes telles que les services liés à l'informatique, les services et conseils de management aux entreprises... etc. Le secteur public est très présent ; trois complexes y sont implantés depuis les années 70. La répartition juridique des entreprises implantées dans la zone nous indique une concentration de 65% des SARL¹³. La situation de la commune d'Akbou s'est nettement améliorée en raison de l'accroissement de la création d'entreprise. Nous pouvons constater que la zone industrielle Taharacht compte un mélange d'unités économiques.

2.4.3. La zone industrielle d'EL Kseur

La commune d'Elkseur est située dans la vallée de la Soummam, au centre d'un triangle formé par Bejaia, Amizour, et Sidi Aich, elle s'étend entre Adekar et Aghbalou et l'Oued de la Soummam. Dans cette commune, une zone industrielle a été créé le 04/09/1991 et elle porte le même nom de la commune. Sa superficie totale de 50 Hectares. Elle comporte 33 lots sont occupés par des entreprises. La zone d'Elkseur dispose d'un tissu industriel important, qui participe à l'enrichissement de l'assiette fiscale de la commune par biais des entreprises installées sur le territoire communal.

2.5. Les zones d'activités de la wilaya de Bejaia

La localisation des entreprises dans l'espace urbain soulève de nombreux enjeux économiques et spatiaux. Par ailleurs, les collectivités locales sont en compétition pour accueillir et retenir les entreprises sur leur territoire et souhaitent dès lors, disposer des moyens susceptibles d'organiser ces localisations. Parmi les diverses interventions en direction des entreprises à leur disposition, la réalisation de zones d'activités est devenue l'une des actions les plus répandues.

¹²Les statistiques de l'agence foncière Akbou , (AFAK), 2017.

¹³Les statistiques de l'agence foncière d'Akbou, (AFAK, 2018).

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

Nous pouvons alors nous interroger sur l'efficacité et les effets d'un tel dispositif. La wilaya de Bejaia bien qu'elle dispose de 52 communes le nombre des zones d'activités dont elle dispose est actuellement de 16 et abritent des entreprises ou encore de petits commerces alors que d'autres abritent des activités liées au service ou encore aux simples actions de transaction. Le tableau n° 17 liste les différentes zones d'activités existantes dans la wilaya de Bejaia :

Tableau n° 17 : Listing des zones d'activités

N°	Désignation	Nombre de lots	Surface en (HA)	
01	Zone d'activité Oued Ghir	96	9,16	
02	Zone d'activité Tala Hamza	26	4,49	
03	Zone d'activité Toudja	32	8,30	
04	Zone d'activité Aokas	28	4,45	
05	Zone d'activité Taskriout	15	1,60	
06	Zone d'activité Souk El Tenine	93	8,99	
07	Zone d'activité El kseur	189	15,92	
08	Zone d'activité Fenaia	63	10,05	
09	Zone d'activité Temzrit	28	3,55	
10	Zone d'activité Seddouk 2 ^{ème} tranche	10	2,05	
11	Zone d'activité économique Amizour	13	2,25	
12	Zone d'activité d'Adekar	43	3,71	
13	Zone d'activité Remila	31	-	
14	Zone d'activité HelouaneOuzzellaguen 1 ^{ère} tranche	18	3,61	
15	Zone d'activité d'Akfadou (Tiniri)	21	2,66	
16	Zone d'activité d'Akbou	Taharacht	50	28,64
		Extension	45	35,64

Sources : D'après les données SGI et la DMI, 2018.

L'analyse des zones d'activités dans la wilaya de Bejaia révèle trois importantes zones participant fortement à son développement économique bien que les autres aient leur part de

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

La zone est identifiée par l'acte administratif N° 269 du 17/10/1993 enregistré le 28/09/93 et publié le 26/10/1993, volume : 04 N°22. Elle occupe une superficie de 64,28 ha subdivisée en deux zones :

- **La première zone de Taharacht initiale**, d'une superficie de 28,64 ha .Aménagée en 51 lots occupés actuellement à 100 % par des unités de production en majorité agroalimentaire, dont 24 unités sont déjà en phase de production.
- **La deuxième zone** représente l'extension d'une superficie de 35,64 ha, elle est aménagée en 70 lots et compte actuellement 4 unités déjà en production. (Une nouvelle extension est prévue dans le cadre de la révision du PDAU).

Quant aux activités à créer ou à implanter concernant les lots qui restent il est préférable de continuer dans le même esprit, c'est-à-dire dans le créneau Agroalimentaire ou dans des créneaux complémentaires tels que l'emballage. Selon les données de l'AFAK (2018), la répartition par branches est comme suit :

- 56,09% en agro-alimentaires.
- 09,75% en textiles confection.
- 07,31% en électricité et électroménagers.
- 04,57% en B.T.P et travaux de construction.
- 02,44% en hôtellerie et service de restauration.

2.5.2. La zone d'activité d'El Kseur

Au niveau de la commune d'El Kseur, deux zones d'activités se voient prospérer et se développer ¹⁴:

- **La Zone 1** : Elle est située en dessous de la route nationale N° 26 elle est créée par arrêté communal N° 86/295 du 31/03/1986, dont le début de l'activité n'a été jusqu'à 1991. Le 17/10/1995 un arrêté de transfert du terrain qu'elle occupe en un terrain communal a eu lieu.
- **La Zone 2** : Celle-ci a été créée par arrêté communal sous acte du 14/02/1994 publié le 19/02/1994, d'une superficie de 159 209 M², et dont 189 lots sont créés d'une superficie moyenne de 500 M².

La zone d'activité d'El kseur, se voit ainsi prospérer, et se voit concrétiser par d'important projet dans l'agroalimentaire à côté de la zone de Taharacht. Ce secteur qui prend essor favorisé principalement par certes une concurrence accrue, même si on peut juger le contraire puisqu'il s'agit des biens de première nécessité, et dont la branche de l'industrie est caractérisée par des barrières à l'entrées faibles , ou encore quasiment inexistantes , et ce d'après Michael Porter (avantage concurrentiel ¹⁵) en grande partie favorise l'extension et le développement de l'activité. La zone d'activité d'El kseur à caractère industriel abrite d'importantes entreprises installées majoritairement sous forme des PME-PMI.

¹⁴D'après les données de SGI, 2018.

¹⁵Porter M., (1990), Avantage concurrentiel, Dalloz, Paris.

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

2.5.3. La zone d'activité de Bejaia (La zone stratégique ou zone portuaire)

A côté des deux zones précédentes, la ville de sa part connue par sa portée sur la mer, donc lieu de dynamique d'échange (d'importation et d'exportation) abrite une zone qui ne cesse de prospérer. Celle-ci s'étalant soit à proximité du port appelée arrière port tout au long du port. D'importantes entreprises y sont installées et se voient prospérer, bénéficiant d'une part de l'infrastructure économique dont dispose la ville de Bejaia (port, aéroport, chemin de fer...) permettant de minimiser les coûts de transports et de bénéficier des économies d'échelle, et d'autre part par une main d'œuvre abondante.

Nous remarquons que la présence des PME-PMI qui prennent essor dans le développement économique de la wilaya de Bejaia, et maintiennent leur pérennité face à la concurrence rude qui y règne. Entre autres celles-ci se voient prospérer et pour devenir des grandes entreprises, le cas de Cevital dont le début d'activité était de 200 salariés et en ce jour ci atteint ensuite 2807 emplois¹⁶.

Section 3 : Impacts des ZI et des ZAC sur le développement local

En terme d'emploi la création des zones qu'elles soient industrielles ou d'activités a contribué fortement au renforcement de l'image économique et territoriale de la wilaya de Bejaia. Dans cette section, nous essayerons d'analyser le poids des ZI et des ZAC dans le développement de la wilaya.

3.1. Sur le plan économique

Une différence significative importante apparaît dans l'effectif employé entre le secteur public et le secteur privé et ce malgré l'existence et l'émergence de ce dernier bien avant le secteur privé.

Bien que les entreprises du secteur publiques sont connues par leur grande taille leur participation à la création de l'emploi reste insuffisante due au fait qu'elles n'ont pas pu faire face à l'ouverture de l'économie algérienne donc face à la concurrence, différentes EPE sont dissoutes (cas de GMS) engendrant des licenciements important de leur effectif ou encore existantes sans en contribuer fortement à la richesse de l'économie tel Mac soum qui est actuellement rachetée par Blanky.

¹⁶Annuaire statistique de la DPSB W. De Bejaia ; 2017, édition 2018.

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

Les entreprises publiques situées majoritairement dans la zone industrielle de Bejaia occupent des lots d'une très grande surface et dont la superficie utilisée reste moindre, le reste de la surface demeure inexploité et inoccupé contraignant les chances de développement des autres activités.

La répartition des entreprises, bien que selon les données de la direction de la PME, le secteur bâtiment et travaux public est le plus dominant avec plus de 22.52% soit 1649, mais peut-on parler d'une dominance ? En effet non, ce secteur est connu pour son ultime limite, celle due au fait que le secteur n'a d'influence sur l'activité qu'avec la présence des projets, le nombre d'employés dans ce cas varie d'un projet à un autre, ainsi nous jugeons que ce secteur qui reste loin d'un secteur qui engendre des externalités positives, moins important de celui relatif à l'agroalimentaire, qui bénéficie d'une part, des barrières à l'entrée faible favorisant l'entrée des nouveaux entrants sur un marché. La demande est toujours solvable étant donné des demandes de biens de premières nécessités, d'autre part, cette branche d'activité est connue comme celle n'utilisant pas une haute technologie, et la main d'œuvre traditionnelle prend et occupe sa bonne place, à part Cevital, Danone et Candia.

3.2. Sur le plan environnemental

L'élimination des déchets urbains a toujours constitué une question d'hygiène de première importance et malgré le développement de nouvelles techniques d'élimination (Tri, récupération, recyclage, incinération, compostage,...etc.), la technique la plus utilisée reste encore la mise en décharge l'industrie est l'un des secteurs les plus consommateurs d'eau et d'électricité et des combustibles inflammables.

Leur mélange avec les matières premières pour la production industrielle conduit à des rejets et des déchets qui polluent la nature, l'atmosphère..., et qui constituent un risque pour la santé de la population et les ressources naturelles et animales (la faune et la flore).

Bien que les zones qu'elles soient d'activités ou encore d'industrielles, elles créent des emplois considérables au cours de leur existence celles-ci de leur part génèrent des problèmes néfastes sur l'environnement. La ville de Bejaia à elle seule rejette 3653M³ /jour de rejets liquides¹⁷ à destination de l'oued Soummam sans oublier des rejets solides et des vapeurs, gaz et poussières.

Le plus grand nombre des unités industrielles sont implantées soit au niveau des zones industrielles ou encore d'activités rejettent des déchets non traités destinés soit vers l'oued

¹⁷ Annuaire statistiques de la DPSB, W de Bejaia, 2017, édition 2018.

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

Soummam soit directement à la mer. Aucune perspective de se doter par exemple des stations d'épuration n'est envisagée bien qu'elle soit une condition préalable avant l'implantation de l'entreprise.

3.3. Sur le plan social

Les zones d'activités abritent des PME- PMI, qui sont considérées comme vecteur efficace de création d'emploi et de richesse. Celles-ci continuent de prendre essor dans l'économie algérienne et dans l'économie de la wilaya de Bejaia qui occupe la 4^{ème} position au niveau national avec 23025 PME¹⁸ créant 41 478 emplois permanents et ayant pour refuge les zones d'activités, les zones de Taharacht et d'El kseur abritent celle-ci qui se lancent dans la branche de l'agroalimentaire, et qui en bénéficie des barrières à l'entrée très faible.

Le secteur public de son côté contribue efficacement dans le dynamisme et le développement de la région, et ce malgré les conjonctures difficiles dues essentiellement par la privation et l'ouverture des marchés, qui sont autant d'éléments qui « freinent » la définition d'une politique industrielle compétitive et active.

Malgré cette situation, les entreprises du secteur public maintiennent et résistent aux fluctuations de l'environnement et ce par la mise en place des stratégies et des technologies adéquates.

La localisation des entreprises de ce secteur trouve lieu dans la zone industrielle de Bejaia majoritairement, raison normale étant donné l'entrepreneur rationnel qui cherche à maximiser ses profits et de bénéficier des effets d'agglomération et de voisinage. Le secteur public génère aujourd'hui plus 33 % emplois dans la wilaya, dont on peut citer : EPBTP(747), SPA Alcost (666), SPA Les moulins de la Soummam (1306), Alfaditex (475), ainsi qu'à la zone industrielle d'Akbou tel que Alcovel (333), et Macsoum (270). Quant au secteur privé, il emploie plus 67 % des emplois, à titre illustratif, le groupe alimentaire Cevital, crée 2807 emplois¹⁹.

3.4. Sur la qualité de vie

La création des zones bien qu'elles ont contribué à la création d'emploi celles-ci d'un autre côté ont contribué fortement à l'instabilité et ont poussé à l'exode rural.

Ce déséquilibre a engendré de son côté des disparités sociales entre les différentes communes voir celles abritant des industries se voient dotées de toutes les infrastructures

¹⁸ Bulletin d'information du ministère industrie et mine, 2016.

¹⁹ Annuaire statistiques de la DPSB, W de Bejaia, 2017, édition 2018.

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

nécessaires pour améliorer le cadre de vie des citoyens et autres se voient de plus en plus s'appauvrir.

Prenons le cas de la zone industrielle de la ville de Bejaia qui se situe au centre-ville, les entreprises se situant ont contribué fortement à engendrer des maladies importantes telles que l'asthme ou encore des maladies infectieuses.

3.5. Les problèmes auxquels sont confrontées les zones industrielles

Les zones industrielles sont confrontées à divers problèmes affectant gravement le foncier industriel et les objectifs de développement économique et social, à tel point que le foncier freine l'investissement et la privatisation, au lieu d'en être le vecteur et sont confrontées aussi au problème de leur gestion.

3.5.1. Le problème du foncier

Le foncier industriel est au centre de la spéculation. Car, il faut au moins quelques mois pour pouvoir bénéficier d'une assiette foncière pour un projet, voire quelques années, si les contacts de cet investisseur à un haut niveau de la hiérarchie administrative sont limités. Elle continue de sévir et de nuire à l'économie nationale, en l'absence de mesures concrètes, transparentes et fermes qui régissent la gestion du foncier industriel.

La majorité des infrastructures situées dans les zones industrielles souffrent d'un manque d'entretien qui a conduit à de multiples dépréciations et dégradations.

Face à l'ouverture de l'économie et suite à de grandes intentions d'investir dans les zones de la wilaya de Bejaia se sont avérées incapables de répondre aux très fortes sollicitations exprimées relatives au foncier industriel. Les zones industrielles connaissent des difficultés en matière de titrage et de régularisation de certains propriétaires, car les lots distribués aux entreprises pour exercer leurs activités se voient déjà propriété des entrepreneurs, qui ont occupé la premières fois ces mêmes lots.

Le problème de rentabilité des disponibilités foncières se pose ainsi comme contrainte. En effet à l'intérieur des zones, des assiettes de terrains destinées à accueillir des projets d'investissement sont inexploitable et ce en dépit du cahier de charge établis, freinant d'autres projets et leur développement, la zone industrielle de la ville de Bejaia présente globalement le problème du foncier, dont certaines entreprises se voient doter des assiettes très importantes et dont leur activité n'exige qu'une petite parcelle du terrain, tel le cas de l'Ex Jute, actuellement Bejaia Emballage, qui occupe 50% de la zone interne I soit 22 hectares, autre remarque est le fait que certaines lots inoccupés qui devaient faire l'objet de l'occupation des entreprises, se voient au contraire par la force du marché, changer son

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

activité pour faire occuper les lots par de l'habitation le cas du grand promoteur immobilier EDIMCO .

Conçues comme des pôles industriels de développement, les zones industrielles, le même cas pour certaines zones d'activités, sont devenues de simples espaces d'implantation d'établissements sans donner lieu à la dynamique attendue, on retrouve une distribution des lots et pour des industriels ou encore pour de simples commerces dans la même zone, la zone de la ville de Bejaia, abrite d'une part des grands industriels et d'autres part de simples commerce de détail.

3.5.2. Le problème de gestion

La gestion des espaces communs constitue un élément de désaccord en égard à la nécessité de veiller nécessairement à toutes les mesures d'accompagnement dont la viabilisation. Cette situation est rencontrée plus gravement dans les zones d'activités dont la gestion est confiée à des agences locales, ne disposant pas d'autant de professionnalisme, ni encore d'un budget conséquent, la veille permanente afin de répondre aux besoins de ses zones est absente.

Aussi les espaces aménagés et viabilisés génèrent d'importants coûts et posent de graves problèmes de dérogation des infrastructures communes (réseaux routiers, électricité, assainissement,.....etc.

Pénalisant le développement des PME-PMI. Des contraintes d'entretien et de gestion sont dues au manque de moyens matériels et financier faut de l'absence d'une puissance publique qui au niveau des Sociétés de Gestion Immobilières (SGI) devant faire obligation aux industriels de payer leurs quote part à l'utilisation d'espaces et infrastructures communes.

Un nombre important des lots ont été dévoyés de leur destination, pour être occupé par l'habitat à l'intérieur des dites zones (majoritairement dans la zone industrielle de Bejaia, et à Akbou le 6^{ème} lot qui a suscité certaines démarches de l'URBAS pour sa récupération et son attribution à une entreprise.

3.6. Perspectives

Afin d'y remédier aux différents problèmes rencontrés et aux difficultés que font face les zones, un certain nombre de perspectives est envisagé savoir :

✓La récupération par le propriétaire public de tous les terrains indûment occupés ou insuffisamment utilisés, eu égard au cahier de charges qui avait servi à l'octroi de la concession tel le cas par exemple du 6^{ème} lot occupé par l'habitation dans la ZI Akbou ;

Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?

- ✓ Le règlement de la situation juridique des lots de terrains cédés aux promoteurs ;
- ✓ La mise en place des crédits budgétaires destinés à la réhabilitation des infrastructures et le réaménagement du système de gestion sont autant de mesures prévues qu'il y a lieu de conforter pour permettre aux zones de fonctionner selon les principes de la commercialité ;
- ✓ la révision des prix de cession des terrains d'une manière régulière pour tenir compte de l'état du marché et notamment de l'évolution de la demande et des objectifs économiques fixés par les pouvoirs publics ;
- ✓ Et la zone d'El kseur se voit très bientôt se doter d'un budget qui s'inscrit dans le cadre du programme de réhabilitation des zones.

Conclusion au chapitre

Ce chapitre nous a permis de tirer un constat important, à savoir le fait que la wilaya de Bejaia enregistre depuis quelques années une dynamique entrepreneuriale assez étonnante. Riche de son potentiel industriel la wilaya de Bejaia occupe une place importante dans le tissu industriel de l'Algérie et elle est classée parmi les wilayas leaders à l'échelle nationale.

Les zones de la wilaya de Bejaia présente un des cas qui a énormément souffert des deux problèmes cités précédemment. Celle-ci se voit perdre leur vocation, et se voient aussi étranglées par l'habitation, et les entreprises y est installant même si elles dynamisent le potentiel industriel de la wilaya, restent fragiles aux fluctuations des marchés, A cet effet, il y'a lieu de bien déterminer et de focaliser tous les moyens nécessaires afin de redynamiser la structure des zones industrielles et même d'activités et aussi de remédier aux problèmes tant foncier que de gestion , mais surtout de contribuer fortement aux développement des PME-PMI et de revitaliser les autres zones d'activités se situant dans la wilaya de Bejaia .

Il est sure qu'aujourd'hui, le secteur agroalimentaire reste parmi les secteurs générateurs de richesses et créateurs d'emploi durable, et occupe une place prépondérante dans l'économie locale. Á cet effet, la wilaya de Bejaia est désigné comme un pôle agro-alimentaire dans la nouvelle stratégie industrielle de l'Algérie, à partir d'une politique volontariste d'aménagement, le regroupement d'entreprises, d'institutions et de centres de recherche doivent se coopérer pour dégager la synergie et les externalités positives dans le but de rendre ses entreprises plus compétitives.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, rôle des proximités sur le développement territorial et local

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

Introduction

Le développement d'un territoire est d'abord le fruit de son dynamisme propre. Faire bouger les affaires sur un territoire un compromis et consensus entre ses acteurs. L'Etat doit jouer le rôle primordial sans lequel l'incitation à faire des affaires sera médiocre, les collectivités encouragent les autres acteurs à dynamiser l'activité économique en leur facilitant la tâche pour réaliser leurs projets. A travers la décentralisation, la spécificité des territoires présente un avantage concurrentiel en faveur des acteurs économiques d'un espace bien déterminé.

Marshall (1920) a, très tôt, souligné les effets positifs engendrés par l'agglomération des industries du fait de l'existence d'économies externes. Les économies d'agglomération (Weber, 1929)¹ naissent du partage des infrastructures entre firmes (transport, communication,.....etc.).

Dans la pratique, le regroupement des magasins proposant des produits similaires a depuis longtemps été observé : les magasins d'habillement se multiplient dans les centres commerciaux, les vendeurs de voiture sont, dans la plupart des cas, très proches les uns des autres (Fisher² et Price Linda, 1992).

Notre travail de recherche s'est exclusivement intéressé aux entreprises localisées dans les zones industrielles de la wilaya de Bejaia. Dans le but de faire ressortir l'impact de l'économie de proximité sur le développement territorial et local.

Nous présenterons dans la première section de ce chapitre les entreprises ciblées par notre enquête de terrain, la méthodologie adoptée et les outils statistiques et économétriques utilisés pour l'analyse des résultats. La seconde section a pour objectif de présenter les caractéristiques de l'échantillon étudié. La dernière section s'attardera sur les interactions entre la création d'entreprise et le territoire dans le contexte de la wilaya de Bejaia.

¹Weber A., (1909), Über den standort der industrien, Tübingin ,traduction anglaise : Theory of the location of industries, Chicago university press.

²Fisher Robert J., Price Linda L. (1992), An investigation into the social context of early adoption behavior, Journal of Consumer Research, Vol. 19.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

Section 1 : Présentation de l'enquête et de la méthodologie adoptée

La partie empirique a pour objectif d'évaluer l'effet des proximités sur la dynamique territoriales. Comme nous l'avons avancé dans nos précédents chapitres, il convient de noter que l'interaction qui existe entre l'entreprise et son territoire développement local et territoire. C'est dans cette optique que s'inscrit l'étude du dynamisme territorial à travers le rôle des formes de proximités et les entreprises.

L'approche que nous allons adopter propose de fournir une meilleure compréhension du rôle des proximités dans la dynamique que connaît la wilaya de Bejaia depuis quelques années.

1.1. Positionnement de la recherche dans le champ scientifique

Selon Piaget (1967), l'épistémologie représente l'étude de la constitution des connaissances valables. Elle s'intéresse essentiellement aux questions suivantes : Qu'est-ce que la connaissance ? Comment est-elle élaborée ? Et Qu'elle est sa valeur ? Ainsi, le questionnement épistémologique est devenu indissociable de la pratique de la recherche scientifique dans plusieurs domaines, notamment, les sciences de gestion la géographie économique.

Il existe principalement deux courants épistémologiques : le constructivisme, qui se base sur le fait que la connaissance découle de la raison et que, par conséquent, le cheminement scientifique devra partir de l'abstrait (le général) pour aller vers des conclusions (le particulier). Le constructivisme repose sur le principe suivant : « la science est un projet de connaissance et un processus avant d'être un résultat ; elle ne s'entend que par les interactions sujet / objet »³.

Le second courant est celui qualifié de positivisme, il se base sur l'idée que la connaissance ne se construit pas de la seule abstraction, elle nécessite un passage obligatoire par des expériences sensibles et singulières. Ainsi, on se fonde sur la vérification, au moyen de l'expérience, d'une ou plusieurs hypothèses, allant ainsi du « particulier » vers une « règle générale ». Dans cet élan, Schatzman soutient que : «le savant se préoccupe de découvrir une réalité objective, par la réflexion, par l'observation, par l'expérimentation et dans ce dernier cas, en mettant au point les instruments de la découverte⁴ ».

À l'évidence, vu notre positionnement dans la nouvelle géographie humaine et sociale, et comme on ne peut échapper dans ce genre de thématique (économie de proximité et développement territoriale). Notre posture sera explicitement constructiviste avec une

³Le Moigne J.-L., (2001), Le constructivisme, L'Harmattan, Paris, t.1, 298 pages, p. 93.

⁴Schatzman E., (1990), Le statut de la science, article Science, dans Collectif (Ed.), Encyclopédia Universalis, Paris, p. 719.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

approche hypothéco-déductive. Cette thèse s'inscrit dans ce courant de géographie humaine, et plus précisément dans la géographie économique et des sciences des territoires. Dans la même ligne des chercheurs à l'image de l'initiative des chercheurs du groupe « Dynamiques de Proximité ».

Ainsi, notre recherche s'inscrit dans le courant épistémologique dit positivisme, essayant de vérifier l'hypothèse de l'existence d'un lien entre l'économie de proximité et la dynamique territoriale et industrielle de la wilaya de Bejaia.

De cela, notre positionnement méthodologique sera alors hypothético-déductif, partant du cadre théorique définis dans les chapitres théoriques, notre raisonnement a aboutis, par déduction, à la formulation de nos hypothèses de recherche.

1.2. Le type d'investigations

Généralement et habituellement, les recherches en sciences de gestion font la différence entre les études de nature *Qualitatives* et les études de nature *Quantitatives*. Le choix entre les deux types est directement conditionné par la spécificité du sujet de recherche et la problématique étudiée. Les recherches qualitatives ont pour objectif la compréhension des enchainements, des processus, des expériences individuelles et leurs interprétations. Généralement, elles conviennent aux études à échantillon restreint.

Une autre distinction est faite entre les recherches à investigation théorique et les recherches à investigation empirique. Selon Hirschheim et Chen (2004)⁵, le premier type se base essentiellement sur le développement des idées et concepts appartenant à différentes théories, alors que le deuxième type de recherche a pour objectif l'observation des données dans le but de tester ces mêmes théories.

Dans le cadre de notre recherche, l'objectif est de vérifier, quantitativement et qualitativement l'hypothèse de l'existence d'une relation entre la proximité et la dynamique territoriale et locale. Ainsi, notre recherche s'inscrit dans un cadre vérifiant les objectifs d'une investigation plutôt empirique que théorique, puisque l'ajout essentiel de notre étude est sur le plan empirique, essayant de vérifier des liens déjà établis théoriquement et vérifiés empiriquement, mais dans un nouveau contexte qui est l'Algérie, en suivant une méthode de recherche quantitative et qualitative, se basant sur le questionnaire comme outil de recueil de données.

⁵Chen Wen Shinet Hirschheim Rudy.,(2004), A paradigmatic and methodological examination of information systems research from 1991 to 2001, In 2004 Blackwell Publishing Ltd, Information Systems Journal 14, p.197-235.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

1.3. Type d'enquête

Pour aborder l'objet de notre recherche, nous avons opté pour l'enquête comme instrument par excellence de collecte de données dans les sciences sociales. Cette enquête se reposera sur un questionnaire s'adressant aux chefs d'entreprises. Ainsi la collecte des données auprès des organismes public tel que : la direction de la PME - PMI, la direction de l'industrie et mine, la gestion foncière d'Akbou et d'El Kseur et la société gestion immobilière et la direction de la planification et du suivi budgétaire à Bejaia. Ce choix se justifie également par la nature du sujet traité, qui nécessite une étude sur le terrain des effets des formes de la proximité sur le développement territorial et la diffusion des externalités.

1.4. Le mode d'échantillonnage

Il est généralement impossible de collecter des informations auprès de toute la population, ainsi, la méthode d'échantillonnage décrit la façon dont la population statistique sera observée partiellement à travers un sous ensemble appelé « échantillon »⁶. La manière de recueillir ces données fait l'objet d'une théorie mathématique appelée théorie des sondages ou encore théorie de l'échantillonnage, en anglais sampling theory. Cette théorie concerne l'optimisation de la collecte des données selon divers critères et répond à certaines interrogations sur la façon de procéder à cette collecte en rapport avec l'information disponible et l'effort d'échantillonnage consenti⁷.

Selon Trudel et Antonius⁸, l'échantillonnage sert à fournir une qualité d'information qui soit suffisante afin d'évaluer les caractéristiques désirées d'une population, et pour atteindre un tel objectif, l'échantillon doit être représentatif. Pour cela, il existe deux grandes techniques : les méthodes aléatoires (probabilistes) et les méthodes non aléatoires (non probabilistes). Le premier type renvoie à une sélection de façon où chaque sujet doit avoir exactement la même chance que les autres d'y participer, alors que le deuxième type consiste à identifier dans la population quelques critères de répartition significatifs pour définir le sous ensemble à étudier.

Dans le cadre de notre recherche, le mode d'échantillonnage retenue est le mode aléatoire (probabiliste). Nous justifions ce choix par le souci de chercher à minimiser autant

⁶Vaillant J., (1996), Notions de bases en échantillonnage, Presses Universitaires de l'Université e des Antilles-Guyane, version 3, p. 12.

⁷Vaillant J. (2005), Initiation à la théorie de l'échantillonnage, Presses Universitaires de l'Université des Antilles-Guyane, p. 1.

⁸Trudel R., Antonius R., (2001), Méthodes Quantitatives Appliquées Aux Sciences Humaines, Centre Educatif et Culturel Inc, Montréal, p. 45.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

que possible le nombre de non réponses, de réduire les délais de déroulement de l'enquête ainsi que ses coûts.

1.5. Constitution de l'échantillon

La première tâche consiste à déterminer la population ciblée par l'enquête. Il s'agit, dans ce cas précis, de l'ensemble de la population des entreprises localisées dans les trois zones industrielles de la wilaya de Bejaia.

Sur la base du listing de la direction de la petite et moyenne entreprise de la wilaya de Bejaia, qui retrace de manière détaillée la population d'entreprises. Nous avons essayé de cibler tous les secteurs d'activités en vue d'avoir une idée plus précise sur le sujet traité. Le listing des PME-PMI permet de donner des informations relatives à la nature de l'activité de l'entreprise, son statut juridique, le secteur d'activité, la date de création et de cessation d'activité pour les entreprises concernées, l'implantation et l'effectif employé.

Sur le plan opérationnel, c'est une tâche qui s'est avérée très difficile. Il faut beaucoup de patience et de persévérance pour réaliser un seul questionnaire. Le travail de terrain est débuté le 12/12/2016, il est mené en deux étapes : la première a consisté à déposer le questionnaire au niveau de l'entreprise pour être rempli soit par le gérant ou l'entrepreneur ; la deuxième a été de compléter le questionnaire par un entretien avec ce dernier. Mais les chefs de ces entreprises n'ont pas facilité la tâche d'enquête et de nombreux problèmes rencontrés auprès de quelques entreprises, cela est dû, probablement à notre questionnaire où plusieurs questions sont jugées sensibles tel que leurs rapports avec l'administration publique, le chiffre d'affaires.

Au départ, nous sommes partis sur la base de toucher tous les entreprises localisés dans les zones industrielles. L'échéance réservée pour l'enquête est écoulé sans avoir visité tous les entreprises. Et les questionnaires que nous avons pu distribuer la plus part d'entre eux ont dépassé la période fixée, nous avons abandonné d'autres pour manque de sérieux et aussi pour manque de temps et des moyens de déplacements. Lors de l'absence ou non disponibilité du responsable, nous avons obligé de remettre le questionnaire et de récupérer d'une autre visite. Il faut signaler que quelques entreprises ont refusé totalement de nous accueillir au sein de leurs entreprises.

1.6. Outils méthodologiques de l'enquête

L'enquête nous permettra, entre autres, d'appréhender des aspects concrets ayant trait au profil du créateur d'entreprise, les raisons du choix de l'implantation de son entreprise, les effets externes, dynamique de proximité fondée sur un mode de développement local d'agglomération, analyse des relations de coopération et de coordination entre les partenaires locaux de la zone, le rôle de la proximité institutionnelle dans le développement des relations industrielles, et l'articulation entre le développement territorial et local.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

1.6.1. Le questionnaire comme outil d'investigation

Le questionnaire est un instrument qui permet de collecter les données et ainsi de mesurer certain nombre de variables qui seront utilisées pour analyser et comprendre un phénomène. L'enquête par questionnaire présentes différents avantages tels :

- La quantification des résultats de la recherche et la facilité de les comparer avec les autres études
- L'objectivité du chercheur
- L'estimation des variables latentes
- Plus pratique dans le cas d'une dispersion géographique des répondants

Ainsi, l'objectif et la spécificité de notre recherche convergent bien avec ces différents avantages en termes de positionnement épistémologique (empirique) et de méthodologie suivie (quantitative et qualitative). Le questionnaire est retenu comme outil de collecte de données et instrument d'investigation empirique.

1.6.2 La confection du questionnaire

Sur la base de la partie théorique, nous avons confectionné un questionnaire qui comporte cinq grandes rubriques. Ce questionnaire comporte 58 questions dont certaines sont fermées nécessitant des réponses par oui ou par non ou par le choix de réponses, d'autres sont ouvertes pour laisser au créateur un espace ouvert pour exprimer et donner d'autres réponses possibles (les raisons de la localisation, le choix du secteur agroalimentaire, ... etc.). Le choix de ces rubriques est motivé par le souci d'identifier les éléments déterminants l'articulation entre le développement territorial et local et de répondre à la problématique posée au départ.

La première rubrique est consacrée à l'identification de l'entreprise enquêtée. Le but de ce premier groupe de questions est de recueillir des renseignements générales sur les entreprises enquêtés, c'est-à-dire, les données qui identifient précisément, le nom et la raison sociale de l'entreprise, l'adresse, sa filière d'activité, la date création, son statut juridique. Et les données chiffrées sur l'entreprises (production actuelle, gamme de produits, chiffre d'affaires actuel). Ensuite, les informatisations sur l'effectif employé (permanant, contractuel), sa structure par genre et par fonction. Enfin des questions relative à l'étude de marché et l'infrastructure de transport la plus utilisé dans la réalisation de leur activités.

La deuxième rubrique est basée sur la création d'entreprises, elle tente d'appréhender les motivations et les raisons de la création de l'entreprise, l'origine d'idées et le mode de financement de son projet et les études financières et les parts de marché ainsi l'origine géographique des créateurs d'entreprises.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

Le troisième axe porte sur la dynamique de proximité fondée sur un mode de développement local d'agglomération, le choix de localisation dans les zones industrielles et la provenance de leurs facteurs de production et la distribution de leurs produits et quel type d'externalités tiré de cette proximité géographique.

Le quatrième axe tente d'analyser des relations de coopération et de coordination entre les partenaires locaux de la zone. Les rapports avec les acteurs locaux et la qualité du tissu industriel influence sur la localisation d'entreprise. Une série de questions est posée aux dirigeants d'entreprises pour déterminer les rapports avec les entreprises à proximité géographiques (des rapports de concurrence ou de coopération), les rapports avec l'administration locale et les administrations économiques (fiscalité, CNAS, chambre de commerce, inspection de travail, ...etc.), les rapports professionnels avec l'université et les banques et les organismes de promotion d'investissements (ANDI, ANSEJ, et CNAC). Des questions qui touchent l'approvisionnement et la distribution produits ainsi l'exportation si elle arrive à exporter.

Le cinquième axe a pour objectif de dégager le rôle des proximités institutionnelles dans le développement des relations industrielles, tel que l'existence d'un système de valeur et des lieux de rencontre entre les industriels.

Le dernier axe s'intéresse, quant à lui aux rapports avec les collectivités locales et le rôle de l'entreprise comme un acteur fondamental dans le développement local et territorial.

1.6.3. Les entretiens

Une série des entretiens semi-directif est réalisée auprès des responsables des entreprises, dans le but d'éclairer quelques concepts clés liés à notre thèse tel que : les externalités et l'économie externe. L'enquête auprès des entreprises a commencé de 12/12/2016 jusqu'à 14/09/2017. L'objectif visé consiste à explorer des pistes nouvelles, d'appréhender le point de vue des chefs d'entreprises sur les questions soulevées par le travail que nous menons et d'apporter un supplément de détails par rapport à certaines d'entre elles.

1.6.4. Pré-test du questionnaire

Nous avons procédé en premier lieu à un test du modèle de questionnaire à partir d'une sous-sélection, constitué de neuf exemplaires situées dans les communes d'El Kseur, Akbou et Bejaia, afin de vérifier la bonne lisibilité des questions et pouvoir ainsi en éliminer et/ou en ajouter, ou à en reformuler certaines questions redondantes, longues, ou indiscretes. En effet, cette pratique a, plus ou moins, contribué à réduire le taux de non réponses, particulièrement pour les questions jugées confidentielles par les enquêtés, telles que celles liées aux aspects financiers (chiffre d'affaires, sources de financement de la création) et du nombre d'employés.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

Section 2 : Présentation de l'échantillon et caractéristiques des entreprises enquêtées

Le but de cette section est de faire identifier les entreprises enquêtées selon plusieurs critères : la date de création, la taille, le statut juridique, et le secteur d'activité.

2.1. Présentation de l'échantillon

Le tableau n°18, établit une synthèse des entreprises visées dans chaque secteur d'activité, ainsi que leurs taux de réponses respectifs. Nous avons au préalable ciblé 222 entreprises tous secteurs d'activité confondus dans les trois zones industrielles de la wilaya de Bejaia.

Tableau n°18 : Taille et structure de l'échantillon étudiée

Secteur d'activité	Echantillon ciblé	Nombre des entreprises répondants favorable	Taux de réponses (%)
La zone industrielle de Bejaia			
Agro –alimentaire	16	11	68,75
Matériaux de construction, céramique, verre et travaux publics	19	12	63,15
Mécanique, sidérurgie métallique et métallurgique	13	06	46,15
Chimique et caoutchouc	10	08	80,00
Textile, habillement cuir et chaussures	09	04	44,44
Bois et papeteries	09	07	77,77
Services	10	10	100,00
Autres	06	03	50,00
Total de la zone de Bejaia	92	61	66,30
La zone industrielle d'Akbou (Tahracht)			
Agro –alimentaire	32	23	71,875

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

Matériaux de construction, céramique et verre et travaux publics	12	09	75,00
Mécanique, sidérurgie, métallique et métallurgique	05	03	60,00
chimique et caoutchouc	15	10	66,66
Textile, habillement cuir et chaussures	05	04	80,00
Bois et papeteries	09	01	11,11
Services	08	04	50,00
Autres	00	00	00,00
Total de la zone de d'Akbou (Tahracht)	86	54	62,79
La zone industrielle d'El kseur			
Agro –alimentaire	14	11	78,57
Matériaux de construction, céramique et verre et travaux publics	05	05	100,00
Mécanique, sidérurgie, métallique et métallurgique	04	02	50,00
chimique et caoutchouc	07	04	57,14
Textile, habillement cuir et chaussures	02	01	50,00
Bois et papeteries	06	04	66,67
Services	04	01	25,00
Autres	02	00	00,00
Total de la zone d'El kseur	44	28	63,64
Echantillon total	222	143	64,41

Source : élaboré par nos soins à partir de l'enquête de terrain, Bejaia, 2017.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

Notre échantillon d'étude est composé de 222 entreprises intervenant dans les différents secteurs d'activités (tableau 18). Il aurait été préférable de prendre cet échantillon. Cependant plusieurs contraintes ont empêché de faire une représentation fidèle de la réalité. Notre échantillon est réduit à 143 entreprises, soit un taux 64,70% de réponses. Ce taux élevé s'explique par notre tentative d'éviter les questions susceptibles de non réponses avec les entretiens semi directifs qui ont facilité la tâche aux responsables de ses entreprises de répondre presque au diverses questions du canevas de questionnaire.

Beaucoup d'entreprises n'ont pas accepté de collaborer à l'étude. Certaines ont gardé le questionnaire et n'ont pas voulu répondre par la suite. D'autres questionnaires restitués sont mal remplis sous prétexte de manque de temps ou du caractère confidentiel de certaines informations. Nous estimons que nous avons pu toucher la totalité des secteurs représentés à l'échelle locale, ce qui permettra une analyse plus parfaite. Nous avons pris en considération deux aspects :

- **L'aspect spatial:** nous avons pris en considération la présentation géographique de toutes les entreprises localisant dans les différentes trois zones industrielles. La répartition territoriale des entreprises touchées par l'enquête (voir tableau n°18) fait ressortir que 61 unités sont implantées dans la zone industrielle de Bejaia, soit plus de 66 % de l'échantillon total. Suivi cinquante-quatre (54) unités sont implantées la zone industrielle d'Akbou (Tahracht). Enfin, vingt-huit (28) sont implantées dans la zone industrielle d'El - kseur.
- **L'aspect sectoriel :** nous avons pris en considération la présentation tous les secteurs d'activité de la wilaya (voir tableau n°19).Par conséquent, notre échantillon final est constitué de entreprises appartenant au secteur agroalimentaire (avec 31,47%), suivi par l'industrie matériaux de construction, céramique , verre et travaux publics (avec 18,18%), suivi de l'industrie chimiques (15,39 % de l'échantillon), secteur des services (avec 10,49 %) , de l'industrie du bois et papier (représentant 08,39 %), et des ISMME (avec 7,69% de l'échantillon total), suivi de l'industrie textile (avec 6,29 % de l'échantillon total). Enfin, la catégorie « autres » représente 2,10% de notre échantillon final à travers les entreprises suivantes : Mehleb El Hocine, Sarl Bekouret, Sarl Système computer (Maxi power).

Tableau n°19 : Structure et taille de l'échantillon final par secteurs d'activités

Secteur d'activité	Echantillon final	Pourcentage (%)
Agro –alimentaire	45	31,47
Matériaux de construction, céramique et verre et travaux publics	26	18,18
Mécanique, sidérurgie métallique et	11	07,69

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

métallurgique		
Chimique et caoutchouc	22	15,39
Textile, habillement cuir et chaussures	09	06,29
Bois et papeteries	12	08,39
Services	15	10,49
Autres	03	02,10
Total	143	100,00

Source : élaboré par nos soins à partir de l'enquête de terrain, Bejaia, 2017.

2.2. Répartition des entreprises enquêtées par dates de création

Les données de tableau n°20 font ressortir l'effet des lois relatives à l'investissement : la première du 5 octobre 1993 relative à la promotion de l'investissement, et la deuxième, de 20 août 2001 relative à son développement. Nous constatons qu'il y a une forte dynamique de création d'entreprises à partir de l'année 2001 avec un pourcentage de 58,74 % de notre échantillon final. Cette évolution s'explique par l'importance accordée à l'initiative privée grâce au processus de libéralisation croissant de l'économie algérienne, et l'ensemble des mesures destinées à promouvoir l'entrepreneuriat privé ainsi que la loi d'orientation sur la petite et moyenne entreprise de 2001. En plus, le rôle joué par les organismes d'aide à la création d'entreprises (les dispositifs publics : ANDI et ANSEJ), a permis la création d'un grand nombre d'entre elles.

En effet, au niveau de la zone industrielle de Bejaia, trente (30) des entreprises enquêtées (soit 49,18 %) créées à partir 2001 durant la promulgation de la deuxième loi de l'investissement et la loi portant sur l'orientation de la petite et moyenne entreprise (PME). Suivi par dix-huit (18) entreprises créées durant la période 1994-2000, le reste (13 entreprises) était créé avant 1993. C'est le même cas pour les zones industrielles d'Akbou et d'El kseur où nous constatons 74,07 % des entreprises enquêtées au niveau d' Akbou et 50 % des entreprises localisées à El Kseur pendant la période 2001-2017.

Tableau n°20 : Répartition des entreprises enquêtées par période de création

Période	Fréquence	Pourcentage
La zone industrielle de Bejaia		
Avant 1993	13	21,32
1994-2000	18	29,50
2001-2017	30	49,18
Total de la ZI de Bejaia	61	100
La zone industrielle d'Akbou (Tahracht)		
Avant 1993	04	07,41

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

1994-2000	10	18,52
2001-2017	40	74,07
Total de la ZI d'Akbou (Tahracht)	54	100
La zone industrielle d'El kseur		
Avant 1993	05	17,86
1994-2000	09	32,14
2001-2017	14	50,00
Total de la ZI d'El kseur	28	100

Source : élaboré par nos soins à partir de l'enquête de terrain, Bejaia, 2017.

2.3. Répartition des entreprises enquêtées par statut juridique et taille d'entreprise

La nature juridique prédominante quant au statut des entreprises enquêtées est celui des sociétés à responsabilité limitée (84 cas). Nous notons une préférence pour les SARL qui sans doute dû aux avantages juridiques que représente cette forme. Suivi par trente-quatre SPA (société par action) et dix-huit EURL (entreprise uniquement à responsabilité limitée) et enfin sept SNC (société au nom collectif).

Tableau n°21 : Répartition des entreprises enquêtées par statut juridique

Statut juridique	Fréquence	Pourcentage
La zone industrielle de Bejaia		
SARL	30	49,18
SPA	19	31,15
EURL	10	16,39
SNC	02	03,28
Total de la ZI de Bejaia	61	100,00
La zone industrielle d'Akbou (Tahracht)		
SARL	39	72,22
SPA	07	12,96
EURL	05	09,26
SNC	03	05,56
Total de la ZI d'Akbou	54	100,00
La zone industrielle d'El kseur		
SARL	16	57,14
SPA	07	25,00
EURL	03	10,72
SNC	02	07,14
Total de la ZI d'El kseur	28	100,00

Source : élaboré par nos soins à partir de l'enquête de terrain, Bejaia, 2017.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

La répartition des entreprises enquêtées selon le nombre d'employés montre la dominance de l'entreprise de taille petite et moyenne dans les différentes zones industrielles, pour plus de 67 % des entreprises de notre échantillon est composé des petites et moyennes entreprises. Cela nous renvoie, à la composition de cet échantillon selon la catégorie d'entreprise (toutes les zones confondues) :

- ✓ 29 TPE : dont l'effectif salarial ayant moins de 10 salariés [1,9].
- ✓ 72 PE : avec un effectif salarial situé à l'intérieur de l'intervalle [10,49].
- ✓ 25 ME : avec un effectif salarial allant de 50 à 250 salariés.
- ✓ 17 GE : avec un effectif supérieur à 250 salariés.

Tableau n°22 : Répartition des entreprises enquêtées par taille

Taille des entreprises enquêtées	Fréquence	Pourcentage
La zone industrielle de Bejaia		
1 - 09	17	27,86
10- 19	10	16,39
20-49	14	14,75
50-249	10	22,96
Plus de 250	10	18,03
Total de la ZI de Bejaia	61	100,00
La zone industrielle d'Akbou (Tahracht)		
1 - 09	09	16,17
10- 19	12	22,22
20-49	16	29,63
50-249	12	22,22
Plus de 250	05	9,26
Total de la ZI d'Akbou	54	100,00
La zone industrielle d'El kseur		
1 - 09	03	14,28
10- 19	08	17,86
20-49	12	21,43
50-249	03	35,71
Plus de 250	02	10,71
Total de la ZI d'El kseur	28	100,00

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

Section 3 : Articulation entre les formes de proximité et développement territorial

Le rapport de la firme à l'espace a fait l'objet d'une importante littérature théorique, mais ces questions conservent une incidence pratique particulièrement importante, concernant notamment l'orientation des interventions des acteurs publics, mais aussi privés, d'un territoire. Néanmoins des situations de mise en phase de la trajectoire d'une entreprise avec celle d'un territoire peuvent conduire à passer de logiques de prédation à des logiques de construction de ressources fondant ainsi un certain ancrage territorial de la firme ⁹.

3.1. Création d'entreprises

L'objectif de cette sous-section est de connaître les motivations et l'origine de l'idée de création et la provenance de financement de l'entreprise dans les zones industrielles de la wilaya de Bejaia. Pour les entrepreneurs enquêtés, il n'y a pas une seule motivation et raison qui pour eux leur a facilité et stimulé la création de leurs entreprises, c'est la combinaison de plusieurs motivation qui les a amenés à prendre leurs décisions. Le tableau qui suit retracera les résultats relatifs aux motivations et raisons de création d'entreprises. La question étant à choix multiple, plusieurs combinaisons de réponses sont dégagées.

Tableau n°23 : Les motivations de création des entreprises dans les zones industrielles

Motivation	ZI de Bejaia		ZI d'Akbou		ZI d'El Kseur	
	Fréquence	Pourcentage	Fréquence	Pourcentage	Fréquence	Pourcentage
Motivation économique	28	45,90	25	46,29	12	42,86
Existence d'opportunités	35	57,38	31	57,40	18	64,29
Manque d'activité dans le secteur	25	40,99	29	53,70	14	50,00
Imitation d'une réussite familiale	10	16,39	08	14,81	05	17,85
Autres	06	09,84	02	03,70	00	00,00

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

⁹ Jacques P., Zimmermann J B., (2003), A paraître in Dupuy C., Burmeister A., (Eds.), La proximité : leçons des études empiriques à paraître, La Documentation Française, p .3.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

Les entreprises créées dans la zone industrielle de Bejaia sont motivés pour 57,38 % des entreprises enquêtées par l'existence d'opportunité de saisir l'occasion d'un marché vierge ou encore d'un secteur à forte demande. L'opportunité selon Kirzner¹⁰, c'est la découverte d'occasion favorable pour le marché, et depuis le passage à l'action d'investir.

Dans 28 cas (soit 45,90 % de l'échantillon total), les entrepreneurs ont déclaré avoir créé leurs entreprises dans le but de participer au développement de la région. Il semblerait que les interrogés prennent de plus en plus conscience de l'intérêt que présente le développement économique de la zone par la réduction de taux de chômage et de créer de la richesse et de l'emploi. Dans quinze cas, les entrepreneurs ont déclaré que manque d'activité dans le secteur a motivé les entrepreneurs dans la prise de décision. L'imitation d'une réussite familiale n'a été déterminante que pour 16,39 % des entrepreneurs. En effet, avoir dans son entourage immédiat des entrepreneurs qui ont réussi leur carrière dans le monde des affaires est un facteur qui stimule la prise de décision. Dans la catégorie « autres », la disponibilité des capitaux est le facteur le plus évoqué dans le sens où celui-ci représente une composante basique de la décision de création d'entreprises.

Plus de la moitié des enquêtés dans la zone d'Akbou (soit 57,40 %) sont motivés par l'existence d'opportunité offertes par l'environnement. Suivi par vingt-neuf cas, le manque d'activité dans le secteur surtout pour le créneau emballage et conditionnement. Dans vingt-cinq cas, les entrepreneurs ont déclaré que la création de la richesse et de l'emploi est la motivation principale de son investissement dans la zone d'Akbou. Enfin, l'imitation d'une réussite familiale n'a été déterminante que pour 14,81% des entrepreneurs.

Quant à la zone d'El Kseur, c'est le même constat que les autres zones industrielles. Cela veut dire que l'existence d'opportunité est la motivation principale à la création d'entreprises avec seize cas, suivi par la motivation économique et neuf cas pour le manque d'activité dans le secteur. Enfin pour la catégorie autre, aucun entrepreneur n'a répondu pour cette catégorie de motivation.

En général, nous pouvons déduire que dans la willaya de Bejaia que la motivation principale à la création d'entreprises c'est l'existence d'opportunités d'affaires.

¹⁰Kirzner M., (2005), Concurrence et esprit d'entreprises Economica, Paris, p.115.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

Tableau n°24 : Origine d'idée de création des entreprises dans les zones industrielles

Facteur sectoriel	ZI de Bejaia	ZI d'Akbou	ZI d'El Kseur	Total
	Fréquence	Fréquence	Fréquence	Fréquence
Connaissance et expérience requise	17	15	08	40
Conseil d'un bureau d'étude	28	24	13	65
Relations professionnelles	10	10	05	25
Relations familiales	06	05	02	13

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

Selon l'analyse des données de tableau (24), à Bejaia, le recours à l'avis des conseils des bureaux d'étude à l'origine de l'idée de création de l'entreprise par 45,45% de l'échantillon total (toutes les zones industrielles confondues). Ces bureaux ont réalisé des études des parts de marchés ainsi que l'étude financière d'évaluation d'un projet d'investissement selon plusieurs critères la VAN(valeur annuelle nette) , les ratios de la rentabilité et la trésorerie,.....etc.

Le reste des entrepreneurs n'ont pas demandé leurs conseils et ils ont créés leurs entreprises sans étude. Suivi par les connaissances et expérience requise pour quarante entreprises enquêtées, vingt-cinq ont répondu pour les relations professionnelles tisse avec les autres acteurs locaux, en fin, avec un taux de réponses faible pour les relations familiales.

Près de la moitié de l'échantillon total ont effectué un recourt pour le finance ment bancaire (avec 30 entreprises à Akbou, 29 a Bejaia et 11 à El Kseur). Mais, la part de financement bancaire des entreprises localisées dans les zones industrielles est insuffisant, soit plus de 22% de l'échantillon total (avec 32entreprisesenquêtées). Cette situation est justifiée par la préférence des entrepreneurs au financement non bancaires sous la forme des fonds propre et des fonds obtenu auprès de la famille ou des amis pour financer leurs projets d'investissement.

3.2. Le rôle de la proximité géographique sur la localisation : quels rôles pour les externalités pécuniaires et le fonctionnement des entreprises ?

Les propositions de François Perroux (1961)¹¹ qui proposait déjà de reconnaître la dualité de l'activité économique à travers la distinction entre un espace géographique et un espace « génomique », espace abstrait dans lequel se construit l'activité économique :

¹¹Perroux F., (1961), L'économie du XX^e siècle, Presses universitaires de France.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

transactions, coopération, concurrence. Ceci apparaît d'autant plus important que l'évolution des moyens de transport et des technologies de la communication transforme les modes de coopération et de coordination à distance des agents.

3.2.1. Les déterminants de la localisation : territorialité ancrée et immobilité des entrepreneurs

La décision de localisation d'une entreprise peut être décrite comme une séquence de choix géographiques. Les entrepreneurs doivent s'intéresser aux spécificités caractérisant le territoire qui accueillera leurs activités. Le choix des territoires d'accueil guidé par les facteurs de localisation. Au niveau des zones industrielles le choix de localisation est volontaire (recherché) pour 84,61% de l'échantillon total (avec 121 entreprises enquêtées). Quant au reste des entreprises, le choix de localisation est imposé par l'Etat car la plupart de ces entreprises sont des EPE créée par l'Etat pendant la période de planification et des plans de développement économique.

Les résultats de tableau (25) indiquent que le facteur présence et qualité d'infrastructure est le facteur le plus déterminant dans les trois zones, car la proximité de port et l'axe routier constitue des indicateurs importants pour la localisation de ces entreprises. Suivi par la disponibilité du foncier industriel car ce dernier il représente une contraintes qui pèsent le plus sur la dynamique entrepreneuriale, dans ce cas ces entreprises sont sensibles aux facteurs traditionnels de la localisation. En troisième position vient la proximité de marché et de fournisseurs est la raison de leur localisation. Pour ce point nous allons traiter cette question prochainement dans le but de confirmer que les entreprises enquêtées tirent des externalités informationnelles de cette proximité géographique. La proximité de lieu de résidence est un facteur important dans l'implantation des entreprises enquêtées soit dix-neuf entreprises pour la zone industrielle de Bejaia, dix-sept pour Akbou et huit pour la zone industrielle d'El Kseur. Ce facteur est confirmé par rapport à l'origine géographique du l'entrepreneur (62,94 % des enquêtés sont originaire de la même zones industrielle d'où 44 entreprises dans la zone industrielle de Bejaia suivi par 34 entreprises localisées dans la zone d'Akbou et enfin 12 entreprises installées à El Kseur). Ceci confirme une fois de plus de l'attachement des enquêtés à la région mais également de leur immobilité. Les entrepreneurs ont répondu favorablement pour la présence d'un tissu d'entreprises pour 27,87% des réponses totales des entreprises sises dans la zone industrielle de Bejaia suivi celle d'Akbou et d'El Kseur (respectivement 27,78 % et 28,57 %). Enfin, pour l'efficacité de l'administration publique, les réponses sont minimales vu la rigidité et la lenteur des procédures de création d'entreprises.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

Tableau n°25 : Les déterminants de la localisation dans les zones industrielles

Facteur de localisation	ZI de Bejaia		ZI d'Akbou		ZI d'El Kseur	
	Fréquence	Pourcentage	Fréquence	Pourcentage	Fréquence	Pourcentage
La présence et qualité d'infrastructure de base	34	55,74	29	53,70	18	64,28
Proximité de marché et de fournisseurs	24	36,06	17	31,48	10	35,71
L'efficacité de l'administration publique	04	06,56	03	05,55	01	3,57
La présence d'un tissu d'entreprises	17	27,87	15	27,78	08	28,57
La disponibilité du foncier industriel	30	49,18	24	44,44	13	46,42
Proximité du lieu de résidence	19	31,15	17	31,48	08	28,57

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

3.2.2. Les facteurs sectoriels de la localisation : la primauté de la concurrence sur l'intérêt de territoire

La lecture de tableau (26), nous a permis de constater le rôle des facteurs sectoriels et la proximité géographique dans la relation interentreprises. Des relations de type fournisseurs – clients tissées entre les entreprises à proximité géographique sont significatives, mais il reste insuffisant de fait que la majorité de ces entreprises approvisionnent ces matières premières de l'étranger et des autres wilayas de pays. Nous allons consolider ce constat prochainement dans l'origine des matières premières et la provenance de ces moyens de production. Le lien avec des entreprises de mêmes secteurs d'activités est faible. La proximité géographique est limitée à des relations de voisinage. Lors de l'entretien, les entrepreneurs enquêtés pour expliquer ce cas, par le fait qu'ils considèrent ses entreprises comme des concurrents directs. Dans le même sens, **soit plus de 95% des enquêtés ont répondu favorablement à la question relative à l'intensité de la concurrence dans le secteur.** Ainsi que les entreprises de même secteur ce sont les concurrents directs de ces entreprises. A l'exception de quelques entreprises à titre d'exemple l'entreprise Sonatrach, Naftal, Brasserie Star d'Algérie (c'est le seul producteur des boissons alcoolisées à El Kseur) et l'établissement Merzouk sis à Akbou, ce dernier c'est le seul fournisseur de gaz dans la région d'Akbou. L'ambiance et l'entente entre ses entreprises de même secteur est presque inexistant sauf pour quelques cas que nous

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

citrons dans l'analyse de la proximité organisationnelle et la coordination entre ses entreprises.

Certains enquêtés ont répondu pour d'autres facteurs sectoriels, ceci est justifié soit parce que le secteur investi est vierge, soit parce qu'il s'agit de secteurs en expansion ou la demande est forte.

Tableau n°26 : Les facteurs sectoriels de la localisation dans les zones industrielles

Facteur sectoriel	ZI de Bejaia	ZI d'Akbou	ZI d'El Kseur	Total
	Fréquence	Fréquence	Fréquence	Fréquence
Proximité d'entreprises même secteur	09	08	04	21
Proximité d'entreprises complémentaire	10	12	07	29
Proximité des fournisseurs	19	15	08	42
Proximité d'entreprises clientes	18	16	09	43
Autres	05	03	00	08
Total	61	54	28	143

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

Au final ces résultats témoignent de la faiblesse du rôle joué de la proximité géographique. Dans la théorie économique, les économies d'agglomération (Weber, 1929) naissent du partage des infrastructures entre les firmes (transport, communication,...etc.) et de la création de synergies positives par la coopération entre entreprises. Désormais, l'implantation au sein des zones industrielles s'est faite non pas prioritairement pour tirer profit de la proximité et de synergie (économies d'agglomération), mais bien avant tout parce que ces zones permettaient d'accueillir les entreprises industrielles dont la nature des activités nécessite des terrains (disponibilité de foncier industriel) qui vont accueillir la construction d'usines, d'ateliers de fabrication.

De là résulte l'idée que la coordination repose avant tout sur « autre chose » que la co-localisation, un rapprochement des agents d'une nature non essentiellement spatiale. D'où

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

résulte la nécessité de reconnaître à la proximité un entendement plus large que sa seule dimension spatiale.

3.2.3. Approvisionnement des matières premières, produits semi fini, moyen de production et la distribution : Interface amont – aval des entreprises

En terme d'approvisionnement en matière première (voir tableau 27), les entreprises enquêtées de la zone industrielle de Bejaia s'approvisionnent des matières premières étrangères plus de 90%, soit 30 entreprises d'entre elles, il faut à signaler que quatre parmi elles s'approvisionnent de l'étranger à 100%. La deuxième source d'approvisionnement c'est à l'échelle nationale avec 22 entreprises (de 50 à 90 %). Vingt-une entreprises enquêtées s'approvisionnent moins de 10 % de la matière première locale. Cette approvisionnement est insuffisant sauf pour six d'entre elles qui s'approvisionnent de la matière première locale plus de 90% sont en générale des entreprises de limonadière, de jus et de conserverie. Quant à la case « pas de réponses », ce sont des entreprises de prestataires de service.

A la zone d'Akbou et d'El Kseur c'est le même constat. Ce constat, nous a permis de déduire que les relations liées à la proximité géographique, notamment de type clients-fournisseurs existe entre les entreprises enquêtées, mais demeurent insuffisantes. En effet, l'approvisionnement en matières premières se fait fréquemment auprès d'entreprises situées dans le reste de pays et des pays étrangers.

Tableau n°27 : Approvisionnement des matières premières dans les zones industrielles

Origine des matières premières	Locale	Nationale	Etrangère
	Fréquence	Fréquence	Fréquence
Moins de 10%	20	09	00
De 10 à 40%	16	09	08
De 50 à 90%	10	22	14
Plus de 90%	06	12	30
Pas de réponses	09	09	09
ZI de Bejaia			
Moins de 10%	17	04	00
De 10 à 40 %	13	19	07
De 50 à 90%	10	09	16

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

Plus de 90%	10	18	27
Pas de réponse	04	04	04
ZI d'Akbou			
Moins de 10%	12	05	02
De 10 à 40%	05	07	04
De 50 à 90%	06	06	07
Plus de 90%	04	09	14
Pas de réponses	01	01	01
ZI d'El Kseur			

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

Il ressort, du tableau (28), que les entreprises enquêtées des zones industrielles s'approvisionnent des produits semi finis sur le marché national, suivi par le marché étranger et local. Ce qui peut être justifié par l'absence de complémentarité entre les entreprises, ou bien le manque des entreprises dans les secteurs complémentaires, et encore peut être justifié par le manque des réseaux de sous- traitance (nous avons consolidé ce pont dans le point suivant).

Plus de 83 % des entreprises enquêtées installés dans les zones industrielles déclarent que l'origine des technologies utilisées dans le processus de production est d'origine étrangère. Concernant la distribution, quatre seulement arrivent à exporter à l'étranger, leur part d'exportation est de l'ordre 10 % de la production totale. Le reste est distribué sur le marché local ou national dans le but de satisfaire les besoins de la population.

Même si il y'a une dépendance vis-à-vis de l'extérieure en matière technologique et les matières premières et avec une proportion moindre pour les produits semi finis. La proximité géographique est significative dans le fonctionnement des interactions des entreprises avec le local. Pour Colletis et Rychen, le rôle du local, qu'il soit fondé sur les interactions ou les externalités, est postulé comme un état de fait et demeure par conséquent à l'état de « boîte noire »¹², rendant ainsi impossible d'analyser réellement la balance entre des forces opposées de dispersion et de concentration dans l'espace géographique.

¹²Colletis G., Rychen F., Entreprises et territoires : proximité et développement local, In B. Pecqueur et J.B. Zimmermann, op. Cite, p.215.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

Tableau n°28 : Provenance des produits semi fini et des moyens de production dans les zones industrielles

la provenance des produits semi fini	ZI de Bejaia		ZI d'Akbou		ZI d'El Kseur	
	Fréquence	Pourcentage	Fréquence	Pourcentage	Fréquence	Pourcentage
De la même zone d'implantation	17	27,86	15	27,77	11	39,28
D'autres régions de la wilaya	18	29,50	19	35,18	09	32,14
D'autres wilayas de l'Algérie	42	68,85	38	70,37	20	71,42
De l'étranger	32	52,46	26	48,14	14	50,00
la provenance des moyens de production	Fréquence	Pourcentage	Fréquence	Pourcentage	Fréquence	Pourcentage
Nationale	10	16,40	09	16,66	04	14,29
Etrangère	51	83,60	45	83,34	24	85,71

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

3.2.4. La main d'œuvre comme facteur de localisation des entreprises

Les industriels sont sensibles à la structure de la main-d'œuvre locale et plus particulièrement à la présence des catégories extrêmes telles que la main d'œuvre qualifiée, des techniciens aux différents niveaux de formation, d'institution. Le niveau de formation et de qualification de la population, qui prennent une importance sans cesse croissante pour la localisation des entreprises. L'examen du tableau n°29 relatif à l'importance de la main d'œuvre, les entrepreneurs enquêtés ont le souci lors de la séance de recrutement de s'intéresser beaucoup plus à une main d'œuvre qualifiée, soit plus que 53 % des réponses (toutes les zones confondues). La détention d'un savoir-faire semble être le second facteur soit plus de 42%, ceci est la nature au rôle de la proximité dans le développement local. Dans le reste des cas, le recrutement s'est fait soit parce que la main-d'œuvre est bon marché ou parce qu'elle détient une diversité de compétences. Ainsi, nous pouvons dire que les communes de Bejaia, Akbou et El Kseur sont des agglomérations urbaines constituent un réservoir de la main d'œuvre important pour les zones industrielles.

Tableau n°29 : Importance des facteurs liés à la main d'œuvre dans la localisation des entreprises aux zones industrielles

Les qualifications	ZI de Bejaia				ZI d'Akbou				ZI d'El Kseur			
	Oui	%	Non	%	Oui	%	Non	%	Oui	%	Non	%
Une main d'œuvre qualifiée	38	62,29	23	37,71	32	59,26	22	40,74	15	53,57	13	46,43

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

Savoir-faire local	30	49,18	31	50,82	25	46,30	53,70	61,11	12	42,86	16	57,14
Bon marché	19	31,15	42	68,85	16	29,63	38	70,37	09	32,14	19	67,86
Une diversité de compétences	13	21,32	78,68	59,02	12	22,22	42	77,78	08	28,57	20	71,43

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

Concernant la question relative à l'origine géographique des salariés, l'enquête nous révèle que presque la majorité des employés sont d'originaires de la commune de localisation avec une proportion relative de 83,21 %. Cela est dû à la taille des entreprises qui leur permet de se limiter à la commune de localisation, suivi par les communes environnantes. Quant à la main d'œuvre venant de communes plus lointaines, avec une proportion moindre d'où elles n'atteignent que 15 % de l'échantillon total.

Tableau n°30 : Origine géographique des salariés

Origine géographique des salariés	ZI de Bejaia	ZI d'Akbou	ZI d'El Kseur
	Fréquence	Fréquence	Fréquence
De la même commune de la zone	50	45	24
De la commune environnante	28	28	16
Des communes plus lointaines	10	06	06

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

3.2.5. La proximité géographique et les zones industrielle : une localisation ou Co-localisation ?

Une zone industrielle est une " étendue de terrain lotie et aménagé conformément à un plan d'ensemble et destinée à être utilisé par un ensemble d'entreprises industrielles"(Stanley et Morose, 1975)¹³.

L'objectif de cet axe est d'identifier le rôle d'articulation du couple zone industrielle et proximité géographique sur le développement local. Autrement dit, il s'agit de voir en quoi la proximité géographique (espace de la ZI) peut-t-elle favoriser l'interaction ou externalités au développement local ?

¹³Stanley E., Morose R., (1975), La petite industrie moderne et le développement, Ed France Empire, Paris, p.89.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

Les résultats du tableau (31), indiquent que soixante-treize des entreprises déclarent que la zone d'Akbou est la plus avantageuse en matière d'externalité. Cela est justifier par l'existence quelques avantages spécifiques suivants :

- L'importance des portefeuilles clients locaux et la proximité des entreprises clientes ;
- Disponibilité de la matière premières surtout l'eau utilisée comme matière première pour les entreprises boisson et l'eau superficielle.
- Disponibilité des entreprises de prestation de service surtout dans le domaine de transport le cas Akbou logistique.
- Disponibilité des entreprises complémentaires surtout les entreprises spécialisé dans l'emballage et le conditionnement le cas général emballage.

Malgré, sa proximité de port, la zone industrielle de Bejaia occupe la deuxième place pour 37,06 % de l'échantillon total. Avec une proportion moindre, la zone industrielle d'El Kseur est la moins avantageuse par rapport aux autres zones.

Tableau n°31 : La zone la plus avantageuse et les externalités

	ZI de Bejaia		ZI d'Akbou		ZI d'El Kseur	
	Fréquence	Pourcentage	Fréquence	Pourcentage	Fréquence	Pourcentage
La ZI la plus avantageuses en matière d'externalités	53	37,06	73	51,04	17	11,89
Nature d'externalité	Fréquence	Pourcentage	Fréquence	Pourcentage	Fréquence	Pourcentage
Le rôle des prestataires de services aux entreprises	40	65,57	36	66,67	16	57,14
La présence d'une main-d'œuvre spécialisée et un capital humain	28	45,91	24	44,44	12	42,85
Échange d'informations et apprentissage	05	08,20	04	07,41	02	07,14
L'offre d'infrastructures	11	18,03	10	18,52	05	17,85

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

En termes d'externalités, les enquêtés déclarent que la présence de biens intermédiaires diversifiés et offerts localement représente une source importante pour l'externalité positive pour plus de 57 % de la proportion relative de l'échantillon total. Le faite des présences des

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

entreprises complémentaires et prestataires de services le cas de transport et les entreprises de transformation chimique et de caoutchouc ainsi le papier et le bois déclenche des externalités dans la zone (ce point sera confirmé ou infirmé dans le point lié à la relation en amont et en aval avec les entre entreprises de la zone). Suivi, par la présence d'une main-d'œuvre spécialisée pour plus de 42 %. La main-d'œuvre est considérée aujourd'hui comme un facteur central de la croissance de la productivité, dans la mesure où la richesse et la diversité des talents, regroupés dans une région ou une métropole, facilitent l'émergence d'idées nouvelles, le niveau d'entrepreneuriat et l'innovation (Glaeser, 2003)¹⁴. Un niveau élevé de capital humain permet aussi aux régions en difficultés de mieux adapter leur portefeuille d'activités aux grandes évolutions technologiques. La présence de l'infrastructure (soit sociale, économique et de base) constitue l'élément indicateur du niveau et de la qualité de vie des populations. Indispensable d'abord pour toute la force de travail, ensuite pour les entreprises. Elle exerce une grande influence sur les entreprises industrielles car elle permet d'éviter des investissements supplémentaires et improductifs, des dés-économies d'échelles et des charges supplémentaires et improductives. Vu son importance, les entreprises ont répondu favorablement pour plus de 17 %. Avec un taux faible, nous avons enregistré plus de 7 % pour échange d'informations et apprentissage. En revanche, l'accès rapide à une information difficilement codifiable incite les entreprises à se concentrer dans l'espace dans la mesure où sa transmission requiert très souvent le face-à-face.

3.2.6. La proximité géographique et les conflits

Depuis le début des années 2000, un groupe de chercheurs travaille, en France, sur la problématique des conflits, en cherchant à les relier, de manière explicite, avec la dimension spatiale des relations inter acteurs¹⁵. Les auteurs mettent à jour les variables agissantes dans la production des conflits et analysent de manière fine la notion de proximité géographique et ses caractéristiques. On notera que cette approche ne repose pas sur une vision négative ou moralisatrice du conflit, avant tout considéré comme un mode de coordination, voire comme un passage nécessaire dans les processus de gouvernance. Nous avons inspiré selon leur typologie de conflits liés à la proximité géographique et nous avons posé cette question aux enquêtés. Soixante-dix-huit d'entre eux (plus de 54 % de l'échantillon total) pensent que la proximité génère des conflits.

L'enquête de terrain, nous révèle que plus 50 % des enquêtés affirment que le la proximité géographique génère plus les conflits de voisinage et d'aménagement pour les

¹⁴Glaeser EL., Saiz, A., (2003), The rise of the skilled city, NBER WP 10191.

¹⁵ Caron A., Torre A., Développement durable et territoires : Vers une analyse des dimensions négatives de la proximité, 2012.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

entreprises sises dans les zones industrielles. C'est le cas où plusieurs entreprises prétendent à des usages déferents pour un même espace, par exemple certains veulent l'utiliser à des fins récréatives et d'autres dans un but de réservation de la nature ou de construction. Ce sont en général toutes les situations dans lesquelles le multi - usage se révèle délicat. L'autre cas le plus fréquent c'est les entreprises situées côte à côte sont en désaccord quant aux frontières, bordures ou bornages de leurs espaces respectifs. Il peut s'agir de contestation des limites de propriété, de questions de servitudes ou de passages mitoyens, de reconstitutions. Ce sont des situations dans lesquelles apparaît une friction relative à l'appréciation du territoire.

Plus de 34% des réponses relatives aux conflits d'usages et d'accès. Le problème posé pour les entreprises enquêtées l'usage de l'accès par les mêmes usagers de la zone donnée (restrictions ou multi usage). En dernier lieu, refus de consommation d'aménités par les entreprises à proximité géographique soit plus de 13% de l'échantillon total.

Tableau n°32 : Les conflits générés par la proximité géographique

	ZI de Bejaia		ZI d'Akbou		ZI d'El Kseur	
	Fréquence	Pourcentage	Fréquence	Pourcentage	Fréquence	Pourcentage
Conflits de voisinage et d'aménagement	19	50,00	13	52,00	08	53,34
Conflits d'usages et d'accès	13	34,21	08	32,00	05	33,33
Refus de consommation d'aménités	06	15,79	04	16,00	02	13,33
Total	38	100,00	25	100,00	15	100,00

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

La vision ici présentée est toute autre. Nous considérons que la proximité géographique peut se révéler, dans certaines conditions, porteuse de tensions et de conflits. Le passage d'une situation de tension (plus générale) à celle de conflit s'opère à la faveur de l'engagement l'une des parties prenantes dans une relation de face à face entre deux individus ou lors d'interactions entre des groupes d'individus. L'engagement se conçoit comme la mise en œuvre d'une menace crédible ; il a en effet pour but, d'une part d'adresser un signal clair aux autres parties prenantes de la relation et, d'autre part, de contraindre celui qui s'engage (il implique ce faisant un coût). Les indicateurs de cet engagement peuvent consister en un recours en justice (demande de jugement par les tribunaux), une médiatisation (le différend est porté devant les médias : presse, radio, TV,...etc.), une voie de fait ou une confrontation verbale, une production de signes (panneaux interdisant un accès, barrières,...etc.).

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

La proximité géographique des entreprises est significative, qui a parait dans les motifs de création et le choix sectoriel et de la zone d'implantation des entreprises. Ces facteurs à la localisation procurent aux entreprises les opportunités pécuniaires intéressantes. Les externalités pécuniaires dont bénéficient les entreprises sont issues de choix de localisation. Qui est justifié par :

- La proximité du nombre important des entreprises clients et fournisseurs, ce qui leurs permet de retirer des avantages portant sur la minimisation des couts de transport.
- L'existence des opportunités pour les entrepreneurs accompagnés par le choix de secteur d'activité vierge ont permis de créer une atmosphère industrielle complémentaire.

En générale, la proximité géographique à Bejaia n'est synonyme que d'une Co-localisation d'entreprises et l'attachement des entreprises à leurs régions.

3.3. Analyse des relations de coopération et de coordination entre les entreprises de la zone : Quel rôle joué par proximité organisationnelle ?

Elle n'est pas d'essence géographique mais relationnelle. Par proximité organisationnelle, on entend la capacité qu'offre une organisation de faire interagir ses membres. L'organisation facilite les interactions et les actions en son sein ; en tout cas, elle les rend a priori plus faciles qu'avec des unités situées à l'extérieur de l'organisation. Les interactions peuvent prendre différentes formes : marchande et hors - marché, formelles et informelles.

Les données de tableau (33), indiquent que la nature de la relation nouée entre les entreprises enquêtées de la zone industrielle d'El Kseur avec leurs clients et leur fournisseurs dominé par des relations contractuelles ou marchandes. Quant aux relations non marchandes (hors marché) ne sont significatives que pour deux entreprises en aval et une seule entreprises en amont. Ainsi, les entrepreneurs ne profitent pas des externalités de coordination seulement les externalités pécuniaires liées aux mécanismes des prix et de marché. Les relations face à face sont fréquents pour l'ensemble des entreprises enquêtées installés dans les différentes zones industrielles et le recours aux nouveaux moyens occupe une place importante pour la communication entre les différentes parties.

Tableau n°33 : Nature des relations en amont et en aval

Nature de la relation	ZI de Bejaia		ZI d'Akbou		ZI d'El Kseur	
	En amant	En aval	En amant	En aval	En amant	En aval
	Fréquence	Fréquence	Fréquence	Fréquence	Fréquence	Fréquence
Marchande	56	57	51	49	27	26

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

Hors marché	05	04	03	05	01	02
Moyens de communication	Fréquence	Fréquence	Fréquence	Fréquence	Fréquence	Fréquence
Face à face	40	43	28	36	22	14
Téléphone /Fax	39	34	28	30	19	20
Réseaux sociaux et email	31	32	21	27	15	14

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

Le caractère non symétrique et non homogène de la relation de coordination. La manière dont les stratégies des agents économiques marquent l'espace en termes de production et de distribution de richesses, donnant par-là naissance à des formes de spécificités qui caractérisent et différencient les territoires. Par conséquent, ce projet doit nécessairement dépasser la seule dimension spatiale du questionnement (le rôle de l'espace dans la coordination) pour offrir un véritable renouvellement de la théorie de la coordination, dans lequel la dimension spatiale puisse alors trouver sa place.

L'objectif est de connaître, si il existe des interactions et des relations entre les entreprises installées dans la même zone quel que soit en amont et en aval. Les résultats de l'enquête de terrain indiquent que les relations tissées entre les entreprises enquêtées et les entreprises clientes et fournisseurs sont des relations de concurrence pour quatre-vingt-un (81 cas) et la concurrence s'intensifie surtout pour les entreprises dans le même secteur. Seulement trente-neuf d'entreprises (39 entreprises de l'échantillon total) nouent des relations de coopération, suivies par vingt-trois entreprises qui traitent une partie de leurs produits (voir tableau 34).

Au niveau de la zone industrielle de Bejaia, nous avons enregistré une intensité de la concurrence entre les entreprises de la zone soit trente-huit entreprises suivies par treize coopérations et dix sous-traitances. Nous citons les entreprises suivantes : Sarl SICAM spécialisé dans la fabrication des boutons métalliques (deux sous-traitants de la même zone), l'entreprise Numilog spécialisée dans la logistique (20 % de prestation de service), l'entreprise Texma unité emballage (ex jute avec quarante sous-traitants), Imprimerie Computer Paper (plusieurs imprimeries hors wilaya), Sarl BEJMAR (deux sous-traitants hors wilaya), Sarl ECI Boudiab (cinq sous-traitants hors zone), Cevital (plusieurs petites entreprises de la même zone), Spa EGPP, Eurl BEPAL Bejaia (deux sous-traitants de la même zone) et Général métaux (deux sous-traitants de la même zone).

Le reste n'a pas indiqué le nombre des sous-traitants, car c'est un secret professionnel aux yeux des chefs d'entreprises. Ce constat est généralisé pour la zone industrielle d'Akbou et celle d'El Kseur.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

L'examen des interactions et des relations indique la faiblesse du taux (16,08%) des entreprises enquêtées qui recourent aux sous-traitance. Dans ce cas, elles font appel à des **petites entreprises (moins de neuf salariés) de la même zone pour treize entreprises. Pour les cinq entreprises qui ont répondu pour la catégorie « autres », elles ont opté pour de petites entreprises hors zone et hors wilaya.**

Nous constatons que les entreprises n'offre pas la totalité des inputs nécessaires, et que **les entreprises enquêtées s'approvisionnent dans d'autres régions de pays ou encore de l'étranger. Ainsi que la proximité géographique n'a pas permis de favoriser les ressources locales, ce qui peut influencer sur les liens de coopération et d'interaction entre les entreprises locales.**

Tableau n°34 : Nature des relations en amont, en aval et des sous-traitants

Nature de la relation	ZI de Béjaia	ZI d'Akbou	ZI d'El Kseur	Total
	Fréquence	Fréquence	Fréquence	Fréquence
De concurrence	38	26	17	81
De coopération	13	18	08	39
De sous traitance	10	10	03	23
Sous-traitants	Fréquence	Fréquence	Fréquence	Fréquence
Des travailleurs à domicile	01	03	00	04
Des petites entreprises de la même zone	05	06	02	13
Autres	04	01	01	06

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

Le tableau (35), précise le type de relation en matière de coopération développé entre les entreprises enquêtées. Au niveau de la ZI de Bejaia, le financement de formations et d'investissements communs c'est la collaboration la plus pratiqué entre ces entreprises enquêtées. Quant à la zone d'Akbou où le niveau de coopération est significative surtout pour le développement d'un label régional et spécifique (7 cas), dans le but de montrer l'image de cette zone qui compte que des investisseurs privés, a permis la création d'une dynamique nouvelle par une assise industrielle plus développée. Elle occupe le devant de la scène économique nationale avec la renommée de ses entreprises implantées.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

Tableau n°35 : Type de relation de coopération développés entres les entreprises enquêtées

type de relation de coopération	ZI de Bejaia	ZI d'Akbou	ZI d'El Kseur	Total
	Fréquence	Fréquence	Fréquence	Fréquence
Investissements communs	04	03	04	11
Financement de formations	05	04	02	11
Réseaux de distribution	03	03	01	07
Développement d'un label régional et spécifique	00	07	00	07
Aides	01	01	01	03
Échange d'informations	00	00	00	00
Autres	00	00	00	00
Total	13	18	08	39

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

L'analyse des données du tableau (36), nous révèle que les entreprises enquêtées dans la zone d'Akbou internalisent les moyens de transport des matières premières et des produits finis pour vingt-neuf entreprises (29) de l'échantillon total de la zone. Mais le recours aux services d'autres entreprises (soit une location ou bien un service d'une entreprise de transport) est significative (soit vingt-cinq entreprises de transport). Près de la moitié de ses entreprises de prestataires de service sont localisées dans la même zone, le reste est installé dans d'autres régions de la wilaya. Cette situation se généralise pour d'autres zones industrielles. Donc, nous pouvons déduire que les entreprises se focalise ses moyens et son capital dans l'activité principale de l'entreprises et elles optent pour l'externalisation des activités secondaires tel que le transport.

Tableau n°36: Moyens de transports en amont et en aval

Moyens de transports	Matières premières	Produits finis
	Fréquence	Fréquence
Internalise le transport	33	30
Externalise le transport	Fréquence	Fréquence
La même zone de la wilaya	16	16
Autres régions de la wilaya	12	15

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

Total de transport externalisé	28	31
ZI de Bejaia		
Internalise le transport	29	31
Externalise le transport	Fréquence	Fréquence
La même zone de la wilaya	13	11
Autres régions de la wilaya	12	12
Total de transport externalisé	25	23
ZI d'Akbou		
Internalise le transport	18	17
Externalise le transport	Fréquence	Fréquence
La même zone de la wilaya	05	06
Autres régions de la wilaya	05	05
Total de transport externalisé	10	11
ZI d'El Kseur		

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

En somme, la localisation des entreprises localisées dans les zones industrielles est basée sur la présence des ressources générique et des facteurs traditionnels de localisation (proximité d'infrastructure de base et de foncier industriel) et la proximité géographique représente qu'une Co-localisation d'entreprises et d'ancrage territoriale vue l'attachement lié à la région.

L'insuffisance ou les difficultés de mobilisation de la proximité organisée se traduisent par une absence ou une faiblesse extrême des relations de coopération, des liens de solidarité ou des représentations partagées. La contrainte de proximité géographique (superposition, contiguïté ou voisinage forcés) fait subir des tensions aux acteurs locaux, voire les entraîne à des relations conflictuelles, en particulier quand ils sont confrontés à des situations nouvelles ou complexes. Les tensions naissent quand des usagers de l'espace ne partagent pas les mêmes logiques de similitude ou d'appartenance, c'est-à-dire souffrent de l'absence de lien leur permettant de trouver ensemble des ressources ou des solutions aux contraintes imposées par la proximité géographique. S'il s'avère impossible de déménager ou de faire un autre choix de voisinage, les oppositions s'aiguisent.

L'amplification des tensions ou l'apparition d'événements nouveaux (épisodes de pollution, construction d'infrastructures,...etc.) vont générer des conflits, nés de l'absence ou de la faiblesse des interactions et des visions communes. Au niveau des zones industrielles où le cas de l'absence de groupes d'acteurs en interaction ou partageant des projets communs (proximité organisée inactivé).

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

En somme, la proximité organisationnelle dans la wilaya de Bejaia n'a pas le rôle déterminant dans l'organisation industrielle, elle reste un potentiel à exploiter. Des lors, les externalités immatérielles sont quasiment absentes.

3.4. Le rôle de la proximité institutionnelle dans le développement des relations externalités d'appartenances

La proximité institutionnelle montre « l'adhésion d'agents à un espace commun de représentations, de règles d'action et de modèles de pensée ¹⁶». Le terme institutionnel renvoie alors autant à des formes organisationnelles (une entreprise, un réseau,...etc.) qu'à des comportements formels (des règles, des lois,...etc.) ou informels (des normes culturelles, des coutumes,...etc.).

Cette adhésion se traduisant par l'identification d'une structure commune de coordination. Cette structure de coordination peut avoir un aspect formel ou informel, mais doit être reconnu par les interlocuteurs pour au travers de celle-ci soit valide¹⁷. En effet, elle repose sur l'attachement des acteurs qui orientent les comportements collectifs¹⁸.

3.4.1. La relation entre les entreprises et les acteurs locaux

Les relations entreprises entre les différents acteurs du territoire, notamment entre le secteur public représenté par les communes et les wilayas ainsi que le secteur privé. Ce ne sont pas les infrastructures et les aides qui font le développement local, ce sont les hommes qui font la différence (Godet, 2001)¹⁹.

S'agissant des rapports avec les acteurs locaux tels que l'administration publique locale, les administrations économiques, l'université et les organismes de promotion d'investissements (ANDI, ANSEJ, et CNAC) seront traités dans cet axe. Dans le but d'identifier le rôle de la proximité institutionnelle dans le développement des relations industrielles des entreprises sises dans les zones industrielles.

Les réponses des chefs d'entreprises sur leurs rapports avec l'administration et les collectivités locales sont subdivisées entre moyens et médiocres sur l'ensemble des entreprises suis dans les zones industrielles. Cette déconnexion entre les entreprises enquêtées et l'administration locale et collectivités se traduit par la lourdeur des procédures à la création

¹⁶Gilly JP., Lung Y., (2005), Proximités, secteurs et territoires, Cahiers du GRES, Cahier n° 2005, 09, Mai 2005, p. 212.

¹⁷Idem, p.4.

¹⁸Torre A., (2000), Economie de la proximité et activités agricoles et agroalimentaires, In revue d'économie régionale et urbaine, Numéro 4, p. 409.

¹⁹Godet M., (2001), Perspectives et dynamiques des territoires, Futuribles n° 269, Novembre 2001.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

d'entreprise et la bureaucratie marquante de l'administration en Algérie. Cela a affaibli leur rôle en matière de création d'entreprises.

Tableau n°37 : Rapport entre les entreprises enquêtées et l'administration et collectivités locales

Avec l'administration et les collectivités locales vos rapports sont :	Excellents	Moyens	Médiocres
ZI de Bejaia	04	32	25
ZI d'Akbou	04	29	21
ZI d'El Kseur	02	18	08

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

Les territoires se construisent sous l'impulsion de jeux d'acteurs en leur sein et à l'articulation avec des logiques de firmes et des logiques industrielles. L'analyse de la répartition selon les rapports entretenus avec les acteurs locaux nous dévoile que **les rapports sont moyens pour tous les acteurs locaux dans les trois zones industrielles.**

Le développement local, nous l'avons déjà évoqué, ne se réduit pas à l'accueil d'entreprises sur le territoire de la collectivité locale. Il ne peut réussir que s'il est le résultat d'une volonté de l'ensemble des acteurs. C'est donc l'expression d'une véritable volonté locale et d'une dynamique forte que naîtra le développement local.

La coopération entre acteurs locaux représente un pilier fort du développement local et territorial, qui a trait à la gouvernance des territoires. Coopérer constitue une véritable force pour le territoire, en favorisant la construction d'une culture commune entre collectivités et acteurs économiques, amenés à renforcer leurs partenariats. Cet objectif doit guider les territoires souhaitant s'engager dans un projet de développement durable type agenda. Coopérer permet également d'ancrer les politiques dans le territoire, en leur donnant une cohérence par rapport au contexte, au tissu économique et social, et les rendant ainsi plus pérennes. La coopération permet enfin d'enrichir les décisions et l'action, en insérant de la pluralité dans leur élaboration et leur mise en œuvre. Pour une collectivité territoriale, coopérer implique en premier lieu d'identifier et de cibler les acteurs à mobiliser : acteurs économiques, entreprises (des PME, associations, fédérations, institutions (chambres de commerces et d'industrie) ; habitants (qui sont à la fois salariés, consommateurs,...etc.).

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

Tableau n°38 : Le rapport avec les acteurs locaux

Non de l'administration économique	ZI de Bejaia			ZI d'Akbou			ZI d'El Kseur		
	Excel*	Moye*	Médio*	Excel	Moye	Médio	Excel	Moye	Médio
Fiscalité	12	33	16	10	41	03	03	20	05
CNAS	11	40	10	09	40	05	07	17	04
Chambre de commerce et industrie	10	38	13	12	39	03	06	19	03
Inspection de travail	05	42	13	11	37	06	08	17	03
Banques	04	33	24	03	32	19	02	16	10
Environnement	04	48	09	09	41	04	09	19	00

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017. Excel* : Excellents, Moye* : Moyens, Médio* : Médiocres.

D'après le tableau (39), nous constatons que plus de la moitié des entrepreneurs enquêtés ont bénéficié d'un appui lors de la création de leurs entreprises. Parmi ceux-ci, seize (16) entrepreneurs de la zone industrielle de Bejaia ont été aidés par le dispositif de l'ANSEJ, huit (8) entreprises ont été créées dans le cadre du dispositif de l'ANDI, six (6) d'entre elles dans le cadre de la CNAC et le reste des entrepreneurs (soit six cas) ont été appuyés sur les avantages accordé par les collectivités territoriale. La nature d'appui se partage entre les avantages fiscaux, l'octroi des crédits, l'allongement les délais, l'exonération des droits de douanes et d'impôts, la garantie de crédit, l'aide financière, un crédit bancaire pour l'achat de matières premières à l'étranger.

Tableau n° 39 : Les dispositifs publics pour la création d'entreprises

Appui	ZI de Bejaia		ZI d'Akbou		ZI d'El Kseur	
	Fréquence	%	Fréquence	%	Fréquence	%
Oui	36	59,02	32	59,26	20	71,42
Non	25	40,98	22	40,74	08	28,58
Les organismes d'appuis	Fréquence	%	Fréquence	%	Fréquence	%
ANDI	08	22,22	12	37,50	10	50,00

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

ANSEJ	16	44,44	09	28,1 3	06	30,00
CNAC	06	16,67	03	09,3 7	03	15,00
Autre	06	16,67	08	25,0 0	01	05,00
Total	36	100,00	32	100, 00	20	100,00

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

3.4.2. La relation entre les entreprises et les réseaux scientifiques

Le rôle principal de l'université est celui de la diffusion du savoir, car dans une économie capitaliste fondée sur la compétition et la concurrence, le savoir devient un enjeu stratégique. Ainsi, l'université se doit remplir pleinement son rôle comme catalyseur de développement surtout dans les régions. De même, le rôle de l'université ne constitue plus exclusivement à la transmission du savoir uniquement mais encore du savoir-faire nécessaire pour augmenter l'employabilité des nouveaux diplômés.

En Algérie, la loi 08-05 du 27 février 2008 a fixé comme objectif l'élaboration de textes réglementaires de création des filiales à caractères économiques auprès des universités. En effet, « la compétitivité tant individuelle (celle du travailleur, son employabilité) que collective dépend de plus en plus des compétences et du capital humain détenus »²⁰.

Selon les résultats du tableau (39), des relations nouées avec les réseaux scientifiques, soit 36 entreprises installés à la ZI d'Akbou déclarent d'avoir des relations avec l'université de Bejaia, vingt-huit (28) entreprises affirment d'avoir des relations avec les centres de formation et vingt-neuf (29) avec les écoles de formation privés. Nous constatons sur l'ensemble de ses relations tissées avec les réseaux scientifique que l'université de Bejaia occupe une place importante pour ces entreprises. Pour le reste, le manque de rapprochement et la déconnexion, l'absence de sollicitation de la part des institutions, ce sont les problèmes qui freinent la relation entre les entreprises enquêtées et l'université. Les relations entre ses entreprises enquêtés avec ces réseaux scientifiques sont formelles et des conventions signées entre eux soit des conventions de stage ou bien de coopération.

De ce fait, l'université a une double fonction vis-à-vis de l'économie locale. Elle doit non seulement donner des compétences à cette économie, mais aussi et surtout garantir leur employabilité. Or, pour gagner ce défi, l'institution universitaire doit réussir à mettre sur le marché du travail des compétences efficaces possédant les qualités d'adaptations, une culture

²⁰ Jean-Luc de Meulemeester., (2003), Vers l'université de marché ? Essai d'analyse de l'évolution de l'université, Attac Wallonie-Bruxelles, 27 avril 2003.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

élevée, l'esprit d'initiative et de créativité pour s'adapter à la flexibilité et la compétitivité économique.

Tableau n°40 : Relations des entreprises enquêtées avec les réseaux scientifiques et la nature de la relation

Les réseaux scientifiques	ZI de Bejaia		ZI d'Akbou		ZI d'El Kseur	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Université	46	15	36	18	24	04
Centre de formation	28	33	28	26	15	13
Écoles de formations privées	19	42	29	25	13	15
La nature de la relation	Fréquence	%	Fréquence	%	Fréquence	%
Recrutement	42	68,85	41	75,92	15	53,57
Stage pratique	28	45,90	36	66,66	23	82,14
Séminaire	15	24,59	20	37,03	10	35,71
Convention en cadre de coopération	04	06,55	03	05,55	01	03,57

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

Mais, la question la plus importante à savoir la nature de ses relations. Est-ce que ses relations entrent dans le de partenariat ou bien seulement de recrutement et des stages pratiques ? Pour cette question, les enquêtés ont répondu favorablement pour le recrutement et le stage pratique comme des relations les plus fréquentes tissées avec les réseaux scientifiques. Quant au séminaire, les responsables de ses entreprises participent à l'organisation des séminaires comme des sponsors.

Le partenariat université-entreprise est devenu l'un des thèmes prioritaires dans un contexte économique en pleine mutation. Dans ce cadre, depuis 2007, un forum sur l'université et le monde productif est organisé chaque fin d'année universitaire. Il constitue un espace d'échanges et de débats sur des thèmes d'actualité scientifique et socio-économique (séminaire emploi). Ce forum offre aux entreprises la possibilité de nouer des relations d'affaires avec l'université et de prospecter le gisement de compétences que recèle l'université de Bejaia. L'employabilité de l'étudiant est devenue la référence, ce que résume Yannick Vallée, ancien vice-président de la conférence des présidents d'universités française : « *L'université doit permettre aux étudiants de s'insérer correctement dans la vie professionnelle...l'essentiel est qu'ils trouvent un emploi !* »²¹.

²¹ Jean-Robert Pitte, Yannick Vallée, et Pierre Louart (2006), Le regard de trois présidents, comment réformer l'université ?, Propos recueillis par Caroline Beyer, Le Figaro Etudiant, octobre 2006.

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

Le rapprochement entre l'université et le secteur économique local et national est désormais une réalité objective, un défi, une stratégie de l'université de Bejaia pour la mise en œuvre des projets prometteurs. Ainsi, plusieurs accords-cadres ont été signés avec des entreprises d'ampleurs nationales telles que le groupe agroalimentaire Cevial, l'Entreprise Portuaire de Bejaia (EPB), l'entreprise COGB Labelle, l'entreprise SOMACOB. L'université a signé aussi avec l'entreprise Meri plast une convention dans le cadre de coopération, le 8 novembre 2015, pour cinq ans (jusqu'à le 06/11/2020), et l'entreprise Soummam jusqu'à le 29/09/2020.

L'université de Bejaia et l'Entreprise Général Emballage SPA ont signé, le 07 janvier 2013, une convention spécifique portant sur les principaux points suivants :

- Ouverture d'une salle dédiée au nom de l'entreprise Général Emballage. Située au niveau du bloc de recherche au campus Targa Ouzemour, cette salle est équipée par cette entreprise : 25 microordinateurs et 25 tables.
- Offre de formation de licence professionnelle sur l'emballage et qualité pour les étudiants des tronc communs ST, SM et SNV. L'entreprise Général Emballage offre des bourses d'études équivalentes au salaire minimum garantie (18 000 DA/mois) et avec des contrats d'embauche à l'obtention du diplôme pour 03 promotions de 30 étudiants. La sélection des étudiants s'est basée sur les résultats académiques (75%) et sur les entretiens avec les responsables de l'entreprise Général Emballage (25 %).

Quant à l'entreprise Danone Djurdjura Algérie offre la possibilité aux étudiants de fin de cycles (L3 et M 2) des facultés suivantes : Technologie, Sciences exactes, Sciences de la Nature et de la vie, Sciences économiques, de gestion et des sciences commerciales et droit, de participer au concours «TRUST». Des thèmes de recherche seront proposés aux étudiants retenus par l'entreprise pour préparer leurs projets de fin d'étude.

3.4.3. Les lieux de rencontre, réseau de confiance et le partage d'un système de valeur

Selon le tableau (40), plus de 91% des enquêtés déclarent l'inexistence des lieux de rencontre (associations professionnelles) des industriels au sein des zones industrielles. Quasi absence de ces associations professionnelles freine la communication entre ses entreprises en faveur le développement local et territorial. Cela confirme le manque de la structuration de tissu industriel. Les enquêtés expliquent cette absence par :

- **Absence d'organisation et de représentants patronaux ;**
- **Manque d'application de la part des autorités locales ;**
- **Chaque entrepreneur pris par ses responsabilités ;**
- **Manque des clusters dans la même activité.**

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

Le reste des entreprises ayant affirmé l'existence des lieux de rencontre. Ils ont énuméré une association au niveau national en relation avec l'entreprise SPA Fageco filiale de groupe ENMTP sis dans la zone industrielle de Bejaia, spécialisé dans la mécanique et la métallique et l'autre au niveau d'Akbou (association des industriels d'Akbou) qui regroupent les entreprises de la zone. Le rôle de ses associations est le développement du tissu industriel de la zone, promouvoir l'industrie de la région et améliorer les conditions et développer les voies de communication carrossables.

Tableau n°41 : Existence des lieux de rencontre et un réseau de confiance entre les entreprises enquêtées

Existence des lieux de rencontre	ZI de Bejaia		ZI d'Akbou		ZI d'El Kseur	
	Fréquence	%	Fréquence	%	Fréquence	%
Oui	05	08,20	05	09,26	02	07,14
Non	56	91,80	49	90,74	26	92,86
Existe-il un réseau de confiance avec les autres entreprises ?	Fréquence	%	Fréquence	%	Fréquence	%
Oui	39	63,93	35	64,81	18	64,28
Non	22	36,07	19	35,19	10	35,72

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

Pour la question relative à l'existence d'un réseau de confiance avec les autres entreprises, plus de 63 % des entreprises affirment qu'il existe un réseau de confiance entre les entreprises. Les avantages que vous pouvez retirer de cette confiance :

- **Echange d'information sur l'évaluation du marché local et national dans le but de favoriser la communication ;**
- **Une attente et compréhension ;**
- **Instaurer un partenariat économique et la fiable.**

Quant au reste, le manque d'un réseau de confiance est justifié par le manque des réseaux entre les entreprises et la mal perception des relations.

Sur la question de partage d'un système de valeur (tradition, culture commune, langue,...etc.) entre les entreprises enquêtées, soit plus de 78 % des réponses affirment l'importance de ce système de valeur. Il favorise le développement de relation par :

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

- **La facilité de la communication ;**
- **Communication et échange les idées dans les domaines communs et des méthodes de gestion ;**
- **Instauration une culture et une mentalité adéquate pour la communication et échange d'information,**

Pour le reste, le partage les mêmes traditions, culture commune, et même langue ne suffit pas pour animer les relations entre les entreprises. Cela est le fruit de l'absence de relation avec les industriels voisins (voir le tableau n°42).

Tableau n°42 : Le partage d'un système de valeur et l'organisation des foires et des salons pour promouvoir le développement territorial et local

Le partage d'un système de valeur favorise-t-il développement de relations ?	ZI de Bejaia		ZI d'Akbou		ZI d'El Kseur	
	Fréquence	%	Fréquence	%	Fréquence	%
Oui	52	85,24	44	81,48	22	78,57
Non	09	14,56	10	18,52	06	21,43
Est- ce- que les entreprises de la même zone participent à l'organisation des foires et des salons pour promouvoir le développement territorial et local ?	Fréquence	%	Fréquence	%	Fréquence	%
Oui	05	08,19	03	05,55	02	07,14
Non	46	75,41	51	94,46	26	92,86

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

Avec un taux réduit, soit 7,69 % des réponses sur la question relative à la participation des entreprises à l'organisation des foires et des salons pour promouvoir le développement territorial et local. Cette faiblesse est le fruit de l'absence des lieux de rencontres entre les industriels. Mais, ses entreprises participent au séminaire de l'emploi organisé par l'université.

La coopération entre acteurs locaux représente un thème fort du développement durable, qui a trait à la gouvernance des territoires. Coopérer constitue une véritable force pour le territoire, en favorisant la construction d'une culture commune entre collectivités et acteurs économiques, amenés à renforcer leurs partenariats. Les enquêtés pensent que l'installation

Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial

des réseaux locaux de partenariat jouent un rôle important dans la coordination des acteurs, dans le but de promouvoir la dynamique territoriale et locale.

Le problème de la proximité institutionnelle est lié au manque d'insertion des acteurs aux réseaux de partenariat et l'inexistence des lieux de rencontres, à savoir le rôle qui jouent ces derniers dans la coordination et la coopération. Malgré, l'affirmation des relations de confiance et le partage de même système de valeur, qui peut être expliqué par le manque de culture de construction de ce réseau.

Conclusion au chapitre

L'attachement des entrepreneurs à leurs régions conduit à l'enracinement et l'ancrage territorial. Les entreprises installées dans les différentes zones jouent un rôle dans le développement local en termes de création d'emploi et de richesse. Quant au rôle des collectivités locales restent mitigé dans le développement territorial et local.

Coopérer constitue une véritable force pour le territoire, en favorisant la construction d'une culture commune entre collectivités et acteurs économiques, amenés à renforcer leurs partenariats. Mais avant cela, les acteurs territoriaux doivent identifier et analyser les besoins des entreprises et les modalités de prise de décision en leur sein. Ils doivent également prendre conscience de leur territoire avec ses atouts et ses faiblesses.

Enfin, un modèle économétrique (modèle logistique binaire) nous permettra de déterminer les variables explicatives de la contribution des formes de proximités au développement territorial et diffusion des externalités spatiales.

**Chapitre 6 : Analyse des données et essai
de modélisation des variables
déterminant la contribution des formes
de proximités au développement
territorial et la diffusion des externalités**

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Introduction

La proximité géographique renforce la proximité organisationnelle en facilitant la coordination, adaptation des règles formelles et interactions directes, et génère par là même des effets territorialisés à « la conjonction de l'espace commun abstrait construit par des groupes et d'un espace physique »¹. La proximité institutionnelle s'accorde aussi très bien avec la proximité organisationnelle, en réduisant les coûts de coordination impliqués par la variété des identités et des fonctionnements locaux et offrant ainsi d'autres effets potentiels.

Les économies d'agglomération (Weber, 1929) naissent du partage des infrastructures entre les firmes (transport, communication,.....etc.) et de la création de synergies positives par la coopération entre entreprises. Une panoplie de travaux empiriques (Best, 1990; Piore et Sabel, 1984; Porter, 1990) sur des régions spécialisées dans un domaine particulier (Italie du Nord, Silicon Valley, Route 128,.....etc.). Ces études ont montré le rôle de l'économie de proximité sur la diffusion des externalités.

Selon Jean de Lagarde, analyse des données, dans son sens moderne, est justement de raisonner sur un nombre quelques de variables, d'où le nom d'analyse multi-varié qu'on donne souvent² ». La plupart de ses analyses des données sont apparus dans les années 1930 et certaines d'entre elles ont été élaborées bien avant³.

Ainsi, l'objectif de ce chapitre est d'explorer notre base de données. Dans la première section nous procéderons à une analyse factorielle des correspondances multiples dans les trois zones industrielles pour déterminer les variables déterminantes les différentes formes de proximités selon les trois zones étudiées. La deuxième est consacrée à la classification des entreprises par groupes homogènes selon leur perception des formes de proximités. La dernière section constitue une tentative de modélisation selon la régression logistique.

¹Pecqueur B., Zimmermann J.B., (2004), Economie de proximité, Edition Herrms, Paris, p.35.

²Jean de Lagarde., (1995), Initiation à l'analyse des données, Paris, Dubond, p. 2.

³ Stafford J., Bodson P., (2006), L'analyse multi-variée avec SPSS, Presse universitaire de Québec, p. 3, Cité in J.M Bourouche et G. Saporta (1980), L'analyse des données, Presse universitaire de France. Paris,

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Section 1 : L'Analyse Factorielle des Correspondances Multiples(AFCM)

L'analyse factorielle des correspondances multiples est une méthode statistique, qui sert à la représentation graphique et géométrique d'un nombre important d'observations répertoriées dans un tableau croisé. Donc, l'AFCM est une méthode d'analyse multi - variée qui permet le traitement de tableaux « individus-variables » de grande dimension. Elle a été développée dans les années 1960 par le professeur Jean-Paul Benzécri.

Formellement, une AFCM est une AFC appliquée sur le tableau disjonctif complet, ou bien une AFC appliquée sur le tableau de Burt, ces deux tableaux étant issus du tableau initial. Un tableau disjonctif complet est un tableau où les variables sont remplacées par leurs modalités et les éléments par 1 si la modalité est remplie par 0 sinon pour chaque individu. Un tableau de Burt est le tableau de contingence des p variables prises deux à deux⁴.

1.1. Intérêt et objectif de la méthode AFCM

Le principal objectif de l'analyse factorielle des correspondances est d'étudier simultanément, par le biais de leurs catégories, la relation entre les variables. Il s'agit de présenter les principales liaisons entre les catégories des deux variables. Elle permet aussi de définir des facteurs en fonction de la contribution à l'inertie d'une ligne et d'une colonne⁵. Le degré d'inertie correspond, en quelque sorte, à la variance expliquée. Selon Jean Jaques Lambin : « Un facteur est retenu pour l'analyse s'il possède un taux d'inertie expliqué significativement supérieur à ce qu'apporte en moyenne une variable, c'est à dire $100/p$, si p est le nombre de colonne de tableau de fréquences. ⁶»

La détermination des liaisons du rapprochement ou de l'opposition entre deux individus est appréhendée moyennant le calcul de la distance du Chi-deux (X^2)⁷.

La distance du Chi-deux entre deux individus i et k est déterminée à partir de la formule Suivante :

$$d^2(i, k) = \frac{1}{Q} + \sum_{j=1}^J \frac{n}{n_j} (Z_{ij} - Z_{kj})^2$$

⁴Martin A ., (2004) , L'analyse de données, Polycopié de cours ENSIETA, En ligne sur : www.arnaud.martin.free.fr/Doc/polyAD.pdf.

⁵Stafford J., Bodson P., (2006), Op. Cite, p. 103.

⁶ Lambin JJ., (1990), La recherche marketing, Paris, Mc Graw-Hill, p.302.

⁷Le Lan R., (2005), Analyse de données et classifications sur données d'enquête : Choix sur les variables, le nombre de classes et le nombre d'axes, DREES, Bureau des professions de santé, p .3.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Tels que :

n : représente le nombre d'individus.

Q : représente le nombre variables qualitatives et chacune de ces variables nommée q (q variant de 1 à Q) possède J_q modalités.

J : le total des modalités.

n_j: représente le nombre d'individus ayant répondu à la modalité j.

Z : tableau disjonctif complet Z le tableau à n lignes et J colonnes.

La distance permet de mesurer les ressemblances entre deux individus : plus ceux-ci auront répondu aux mêmes modalités, plus ils seront proches l'un de l'autre. A partir de cette distance, l'ACM consiste à projeter sur un premier axe le nuage de points qui se trouve dans un espace de dimension J-Q. Le deuxième axe, orthogonal au premier, constitue avec le premier axe le plan sur lequel l'inertie du nuage de points est maximale. Le troisième axe, orthogonal aux deux premiers, constitue avec les deux autres axes l'espace de dimension 3 dans lequel l'inertie du nuage projeté est maximale. Et ainsi de suite, jusqu'à obtenir J-Q axes. Inertie totale du nuage de points L'inertie du nuage de point est la somme des distances au carré de tous les points deux à deux. Elle mesure la dispersion d'un nuage de points. L'inertie totale du nuage de points est déterminée par la formule qui suit :

$$I_{TOT} = \frac{1}{2} \sum_{i=1}^n \sum_{k=1}^n d^2(i, k) = \sum_{i=1}^n d^2(G, i) = \frac{J}{Q} - 1$$

Sachant que **G** représente le centre de gravité.

Dans notre cas, l'objectif de l'analyse factorielle des correspondances multiples est illustré comme suit :

- De dégager des facteurs (ou variables) clés qui expliquent la concentration des entreprises au niveau des zones étudiées.
- Ses facteurs nous permis de dégager la nature d'externalité tirée de cette proximité.
- De connaître la perception des entrepreneurs enquêtés de territoire.
- De connaître leur relations avec d'autres acteurs locaux (collectivités locales, l'administration économique et locale ainsi les réseaux scientifiques).

1.2. Les variables retenues

Des travaux ont déjà été entrepris par d'autres auteurs dont la finalité était de contribuer à délimiter les facteurs déterminants la dynamique territorial et formes de proximité,

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

notamment des travaux de recherche menés par le groupe français nommé « Dynamique de proximité » dirigé par Pecqueur et Zimmermann.

Le sujet est vaste et peu exploré. A nos yeux ce thème n'apparaît pas être un thème ayant fait l'objet de recherches approfondies. C'est pour ces raisons nous intéresserons à un champ d'étude maîtrisable celui des entreprises implantées dans les zones industrielles. Parmi les régions, qui nous semble jouir d'un certain pouvoir de dynamique territoriale, il y'a une région : Bejaia.

Pour notre cas, nous avons entrepris d'adopter une vision complémentaire à celle des études et travaux réalisés sur le sujet. Dans le sens où nous cherchons à identifier les facteurs déterminants la dynamique territorial selon les trois formes de proximités et selon les trois zones industrielles de la willaya de Bejaia. Cela signifie que nous retiendrons seulement des variables qui déterminent la proximité géographique dans la zone industrielle de Bejaia, des variables déterminantes de la proximité organisationnelle dans la zone industrielle d'Akbou et des variables liées à la proximité institutionnelle dans la zone d'El Kseur. Aussi, les variables que nous avons choisies s'inscrivent dans plusieurs dimensions :

Tableau n°43: Description des variables retenues par items

Le nom de la ZI	Dimension	Variables retenues	Objectif recherché
ZI de Bejaia	Territoriale	Attachement territorial	Degré d'attachement au territoire
		Conception du territoire	Vérifier l'existence d'une logique de construction territoriale
	Géographique	Facteurs sectoriels	Dégager les facteurs sectoriels
		Origine de créateur d'entreprise	Dégager l'origine de créateur d'entreprise
ZI d'Akbou	Organisationnelle	La nature des relations avec les entreprises-clients	Dégager la nature des relations tissées avec les entreprises- clients: marchande ou hors marché
		La nature des relations avec les entreprises-fournisseurs	Dégager la nature des relations tissées avec les entreprises –fournisseurs : marchande ou hors marché
		L'approvisionnement	Dégager l'interface aval - amont en approvisionnement
		La provenance des produits semi fini	Dégager l'origine des produits semi fini
		Les rapports avec les entreprises (fournisseur et clientes) à proximité géographiques	Dégager les rapports noués avec les entreprises (fournisseur et clientes) à proximité géographiques

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

ZI d'Akbou	Organisationnelle	La sous-traitance	Dégager la nature du sous - traitance
		Les moyens de transport utilisés dans l'approvisionnement	Indiquer les moyens de transport utilisés en amont
		Externalisation de transport en amont	Indiquer les moyens de transport utilisés en externalisation en amont
		Les moyens de transport utilisés dans la distribution de vos produits	Indiquer les moyens de transport utilisés en aval
		Externalisation de transport en aval	Indiquer les moyens de transport utilisés en externalisation en aval
		Relation de coopération	Indiquez le type de relation de coopération développé avec les entreprises
		Externalisation de transport en aval	Indiquer les moyens de transport utilisés en externalisation en aval
		ZI d'El Kseur	Institutionnelle
rapports avec les administrations économiques	Dégager la nature des rapports tissés avec la fiscalité, CNAS, chambre de commerce et industrie, inspection de travail, banques et environnement		
Relation avec l'administration et les collectivités locales	Dégager la nature de la relation nouée avec l'administration et les collectivités locales		
Recours à un prêt bancaire	Dégager la nature des sources de financement de la création		
Financement avec facilité	Vérifier si l'accès au crédit bancaire est facile		
Création d'entreprise dans le cadre d'un dispositif d'aide	Recenser les sources de financement de la création dans le cadre d'un dispositif d'aide		
Les réseaux scientifiques	Dégager les rapports noués avec les réseaux scientifiques		
La nature de la relation avec les réseaux scientifiques	Dégager la nature de la relation nouée avec les réseaux scientifiques		
La nature de la relation	Dégager la nature de la relation nouée		

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

ZI d'El Kseur	Institutionnelle	avec les acteurs institutionnels	avec les institutionnels : formelles ou informelles
		Le réseau de confiance	Vérifier si le réseau de confiance impulse le dévorent des relations entre les entreprises
		Le partage d'un système de valeur	Vérifier le rôle du partage d'un système de valeur (tradition, culture commune, langue...) avec les autres entrepreneurs de la zone va favoriser le développement des relations
		Lieux de rencontres des industriels	Vérifier l'existence des associations professionnelles dans la zone pour discuter ensemble sur les problèmes et les objectifs des opérateurs locaux

Source : composé par nos soins.

Les abréviations et les sources des variables retenues pour l'analyse selon les proximités et les zones industrielles, ainsi que les modalités de chacune d'entre elles figurent dans le tableau suivant :

Tableau n°44 : Abréviations et modalités des variables retenues

Variables	Abréviation	Modalités
Attachement territorial	attachem	2
Conception du territoire	Percterr	2
Origine de créateur d'entreprise	Origincreat	3
Facteurs sectoriels	factsect	5
L'approvisionnement local	aprovisloca	5
L'approvisionnement national	aprovisnati	5
L'approvisionnement étranger	aprovisetrang	5
La provenance des produits semi fini	Prodsemifini	6
La nature des relations avec les clients	relatenaval	2
La nature des relations avec les fournisseurs	relateamont	2
Les rapports avec les entreprises	raportent	3
La sous traitance	natsoutrait	4
Les moyens de transport utilisés dans l'approvisionnement	Moyetramont	3
Externalisation de transport en amont	externavamont	2
Les moyens de transport utilisés dans la distribution de	moyetranaaval	3

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

vos produits		
Externalisation de transport en aval	externatraaval	2
Relation de coopération	typcoopera	8
Relation avec l'administration et les collectivités locales	raporadmilo	3
Fiscalité	fi	3
CNAS	CNAS	3
Chambre de commerce et industrie	Chacomind	3
Inspection de travail	Inspetravail	3
Banques	Banques	3
Environnement	Environn	3
Recours à un prêt bancaire	prébanca	2
Financement avec facilité	facilité	2
Création d'entreprise dans le cadre d'un dispositif d'aide	Appui	5
La nature de la relation avec les acteurs institutionnels	relation	2
Les réseaux scientifiques	réseauscient	5
La nature de la relation avec les réseaux scientifiques	naturrelati	6
Le partage d'un système de valeur	systè valeur	2
Lieux de rencontres des industriels	lieurencontre	2
Les réseaux locaux de partenariat	Réeslocpartenariat	2
Le réseau de confiance	Reseauconf	2
Total	34 variables	118

Source : composé par nos soins.

1.3. L'inertie totale expliquée

A partir des données du tableau des évolutions des inerties expliquées par les axes, il ressort que les deux premiers axes permettent de résumer une masse de données qui représente près de 71,37 % de la variance totale.

Tableau n°45 : Valeurs propres et pourcentages d'inertie expliquée dans la zone de Bejaia

	F1	F2	F3
Valeur propre	0,372	0,339	0,274
Inertie (%)	18,588	16,955	13,708

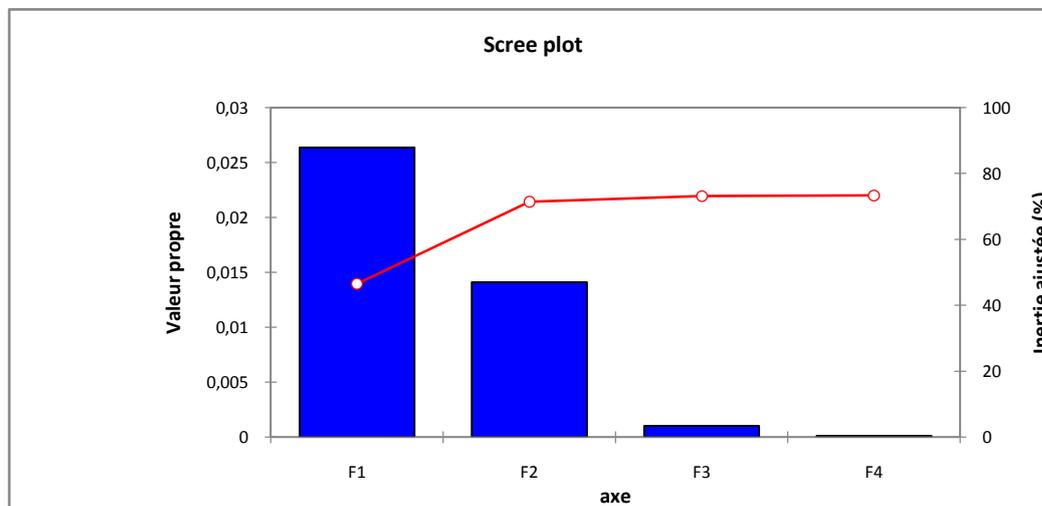
Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

% cumulé	18,588	35,543	49,251
Inertie ajustée	0,026	0,014	0,001
Inertie ajustée(%)	46,476	24,891	1,829
% cumulé	46,476	71,367	73,196

Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

Comme indiqué dans le tableau n°45, le premier axe permet de restituer 46,48 % de l'inertie totale et 24,89 % pour le second axe factoriel. Le plan principal contient de ce fait 71,73 % de l'information ce qui est satisfaisant. Le troisième axe, quant à lui, exprime près de 1,83 % de l'inertie totale. On remarque une stagnation de l'inertie entre la deuxième et la troisième composante principale. De plus, à partir de cet axe on enregistre une chute régulière de l'inertie totale et c'est pour cela que nous ne retenons que les deux premiers axes pour la suite de l'étude. Le graphique des valeurs propres permettant de synthétiser le tableau 45 se présente comme suit :

Figure n°7 : Graphique des valeurs propres et des pourcentages d'inertie expliquée dans la zone de Bejaia



Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

Quant à l'inertie expliquée dans la zone d'Akbou, selon des données du tableau des évolutions des inerties expliquées par les axes, il ressort que les deux premiers axes permettent de résumer une masse de données qui représente près de 60,222 % de la variance totale.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

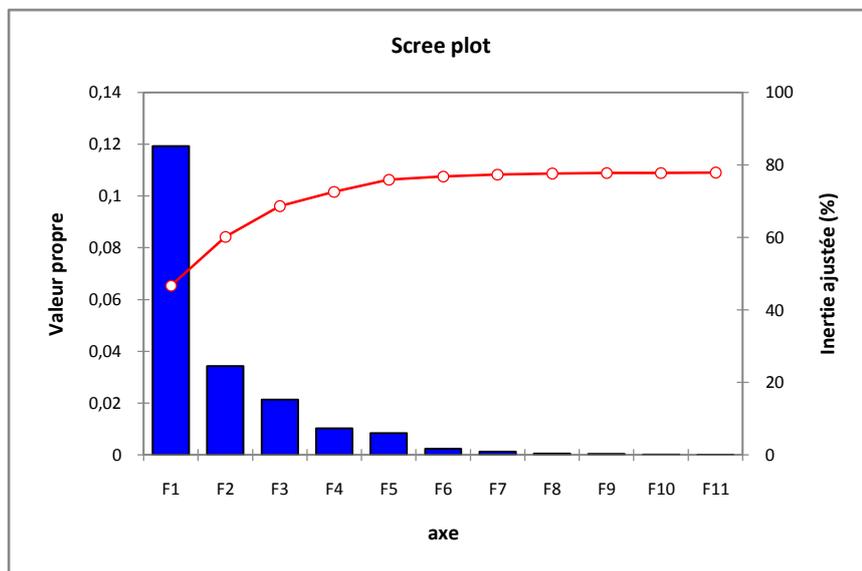
Tableau n°46: Valeurs propres et pourcentages d'inertie expliquée dans la zone d'Akbou

	F1	F2	F3
Valeur propre	0,405	0,259	0,224
Inertie (%)	16,497	10,567	9,125
% cumulé	16,497	27,064	36,189
Inertie ajustée	0,119	0,034	0,021
Inertie ajustée (%)	46,764	13,457	8,396
% cumulé	46,764	60,222	68,618

Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

La lecture des données du tableau 50 indique que le premier axe permet de restituer 46,764% de l'inertie totale et 13,457 % pour le second axe factoriel. Le plan principal contient de ce fait 60,222 % de l'information ce qui est satisfaisant. Le troisième axe, quant à lui, exprime près de 8,396 % de l'inertie totale. Nous remarquons alors une diminution de l'inertie entre la deuxième et la troisième composante principale. Le graphique des valeurs propres se présente comme suit :

Figure n°8 : Graphique des valeurs propres et des pourcentages d'inertie expliquée dans la zone d'Akbou



Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

Dans la zone d'El kseur, le premier axe permet de restituer 42,246 % de l'inertie totale et 15,227 % pour le second axe factoriel. Le plan principal contient de ce fait 57,473 % de l'information ce qui est satisfaisant. Le troisième axe, quant à lui, exprime près de 9,560 % de l'inertie totale.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

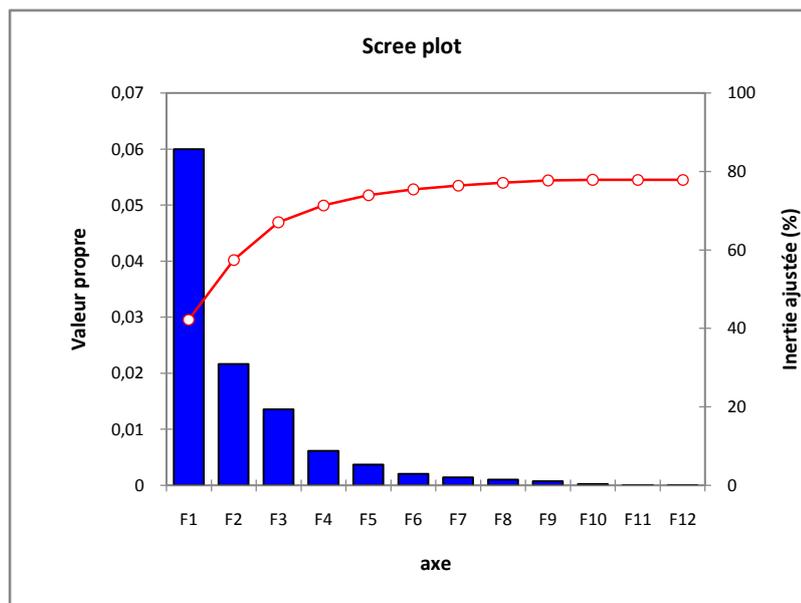
Tableau n°47 : Valeurs propres et pourcentages d'inertie expliquée dans la zone d'El Kseur

	F1	F2	F3
Valeur propre	0,285	0,192	0,163
Inertie (%)	16,905	11,398	9,680
% cumulé	16,905	28,303	37,983
Inertie ajustée	0,060	0,022	0,014
Inertie ajustée (%)	42,246	15,227	9,560
% cumulé	42,246	57,473	67,034

Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

La représentation graphique des valeurs propres permettant de synthétiser le tableau 51 se présente comme suit :

Figure n°9 : Graphique des valeurs propres et des pourcentages d'inertie expliquée dans la zone d'El Kseur



Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

1.4. Présentation des sous-échantillons dégagés par l'ACM

La connaissance de la qualité de représentation des variables et des individus sur les principaux axes impose de recourir à trois éléments :

- La contribution des variables à la construction de chacun des axes ;
- Le cosinus carré de chacune des variables avec leur projection sur chacun des axes principaux ;
- Les valeurs test de chacune des variables.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Le choix des variables qui caractérisent chacune des catégories doit tenir compte, comme nous l'avons avancé précédemment, de la contribution de celles-ci aux axes factoriels retenus (F1 et F2 dans notre cas), des cosinus carrés et des valeurs test. Nous avons construit **une segmentation en trois proximités : proximité géographique dans la zone de Bejaia, proximité organisationnelle dans la zone d'Akbou et une proximité institutionnelle dans la zone d'El Kseur.**

1.4.1. Une segmentation en proximité géographique dans la zone industrielle de Bejaia

Les résultats de cette analyse montrent que deux composantes sont retenues : F1 et F2 qui expriment 71,73 % de l'inertie totale soit respectivement 46,48 % pour l'axe factoriel F1 et 24,89 % pour le second axe factoriel. Cet état de fait permet de définir les deux groupes de variables qui déterminent la proximité géographique dans la zone de Bejaia.

Sur l'axe factoriel F1 (46,48 %), nous distinguons le premier groupe dont les variables déterminantes sont : percterr-Des ressources spécifiques à exploiter pour le développement, factsect-Proximité des fournisseurs et attachem-Peu important. Les valeurs tests de ces différentes modalités se sont révélées significatives sur cet axe (valeur absolue supérieure ou égale à 2). En effet, l'existence d'un marché en amont et en aval est un facteur déterminant dans le choix de la localisation. Ce qui renforce le constat selon lequel il existerait une corrélation entre la proximité géographique du marché (les fournisseurs) et le choix de la localisation des entreprises. Ce groupe comprend des entreprises **qui sont peu attachées au territoire, leur perception du territoire comme des ressources spécifiques à exploiter pour le développement, et la proximité des fournisseurs comme facteur sectoriel dans le choix de localisation.**

Sur l'axe factoriel F2 (24,89 %), nous distinguons également le **deuxième** groupe distinct dont les variables déterminantes sont : attachem-Très important percterr-Des ressources génériques à exploiter pour le développement et percterr-Un espace auquel vous appartenez et que vous voulez développer. Ce groupe comprend des entreprises qui **sont très attachées au territoire, et elles perçoivent le territoire comme un espace qui l'appartient et des ressources génériques à exploiter pour le développement.** Cela explique que la proximité géographique permet au territoire d'être autant un référent physique que cognitif en renforçant le sentiment d'appartenance de ses acteurs.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Tableau n°48 : Les variables déterminantes de la proximité géographique dans la zone de Bejaia

Catégorie	Modalités	Signification	Contribution à l'axe F1 (%)	Cosinus carrés	Valeurs test
Proximité géographique lié à l'existence des ressources spécifiques à exploiter, proximité des fournisseurs et peu attaché au territoire	percterr-Des ressources spécifiques à exploiter pour le développement	Perception du territoire comme des ressources spécifiques à exploiter pour le développement	11,60	0,184	-3,322
	factsect-Proximité des fournisseurs	Facteur sectoriel : Proximité des fournisseurs	9,20	0,200	-3,460
	attachem-Peu important	Attachement au territoire est peu important	5,50	0,093	-2,364
Catégorie	Modalités	Signification	Contribution à l'axe F2 (%)	Cosinus carrés	Valeurs test
Proximité géographique lié à l'existence des ressources génériques, un espace à développer, et attachement au territoire très important	attachem-Très important	Attachement au territoire est très important	4,40	0,525	5,611
	percterr-Des ressources génériques à exploiter pour le développement	Perception du territoire comme des ressources génériques à exploité pour le développement	4,70	0,139	2,884
	percterr-Un espace auquel vous appartenez et que vous voulez développer	Perception du territoire comme un espace auquel vous appartenez et que vous voulez développer	16,20	0,362	-4,658

Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

1.4.2. Une segmentation en proximité organisationnelle dans la zone d'Akbou

Sur le plan F1-F2 (60,222 % %), permet de définir les trois groupes de variables qui déterminent **la proximité organisationnelle dans la zone d'Akbou**.

Sur l'axe factoriel de F1 (46,764 %) comprend deux groupes de variables. Le premier groupe de variables **liés à des relations tissés en amont, composé de** externamont-La même zone de la wilaya, aprovisloca-moins de 10%, prodsemifini- D'autres wilayas de l'Algérie, moyetramont-Externalise le transport, et externamont-La même zone de la wilaya.

Quant au deuxième groupe de variables **liés à des relations tissés en aval**, composé de moyetranaval-Externalise le transport, externatraaval-La même zone de la wilaya et raportent-sous traitance. Les valeurs tests de ces distinctes modalités se sont montrées significatives sur cet axe. Sur l'axe factoriel F2 (13,457%), nous distinguons encore le **troisième** groupe distinct dont les variables déterminantes sont : typcoopera- Financement de formations, relateamont-Marchande et typcoopera-Développement d'un label régional et spécifique.

Ce groupe comprend des **variables liés aux rôles de la proximité organisationnelles dans les rapports tissées avec les entreprises à proximités géographiques**. Cela rejoint l'idée de Boschma qui a expliqué le rôle joué par la proximité organisationnelle dans la coordination des relations et l'échange de connaissances et d'information entre les membres d'une même ou de plusieurs organisations⁸.

⁸Guédon J., Adam-Ledunois S., (2008), Les parcs industriels fournisseurs ou le choix de la proximité géographique, In Revue Organisations et Territoires, été, vol. 17, n°2, p. 5-13.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Tableau n°49 : Les variables déterminantes de la proximité organisationnelle dans la zone industrielle d'Akbou

Catégorie	Modalités	Signification	Contribution à l'axe F1 (%)	Cosinus carrés	Valeurs test
Variables liés à des relations tissés en amont	aprovisloca-moins de 10%	Approvisionnement local au moins de 10 %	1,20	0,077	2,023
	externamont-La même zone de la wilaya	Le transport est externalisé en amont dans même zone de la wilaya	4,90	0,287	3,903
	moyetramont-Externalise le transport	Externalise le transport en amont	9,30	0,890	6,869
	prodsemifini-D'autres wilayas	Les produits semi fini des autres wilayas de l'Algérie	1,40	0,017	2,004
Variables liés à des relations tissés en aval	moyetranaval-Externalise le transport	Externalise le transport en aval	1,19	0,923	6,996
	externatraaval-La même zone de la wilaya	Le transport est externalisé en aval dans même zone de la wilaya	6,00	0,337	4,228
	raportent-sous traitance	La sous traitance entre les entreprises à proximités géographiques	1,50	0,082	-2,081
Catégorie	Modalités	Signification	Contribution à l'axe F2 (%)	Cosinus carrés	Valeurs test
Variables liés aux rapports tissés avec les entreprises à proximité géographique	typcoopera-Financement de formations	Le financement de formations comme type de coopération	6,70	0,207	3,309
	relateamont-Marchande	Les relations marchandes tissées en amont	0,10	0,095	-2,243
	typcoopera-Développement d'un label régional et spécifique	Développement d'un label régional et spécifique comme type de coopération	2,60	0,087	2,145

Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

1.4.3. Une segmentation en proximité institutionnelle dans la zone d'El Kseur

Sur le plan F1-F2 (57,473 %), il permet de définir les trois groupes de variables qui déterminent la proximité **institutionnelle dans la zone industrielle d'El Kseur.**

Sur l'axe factoriel de F1 (42,246%) comprend un groupe de variable. Il se compose de variables **liés à aux rapports moyens tissés avec les banques et l'université ainsi la création d'une organisation locale pour un développement et un réseau local de partenariat.** Il est composé de réesloccpartenariat-oui, orglocadev-oui, Banques-moyen réseauscient-Université et naturrelati-Recrutement. Sur l'axe factoriel F2 (15,227 %) oppose orgafoires-non, Banques-médiocre, raporadmilo-médiocre et prêtbanca-NON au groupe de variables CNAS-excellent prêtbanca-OUI raporadmilo-moyen Banques-moyen et orgafoires-oui. Les valeurs tests de ces distinctes modalités se sont montrées significatives sur cet axe.

Cette situation de fait permet de définir dans deux groupes d'entreprises : **des entreprises qui tissent des rapports médiocres avec l'administration locale et les banques d'où le non recours aux prêts bancaires ainsi la non organisation des foires et un autre groupe d'entreprises qui tissent des rapports excellents et moyens avec l'administration locale, CNAS et les banques d'où le recours aux prêts bancaires ainsi l'organisation des foires.**

Tableau n°50 : Les variables déterminantes de la proximité institutionnelle dans la zone d'El Kseur

Catégorie	Modalités	Signification	Contribution à l'axe F1 (%)	Cosinus carrés	Valeurs test
Variables liés aux rapports moyens tissés avec les banques et l'université ainsi la création d'une organisation locale pour un développement et un réseau local de partenariat	réesloccpartenariat-oui	Un réseau local de partenariat : oui	5,00	0,315	-2,915
	orglocadev-oui	Organisation locale pour un développement : oui	0,50	0,003	-2,699
	Banques-moyen	Le rapport avec les banques (moyen)	1,40	0,180	2,206
	réseauscient-Université	Le rapport avec l'université	4,20	0,174	-3,178
	naturrelati-Recrutement	Recrutement	2,80	0,374	2,165

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Catégorie	Modalités	Signification	L'axe F2 (%)	Cosinus carrés	Valeurs test
Variables liés aux rapports médiocres tissés avec l'administration locale et les banques d'où le non recours aux prêts bancaires ainsi la non organisation des foires	orgafoires-non	Organisation des foires : non	0,40	0,209	2,377
	Banques-médiocre	Le rapport avec les banques (médiocre)	4,00	0,156	2,050
	raporadmilo-médiocre	Le rapport avec l'administration locale (médiocre)	9,10	0,463	-3,537
	prétbanca-non	Le prêt bancaire : non	1,70	0,176	2,178
Variables liés aux rapports excellents et moyens tissés avec l'administration locale, CNAS et les banques d'où le recours aux prêts bancaires ainsi l'organisation des foires	CNAS-excellent	Le rapport avec les CNAS (excellent)	3,50	0,168	-2,163
	prétbanca-oui	Le prêt bancaire : oui	3,10	0,176	-2,178
	raporadmilo-moyen	Le rapport avec l'administration locale (moyen)	4,50	0,450	3,519
	Banques-moyen	Le rapport avec les banques (moyen)	2,00	0,173	-2,163
	orgafoires-oui	Organisation des foires : oui	5,30	0,209	-2,377

Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

Dans ce cas, les variables qui expliquent la proximité institutionnelle dans la zone d'El Kseur permet notamment de modérer les interactions entre plusieurs organisations et de connaître leurs comportements de manière anticipée. Donc, elle regroupe l'ensemble des savoirs communs aux acteurs au sein d'une ou de plusieurs organisations (Boschma, 2005)⁹.

⁹Boschma Ron A ., (2005), Proximity and innovation: a critical assessment, Regional Studies, 39, p .46.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Section 2 : La classification ascendante hiérarchique (CAH)

L'évaluation de la qualité d'une classification est un aspect très important pour valider les classes obtenues. Plusieurs critères de validation des classes sont présentés dans la littérature (Dubes et Jain 1976; Richard et Jain 1979; Halkidi et al. 2002; Jain 2008)¹⁰. Ces critères peuvent être regroupés en deux grandes familles. La famille des critères non-supervisés ou interne qui utilise uniquement les informations internes aux données telles que la distance entre les observations, pour quantifier l'adéquation entre les classes obtenues avec un algorithme de classification et l'idée que l'on se fait d'une bonne classification à savoir la séparabilité et la compacité des classes.

Les méthodes de classification font parties intégrante de l'analyse de données. Dans le domaine de la reconnaissance des formes elle porte le nom de classification non-supervisée. Le terme anglais pour classification est clustering, les classes étant des clusters. Le terme anglais classification désigne davantage classement, donc c'est le fait d'affecter des objets à des classes prédéfinies, voire analyse de données en général.

Dans la première section du présent chapitre, nous avons procédé par une analyse multidimensionnelle qui a permis la réduction du nombre de variables d'une part mais aussi de dégager des groupes de variables qui déterminent des différentes proximités dans les différentes zones.

L'objectif de cette section consiste à présenter une méthode supplémentaire de l'ACM. Les méthodes de classifications ont pour avantage majeur de pouvoir délimiter avec une précision extrême les individus appartenant à chacune des catégories et dans un même temps de confirmer les résultats de la méthode de l'ACM.

2.1. Principe de la classification hiérarchique ascendante

La classification hiérarchique ascendante permet de construire une hiérarchie entière des objets dans un ordre ascendant. On commençant par considérer chaque individu comme une classe et on essaye de fusionner deux ou plusieurs classes appropriées (selon la similarité) pour former une nouvelle classe. Le processus est itéré jusqu'à ce que tous les individus se trouvent dans une même classe. Cette classification génère un arbre que l'on peut couper à différents niveaux pour obtenir un nombre des classes plus ou moins grand¹¹. Les objectifs de la classification sont donc de regrouper les individus décrits par un ensemble de variables, ou regrouper les variables observées sur des individus et d'interpréter ces regroupements par une synthèse des résultats. L'intérêt de regrouper les individus est ici de les classer en conservant

¹⁰ Dubes R., Jain A. K., (1976), Clustering techniques: The user's dilemma. Pattern Recognition, p. 247 –260.

¹¹ Gassemi K., Bournois F., (2010), Caractéristiques et typologie des cadres dirigeants. L'exemple marocain, In Revue internationale de psychologie et de gestion des comportements organisationnels, 2010/39 Vol. XVI, p. 142.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

leur caractère multidimensionnel, et non pas seulement à partir d'une seule variable. Si les variables sont nombreuses il peut être intéressant de les regrouper afin de réduire leur nombre pour une interprétation plus facile¹².

Le principe repose donc sur la création à chaque étape d'une partition obtenue en agrégeant deux à deux les éléments (individus ou plus rarement variables) les plus proches. Les différentes façons de créer un nouveau couple constituent autant de différents algorithmes¹³ de classification hiérarchique ascendante.

Puisque les méthodes hiérarchiques fusionnent les groupes à des degrés décroissants de ressemblance, il est naturel de représenter les résultats de la classification au moyen d'une structure arborescente que l'on appelle dendrogramme .Il peut être intéressant de fournir ici l'algorithme pour la construction d'un dendrogramme qui consiste à ordonner les observations de telle sorte qu'il n'y ait aucun croisement entre les diverses branches du dendrogramme. L'algorithme de classification hiérarchique ascendante est simple et facile à programmer. Son déroulement suit les étapes suivantes :

1. placer les observations selon un ordre quelconque de gauche à droite
2. s'il ne reste qu'un seul groupe, on termine.
3. prendre les groupes compris entre les groupes qui fusionnent et les déplacer rigidement à la droite de la dernière observation du groupe fusionné situé le plus à droite.
4. retourner à 2.

La classification hiérarchique ascendante (CAH) produit un arbre binaire de classification (dendrogramme), dont la racine correspond à la classe regroupant l'ensemble des individus. L'ensemble des nœuds définit une «hiérarchie» sur l'ensemble d'objets. L'interprétation repose essentiellement sur la lecture du dendrogramme. Elle devient problématique lorsque le nombre d'individus est très important. Elle doit se faire de haut en bas en examinant d'abord les partitions qui possèdent peu de classes, pour ensuite entrer dans des considérations plus détaillées¹⁴. Le dendrogramme a pour avantage de pouvoir mettre en évidence les liens hiérarchiques existant entre individus ou groupes d'individus d'une part et d'indiquer le niveau de proximité grâce notamment à la prise en compte de la hauteur des branches.

¹²Martin A ., (2004), op. Cite, p. 78.

¹³Roux M ., (2006), Algorithmes de classification, www.imep-cnrs.com/docu/mroux/algoclas.pdf, Consulté le 28.11.2018.

¹⁴Martin A., (2004), op. Cite, p.98.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

2.2. Résultats de la classification ascendante hiérarchique dans la zone industrielle de Bejaia

La classification hiérarchique ascendante (CAH) consiste à agréger progressivement les individus selon leur ressemblance, mesurée à l'aide d'un indice de similarité ou de dissimilarité. Elle nécessite la définition d'une mesure de similarité ou de distance entre les objets à classer, échantillons; et d'un critère d'agrégation des classes qui peut être défini comme une mesure de similarité ou de distance entre les classes d'objets Elle produit une suite de partitions emboîtées de l'ensemble d'objets à classer. Au départ, on a une partition en n classes, chaque classe étant composée d'un seul objet (partition la plus fine). L'algorithme commence par rassembler les couples d'individus les plus ressemblants, puis à agréger progressivement les autres individus ou groupes d'individus en fonction de leur ressemblance, jusqu'à ce que la totalité des individus ne forme plus qu'un seul groupe.

Pour procéder à la classification des individus, nous avons opté à l'identique la liste des variables utilisées lors de la méthode d'analyse des correspondances multiples (ACM). Nous avons retenus 4 variables comportant au total 12 modalités. Nous attirons l'attention sur le fait que nous avons été contraints de procéder au regroupement de certaines modalités pour améliorer la qualité des résultats et de la classification. Les modalités dont il s'agit ici sont celles dont l'effectif est faible au point où ceci risque de biaiser les résultats.

La visualisation du dendrogramme fait ressortir quatre grandes classes notées ici : **C1, C2 C3 et C4**. La variance pour la classification optimale est décomposée comme suit :

Tableau n°51 : Décomposition de la variance pour la classification optimale (ZI de Bejaia)

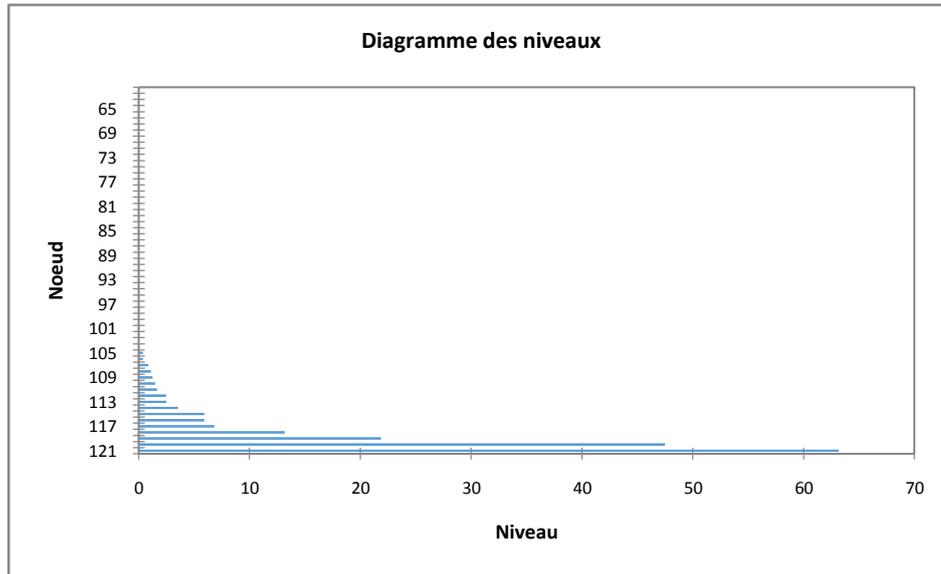
Variance Absolu Pourcentage	Variance Absolu Pourcentage	Variance Absolu Pourcentage
Intra-classe	1,057	44,25%
Inter-classes	1,331	55,75%
Totale	2,389	100,00%

Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

La représentation graphique le diagramme des niveaux selon la méthode CAH dans la zone de Bejaia permettant de synthétiser le tableau (51) se présente comme suit :

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

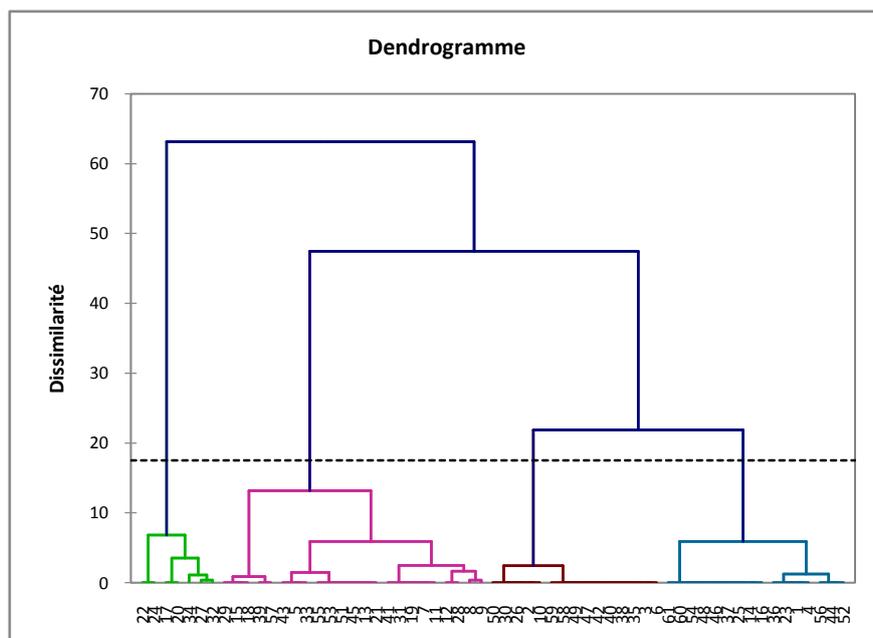
Figure n°10 : Présentation le diagramme des niveaux (ZI de Bejaia)



Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

Au terme de la classification un dendrogramme permettant de mettre en relief les différentes classes ainsi que les diverses hiérarchies est construit.

Figure n°11 : Présentation du dendrogramme (ZI de Bejaia)



Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

D'après le dendrogramme, les caractéristiques et typologie des classes dégagées par la CAH sont :

- **Classe 1 : Les entreprises à proximité géographiques lié à la l'existence des ressources génériques à exploiter, proximité des fournisseurs et peu attachés au territoire.** Cette classe est composée de **16** individus représentant **26,23** % de l'effectif total. Cela affirme l'idée que la localisation de ces entreprises se fait par l'existence d'un facteur sectoriel important c'est la présence et proximité des fournisseurs avec un degré d'attachement au territoire peu important et la conception du territoire comme des ressources génériques à exploiter.
- **Classe 2 : Les entreprises à proximité géographique lié à la l'existence des ressources génériques à exploiter, proximité des fournisseurs et très attachés au territoire.** Cette classe est composée de **15** individus représentant **24,59** % de l'effectif total. Nous relevons les caractéristiques qui suivent : proximité des fournisseurs, l'existence des ressources génériques à exploiter et le degré d'attachement au territoire est très important.
- **Classe 3 : Les entreprises à proximité géographiques lié à l'existence d'un facteur sectoriel important, c'est la proximité des fournisseurs et ils sont très attachés au territoire et ils conçoivent le territoire comme un espace auquel ils appartiennent pour le développer.** Cette classe est composée de **23** individus représentant **73,70** % de l'effectif total. Cela rejoint l'idée que 44 des créateurs de ses entreprises localisées dans la zone de Bejaia sont originaires de la région, donc nous pouvons déduire l'idée que la culture de l'ancrage territorial commence à se développer dans la région.
- **Classe 4 : Les entreprises à proximité géographique lié à l'existence des ressources spécifiques à exploiter, proximité des fournisseurs et ils sont peu attachés au territoire.** Cette classe est composée de **7** individus représentant **11,47** % de l'effectif total. Avec un taux réduit soit **06,56** % des réponses des enquêtés (voir le tableau 63) concernant la perception de territoire de la wilaya de Bejaia comme des ressources spécifiques à exploité pour le développement. Ces ressources naissent de la coopération et de partage d'information ses derniers sont presque inexistant, cela conduit à l'inexistence de ses ressources spécifiques .Le degré d'attachement est très important cela rejoint l'idée de qui montre que le sentiment d'appartenance à un lieu ou un métier, la culture d'entreprise ou encore l'esprit maison, font partie des ressources spécifiques (Velben, 1899)¹⁵.

¹⁵Velben T., (1899), The theory of leisure class, The Milan company, New York (traduit en Français :Théorie de la classe de loisir, Gallimard, 1970, Paris, p.17)

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

2.3. Résultats de la classification ascendante hiérarchique dans la zone industrielle d'Akbou

L'analyse par la classification ascendante hiérarchique dans la zone industrielle de d'Akbou, nous avons opté la même liste des variables utilisées lors de la méthode d'analyse des correspondances multiples (ACM). Nous avons retenus 12 variables comportant au total 38 modalités. La visualisation du dendrogramme fait ressortir trois grandes classes notées ici : **C1, C2 et C3**. La variance pour la classification optimale est décomposée comme suit :

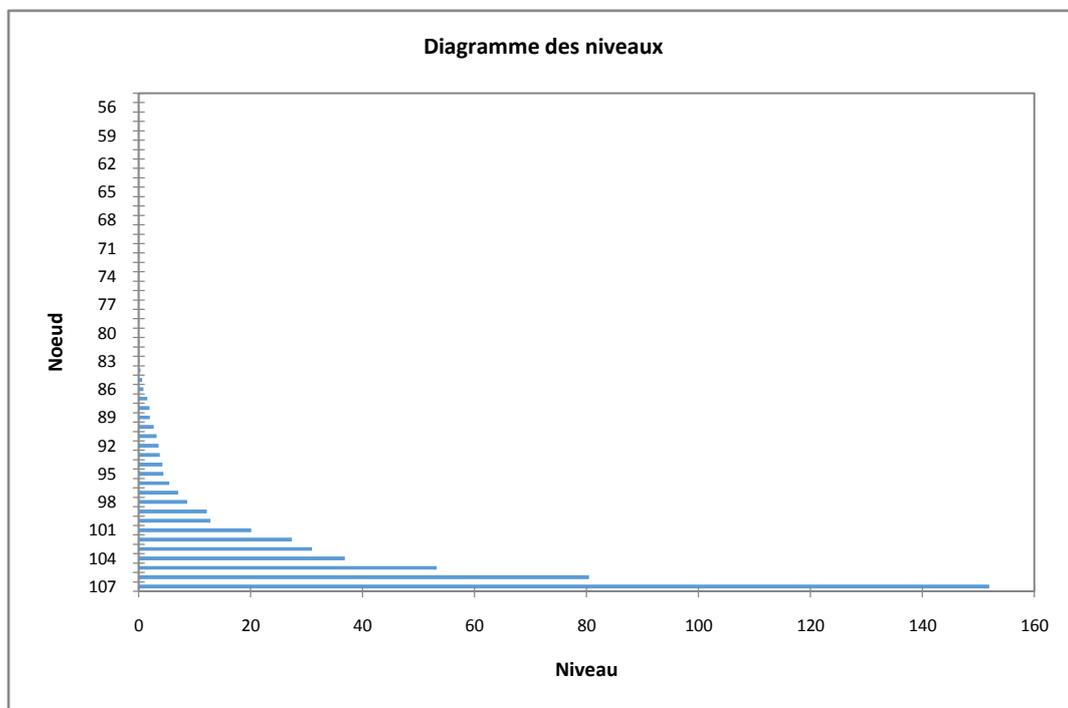
Tableau n°52 : Décomposition de la variance pour la classification optimale (ZI d'Akbou)

Variance Absolu Pourcentage	Variance Absolu Pourcentage	Variance Absolu Pourcentage
Intra-classe	3,717	60,30%
Inter-classes	2,447	39,70%
Totale	6,165	100,00%

Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

La représentation graphique diagramme des niveaux dans la zone d'Akbou permettant de synthétiser le tableau (52) se présente comme suit :

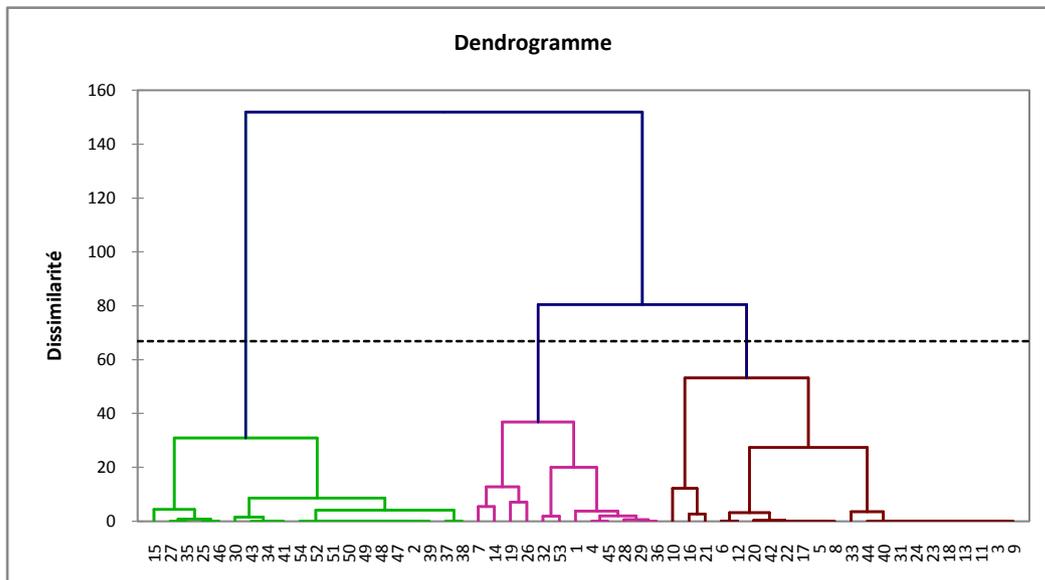
Figure n°12 : Présentation le diagramme des niveaux (ZI d'Akbou)



Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Figure n°13 : Présentation du dendrogramme (ZI d'Akbou)



Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

D'après le dendrogramme, les caractéristiques et typologie des classes dégagées par la CAH sont :

- **Classe 1 : Les entreprises qui tissent des relations en amont.** Cette classe est composée de 12 individus représentant **22,22 %** de l'effectif total. Nous relevons les caractéristiques qui suivent : **les entreprises qui externalisent le transport en amont dans la même zone et s'approvisionnent localement au moins de 10 % d'autres wilayas de l'Algérie.** Ce constat, nous permis de déduire que les entreprises enquêtées tissent des relations avec ses fournisseurs, mais ces relations restent insuffisantes. En effet, l'approvisionnement en matières premières se fait fréquemment auprès des entreprises situées dans le reste de pays. Quant aux recours aux d'autres entreprises prestataires de services (externalisation ses moyens de transport des matières premières dans la même zone avec 13 entreprises de l'échantillon total de la zone) est significative.
- **Classe 2 : Les entreprises qui tissent des relations en aval.** Cette classe est composée de 22 individus représentant **40,74 %** de l'effectif total. Nous relevons les caractéristiques qui suivent : les entreprises externalisent le transport en aval, soit 23 cas de l'échantillon total et soit près de la moitié de cette externalisation est tissés avec les entreprises installées dans la même zone de la wilaya. **Le taux des interactions qui recourent aux sous – traitance est faible, soit (16,08 %) des entreprises enquêtées,** cela induit que **la proximité organisationnelle reste inactivé au sein de la zone industrielle d'Akbou.**

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

• **Classe 3 : Variables liés aux rapports tissées avec les entreprises à proximité géographique.** Cette classe est composée de **23** individus représentant **42,59 %** de l'effectif total. Nous relevons les caractéristiques qui suivent : **Les relations marchandes tissées en amont, le financement de formations comme type de coopération et le développement d'un label régional et spécifique comme type de coopération.** Au niveau de cette troisième classe, les entreprises de la zone d'Akbou tissent des relations marchandes avec ses fournisseurs cela conduit à l'absence des relations hors marché qui favorise la diffusion des externalités technologiques et d'informations. Quant à la collaboration avec les entreprises à proximités géographiques, où le niveau de coopération est significatif surtout pour le développement d'un label régional et spécifique (7 cas), dans le but de donner une image pour cette zone qui compte parmi les zones les plus dynamiques au niveau de la wilaya. Suivi par le financement de formations comme type de coopération les plus pratiquées.

2.4. Résultats de la classification ascendante hiérarchique dans la zone industrielle d'El Kseur

Nous avons opté la même liste des variables utilisées lors de la méthode d'analyse des correspondances multiples (ACM) pour faire une classification **ascendante hiérarchique dans la zone industrielle d'El Kseur**, Nous avons retenus 19 variables comportant au total 51 modalités. La présentation du dendrogramme fait ressortir quatre grandes classes : **C1, C2 C3 et C4**. La variance pour la classification optimale est décomposée comme suit :

Tableau n°53 : Décomposition de la variance pour la classification optimale (ZI d'El Kseur)

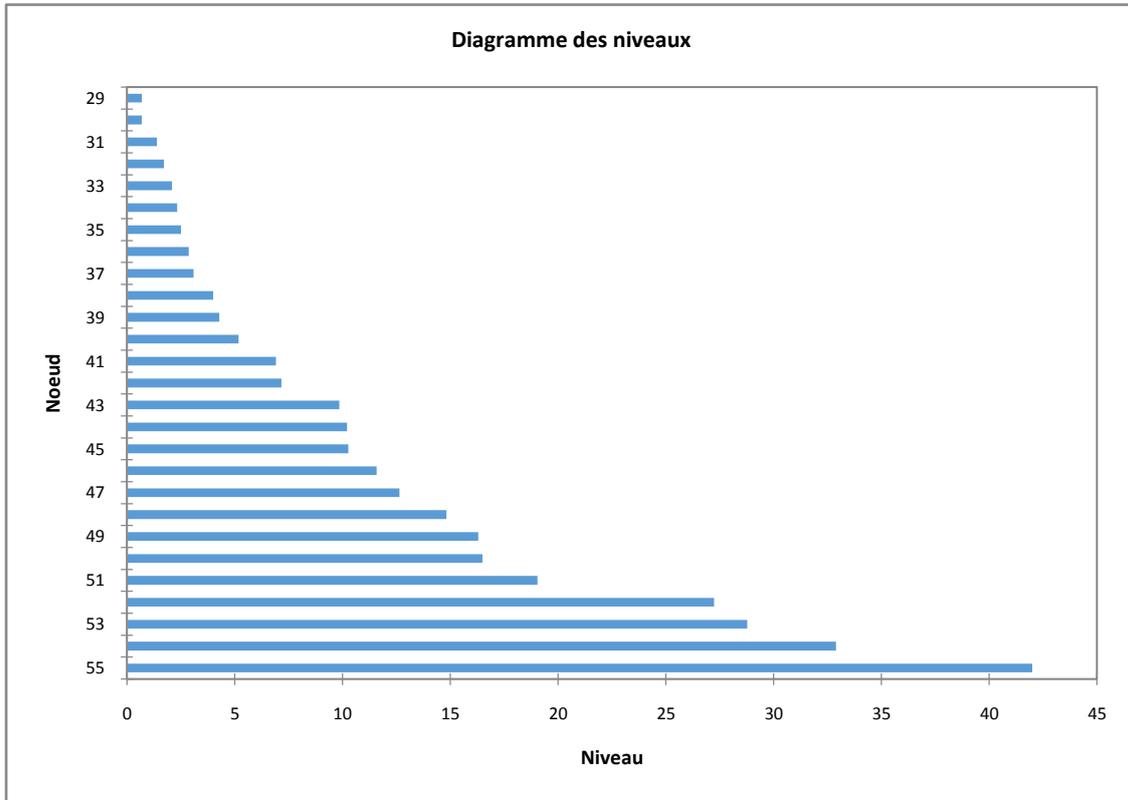
Variance Absolu Pourcentage	Variance Absolu Pourcentage	Variance Absolu Pourcentage
Intra-classe	11,156	90,57%
Inter-classes	1,162	9,43%
Totale	12,317	100,00%

Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

La représentation graphique du **diagramme des niveaux dans la zone d'El Kseur** permettant de synthétiser le tableau (53) se présente comme suit :

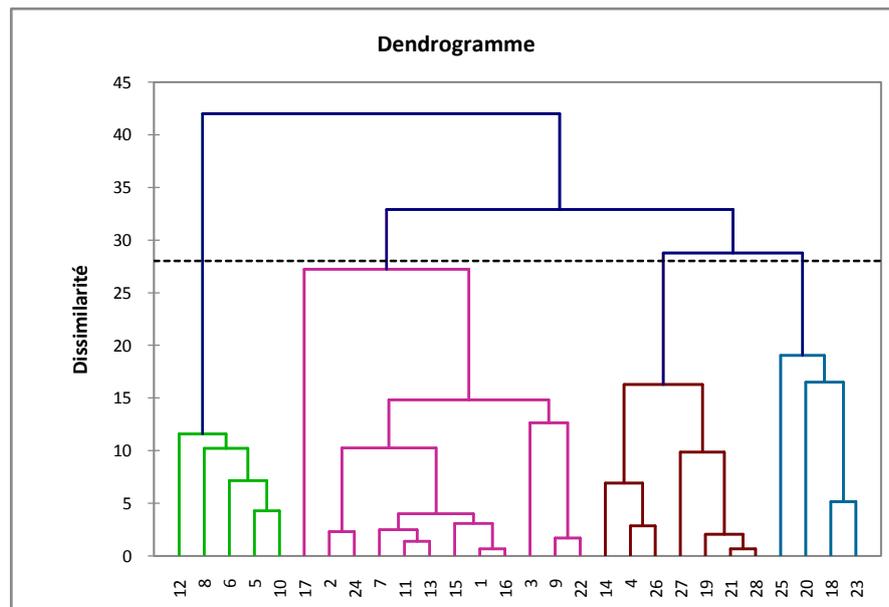
Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Figure n°14 : Présentation le diagramme des niveaux (ZI d'El Kseur)



Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

Figure n°15 : Présentation du dendrogramme (ZI d'El Kseur)



Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

La lecture de le dendrogramme, nous permet de dégager les caractéristiques et typologie des classes dégagées par la CAH sont :

• **Classe 1** : Les entreprises qui tissent des rapports moyens avec l'administration locale, CNAS, le fisc, le réseau scientifique, l'environnement, inspection de travail et les banques d'où le recours au prêt bancaire mais avec une difficulté d'octroyer les prêts bancaires et non perception des aides et appui de la part des collectivités locales. Cette classe est composée de **12 individus** représentant **42,86 %**.

Dans ce cas, la proximité institutionnelle est ainsi présentée comme l'élément décisif de la structuration d'une action collective à partir d'une convergence des objectifs individuels et d'une mise en coordination des acteurs¹⁶. Mais, elle reste toujours inactivée vue la défaillance du système bancaire local ainsi le rôle mitigé des collectivités locales.

• **Classe 2** : Les entreprises qui tissent des rapports **médiocres** avec CNAS, le fisc, le réseau scientifique, l'environnement, inspection de travail et les banques mais elles font **appel aux prêts bancaires**. Cette classe est composée de **7 individus** représentant **25 %** de l'effectif total.

La proximité institutionnelle semblait, finalement, dans cette classe trop faible. Cela est dû aux rapports médiocres avec l'administration locale et surtout le secteur bancaires.

• **Classe 3** : Les entreprises qui tissent des **rapports excellents et moyens** avec l'administration locale, CNAS, le fisc, le réseau scientifique et les banques surtout le dernier acteur où les entreprises de cette classe ont le recours aux prêts bancaires et perception des aides auprès des collectivités locales. Cette classe est composée de **5 individus** représentant **17,85 %** de l'effectif total.

Cela rejoint l'idée de Kirat et Lung (1999), qui comprennent la proximité institutionnelle comme la capacité des acteurs à se coordonner par la convergence de leurs représentations vers un ensemble de règles partagées¹⁷. Mais elle reste insuffisante pour l'ensemble de la zone industrielle d'El Kseur.

• **Classe 4** : Les entreprises qui tissent des **rapports médiocres** avec l'administration locale CNAS, le fisc, le réseau scientifique, inspection de travail, environnement et les banques d'où le non recours au prêt bancaires, ainsi, ce groupe d'entreprise n'a pas reçu un appui de la part des collectivités locales. Cette classe est composée de **4 individus** représentant **14,28 %** de l'effectif total. La proximité institutionnelle dans cette classe est trop faible. Cela est dû aux rapports médiocres avec l'administration locale mais avec un rapport moyen tissé avec les banques d'où le recours à ce secteur pour financer ses projets.

¹⁶Kirat, T., Talbot, D., (2005). Proximités et institutions : de nouveaux éclairages, Économie et institutions, p. 9-15.

¹⁷Kirat T., Lung Y., 1995, Innovations et proximités : le territoire, lieu de déploiement des processus d'apprentissage, cité dans Lazaric N., Monnier J. M (eds.), Coordination économique et apprentissage des firmes, Economica, Paris, p.36.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Section 3 : La contribution des proximités sur la diffusion d'externalités et développement territorial dans la wilaya de Bejaia

Les résultats de la méthode d'analyse des correspondances multiples (ACM) nous a permis d'explorer notre base de données et de dégager les variables déterminantes pour notre échantillon. La classification ascendante hiérarchique a, quant à elle, permis de délimiter avec précision les groupes homogènes en fonction des proximités de leur contribution à la diffusion d'externalités et développement territorial. Notre objectif à ce niveau consiste à chercher à appréhender le poids de chaque proximité qui peut expliquer la dynamique territoriale et la diffusion des externalités de notre échantillon.

Pour atteindre notre objectif, nous avons utilisé le modèle de régression logistique binaire. Ce choix s'explique par la nature de notre variable dépendante qui est à la fois qualitative et binaire (contribue ou non contribue).

3.1. Appel théorique

La régression logistique propose de tester un modèle de régression dont la variable dépendante est dichotomique (codée 0-1) et dont les variables indépendantes peuvent être continues ou catégorielles. La régression logistique binomiale s'apparente beaucoup à la régression linéaire. Le poids de chaque variable indépendante est représenté par un coefficient de régression et il est possible de calculer la taille d'effet du modèle avec un indice semblable au coefficient de détermination (pseudo R^2). Toutefois, elle ne nécessite pas la présence d'une relation linéaire entre les variables puisque la variable dépendante est dichotomique.

3.1.1. Le modèle de régression logistique binaire

Un modèle de régression logistique permet de prédire la probabilité qu'un événement arrive (valeur de 1) ou non (valeur de 0) à partir de l'optimisation des coefficients de régression. Ce résultat varie toujours entre 0 et 1. Lorsque la valeur prédite est supérieure à 0,5, l'événement est susceptible de se produire, alors que lorsque cette valeur est inférieure à 0,5, il ne l'est pas.

Le modèle de régression logistique binaire c'est la probabilité de réalisation de la contribution par les variables explicatives $X_i = (X_1, X_2, \dots, X_k)$.

Peut s'écrire: $P(x) = \frac{Exp(X_i)}{1 + Exp(X_i)}$, ainsi $0 < f(X_i) < 1$.¹⁸

Donc, $Logit(p) = \ln(p/1-p) = B_0 + B_1X_{i1} + B_2X_{i2} + \dots + B_kX_{ik}$.¹⁹

D'où le vecteur β (β_1, \dots, β_k) désigne les k coefficients associés aux variables explicatives.

¹⁸ Stafford J., Bodson P., (2006), Op. Cite, p. 159.

¹⁹ Idem, p.160.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

3.1.1. La qualité d'ajustement du modèle

L'objectif de la régression logistique est que la variable ajoutée au modèle permette plus efficacement de prédire l'appartenance au groupe que ne le fait le modèle initial (sans prédicteur). La probabilité log (log likelihood), qui s'apparente à la somme des carrés résiduelle (SC_R), permet de comparer la valeur observée et prédite pour une personne et ainsi d'évaluer le degré d'imprécision du modèle²⁰. Cette probabilité indique quelle proportion de variance il reste à expliquer après avoir intégré le prédicteur au modèle. Lorsque la valeur de la probabilité log reste élevée, le modèle est peu ajusté aux données, puisqu'il demeure beaucoup de variance à expliquer. La signification de la diminution de la probabilité log est évaluée dans une distribution χ^2 . La statistique χ^2 remplit donc le même rôle que la valeur F et nous indique si le modèle est significatif.

3.1.2. Le meilleur prédicteur

Dans la régression logistique, le modèle de base est le plus grand nombre de cas, c'est-à-dire la catégorie (0 ou 1) qui obtient la fréquence la plus élevée. En effet, il ne serait pas judicieux d'utiliser la moyenne comme dans la régression linéaire, puisque la moyenne de 0 et de 1 ne ferait pas de sens. Ainsi, le modèle qui fournit la meilleure prédiction est l'événement qui arrive le plus souvent. Ce dernier est utilisé comme constante.

L'amélioration du modèle est donc calculée à partir de la probabilité -2 log de base (*log likelihood value* : -2LL), qui illustre la différence au carré entre le modèle de base (la constante ou l'événement qui arrive le plus souvent) et le modèle avec un ou plusieurs prédicteur (s).

$$\chi^2 = 2[LL(\text{modèle}) - LL(\text{base})]$$

La différence est mise au carré, car le degré de signification du résultat est évalué à partir de la distribution χ^2 (ddl = k-1), où k représente le nombre de paramètres dans le modèle.

3.1.3. Calcul de l'apport de chaque prédicteur : La statistique de Wald

Une fois que nous savons si le modèle est bien ajusté aux données, il est intéressant de connaître l'apport de chaque prédicteur à l'amélioration du modèle. Pour ce faire, nous avons recours à la statistique de Wald. Elle occupe la même fonction que le test-t dans la régression. Elle indique si chaque coefficient beta (*b*) contribue significativement à l'amélioration du modèle, donc si sa valeur est différente de 0. Elle est évaluée dans une distribution χ^2 .

²⁰Stafford J., Bodson P., (2006), op. Cite, p.206.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

3.2. Les variables explicatives la proximité géographique (la proximité géographique contribue ou non) à la dynamique territoriale d'agglomération et la diffusion d'externalités pécuniaires (la zone industrielle de Bejaia)

Nous avons sélectionné les variables les plus susceptibles d'impacter la perception des entreprises localisées dans **la zone industrielle de Bejaia au développement territorial d'agglomération et la diffusion d'externalités pécuniaires**. Certaines variables ont été volontairement éliminées du modèle pour éviter les problèmes de la colinéarité. La colinéarité statistique crée donc des difficultés importantes dans l'interprétation des résultats. Les conséquences de la colinéarité statistique entre les variables explicatives sont les suivantes ²¹:

- les coefficients de régression estimés peuvent être élevés en valeur absolue;
- leurs signes peuvent être contraires à l'intuition;
- les variances des estimateurs peuvent être élevées;
- les coefficients de régression et le coefficient de corrélation multiple sont instables par rapport aux coefficients de corrélation entre les variables explicatives.

Les variables explicatives que nous avons sélectionnées sont : Attachement territorial, conception du territoire, origine de créateur d'entreprise, facteurs sectoriels, facteurs de localisation, main d'œuvre, l'origine des salariés, le choix de localisation et la nature d'externalité.

La méthode utilisée pour ce modèle est la méthode « **ascendante pas à pas** ». Pour l'estimation du modèle logit nous avons utilisé la méthode du « **maximum de vraisemblance** ». Elle consiste à définir la fonction de vraisemblance **L**, **L** représente à son tour, selon Stafford J et Bodson P, « la probabilité d'observer les données d'échantillon sous l'hypothèse que le modèle est vrai »²². Cette procédure consiste à choisir les estimations des paramètres qui permettent d'aboutir à la maximisation de la fonction **L** à l'aide d'un processus itératif. Le critère du rapport de vraisemblance, qui a permis dans notre cas de sélectionner le meilleur modèle, a abouti à la classification correcte de **81,97 %** de l'échantillon. La capacité prédictive obtenue est bonne.

Tableau n°54 : Tableau de classification pour l'échantillon d'estimation (ZI de Bejaia)

Observé	Prévu		Total	Pourcentage Correct
	Non	Oui		
Non	18	7	25	72,00%
Oui	4	32	36	88,89%
Total	22	39	61	81,97%

Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

²¹Foucart T., (2006), Colinéarité et régression linéaire, Mathematics and social sciences, n°173, p.7.

²²Stafford J., Bodson P., (2006), op. Cite, p. 208.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Le pourcentage correct indiqué dans le tableau signifie que le modèle permet d'expliquer **81,97 %** de la variance de la contribution de la proximité géographique au développement territorial d'agglomération et diffusion d'externalités de type pécuniaires.

Le modèle a ainsi retenu six variables de la liste initiale préalablement introduite. Nous avons éliminé les modalités dont leur test Wald est égal à zéro. Celles-ci ainsi que leurs coefficients de régression, le test de Wald et les rapports de côte sont exposés dans le tableau (54). Tels que :

Réf : désigne la modalité de référence par rapport à laquelle les différents paramètres et probabilités de chacune des modalités d'une même variable sont estimés.

B : c'est un paramètre qui permet d'indiquer le sens de la relation entre les variables explicatives et la variable expliquée.

E.S : correspond à l'écart-type du coefficient **B**. A partir de ce paramètre nous pouvons avoir des indications sur la qualité du modèle.

Wald : cette statistique est un test de significativité du coefficient de régression.

ddl: degrés de liberté.

Sig : il fait référence à la significativité du coefficient **B**.

Exp (B) : c'est le rapport des cotes, couramment appelé « odds ratio », des probabilités de la contribution au développement ou pas. Il permet ainsi de comparer les individus qui sont sensés contribuer au développement ou pas. Il est comparé à 1.

IC pour Exp (B) 95 % : c'est un test qui permet de savoir si une relation existe entre la variable explicative et la variable expliquée. Le niveau de confiance pris dans notre cas est de 95%.

Tableau n°55 : Résultats des estimations par le modèle de régression logistique

Variables	B	E.S	Wald	ddl	Signif	Exp(B)	IC pour Exp (B) 95,0%	
							Inferieur	Supérieur
locali			1,200	1	0,273			
locali-1	-1,093	0,998	1,200	1	0,964	0,957	0,141	6,514
maindouv			1,474	5	0,916			
maindouv-6	-0,044	0,978	0,002	1	0,812	0,720	0,048	10,742
maindouv-4	-0,329	1,379	0,057	1	0,599	3,108	0,046	211,963
maindouv-2	1,134	2,154	0,277	1	0,440	2,621	0,227	30,203
maindouv-1	0,963	1,247	0,597	1	0,614	4,167	0,016	1066,240
maindouv-3	1,427	2,829	0,254	1	0,964	0,957	0,141	6,514
factsect				4	3,457	0,484		
factsect-1	-0,445	1,246	0,128	1	0,721	0,641	0,056	7,368
factsect-2	-0,257	1,210	0,045	1	0,832	0,774	0,072	8,296

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

factsect-3	-1,741	1,231	2,001	1	0,157	0,175	0,016	1,956
factsect-5	-0,584	1,601	0,133	1	0,715	0,557	0,024	12,850
factloc				6	3,946	0,684		
factloc-7	0,036	0,975	0,001	1	0,970	1,037	0,153	7,016
factloc-5	1,568	1,308	1,437	1	0,231	4,799	0,369	62,355
factloc-6	0,588	2,380	0,061	1	0,805	1,800	0,017	190,895
factloc-3	-0,392	1,357	0,084	1	0,773	0,676	0,047	9,652
factloc-1	3,515	2,894	1,475	1	0,225	33,604	0,116	9758,841
factloc-2	1,535	1,825	0,708	1	0,400	4,640	0,130	165,807
origisalariés				3	2,621	0,454		
origisalariés-3	1,738	1,120	2,409	1	0,121	5,689	0,633	51,111
origisalariés-2	1,030	1,090	0,894	1	0,344	2,802	0,331	23,716
origisalariés-4	0,809	1,128	0,514	1	0,473	2,246	0,246	20,512
natexter				4	1,259	0,868		
natexter-5	0,200	1,417	0,020	1	0,888	1,222	0,076	19,654
natexter-1	0,371	1,240	0,089	1	0,765	1,449	0,127	16,474
natexter-2	0,838	0,885	0,897	1	0,343	2,312	0,408	13,089
natexter-4	1,082	1,408	0,590	1	0,442	2,950	0,187	46,622
Constante	+0,863	1,475	0,342	1	0,559			

Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

La méthode de la régression logistique binaire a permis de repérer les variables qui expliquent au mieux la contribution de la proximité géographique (les entreprises localisées dans **la zone industrielle de Bejaia**) **au développement territorial d'agglomération et la diffusion d'externalités pécuniaires**. Les variables retenues sont :

- Facteurs de localisation ;
- Facteurs sectoriels ;
- Main d'œuvre ;
- Origine des salariés ;
- Le choix de localisation ;
- La nature d'externalité.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

• **Facteurs de localisation** : L'analyse des résultats des estimations relatives à cette variable fait ressortir que la probabilité à la contribution au développement territorial et diffusion d'externalité est quasiment négligeable pour **l'efficacité de l'administration publique** cela confirme la rigidité de l'administration et la lenteur dans les procédures. La **présence et qualité d'infrastructure de base** est le facteur le plus explicative avec **37,705 %**, suivi par la proximité du **lieu de résidence et tissu d'entreprises** avec **29,508 %**.

• **Facteurs sectoriels** : le même constat est fait pour la seconde variable, à savoir la négligence pour le facteur sectoriel proximité d'entreprises de même secteur. Cela signifie le degré de l'identification de la concurrence et la négligence de la coopération entre eux. Les facteurs sectoriels **proximité des fournisseurs et proximité d'entreprises clientes** se sont les facteurs sectoriels les plus explicatives avec **31,148 % et 29,508 %** respectivement. Mais ces facteurs sectoriels contribuent négativement au développement territorial avec des signes négatifs, respectivement : **(-0,257 et -1,741)**.

• **Main d'œuvre** : **Le facteur de la main d'œuvre qualifiée et savoir faire local est un facteur contribuant** au développement local et territorial d'où la création d'emploi et de la valorisation le savoir local avec **57,377 %**.

• **Origine des salariés** : L'origine géographique des salariés est de la même commune environnante et de la même commune de la zone, respectivement soit : **29,508 % et 27,869%**. **Cela confirme la troisième variable le facteur le savoir faire local.**

• **Le choix de localisation** : Le choix volontaire de la localisation explique **77,049 % de la contribution au développement territorial.**

• **La nature d'externalité** : **Le rôle des prestataires de services aux entreprises et la main-d'œuvre spécialisée comme** les externalités les plus tirés de cette localisation et de la proximité géographique. Cela signifie que ses externalités tirés est **de nature pécuniaires.**

• **La constante du modèle** : les résultats de la régression logistique binaire présentent une constante significative **(0,559)** avec un signe positif **(+0,863)**. Ceci peut s'interpréter comme l'impact positif des variables explicatives sur la dynamique territoriale.

En somme, nous confirmons la première hypothèse posée au départ que **la concentration des activités économiques au niveau de la zone industrielle de Bejaia résulte d'économies externes aux entreprises, liées à des économies d'échelle dans le partage de certaines ressources. Il s'agit ici principalement d'externalités pécuniaires provoquées par la concentration des activités et des personnes et qui se répercutent directement en termes de prix des facteurs de production, dans ce cas, elle se base sur un développement local d'agglomération.**

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Les variables qui n'ont pas été retenues par le modèle sont :

- Attachement territorial ;
- Conception du territoire ;
- Origine de créateur d'entreprise.

Tableau n° 56: Variables non retenues dans le modèle (ZI de Bejaia)

Variable	Score	ddl	Signif
Attachement territorial	0,052	1	0,820
conception du territoire	0,682	2	0,711
Origine de créateur d'entreprise	0,579	1	0,447

Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

3.3. Les variables explicatives la proximité organisationnelle (la proximité organisationnelle contribue ou non) à la dynamique territoriale de spécialisation et la diffusion d'externalités technologiques et informationnelles (la zone industrielle d'Akbou)

Nous avons sélectionné les variables les plus susceptibles d'impacter la perception des entreprises localisées dans **la zone industrielle d'Akbou au développement territorial de spécialisation et la diffusion d'externalités technologiques et informationnelles**. Les variables explicatives que nous avons sélectionnées sont : La nature des relations avec les entreprises- clients, la nature des relations avec les entreprises- fournisseurs, l'approvisionnement, la provenance des produits semi fini, les rapports avec les entreprises (fournisseur et clientes) à proximité géographiques, la sous-traitance ,les moyens de transport utilisés dans l'approvisionnement, externalisation de transport en amont Les moyens de transport utilisés dans la distribution de vos produits, externalisation de transport en aval, et relation de coopération. La méthode utilisée pour ce modèle est toujours la méthode « **ascendante pas à pas** ». Pour l'estimation du modèle logit nous avons utilisé la méthode du « **maximum de vraisemblance** ». Le critère du rapport de vraisemblance, qui a permis dans notre cas de choisir le meilleur modèle avec la classification correcte de **72,22 %** de l'échantillon. La capacité prédictive obtenue est bonne.

Tableau n°57 : Tableau de classification pour l'échantillon d'estimation (ZI d'Akbou)

Observé	Prévu		Total	Pourcentage Correct
	Non	Oui		
Non	13	7	20	65,00%
Oui	8	26	34	76,47%
Total	21	33	54	72,22%

Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Le pourcentage correct indiqué dans le tableau signifie que le modèle permet d'expliquer **72,22 %** de la variance de la contribution de la proximité organisationnelle au développement territorial de spécialisation et diffusion d'externalités de type informationnelles. Le modèle a ainsi retenu cinq variables de la liste initiale. Nous avons éliminé les modalités dont leur test Wald est égal à zéro. Les coefficients de régression, le test de Wald et les rapports de cote sont exposés dans le tableau (58) :

Tableau n°58 : Résultats des estimations par le modèle de régression logistique

Variables	B	E.S	Wald	ddl	Signif	Exp(B)	IC pour Exp(B) 95,0%	
							Inferieur	Supérieur
aprovisloca				4	5,097	0,277		
aprovisloca-4	0,834	1,955	0,182	1	0,670	2,303	0,050	106,244
aprovisloca-3	-0,289	1,625	0,032	1	0,859	0,749	0,031	18,094
aprovisloca-1	-2,518	1,767	2,029	1	0,154	0,081	0,003	2,576
aprovisloca-5	-0,856	1,767	0,234	1	0,628	0,425	0,013	13,564
prodsemifini				5	1,583	0,903		
prodsemifini-1	-1,018	1,964	0,269	1	0,604	0,361	0,008	16,949
prodsemifini-2	0,904	1,159	0,608	1	0,436	2,469	0,255	23,949
prodsemifini-3	0,002	1,372	0,000	1	0,999	1,002	0,068	14,740
prodsemifini-4	-0,482	1,411	0,117	1	0,733	0,618	0,039	9,814
prodsemifini-5	0,225	1,234	0,033	1	0,855	1,252	0,112	14,061
raportent				2	1,451	0,484		
raportent-1	-1,291	1,355	0,908	1	0,341	0,275	0,019	3,913
raportent-2	-0,194	1,652	0,014	1	0,907	0,824	0,032	21,006
externamont				2	2,429	0,297		
externamont-1	2,724	3,887	0,491	1	0,483	15,239	0,007	31011,895
externamont-2	0,714	3,793	0,035	1	0,851	2,042	0,001	3455,140
typcoopera				4	3,289	0,511		
typcoopera-4	-2,724	2,042	1,780	1	0,182	0,066	0,001	3,591
typcoopera-3	-2,121	1,759	1,454	1	0,228	0,120	0,004	3,767
typcoopera-5	-2,377	1,835	1,678	1	0,195	0,093	0,003	3,385
typcoopera-1	0,907	2,910	0,097	1	0,755	2,476	0,008	743,151
Constante	- 2,386	2,167	1,212	1	0,271			

Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Les données de ce tableau nous a permis de repérer les variables qui expliquent au mieux la contribution de la proximité organisationnelle au développement territorial de spécialisation et diffusion d'externalités de type informationnelles. Les variables retenues sont :

- L'approvisionnement local ;
- La provenance des produits semi fini ;
- Le rapport tissé entre les entreprises localisées dans la zone industrielle d'Akbou ;
- Externalité du transport en amont ;
- Type de coopération.

• **L'approvisionnement local:** L'analyse des résultats des estimations relatives à cette variable fait ressortir que la probabilité à la contribution au développement territorial et diffusion d'externalité est quasiment négligeable pour **l'approvisionnement local de 50 % à 90 % cela confirme que l'approvisionnement local moins de 10% la variable la plus explicative avec 29,630 %**, suivi par l'approvisionnement local **de 10 % à 40 % avec 25,926 %**. Ses variables explicatives ont un impact négatif sur la dynamique territoriale et diffusion d'externalité vue leurs signes est négatives (**respectivement : -0,289 et -2,518**).

• **La provenance des produits semi fini:** Les entreprises localisées dans la zone d'Akbou s'approvisionnent **des entreprises de la même zone** seulement avec **5,556 %**. Cette variable à un effet négatif sur la contribution à la dynamique (soit-1,018). Cela confirme que la variable provenance **des produits semi fini** d'autres wilayas de l'Algérie et de l'étranger est la variable la plus explicative **avec 25, 926 %**, suivi par provenance **des produits semi fini** d'autres wilayas de l'Algérie avec **22,222 %**.

• **Le rapport tissé entre les entreprises localisées dans la zone industrielle d'Akbou :** La sous - traitance est la variable négligée dans le modèle (**test Wald = 00**). La concurrence et le rapport le plus tisse entre ses entreprises. Elle représente la variable la plus explicative avec **48,148 %**., suivi par la variable coopération soit **33,333 %** des réponses.

• **Externalité du transport en amont :** L'externalisation **du transport en amont** s'effectue par des entreprises prestataires de service de la même zone d'implantation avec. Cela signifie que ses entreprises partagent des externalités positives pécuniaires. Elle est la plus explicative soit **24,074 %** des réponses, suivi par la variable le transport externalisé par des entreprises d'autres de la wilaya **soit 22,222 %**.

• **Type de coopération :** la **variable échange d'information** est négligée dans le modèle (**test Wald = 00**). Cela signifie l'absence des externalités informationnelles et nous confirmons que la nature d'externalité tirée est pécuniaire. Quant, au **développement d'un**

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

label régional et spécifique est la variable la plus explicative soit 12,963 %. Suivi par la variable réseaux de distribution soit 7,407 % des réponses.

• **La constante du modèle** : les résultats de la régression logistique binaire présentent une constante significative (0,271) avec un signe négatif (-2,386). Ceci peut s'interpréter comme l'impact négatif des variables explicatives sur le la dynamique territoriale.

D'après les résultats des AFCM et CAH et les résultats des estimations économétriques, nous infirmons la deuxième hypothèse posée au départ que **le processus de spécialisation se fonde sur une structure organisationnelle forte du tissu économique dominée par une activité industrielle ou un produit. La proximité organisationnelle augmente le degré de coopération dans la zone industrielle d'Akbou pour tirer d'externalités technologiques et informationnelles positives. En effet le processus de la zone industrielle d'Akbou est un processus d'agglomération et malgré le degré de coopération dans cette zone industrielle, la nature d'externalités tirées de cette proximité organisationnelle c'est pécuniaires.**

Les variables qui n'ont pas été retenues par le modèle sont :

- Relation en aval ;
- Relation en amont;
- Nature de sous - traitance ;
- Moyen transport en aval ;
- Moyen transport en amont.

Tableau n°59 : Variables non retenues dans le modèle

Variable	Score	ddl	Signif
Relation en aval	0,004	1	0,004
Relation en amont	0,012	1	0,012
Nature de sous traitance	0,541	2	0,763
Moyen transport en aval	0,517	1	0,472
Moyen transport en amont	0,000	1	0,999

Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

3.4. Les variables explicatives la proximité institutionnelle (la proximité institutionnelle contribue ou non) à la dynamique territoriale de spécification et la diffusion d'externalités d'appartenances (la zone industrielle d'El Kseur)

Nous avons sélectionné les variables les plus susceptibles d'influencer la perception des entreprises localisées dans **la zone industrielle d'El Kseur au développent territorial de spécification et la diffusion d'externalités d'appartenances.** Les variables explicatives que nous avons sélectionnées sont : Relation avec l'administration et les collectivités locales,

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

rappports avec les administrations économiques, recours à un prêt bancaire ,financement avec facilité ,création d'entreprise dans le cadre d'un dispositif d'aide, les réseaux scientifiques, la nature de la relation avec les réseaux scientifiques, la nature de la relation avec les acteurs institutionnels, le réseau de confiance, le partage d'un système de valeur, lieux de rencontres des industriels, organisation des foires .

La méthode utilisée pour ce modèle est toujours la méthode « **ascendante pas à pas** ». Pour l'estimation du modèle logit nous avons utilisé la méthode du « **maximum de vraisemblance** ». Le critère du rapport de vraisemblance, qui a permis dans notre cas de choisir le meilleur modèle avec la classification correcte de **100 %**de l'échantillon. La capacité prédictive obtenue est très bonne.

Tableau n°60 : Tableau de classification pour l'échantillon d'estimation (ZI d'El Kseur)

Observé	Prévu		Total	Pourcentage Correct
	Non	Oui		
Non	13	0	13	100,00%
Oui	0	15	15	100,00%
Total	13	15	28	100,00%

Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

Le pourcentage correct indiqué dans le tableau signifie que le modèle permet d'expliquer **100 %** de la variance de la contribution de la proximité **institutionnelle (la proximité institutionnelle contribue ou non) à la dynamique territoriale de spécification et la diffusion d'externalités d'appartenances (la zone industrielle d'El Kseur)**. Ainsi, nous avons retenu six variables de la liste initiale. Nous avons éliminé les modalités dont leur test Wald est égal à zéro. Les coefficients de régression, le test de Wald et les rapports de côte sont exposés dans le tableau (61) :

Tableau n°61 : Résultats des estimations par le modèle de régression logistique

Variables	B	E.S	Wald	ddl	Signif	Exp(B)	IC pour Exp(B) 95,0%	
							Inferieur	Supérieur
raporadmilo				2	1,233	0,540		
raporadmilo-3	-0,671	1,755	0,146	1	0,702	0,511	0,016	15,944
raporadmilo-1	-2,540	2,297	1,223	1	0,269	0,079	0,001	7,118
orgafoires				1	1,087	0,297		
orgafoires-1	2,876	2,758	1,087	1	0,297	17,747	0,080	3953,028

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Banques				2	1,648	0,439		
Banques-2	-1,563	1,595	0,960	1	0,327	0,209	0,009	4,776
Banques-3	-2,138	3,000	0,508	1	0,476	0,118	0,000	42,211
réseauscient				3	1,082	0,781		
réseauscient-3	0,524	1,802	0,085	1	0,771	1,688	0,049	57,670
réseauscient-2	1,788	2,936	0,371	1	0,543	5,979	0,019	1888,088
réseauscient-1	-1,394	2,314	0,363	1	0,547	0,248	0,003	23,151
naturrelati				2	1,286	0,526		
naturrelati-4	1,719	1,901	0,818	1	0,366	5,581	0,134	231,717
naturrelati-1	3,203	3,283	0,952	1	0,329	24,594	0,039	15314,755
sysèvaleur				1	1,030	0,863		
sysèvaleur-1	-0,376	2,173	0,030	1	0,863	0,687	0,010	48,541
Constante	-0,813	2,069	0,155	1	0,694			

Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

Les variables qui n'ont pas été retenues par le modèle sont : recours à un prêt bancaire, financement avec facilité, création d'entreprise dans le cadre d'un dispositif d'aide la nature de la relation avec les acteurs institutionnels, le réseau de confiance, le partage d'un système de valeur, lieux de rencontres des industriels.

Tableau n°62 : Variables non retenues dans le modèle

Variable	Score	ddl	Signif
recours à un prêt bancaire	0,061	1	0,804
financement avec facilité	0,294	1	0,588
création d'entreprise dans le cadre d'un dispositif d'aide	0,596	4	0,964
la nature de la relation avec les acteurs institutionnels	0,911	1	0,340
le réseau de confiance	0,149	1	0,700
lieux de rencontres des industriels	0,078	1	0,780

Source : composé par nos soins à partir des résultats obtenus par le logiciel XLSTAT.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Quant aux variables retenus par le modèle et elles expliquent au mieux la contribution de la proximité **institutionnelle à la dynamique territoriale de spécification et la diffusion d'externalités d'appartenances (la zone industrielle d'El Kseur)**. Les variables retenues sont :

- Relation avec l'administration et les collectivités locales;
- Organisation des foires ;
- Relation avec les banques ;
- Les réseaux scientifiques ;
- Nature de relation ;
- Le partage d'un système de valeur.

• **Rapport avec l'administration locale et les collectivités locales:** Le rapport **médiocre** avec l'administration locale est la variable la plus explicative soit **28,571 %** des réponses. Elle influence négativement à la contribution de la dynamique vue son signe négatif (**-0,671**). Quant au rapport moyen tissé avec cette administration est négligé par le modèle (**test Wald = 00**).

• **Organisation des foires :** Le non organisation des foires est **la variable la plus explicative soit 92,857 %** des réponses. Elle influence positivement à la contribution de la dynamique vue son signe positif (**2,876**). Quant à la variable organisation des foires (oui) est négligé par le modèle (**test Wald = 00**).

• **Relation avec les banques :** Le **rapport moyen avec l'administration locale est la variable la plus explicative soit 35,714 %** des réponses. Elle influence négativement à la contribution de la dynamique vue son signe négatif (**-1,563**). Quant au rapport excellent tissé avec cette administration est négligé par le modèle (**test Wald = 00**).

• **Les réseaux scientifiques :** Les entreprises localisées dans la zone d'El Kseur tissent des relations avec **l'université**. cette relation avec ce réseau scientifique est la variable la plus explicative soit **35,714%**. L'université c'est un acteur prépondérant dans le développement des connaissances. Cette variable influence positivement (**0,524**) sur la contribution au développement et diffusion des externalités. Suivi par **les centres de formation** soit **10,714%**des réponses.

• **Nature de relation :** la variable **stage pratique** est **la variable la plus explicative soit 50,000%** des réponses. Elle influence positivement à la contribution de la dynamique vue

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

son signe positif (**1,719**). Suivi par le **recrutement** comme la deuxième **explicative** soit **10,714%**. Elle influence positivement à la contribution de la dynamique vue son signe positif (**3,203**). Car la création d'emploi favorise les conditions de vie de la population et cela influence positivement dur le développement local et territorial. Quant à la variable séminaire et coopération est négligé par le modèle (**test Wald = 00**). Elle influence négativement à la diffusion des externalités d'appartenances vue son signe négatif (**-0,376**).

• **Le partage d'un système de valeur** : le modèle a négligé la variable **le partage d'un système de valeur** (**test Wald = 00**). Cela signifié que la proximité institutionnelle reste inactivé dans la zone car cette dernière se repose sur **le partage d'un système de valeur pour expliquer l'existence d'une proximité institutionnelle**.

• **La constante du modèle** : les résultats de la régression logistique binaire présentent une constante significative (**0,694**) avec un signe négatif (**-0,813**). Ceci peut s'interpréter comme l'impact négatif des variables explicatives sur le la dynamique territoriale et la diffusion des externalités d'appartenances dans la zone industrielle d'El Kseur.

En générale, nous infirmons la troisième hypothèse posée au départ que **les entreprises sises dans la zone industrielle d'El - Kseur tissent des relations avec d'autres acteurs locaux, peut activer la proximité institutionnelle et tirer des externalités d'appartenance et cette dernière contribue à un développement local spécifique. En effet, ses entreprises tissent des relations avec l'administration locale et économique et le réseau scientifique mais leurs rapports est caractérisé médiocres. La nature de relation avec ses réseaux est dominée par le stage pratique suivi par le recrutement, quant à l'organisation des séminaires, des foires et des coopérations sont insignifiants.** Le partage d'un système de valeur est négligeable malgré qu'il favorise la diffusion des externalités d'appartenances.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Section 4 : Le développement territorial et local : Quel rôle joué par les entreprises ?

L'entreprise tisse des relations avec son territoire grâce à ses stratégies de localisation, et plus particulièrement sa stratégie d'ancrage. Traditionnellement, les relations qui régissaient les rapports entre les firmes et les territoires étaient dominées par une logique de minimisation des coûts de transport entre le lieu de production et les lieux d'échange et d'approvisionnement. Or, les mutations du système économique et la transformation des formes de concurrence sur les marchés ont conduit à une redéfinition progressive des logiques de localisation des entreprises et de leurs attentes à l'égard des territoires. Or aujourd'hui nombre de grandes entreprises apparaissent comme essentiellement nomades²³:

- Car elles s'inscrivent dans des perspectives de globalisation, elles mettent en place des stratégies globales, par opposition à une division spatiale du travail fondée sur des processus individualisés de localisations successives.
- Car le contexte d'incertitude, dans lequel elles développent leurs stratégies, nécessite une flexibilité organisationnelle qui doit se dégager des contraintes territoriales étroites.
- Car elles développent au contraire des comportements d'aversion au risque.

4.1. La perception du territoire : Un espace vécu ou des ressources génériques à exploiter pour le développement ?

Le territoire qui était simplement un lieu d'intervention, source de coûts, est devenu porteur d'externalités positives, développant entre elles des stratégies à la fois de concurrence et de coopération, a pris une importance croissante en géographie économique. De ce fait, le territoire est vu comme un système formé de l'ensemble des éléments capables de fournir à l'entrepreneur innovateur les éléments différenciés qui lui sont indispensables.

Pour cela une question est posée aux enquêtés relative à la perception du territoire. Près de la moitié des entreprises interrogés ont répondu à la question « **Que représente pour vous le territoire de la wilaya de Bejaia ?** » : **des ressources génériques à exploiter pour le développement**. Cela confirme l'idée que la localisation de ces entreprises se fait par l'existence d'infrastructures de base et la disponibilité de foncier. Suivi par soixante des réponses pour un espace qui m'appartient. Mais, cela s'explique par la territorialisation en construction du territoire de Bejaia. Certains points ne sont pas encore mûrs tels que : ancrage territoriale, l'appartenance, l'identification et une certaine représentation. Par contre, cet élément de territorialisation semble bien avancé.

²³Zimmermann J.B., (2005), Entreprises et territoire : Entre nomadisme et ancrage territorial, In revue de l'institut de recherche économiques et sociales IRES, n 47, 1 er trimestre 2005, p.35.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Ce point est consolidé par le degré d'attachement à la région d'où 88,11% ont déclaré d'être très attachés à la région d'étude soit 62,94 % des enquêtés sont originaires de la même zones industrielle). Avec un taux faible, les enquêtés ont répondu pour la perception de territoire de la wilaya de Bejaia comme des ressources spécifiques à exploité pour le développement. Ces ressources naissent de processus interactifs et sont alors engendrées dans leur configuration. L'interaction ente ces entreprises est presque inexistante cela conduit à l'inexistence des ressource spécifiques.

Tableau n°63 : Le degré d'attachement à la région et représentation du territoire

Le degré d'attachement à la région	ZI de Bejaia		ZI d'Akbou		ZI d'El Kseur		Total	
	Fréquence	%	Fréquence	%	Fréquence	%	Fréquence	%
Très important	54	88,52	49	90,74	23	82,14	126	88,11
Peu important	07	11,48	05	09,26	05	17,86	17	11,89
Représentation du territoire de Bejaia	Fréquence	%	Fréquence	%	Fréquence	%	Fréquence	%
Des ressources spécifiques à exploiter pour le développement	04	06,56	06	11,11	02	07,14	12	08,39
Un espace auquel vous appartenez et que vous voulez développer	27	44,26	22	40,74	11	39,29	60	41,96
Des ressources génériques à exploité pour le développement	30	49,18	26	48,19	15	53,57	71	49,65

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

4.2. L'entreprise comme acteur dans le développement territorial et local

Les entreprises jouent un rôle important dans le développement territorial et local. Pour cela nous avons posé des questions relatives au rôle de l'entreprise dans l'impulsion de développement territorial et local. Plus de 83 % des entrepreneurs enquêtés déclarent qu'ils jouent un rôle prépondérant en termes de développement. Pour les actions menées pour le développement se résume en matière de création d'emploi et réduire le taux de chômage et la diversification des produits et des services dans le but de satisfaire des besoins de la population et enfin la participation à l'augmentation des impôts de l'Etat.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Tableau n°64 : Le rôle de l'entreprise est un acteur fondamental dans le développement territorial et local de la zone

votre entreprise est un acteur fondamental dans le développement territorial et local de la zone ?	ZI de Bejaia	ZI d 'Akbou	ZI d'El Kseur	Total
	Fréquence	Fréquence	Fréquence	Fréquence
Oui	50	46	24	120
Non	11	08	04	23

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

D'après les résultats constatés dans le tableau (65), la création d'emploi pour la récession ou la réduction du chômage est l'apport le plus répondu pour 81 % des entreprises enquêtées au niveau de la zone de Bejaia, surtout pour les entreprises de grande de taille, le cas de Cevital, Sonatrach, Naftal, COGB labelle, Meri Plast, Céramique de la Soummam, et Candia.

En deuxième position, soit 49,18 % des entreprises enquêtées contribuent au développement par l'augmentation des impôts de l'Etat d'où cette dernière va redistribuer ces impôts sous formes des ressources communales ou d'un budget de fonctionnement pour réaliser de nouveaux projets et d'améliorer les conditions de vie de la population.

Seize (16) d'entreprises participent au développement par la diversification et innovation des produits et services fournies à la population locale. Avec des proportions moindres, les entreprises enquêtées participent au renouvellement du tissu économique et du marché et la création des infrastructures de base. Pour la création des infrastructures de base, ou plutôt le renouvellement de ses infrastructures, vue l'état dégradée de la route de nouveau quai de l'arrière port, seulement l'entreprises Cevital qui a effectué un renouvellement de cette route. Quant à la zone d'Akbou, nous avons enregistré un taux apprécié concernant le renouvellement du tissu économique et du marché cela il lié à la densité de tissu industrielle de la zone.

Tableau n°65 : Les apports au développement territorial et local

La nature des apports au développement	ZI de Bejaia		ZI d'Akbou		ZI d'El Kseur		Total	
	Fréquence	%	Fréquence	%	Fréquence	%	Fréquence	%
Création d'emploi pour la récession ou la réduction du chômage	50	81,96	40	74,07	28	100,00	118	82,52

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Diversification et innovation des produits et services	16	26,23	09	16,67	06	21,42	31	21,68
Renouveau du tissu économique et du marché	06	09,83	13	24,07	04	14,28	23	16,08
Participation à la création des infrastructures de base	03	04,92	04	07,41	02	07,14	09	06,29
Contribution à l'augmentation des impôts	30	49,18	21	38,88	15	53,57	66	46,15

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

4.3. La relation entre les entreprises et les collectivités locales et territoriales : Un rôle mitigé des collectivités locales et territoriales

En Algérie, les collectivités territoriales sont la commune et la wilaya. Certaines existaient déjà à l'ère coloniale, mais beaucoup d'autres sont de création très récente²⁴. Ces collectivités constituent, de par la constitution²⁵. L'assise de la décentralisation et leurs assemblées élues, le lieu de la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques.

Les responsables territoriaux sont de plus en plus convaincus que le développement local passe obligatoirement par l'installation et le développement d'entreprises sur leur territoire²⁶. Il est même admis qu'un territoire sans entreprises n'est pas viable, par conséquent, l'objectif de l'élue en matière économique c'est l'entreprise.

D'après les données du tableau, nous remarquons que plus 89% des entreprises affirment n'avoir perçu aucun avantage venant des collectivités locales et territoriales. Ceci est dû selon les enquêtés à la non perception des aides et le rôle mitigé des collectivités territoriales dans l'octroi des avantages (fiscaux et financiers) pour impulser le développement. Seulement 14,03 % des entreprises ont bénéficié des avantages pour faciliter la création de leurs entreprises.

Les enquêtés déclarent que le développement territorial et local de la région est un développement basé sur les externalités seulement pour cinquante-six des entreprises

²⁴La dernière réorganisation administrative du pays remonte à 1984, en exécution de la loi n° 84-09 du 4 Février 1984, relative à l'organisation territoriale du pays - JORADP n°06/1984.

²⁵ Constitution algérienne du 28 novembre 1996 - Articles 15 et 16 - JORADP n°78/1996.

²⁶ Flipo JP., Texier L., Marketing territorial : de la pratique à la théorie, In Revue Française du Marketing, n°136 - 1992/1,p.43.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

enquêtées. Ils pensent que la proximité génère seulement les externalités pécuniaires (minimiser des coûts de transport). Le reste déclarent que la proximité ne contribue pas au développement de la région, vue la faiblesse de degré de coopération et d'interaction entre les entreprises et l'université.

Tableau n°66 : Les entreprises enquêtées et les collectivités locales et territoriales

votre entreprise a bénéficié des avantages de la part des collectivités locales et territoriale ?	ZI de Bejaia	ZI d 'Akbou	ZI d'El Kseur	Total
	Fréquence	Fréquence	Fréquence	Fréquence
Oui	06	08	01	15
Non	55	46	27	128
Pensez-vous que le développement territorial et local de la région est un développement basé sur les économies externes et les externalités ?	Fréquence	Fréquence	Fréquence	Fréquence
Oui	20	24	12	56
Non	41	30	16	87
Est-ce que la création d'un cluster ou d'un pôle d'agroalimentaire va impulser l'attractivité et la dynamique territoriale dans la région ?	Fréquence	Fréquence	Fréquence	Fréquence
Oui	51	45	18	103
Non	10	09	10	40

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

Le phénomène de pôles de compétitivité et des clusters n'est pas nouveau et n'est surtout pas propre aux seuls pays industrialisés. En effet, on parle de **réseaux d'entreprises territorialisés** là où sont installées les premières activités humaines et on peut situer ce phénomène dans l'histoire depuis l'ère où on taillait le diamant à Anvers, où on traitait les fourrures à Kastoria en Grèce. Aujourd'hui, s'inspirant du modèle français et dans l'optique de coopération algéro-française, l'Algérie veut ses pôles de compétitivité et d'excellence.

Cette nouvelle dynamique de mise en place de la nouvelle stratégie industrielle s'inscrit dans le cadre du Schéma National de l'Aménagement du Territoire 2020 (SNAT 2020) dont les principaux axes reposent sur la durabilité des ressources stratégiques, l'équilibre dynamique des territoires, l'attractivité et la compétitivité du territoire et l'équité sociale territoriale.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Dans ce cas, la désignation de la wilaya de Bejaia comme un pôle agroalimentaire va dynamiser le développement territorial et local. Plus de 72 % des entreprises enquêtées pensent que la création d'un cluster ou d'un pôle d'agroalimentaire va impulser l'attractivité et la dynamique territoriale dans la région. Surtout pour la zone industrielle d'Akbou où l'industrie agroalimentaire est prédominante dans le tissu industriel. Ils justifient leurs réponses par :

- **Le cluster ou le pôle d'agroalimentaire facilite la coordination entre les entreprises et les autres acteurs locaux ;**
- **Les clusters sont des outils d'excellence pour le développement territorial et local ;**
- **Plus d'opportunités et une dynamique économique considérable avec un marché de plus en plus important ;**
- **Afin de pouvoir échanger d'information et des compétences.**

Le développement local concerne un territoire et l'ensemble des acteurs de ce territoire. Il nécessite une mobilisation des acteurs au plus près de leurs préoccupations. Ces missions entrent dans le rôle naturel des collectivités locales. Mais pour pouvoir remplir cette mission, deux conditions préalables sont nécessaires : il faut avoir la conscience de l'unité des fins ainsi que la nécessité des moyens requis.

Tableau n° 67 : Le rôle des collectivités territoriales dans le développement

Le rôle des collectivités territoriales dans le développement économique et territorial de la région	ZI de Bejaia	ZI d'Akbou	ZI d'El Kseur	Total
	Fréquence	Fréquence	Fréquence	Fréquence
Jouent un rôle moteur	05	03	02	10
Jouent un rôle d'accompagnement	11	06	04	21
Ne jouent pas un grand rôle	30	28	12	70
Ont plutôt un rôle de frein au développement	15	17	10	42

Source : enquête de terrain, Bejaia. 2017.

L'analyse des données de tableau (67), nous révèle que soixante-dix des entreprises enquêtées affirment que collectivités territoriales et locales ne jouent pas un grand rôle, mais plutôt un rôle de frein au développement (soit 29,37 % de l'échantillon total). Vue, son rôle mitigé, dans les avantages accordés aux entreprises enquêtées, ce qui a influencé négativement sur le développement territorial.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

Et vingt-unes, parmi elles, pensent qu'elles jouent un rôle d'accompagnement dans le développement économique et territorial de la région. Les entrepreneurs enquêtés justifient leurs réponses par le fait qu'elles contribuent dans la mise en place des infrastructures aidant à la localisation (aménagement d'électricité et de gaz) afin de poursuivre le processus de production. Quant au reste, ils pensent que ses collectivités locales et territoriales jouent un rôle moteur dans le développement.

Le développement d'un territoire est d'abord le fruit de son dynamisme propre. Faire bouger les affaires sur un territoire oblige un compromis et consensus entre ses acteurs. L'Etat doit jouer le rôle primordial sans lequel l'incitation à faire des affaires sera médiocre, les collectivités encouragent les autres acteurs à dynamiser l'activité économique en leur facilitant la tâche pour réaliser leurs projets. A travers la décentralisation, la spécificité des territoires présente un avantage concurrentiel en faveur des acteurs économiques d'un espace bien déterminé.

4.4. Perspectives, suggestions et conditions de la réussite des projets de développement local et territorial

Un territoire crée le développement local par la dynamique économique de ses actifs. Bien plus qu'une étendue de la surface terrestre dépendant d'un état, d'une ville, d'une juridiction ou liée à la vie d'une collectivité humaine ou animale, le territoire représente un système complexe constitué d'éléments continuellement en interaction tels que : le sol, les ressources naturelles, l'habitat, les infrastructures, les entreprises, les individus, institutions, lois et règlements. Sur la question relative à l'existence d'une dynamique de développement local, les enquêtés pensent qu'il existe une dynamique de développement local. Ils justifient leurs réponses par :

- **Création d'autres zones d'activités ;**
- **Extension du port, lignes ferroviaires ainsi que la nouvelle autoroute ;**
- **La réhabilitation des zones industrielles ;**

Les enquêtés suggèrent la mise en place d'un organisme local de développement (agence, conseil économique social régional et local,... etc.), soit plus de 92 % des réponses. Cet organisme est nécessaire pour le développement territorial et local.

Le développement local n'est pas et ne sera jamais une science exacte, il est en perpétuelle transformation qui intègre à chaque fois de nouvelles composantes. Un projet de développement local est multidimensionnel, il doit intégrer le domaine économique, social, culturel, ainsi que tout domaine ayant un lien avec la satisfaction des besoins des citoyens. Selon les réponses des enquêtés, les conditions nécessaires pour la réalisation d'un projet de développement local sont :

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

- **Présence des leaders locaux et un espace d'initiative et organiser des rencontres collectifs entre entrepreneurs et accompagner des entreprises ;**
- **Etablir un plan de management basé sur une étude de marché et faire une étude au préalable et formation dans le domaine ;**
- **Disponibilités des moyens humains, matériels et financiers et achèvement des projets en attente et installer des nouveaux axes routiers pour atténuer la circulation routière dans le but de minimiser les coûts de transports et améliorer le transport ferroviaire;**
- **Octroyer des facilités (fiscales, subventions,...etc.), la souplesse lors d'octroi des crédits bancaires et facilité des procédures et des démarches administratives par les autorités locales et ouverture des portes à éventuel investisseur ;**
- **Aménagement des zones industrielles, une bonne planification et un suivi rigoureux de sa réalisation et la coopération des autorités locales ;**
- **La mise en place d'un environnement propice pour les affaires et la fluidité dans les transactions et plus de transparence et de volonté politique et économique, en mettant les moyens notamment le foncier industriel.**

La dernière question concerne les suggestions des enquêtés dans le but de favoriser le développement territorial et local dans la région. Nous avons recensé et regroupé les différentes suggestions sous la forme suivantes :

- **Dégager plus de foncier industriel viabilisé et des zones industrielles et créer des zones spécifiques ;**
- **L'implication des collectivités locales à l'investissement par les facilités administratives et plus de compétences des élus locaux ;**
- **Facilité l'exportation des produits fabriqués et créations des zones libres, et offrir des avantages aux investisseurs ;**
- **Organiser plus de rencontres (séminaires et foires) ;**
- **Conception des études de marché et développement des systèmes d'information pour la gestion d'entreprises**
- **Rendre les fonciers industriels plus accessibles pour les entreprises et plus d'éclaircissement dans les lois et règlements pour favoriser l'investissement et la création de richesse au niveau local ou national.**

Conclusion au chapitre

Ce chapitre a été pour nous l'occasion d'explorer notre base de données, constituée des résultats de notre enquête de terrain menée auprès de 143 entreprises de la wilaya de Bejaia.

Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximités au développement territorial et local et la diffusion des externalités

L'Analyse des Correspondances Multiples (ACM), méthode qui permet d'étudier les liaisons qui existent entre les variables. Nous avons par la suite cherché à confirmer et à affiner les résultats obtenus par l'ACM. Pour ce faire, nous avons fait appel à une méthode de classification à savoir : une Classification Ascendante Hiérarchique (CAH). Cette dernière a non seulement dégagé la même typologie que celle de l'ACM, mais elle a également permis de délimiter avec beaucoup de précisions les profils-types de chacune des catégories d'entreprises prédéfinies.

Dans un dernier lieu, nous avons cherché à appréhender les variables qui expliquent la contribution (ou le non contribution) des différentes proximités à la dynamique territoriales et la diffusion des externalités dans les différentes zones industrielles, à l'aide d'un modèle de régression logistique binaire :

Dans la zone de Bejaia, nous avons recensé six variables discriminantes : facteurs de localisation ; facteurs sectoriels ; main d'œuvre ; origine des salariés ; le choix de localisation ; la nature d'externalité. Elles représentent des variables explicatives de la contribution et l'incidence de la proximité géographique au développement territorial d'agglomération sur la diffusion des externalités pécuniaires dans la zone industrielle de Bejaia.

Quant à la zone industrielles d'Akbou, cinq variables discriminantes recensées : l'approvisionnement local ; la provenance des produits semi fini ; le rapport tissé entre les entreprises localisées dans la zone industrielle d'Akbou ; externalisé le transport en amont et type de coopération. Ces variables explicatives déterminent qu'au niveau de cette zone la proximité organisationnelle ne contribue pas au développement territorial de spécialisation et la diffusion des externalités informationnelles seulement des externalités pécuniaires sont tiré de cette proximité, donc, elle reste inactivée cela est du à l'absence de l'interaction et de la coordination entre ses entreprises qui induit l'absence des externalités informationnelles et technologiques.

Enfin, dans la zone industrielle d'El Kseur, nous avons recensé : Relation avec l'administration et les collectivités locales, organisation des foires ; relation avec les banques ; les réseaux scientifiques, nature de relation et le partage d'un système de valeur. Ces variables discriminantes déterminent que la proximité institutionnelle ne contribue au développement territorial de spécification et la diffusion des externalités d'appartenances.

Conclusion générale

Dans l'ère de la mondialisation et la globalisation, l'espace est perçu comme un lieu de rencontre des synergies et sources d'externalités. La concurrence spatiale ne cesse de doubler d'ampleur. Le territoire doit être créateur de synergie positive, sa capacité à créer de la richesse et à générer de l'emploi déterminé sa valeur et son utilité d'usage. Le processus de concurrence est fondamentalement instables car les entreprises cherchent à ce protégé des concurrents et a dominé le marché, alors les entreprises sur le marché souhaitent se développé pour améliorer leur part de marché c'est pour ça en assiste à une concentration des entreprises l'un des stratégies les plus adapté par la plupart des entreprises.

Toute conceptualisation théorique est évolutive, donc toute conception théorique est provisoire. Les fondements de l'économie spatiale classique qui gravitait autour des paradigmes traditionnels de Von Thünen, Weber et Christaller-Lösh sont mis à mal par les tentatives de renouvellement de l'économie de l'agglomération et de l'économie de la proximité. En 1993, le numéro spécial de la revue d'économie régionale et urbaine consacré aux économies de proximité fondait une approche originale de la dimension spatiale des phénomènes économiques, en même temps qu'il donnait une première expression aux travaux du groupe « Dynamiques de proximité ». Le postulat de base des travaux de ce groupe est de dissocier clairement la proximité dans l'espace physique (à l'échelle des activités humaines) d'autres formes de proximité, constitués par l'activité socio-économique, et a priori distinctes de la proximité physique. A partir de cette distinction essentielle, les membres du groupe ont produit de nombreuses typologies des proximités.

Notre travail constitue une tentative de conception du lien existant entre l'économie de proximité et la diffusion des externalités spatiales ainsi leur incidence sur le développement territorial et local. Nous avons adapté le courant de l'économie de proximité pour étudier la concentration des activités dans les zones aménagés afin de contribuer cette proximité sur le développement territorial et diffusion des externalités spatiales. Notre choix des trois zones industrielles de la wilaya de Bejaia comme terrain d'investigation est motivé par la présence d'un nombre important des PME opérant divers secteurs d'activités. Cette localisation industrielle et concentration au niveau de la région de Bejaia induit des formes de développement local et territorial spécifique. Pour cela, nous nous sommes posé la question suivante : **l'économie de proximité peut-t- elle jouer un rôle de facilitateur par les externalités qu'elles produisent et aussi de constitution une dynamique d'espace économique et développement territorial de la wilaya de Bejaia ?**

D'abord, pour la rédaction de notre thèse a consisté une revue de la littérature qui revient sur la mise du cadre conceptuel et des contours théoriques relatifs à l'économie de proximité. En l'occurrence, nous avons présenté les trois formes de l'économie de proximité (proximité géographique, organisationnelle et institutionnelle) selon plusieurs auteurs tels

que : Pecqueur, Zimmermann, Torre, Rallet, Kirat, Lung, Colletis, Rychen, Boschma, Gilly Garnier et Perrat. Nous avons fait le lien existant entre l'économie de la proximité et développement territorial et local sur la diffusion des externalités spatiales d'où nous avons illustré ce lien par une panoplie de théories et d'approches théoriques d'inspiration territoriales (approche par le district industriel approche par les systèmes productifs locaux et approche par les milieux innovateurs), et d'inspiration régulationniste et résiliaire du développement local (la théorie des coûts de transaction et la théorie de la gouvernance). Le rapport qui relie les firmes au territoire n'est plus majoritairement motivé par la logique de minimisation de coûts. La nécessité d'une appropriation rapide des nouvelles technologies, et le besoin de renforcer leurs capacités à innover conduisent de plus en plus les firmes à s'implanter en des lieux où elles sont susceptibles d'engager des coopérations. Donc, elles cherchent des externalités de plus en plus fondées sur la création de ressources spécifiques. Les nouvelles formes des relations entreprises et territoire ont permis de débloquent les choix de localisation des entreprises, engendrent ainsi une modification des politiques publiques. Chaque territoire développé des instruments et des politiques pour attirer et sauvegarder le maximum de capitaux afin de garantir une meilleure attractivité et compétitivité territoriale. Dans ce cas, nous avons fait la projection entre proximité et son développement local approprié ainsi l'externalité diffusée.

Avant d'aborder notre enquête de terrain, nous avons tenté d'analyser le cas de l'expérience algérienne en matière de développement territorial et local. En Algérie, la loi a donné à la commune et à la wilaya (90-08 et 90-09), comme étant les deux organismes territoriaux de base, leur a donné des compétences multidisciplinaires. L'aménagement du territoire est une partie intégrante des compétences attribuées à la commune et à la wilaya. Il convient de noter que le rôle des collectivités territoriales en Algérie pour animer la scène économique est limité, cela est dû à la législation en vigueur demeure la plus grande entrave à l'intervention de l'Etat comme guide et régulateur de la vie économique.

Pour la wilaya de Bejaia, les efforts d'investissements consentis depuis deux décennies ont entraîné de grandes mutations au plan socio-économique. La wilaya dispose aujourd'hui d'infrastructures et d'équipements de base indispensables à un développement harmonieux et intersectoriel important. Des entreprises trouvent lieu majoritairement dans les zones industrielle ou d'activités, pour y exercer leurs activités, ces dernières bien que d'une part bénéficient d'un lieu où elles pourront exercer leurs activités. Cela nous a permis de démontrer la pertinence du choix des zones comme terrain d'investigation car elles représentent une concentration importante de PME.

L'enquête auprès des entreprises nous a permis de dégager l'origine géographique des créateurs d'entreprise, soit 62,94 % des enquêtés sont originaires de la wilaya de Bejaia. Ils

sont opportunistes d'affaires, ils ont créé leurs entreprises dans le but de participer au développement de la région. Cela témoigne d'un ancrage territorial assez prononcé car l'attachement des entrepreneurs enquêtés à leurs régions conduit à l'enracinement et l'ancrage territorial. Les entreprises installées dans les différentes zones jouent un rôle prépondérant dans le développement local en termes de création d'emploi et de richesse. Quant au rôle des collectivités locales restent mitigé dans le développement territorial et local. Cela confirme que plus de 89 % des entreprises enquêtées affirment n'avoir perçu aucun avantage venant de ces collectivités locales et territoriales et soixante-dix des entreprises enquêtées affirment aussi que collectivités territoriales et locales ne jouent pas un grand rôle, mais plutôt un rôle de frein au développement.

A l'aide d'un modèle de régression logistique binaire, nous avons cherché à appréhender les variables qui expliquent la contribution (ou le non contribution) des différentes proximités à la diffusion des externalités sur la dynamique territoriale et locale dans les trois zones industrielles :

- **A l'échelle de la zone industrielle de Bejaia** : nous avons recensé **six variables discriminantes** : **facteurs de localisation ; facteurs sectoriels ; main d'œuvre ; origine des salariés ; le choix de localisation ; la nature d'externalité**. Elles représentent des variables explicatives de la contribution de la proximité géographique au développement territorial d'agglomération sur la diffusion des externalités pécuniaires. La proximité géographique, liée aux caractéristiques morphologiques des espaces au sein desquels se déroulent les activités, à la disponibilité d'infrastructures de transport, et aux conditions financières des individus qui utilisent ces infrastructures de transport, autorise alors des rencontres productives entre des organisations hétérogènes (entreprises privées, organisations publiques, universités, centres de recherche,...etc.). Dans ce cas, les entreprises localisées dans la zone de Bejaia s'agglomèrent car la proximité géographique favorise le partage et la diffusion des externalités pécuniaires, nous confirmons la première hypothèse posée au départ que **la concentration des activités économiques au niveau de la zone industrielle de Bejaia résulte d'économies externes aux entreprises, liées à des économies d'échelle dans le partage de certaines ressources. Il s'agit ici principalement d'externalités pécuniaires provoquées par la concentration des activités et des personnes et qui se répercutent directement en termes de prix des facteurs de production, dans ce cas elle se base sur un développement local d'agglomération.**

- **Quant à la zone industrielles d'Akbou** : **cinq variables discriminantes** recensées : **l'approvisionnement local ; la provenance des produits semi fini ; le rapport tissé entre les entreprises localisées dans la zone industrielle d'Akbou ; externalisé le transport en amont ; et type de coopération**. Ces variables explicatives déterminent

qu'au niveau de cette zone la proximité organisationnelle ne contribue pas au développement territorial de spécialisation et la diffusion des externalités informationnelles seulement des externalités pécuniaires sont tiré de cette proximité. Dans ce cas, nous infirmons la deuxième hypothèse posée au départ que **le processus de spécialisation se fonde sur une structure organisationnelle forte du tissu économique dominée par une activité industrielle ou un produit. La proximité organisationnelle augmente le degré de coopération dans la zone industrielle d'Akbou pour tirer d'externalités technologiques et informationnelles.** En effet le processus de la zone industrielle d'Akbou est un processus d'agglomération et malgré le degré de coopération dans cette zone industrielle, la nature d'externalités tirées de cette proximité organisationnelle c'est pécuniaires et que les avantages dont bénéficient ces entreprises implanté dans cette zone ne sont pas spécifique, ainsi, ces entreprises s'y localisent en raison des avantages qu'offre cette zone en termes d'aménagement et de viabilisation.

- **Dans la zone industrielle d'El Kseur :** nous avons recensé **six variables discriminantes : Relation avec l'administration et les collectivités locales, organisation des foires ; relation avec les banques ; les réseaux scientifiques, nature de relation et le partage d'un système de valeur.** Ces variables discriminantes déterminent que la proximité institutionnelle ne contribue au développement territorial de spécification et la diffusion des externalités d'appartenances. Dans ce cas, nous infirmons la troisième hypothèse posée au départ que **les entreprises sises dans la zone industrielle d'El - Kseur tissent des relations avec d'autres acteurs locaux, peut activer la proximité institutionnelle et tirer des externalités d'appartenance et cette dernière contribue à un développement local spécifique. En effet, ses entreprises tissent des relations avec l'administration local et économique et le réseau scientifique mais leurs rapports est caractérisé médiocres. La nature de relation avec ses réseaux sont dominée par le stage pratique suivi par le recrutement, quant à l'organisation des séminaires, des foires et des coopérations sont insignifiants. Le partage d'un système de valeur est négligeable malgré qu'il favorise la diffusion des externalités d'appartenances.**

« Penser global, agir local »¹ rend compte de la demande des acteurs locaux d'être partie prenante aux décisions qui les concernent. Plus généralement, responsables politiques et investisseurs privés sont de plus en plus convaincus qu'il n'y a pas de développement possible sans l'implications de tout le monde pour participer à la construction d'un projet de développement territorial et local qui va créer une synergie entre eux. Le projet de

¹ Cette formule employée par René DUBOS, lors du premier sommet sur l'environnement en 1972. Cet agronome, biologiste et écologue français émigré aux Etats-Unis a participé aux travaux préparatoires du premier Sommet de la Terre à Stockholm en 1972.

développement local est une démarche collective, et à ce titre, il nécessite la mise en synergie de tous les acteurs locaux (élus, institutions, entreprises, citoyens, associations,...etc.). De cela, dépend l'activation la proximité organisationnelle et institutionnelle entre les acteurs pour bénéficier des externalités technologiques (les réseaux scientifiques surtout les laboratoires de recherches des universités) et des externalités d'appartenances. Pour régler cette situation, nous avons proposé quelques suggestions :

- Un partenariat bénéfique, l'idée part de la prise de conscience des acteurs du territoire l'intérêt que pourrait engendrer ce genre d'alliance. Les collectivités doivent présenter que l'Etat porte garant ces relations économiques et qu'il baptise son avenir. Par ailleurs, les collectivités doivent présenter l'intérêt commun : économique, social, environnemental. Donc les partenaires vont s'assurer de la fiabilité de ce partenariat.
- Des outils adaptés, il s'agit des ressources financières. Les ressources et les subventions allouées aux collectivités restent limitées, elles ne subviennent guère aux besoins du développement économique local et relancer des projets territoriaux.
- Dans la mesure où il concerne, sous une forme ou une autre l'ensemble des habitants du territoire, ceux-ci doivent être informés, sensibilisés, mobilisés sur ce projet et invités à en être des acteurs. C'est dans cette synergie, dans cette implication forte de tous dans un but commun d'intérêt général que résident les chances de réussite du développement local.
- Coopérer permet également d'ancrer les politiques dans le territoire, en leur donnant une cohérence par rapport au contexte, au tissu économique et social, et les rendant ainsi plus pérennes.
- La coopération permet enfin d'enrichir les décisions et l'action, en insérant de la pluralité dans leur élaboration et leur mise en œuvre. Pour une collectivité territoriale, coopérer implique en premier lieu d'identifier et de cibler les acteurs à mobiliser : acteurs économiques, entreprises, associations, fédérations, institutions (chambres de commerces et d'industrie,...etc.) ; acteurs des territoires et habitants (qui sont à la fois salariés, consommateurs, utilisateurs de services, voire entrepreneurs existants ou potentiels) ; autres échelons territoriaux.
- Il est nécessaire que l'information circule bien au sein du territoire pour permettre la concertation des différents acteurs locaux et l'enrichissement de leurs initiatives.

La présence d'une multiplicité d'activités dans le même espace géographique facilite la dynamique de coordination. Finalement parce que la proximité géographique facilite les interactions directes à travers des relations de face à face. Mais la proximité géographique peut aussi contribuer à compenser une faiblesse, un déficit de proximité de nature non spatiale (organisationnelle) et plus particulièrement de nature institutionnelle.

Enfin, l'étude effectuée sur la wilaya de Bejaia, nous a permis de relever que la Co-localisation des entreprises sises dans les zones industrielles ne permet pas de promouvoir une

dynamique basée sur les coordinations interentreprises. La proximité organisationnelle et institutionnelle reste inactivée, dans ce cas la dynamique industrielle ne renvoie pas une dynamique relationnelle entre les entreprises à proximité géographiques. Le regroupement et le rapprochement de ses entreprises autour zones industrielles n'est pas fondé sur l'idée de faire construire des réseaux et des interactions mais par une proximité géographique motivé par les avantages de la zone. Car cette proximité géographique facilite les dynamiques de coordination et les interactions directes à travers des relations de face à face.

De cela, l'activation de la proximité organisationnelle et institutionnelle entre les acteurs et la spécialisation de la wilaya autour de l'industrie agroalimentaire va impulser le développement territorial de lac wilaya. Ce travail comprend certainement des insuffisances qui demandent d'en tenir compte mais qui peuvent se présenter comme des pistes de recherche. Par conséquent, un programme de recherche peut être formulé dans se sens afin d'approfondir et de dépasser les limites de ce travail.

Bibliographie

Ouvrages

1. ABDELMALKI L., COURLET C., (1996), *Les nouvelles logiques du développement*, Ed Harmattan, Paris.
2. ARROW K., (1975), *Political and Economic Evaluation of Social Effects and Externality*, in *Frontiers of Quantitative Economics*, Intriligator ed., North-Holland.
3. AYDALOT PH.,(1986), *Milieus innovateurs en Europe*, GREMI, Paris.
4. AYDALOT PH., (1985), *Économie Régionale et Urbaine*, Economica, Paris.
5. BAILLY A, DEBARDIEUX B., (1995), *Géographie et représentation spatiale*, Edition Masson, Paris.
6. BELTRAME P.,(2000), *La fiscalité en France*, Edition Hachette, Paris.
7. BENHAYOUNG G., GAUSSIERN., PLANQUE B., (1999), *L'ancrage territorial du développement durable, de nouvelles perspectives*, l'Harmattan, Paris.
8. BENKO G., LIPIETZ A., (2002), in BOYER R., SAILLARD Y., (directeurs), *Théorie de la régulation : l'état des savoirs*, La Découverte, coll. Recherches, Paris.
9. BENKO G., (1998), *La science régionale*, PUF, Paris.
10. BENKO G., LIPIETZ A., (1995), *De la régulation des espaces*, cités in BOYERR., SAILLARD Y., *L'état de la théorie de la régulation*, La Découverte, Paris.
11. BENKO G., LIPIETZ A., (1992), (sous la direction de), *Le nouveau débat régional : positions*, in *Les régions qui gagnent*, Paris, PUF, Paris.
12. BENKO G., LIPIETZ A., et al., (1992), *Les Régions qui gagnent, districts et réseaux: les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, Presses universitaires françaises , Paris.
13. BERNARDIN J F., (2004), *A quoi sert une chambre de commerce et d'industrie*, Editions L'Archipel, 2^{ème} édition, Paris.
14. BOISVERT M., (1996), *L'analyse économique régionale, un éventail de concepts anciens et nouveaux*, in M.-U. PROULX (sous la direction de), *Le phénomène régional au Québec*, Sainte-Foy, PUQ.
15. BOSCHMARON A., (2005), *Proximity and innovation: A critical assessment*, regional studies, vol 39.1.
16. BOUVILLE J. R., (1972), *Aménagement du territoire et polarisation*, Edition M .TH. Genin, Paris.
17. BOURDIN A., (2000), *La question locale*, Coll. La politique éclatée, PUF, Paris.
18. BOUROUCHE J.M., SAPORTA G., (1980), *L'analyse des données*, Presse universitaire de France.

19. BOYER .R, (1986), cité par DEMAZIERE CH., (2000), *Entreprise et développement*, Economica, Paris.
20. BOYER R., SAILLARD Y., (2002), *Théorie de la régulation : l'état des savoirs*, la Découverte, coll. Recherches, Paris.
20. BOYERR., SAILLARD Y., (1995), *L'état de la théorie de la régulation*, La découverte, Paris.
21. BROLLES R., STRAUD B., (2002), *Budget des communes de moins de 10 000 habitants*, Edition Berger Levrault, Paris.
22. BUCHANAN J. M., STUBBLEBINE W. C., (1962), *Externality*, Economica, vol. 29.
23. CASTELLS M. (1997), cité par BOURDIN A., (2000), *La question locale*, Coll, La politique éclatée, PUF, Paris.
24. COLLETIS G., RYCHEN F., (2004), *Entreprises et territoire : proximités et développement local*, In Economie de proximité, Bernard PECQUEUR et Jean Benoit ZIMMERMANN, Lavoisier, Paris.
25. COLLETIS G., GILLY J.P., LEROUX I., PECQUEUR B., PERRAT J., RYCHEN F., ZIMMERMANN, J.B. (1999) ,*Construction territoriale et dynamiques économiques*, Science de la Société, n°48.
26. COURLET C., (2001), *Territoires et régions : Les grands oubliés du développement économique*, Edition Harmattan, Paris.
27. COURLET C., (2001), *Réseaux d'entreprises et territoire : regards sur les systèmes productifs locaux*, La documentation française, Paris.
28. DAFFELON B., (1998), *La gestion des finances publiques locales*, 2^e Ed Economica, Paris.
29. DAFFELON B., (1998),*La gestion des finances publiques locales*, 2^e Ed Economica, Paris.
30. DAHMANI M., (1984), *Planification et aménagement du territoire*, Edition OPU, Alger.
31. DE LAGARDE J., (1995), *Initiation à l'analyse des données*, Dubond , Paris.
32. DEMAZIERE CH., (2000), *Entreprise et développement*, Economica, Paris.
33. DERICKE P H., (1992), *Espace et dynamiques territoriales*, Economica, Paris.
34. DOSIERE R., (1996), *La fiscalité locale*, Collection Q.S.J, Ed P.U.F. Paris.
35. DUPUY C., BURMEISTER A., (2003), *Entreprises et territoires : Les nouveaux enjeux de la proximité*, in La Documentation Française, Paris,
36. FUJITA M., THISSE J F., (2003), *Economie des villes et de la localisation*, Edition de Boeck université, Bruxelles.
37. FUJITA M., KRUGMAN P., VENABLES A J., (2001), *The spatial economy: Cities, regions, and international trade*, The MITT Press Cambridge, Massachusetts, London.
38. FRIEDMANN J., cité par AYDALOT PH., (1985), *Économie Régionale et Urbaine*, Economica, Paris.

39. GAUDMET P.M., MOULINIER J., (1992), *Les finances publiques : Budget et trésor*, Ed, Montchrestien.
40. GENDARME R., (1975), *Analyse économique régional*, Edition Seuil, Paris.
41. GILLY J.P., TORRE A., (2000), *Dynamiques de Proximité*, L'Harmattan, Paris.
42. GOUTTEBEL JY., (2003), *Stratégies de développement territorial*, Economica, 2^{ème} édition, Paris.
43. GRABA H., (2000), *Les ressources fiscales des collectivités locales algériennes*, Ed. ENAG, Alger.
44. GREFFE X., (2002), *Le développement local*, Editions de l'Aube, Paris.
45. GREFFE X., (1992), *La décentralisation*, Ed. La Découverte, Paris.
46. GREFFE X., (1988), *Décentralisé pour l'emploi : Les initiatives locales de développement*, Economica, Paris.
47. GREFFE X., (1984), *Territoire en France*, Economica, Paris.
48. HERTZOG R., (1988), *L'éternelle réforme des finances locales*, vol II, Edition Economica, Paris.
49. HURIOT J M., (2001), *La ville ou la proximité organisée*, Edition Anthropos, Paris.
50. HURON D., SPIDER J., (1998), *Le management public local*, Ed. L.G.D.G, Paris.
51. JOYAL A., (2002), *Le développement local. Comment stimuler l'économie des régions en difficulté*, Sainte- Foy, Les Éditions de l'IQRC.
52. KAHN R., (2001), *Initiatives territoriales de développement et démocratie locale*, In *Démocratie et management local - 4^o rencontres ville Management - Éditions Dalloz*, Paris.
53. KIRAT T., LUNG Y., 1995, *Innovations et proximités : le territoire, lieu de déploiement des processus d'apprentissage*, Cité dans N. LAZARIC et J. M. MONNIER (eds.), *Coordination économique et apprentissage des firmes*, Economica, Paris
54. KIRZNER M., (2005), *Concurrence et esprit d'entreprises*, Economica, Paris.
55. KOTAS M., 1996, *Le pays, nouveau territoire du développement local*, In *La Documentation Française*, Paris.
56. LACOUR C., (1983), *Espace régional et aménagement du territoire*, Dalloz, Paris.
57. LAMBIN J.J., (1990), *La recherche marketing*, Mc Graw-Hill, Paris.
58. LAZARIC N., Monnier J. M (eds.), *Coordination économique et apprentissage des firmes*, Economica, Paris.
59. LEFEBVRE H., (1972), *Espace et Politique*, in *Le droit à la ville*, Anthropos, Paris.
60. LE MOIGNE L., (2001), *Le constructivisme*, L'Harmattan, Paris, t.1.
61. LOIC P., (1990), *Les finances publiques*, Ed. C.U.J.A.S.Paris.

62. MAILLAT D., (1995), *Milieus innovateurs et dynamique territoriale*, In RALLET A., TORRE A., (1995), *Economie industrielle et économie spatiale*, Economica, Paris.
63. MAILLAT D., QUEVIT M., SENN L., (1993), *Réseaux d'innovations et milieux innovateurs : Un pari pour le développement régional*, GREMI, EDES, Neuchâtel.
64. MAILLAT D., (1992), Introduction : la relation des entreprises avec leur milieu, in D. MAILLAT D., PERRIN J-C (éds), *Entreprises innovatrices et développement territorial*, Neuchâtel, GREMI, EDES.
65. MAILLAT D., PERRIN J-C., (1992), *Entreprises innovatrices et développement territorial*, Neuchâtel, GREMI, EDES.
66. MERLIN P., CHOAY F., (2005), *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*, PUF, Paris.
67. MARSHALL A., (1920), *Principles of Economics*, Mac Millan, London.
68. MARTIN P., (2010), *L'économie de proximité : Une réponse aux défis majeurs de la société française*, Paris.
69. MENGIN J., MASSON G., (1989), *Guide du développement local et du développement social, logiques sociales*, l'Harmattan, Paris.
70. MONDOLFO PH., (2001), *Travail social et développement*, Dunod, Paris.
71. MORVAN Y., (2004), *Activités économiques et territoires*, L'Aube DATAR, Paris.
72. PAELINK et SALLEZ, (1983), *espace et localisation*, Economica, Paris.
73. PECQUEUR B., (2000), *Le développement local*, Syros, Alternatives économiques, 2^e édition, Paris.
74. PECQUEUR B., (1998), *Le développement local*, Syros, Paris.
75. PECQUEUR B., (1989), *Le développement local, mode ou modèle*, Edition Syros, Paris.
76. PECQUEUR B., ZIMERMANN J.B., (2004), *Economie de proximités*, Hermes science, Paris.
77. PECQUEUR B., ZIMERMANN J.B., (2004), *Economie de proximités*, Lavoisier, Paris.
78. PERRIN J C., *Economie spatiale et méso analyse*, Cité in PAELINK et SALLEZ, (1983), *espace et localisation*, Economica, Paris.
79. PERRAT J., ZIMERMANN J.B., (2003), *Stratégies des firmes et dynamiques territoriales*, A paraître in DUPUY C., BURMEISTERA., (2003), *La proximité : leçons des études empiriques à paraître*, In La Documentation Française, Paris.
80. PERROUX F., cité par AYDALOT PH., (1985), *Économie Régionale et Urbaine*, Economica, Paris.
81. PERROUX F., *L'économie du XXe siècle*, Presses universitaires de France, 1961.

82. PHILIPPI M.A., TORRE A., *L'organisation en réseau : de l'instauration de règles locales aux actions collectives*, in DUPUY C., BURMEISTER A., (2003), *Entreprise et territoires*, La documentation française, Paris.
83. PIORE M., SABEL C. F., *The seconde industrial divide : possibilities for prosperity*, New York, Basic books, cités par BENKO G., in *Dynamique territoriale et mutations économiques*, sous la direction de PECQUEUR B., (1996), L'Harmattan, Paris
84. PLANQUEB., *Innovation et développement régional*, Economica, Paris.
85. POLESE M., (1994), *Economie urbaine et régionale*, Economica, Paris.
86. PORTER M., (1990), *Avantage concurrentiel*, Dalloz, Paris.
87. PROULX M. U. (1995), *Le phénomène régional au Québec*, PUQ, Sainte-Foy.
88. RAHMANI C., (2002), *Les finances des communes algériennes : Insincérité, déficits et bonne gouvernance*, Casbah, Alger.
89. RALLET A., TORRE A., (2004), *Proximité et localisation*, Economica, Paris.
90. RALLET A., (2002), *L'économie de proximités : propos d'étape*, Etudes & Recherches, Paris.
91. RALLET A., TORRE A., (1995), *Economie industrielle et économie spatiale*, Economica, Paris.
92. SCHATZMAN E., *Le statut de la science, article Science*, dans Collectif (Ed.), Encyclopédia Universalis, Paris.
93. STAFFORD J., BODSONP., (2006), *L'analyse multi -variée Avec SPSS*, Presse universitaire de Québec, Canada.
94. STANLAY E., MOROSE R., (1975), *La petite industrie moderne et le développement*, Ed France Empire, Paris.
95. STHOR WALTER B., (1984), *La crise économique demande-t-elle de nouvelles stratégies de développement ? Vers un paradigme de développement-* in « *crise et espace* » sous la direction de AYDALO PH., Economica, Paris.
96. STOPPER M., HARISSON B., *flexibilité, hiérarchie et développement régional*, cités par BENKO G., LIPIETZ A., et al, (1992), *Les régions qui gagnent, districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, Presses universitaires françaises, Paris.
97. TEISSERENC P., (2002), *Les politiques de développement local*, 2^{ème} éd., Economica, Paris.
98. TORREA., (2010), *Jalons pour une dynamique des proximités*, Economica, Paris.
99. TORRE A., (2005), *Méso analyse et structures productive régionale*, in « *industrie et régions* », sous la direction de collette FOURCADE.
100. VACHON B., (1993), *Le développement local : Théorie et pratique*, Gaëtan Morin Éditeur, Boucherville.

101. WATHELET J., (2000), *Comptabilité et contrôle externe des collectivités territoriales*, Edition, l'Harmattan, Paris.
101. WILLIAMSONO., (1994), *Les institutions de l'économie*, Inter Editions.

Articles et communications

1. AINOUCHE MC., (1998), *Les finances publiques locales ou la problématique du financement du développement local*, In Revue du C.E.N.E.A.P n° 12.
2. AIT ZIANE K., AIT ZIANE H.,(2006), *Territoire et entrepreneur innovateurs : cas de l'Algérie*, In colloque International sur « *Création d'entreprises et territoires* », Tamanrasset.
3. ANGEON V, et CALLOIS J.M., (2005), *Fondements théoriques du développement local : quels apports du capital social et de l'économie de proximité ?* , In revue *Économie et institutions*.
4. ARTHURW.B., (1999), *Competing technologies, increasing returns, and lock-in by historical events*, The Economic Journal.
5. AUDRETSCH DB ., P. FELDMAN M P. , (1996), *R&D Spillovers and the Geography of Innovation and Production* , The American Economic Review , Vol. 86, N° 3.
6. AYDALOT P., (1986), *Trajectoires technologiques et modèles régionaux d'innovation*, in actes du colloque de l'ASRDLF, septembre, Paris.
7. BAUMOL W.J., OATES W., (1988), *The Theory of Environmental Policy*, Cambridge University Press, Cambridge.
8. BARILI A., (2002), *La question de l'autonomie fiscale*, In *Revue française de finances publiques*», N°80.
9. BATOR F M., (1958), *Anatomy of Market Failure*, Quarterly Journal of Economics, LXXII.
10. BECCATINI G., (1995), cité par BENKO G., in « *Les théories de développement local* » in revue *Problèmes Economiques* numéro 2440 du 4 octobre 1995.
11. BECCATINI G., (1987), *Mercato e forze locali : il distretto industriali*, Il Mulino, Bologna.
12. BELATTAF M., IDIR A., (2006) : *Le développement local : quelques éléments théoriques et pratiques*.
13. BELMIHOUB M C., (Avril 2004), *Rapport sur les innovations dans l'administration et la gouvernance dans les pays méditerranéens : Cas de l'Algérie*.
14. BENKO G., (1995), *Les théories de développement local*, in revue *problèmes économiques* numéro 2440 du 4 octobre 1995.

15. BENNETT E-M., (1987), *Social Intervention: Theory and Practice*, Lewiston, N Y Edwin Mellin Press.
16. BOUDJEMA R., SADOUDI M., (2006), *La mondialisation, un processus historique inachevé*, In Revue d'Economie et Statistiques Appliquées, Numéro 6.
17. BOURDEAU -LEPAGE L., HURIOT JM., (2009), *Proximités et interactions : une reformulation*, In revue Géographie, économie, société , 2009/3 (Vol. 11).
18. BOHM P., (1987), *External Economies*, in the New Palgrave: A Dictionary of Economics, London and New York, Macmillan and Stockton.
19. BOSCHMA RON A., (2005), *Proximity and innovation: a critical assessment*, Regional Studies, 39.
20. BOUBA OLGA O., GROSSETTI M., (2005), *Une (re)définition des notions de proximité*, Document de travail Crief-Teir.
21. BRUNET B., (2006), *Le développement local : un concept mais aussi une pratique*, Document Internet - www.globenet.org/horizon-local/perso/ledevlocal.html
22. CARLES J., GENDRON F., LABIE F. & REGOURD S., (1992), *Les collectivités locales et leur financement*, Ed La revue banque, Paris.
23. CARON A., TORRE A., *Développement durable et territoires : Vers une analyse des dimensions négatives de la proximité*, 2012.
24. CASAGRANDE C., (2003), *Le rôle des collectivités locales dans le développement local - Le cas français*, (Décembre 2003).
25. CHOMENTOWSKI D., (2013), *Le développement local*, In Plate-forme régionale développement rural Rhône-Alpes.
26. COASE R. H., (1960), *The Problem of Social Cost*, *Journal of Law Economics*, III.
27. COLLETIS G., GIANFALDONI P., RICHEZ BATTESTI N., (11 & 12 mai 2005), «*Territoires et économie sociale et solidaire : une mise en perspective* », Intervention aux V^{èmes} rencontres interuniversitaires d'économie sociale et solidaire, Aix en Provence.
28. COLLETIS G., PECQUEUR B., (1993), *Intégration des espaces et quasi intégration des firmes : vers de nouvelles rencontres productives*, Revue d'Économie Régionale et Urbaine.
29. COLIDA A., (1972), *Analyse de certaines expériences d'aménagement et de gestion de «zones industrielles» dans les pays de la Communauté économique européenne (Belgique, France, Allemagne, Italie, et Pays Bas)*, In Collection d'Economie et Politique Régionale, Luxembourg.
30. COMBES P.P., DURANTON G., GOBILLONO L., (2008), *spatial wage disparities: Sorting matters!*, *Journal of Urban Economics* , Volume 63, n° 2, March 2008.
31. COURLET C., FERGUENE A., (2003), *Globalisation des territoires : le cas des SPL dans les pays en développement*, n°3.

32. Définition du DATAR (Délégation de l'Aménagement du Territoire et l'Action Régionale), cité par Jean – Yves GOUTTEBEL.
33. DE MEULEMEESTER JL., « *Vers l'université de marché ? Essai d'analyse de l'évolution de l'université* » Attac Wallonie-Bruxelles, 27 avril 2003, <http://wb.attac.be>
34. DERYCKE PH., GILBERT G., TREMBLAY A., (Juillet, 1984), *Un modèle de comportement financier des communes française*, In Revue d'économie régionale et urbaine, n° 31.
35. DINET M., (2005), *Pour une mondialisation de la fraternité, fondements et axes des coopérations internationales*, Dans l'économie et humanisme, numéro 350, Lyon. In DENIEUIL N., (2005).
36. DIXIT AVINASH K., STIGLITZ JOSEPH E., (1977), *Monopolistic Competition and Optimum Product Diversity* the American Economic Review, Vol. 67, No. 3 (Jun., 1977).
37. DUBES R., JAIN A. K., (1976), *Clustering techniques: The user's dilemma*, In Pattern Recognition.
38. FISHER ROBERT J., PRICE LINDA L., (1992), *An investigation into the social context of early adoption behavior*, Journal of Consumer Research, Vol. 19.
39. FLIPO JP., TEXIER L., (1992), *Marketing territorial : de la pratique à la théorie*, In Revue Française du Marketing - n°136 – 1992.
40. FOUCART T., (2006), *Colinéarité et régression linéaire*, *Mathematics and social sciences*, n°173.
41. FRIEDMANN G., (1971), *Veblen : Un précurseur*, In: Annales. Economies, sociétés, civilisations. 26^{ème} années, N° 5.
42. GARNIER J. , (2006), *Proximité lourdes, proximité légères : une trajectoire de l'appareil productif dans l'aire proximité métropolitaine marseillaise*- in quatrième journées de la proximité, l'IDEP, le LEST, le GREQAM, et le groupe « *Dynamiques de proximité* », Marseille, 17-18 juin 2006.
43. GASSEMI K., BOURNOIS F., (2010), *Caractéristiques et typologie des cadres dirigeants. L'exemple marocain*, In Revue internationale de psychologie et de gestion des comportements organisationnels, 2010/39 Vol. XVI.
44. GAUTHIER B., LAPOINTE A., LAURIN F., (2003), *Les économies d'agglomération et la croissance des régions dans l'union européenne* , In Revue d'Économie Régionale & Urbaine 2003/2 (avril).
45. GLADWELL M., (2002), *The Tipping Point : How Little Things Can Make a Big Difference*, Back Bay Books, traduit en français sous le titre : *Le point de bascule : Comment faire une grande différence avec de très petites choses*, (2003), Editions transcontinental.
46. GLAESER EL., SAIZ A., (2003), *The rise of the skilled city*, NBER WP 10191.
47. GLAESER EL., KOLKO J., SAIZ A., (2000), *Consumer city* , NBER 7790.

48. GILLY J-P., LUNG Y., (2005), *Proximités, secteurs et territoires*, Cahiers du GRES, Cahier n° 2005 – 09.
49. GODET M., (2001), *Perspectives et dynamiques des territoires*, Futuribles n° 269 - Novembre 2001.
50. GROSSETTI M., BES M.P., (2001), *Encastréments et découplages dans les relations science-industrie*, Revue française de Sociologie, vol. 42, n° 2, 2001.
51. GUÉDON J., ADAM-LEDUNOIS S., (2008), *Les parcs industriels fournisseurs ou le choix de la proximité géographique*, In Revue Organisations et Territoires, été, vol. 17, n°2.
52. HATEM F., SAINT-LAURENT B., (2004), *Les outils de promotion de l'investissement dans la région MEDA - Note et études ANIMA - n°2 / Juillet 2004 - Article Internet - www.animaweb.org/uploads/bases/documents/benchmarkAPI.pdf*
53. HELLER W. P., STARRETD. A., (1976), *On the Nature of Externalities, in Theory and Measurement of Economic Externalities*, éd. Lin, SAY, Academic Press, NY.
54. HENDRICKX –CANDELA C., (2001), *Externalités de connaissance et localisation des activités : une revue des analyses empiriques*, In Revue d'Économie Régionale & Urbaine 2001/1 (février).
55. HOTTELING H., (1956), *Stability in Competition*, Economic Journal, 39, 1929.
56. HOWELLS, JEREMY R.L., (2002), *Tacit knowledge, innovation and economic geography*, Urban Studies, vol 39, Numerous 5-6.
57. ISARD W., (1956), *Location and space economy*, Cambridge, The MIT Press.
58. JACOBS J., 1984, *Cities and the Wealth of Nations: Principles of Economic Life*, NY : Vintage
59. JACOBS J., (1969), *The Economy of Cities*, New York : Random House.
60. KHELADI M., (2008), *le développement local : une réponse à plusieurs problèmes*, in colloques international « développement local et gouvernance des territoires » du 3 au 5 novembre 2008, Jijel, Algérie.
61. KIRAT T., TALBOT D., (2005), *Proximités et institutions : de nouveaux éclairages, Économie et institutions*, Paris.
62. KIRAT T., LUNG Y., (1999), *Innovation and proximity: territories as loci of collective learning processes*, European Journal of Urban and Regional Studies, 6 (1).
63. KIRMAN A P., (1998), *Economies with Interacting Agents, The Economics of Networks*, Cohendet P., Llerena P., Stahn H., Umbauer G. (Eds.), Springer-Verlag, Berlin.
64. KOLOSY K., (1996-2001), *Le développement local : réflexion pour une définition théorique du concept*, Horizon local, Document Internet, www.memoireonline.com/07/07/527/m_dynamique-transfrontaliere-developpement-local-decentralisation-rosso17.html
65. KOO J., (2005), Technology spillovers, agglomeration, and regional economic development, Journal of Planning Literature, vol 20, n° 2.

66. KOOP K., LANDEL P-A., PECQUEUR B., (2010). *Pourquoi croire au modèle du développement territorial au Maghreb ? Une approche critique*, Revue Echo Géo, n°13.
67. KRUGMAN P., VENABLES A.J., (1995), *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 110, No. 4 (Nov., 1995), Oxford University Press.
68. KRUGMAN P.,(1991), *Geography and Trade*, MIT Press, Cambridge.
69. KRUGMAN P., (1991), *Increasing returns and economic geography*, Journal of Political Economy, volume 99, n°3.
70. LAFFONT J.J., (1977), *Effets externes et théorie économique*, éd. CNRS, Monographie du séminaire d'économétrie, n°13 (MSE D8).
71. LE LAN R., (2005), *Analyse de données et classifications sur données d'enquête : Choix sur les variables, le nombre de classes et le nombre d'axes*, In DREES, Bureau des professions de santé.
72. LEVESQUE B., (2002) : *Développement local et économie sociale : Démocratie et évaluation*, in : TREMBLAY P.A., TREMBLAY M., et TREMBLAY S., avec la collaboration de M. TRUCHON (dir.), *Développement local, économie sociale et démocratie*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.
73. LOILIER T., (2010), *Innovation et territoire*, In Revue française de gestion ,n° 200.
74. LUCAS R., (1988), *On the Mechanics of Economic Development*, Journal of Monetary Economics, vol.
75. LUCAS R., (1988), *On the Mechanisms of Economic Growth*, Journal of Monetary Economics, Vol. 22, N°. 1.
76. MARSHALL A., (1920), *Principles of Economics*, in: Mac Millan. I.C. (1983), « *Preemptive Strategies* », The Journal of Business Strategy, vol. 4, n° 2.
77. MARTIN A., (2004). *L'analyse de données*, Polycopié de cours ENSIETA, En ligne sur: www.arnaud.martin.free.fr/Doc/polyAD.pdf
78. MEADE J. E., (1973), *The Theory of Economic Externalities*, Institut Universitaire des Hautes Etudes, Geneva.
79. MEADE J. E., (1952), *External Economies and Diseconomies in a Competitive Situation*, Economic Journal, LXII, mars.
80. MIRE M., SABEL CH., (1984), *The Second Industrial Divide*, Basic Books, New York .
81. MISHAN E. J., (1969), *The Relationship between Joint Products, Collective Goods and External Effects*, Journal of Political Economy, LXXVII.
82. MISHAN E. J., (1971), *The Postwar Literature on Externalities*, Journal of Economic Literature.
83. MUDARD-FRANSSENN., (2001), *La question des Systèmes de Production Localisés : local is Beautiful*, n°37.
84. NORTH D., (1994), *Economic Performance Through Time*, American economic Review, 84 (3).

85. PEEMANS JPH., (2002), *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*, Population et Développement n° 10, Academia-Bruylant, Louvain-la-Neuve.
86. PERROUX F., (1982), *Dialogue des monopoles et des nations : équilibre ou dynamique des unités actives*, Grenoble, PUG.
87. PERROUX F., (1981), *Pour une philosophie du nouveau développement*, Aubier-Presses de l'Unesco, Paris,
88. PIORE .M et SABEL. CH., (1984), *The Second Industrial Divide*, Basic Books, New York (trad.fr. Les Chemins de la prospérité, 1988).
89. PIRRONE C., (2012), *Théorie du développement territorial dans une économie de satiété*, Cité par CHOMENTOWSKI D., (2013), *Le développement local*, In Plate-forme régionale développement rural Rhône-Alpes.
90. PITTE J-R., VALLEE Y., LOUART P., (octobre 2006), *Le regard de trois présidents, comment réformer l'université ?* », Propos recueillis par Caroline BEYER, Le Figaro Etudiant.
91. PLANQUE B., (1985), *Le développement par les activités à haute technologie et ses répercussions spatiales : L'exemple de la Silicon Valley*, Revue d'économie régionale et urbaine, n° 5.
92. PREVOT P., (1990), *Le développement local : contextes et définitions*, in cahiers de recherches IREC 01-03, institut de recherches et d'enseignement pour les coopératives, de l'université de Sherbrooke.
93. PROULX M-U., (1995), *Réseaux d'information et dynamique locale*, Chicoutimi, GRIR/UQAC, Québec.
94. RAMDANI L., (Janvier 2011), *Collectivités locales et développement territorial : Rôles et outils à la lumière de la législation algérienne*, Revue administration et développement pour les recherches et les études", université Blida,
95. RALLET A., TORRE A., (2005), *Proximity and Location*, Regional Studies, vol. 39, n° 1, February.
96. RALLET A., TORRE A., (2004), *Proximité et localisation*, Economie rurale, n°280, mars-avril.
97. RALLET A., (2002), *L'économie de proximité, études et recherche sur les systèmes agraires et le développement*, Numéro 33, le local à l'épreuve de l'économie spatiale.
98. RENAULT S., ADAM-LEDUNOIS S., (2001), *Les enjeux stratégiques de la création de parcs de fournisseurs dans l'industrie automobile*, Revue Française de Gestion Industrielle, volume 20, 1/2001.
99. RENAULT S., ADAM-LEDUNOIS S., GUEDON J, (2008), *Les parcs industriels fournisseurs ou le choix de la proximité géographique*, In Organisations et Territoires, vol. 17, n°2.

100. RIST G., (1996), *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.
101. ROMER P.M., (1990), *Endogenous Technological Change*, Journal of Political Economy, vol. 98, no5, by The University of Chicago.
102. ROMER P.M., (1986), *Increasing Returns and Long-Run Growth*, Journal of Political Economy, Vol. 94, N° 5.
103. ROUX M., ADAM-LEDUNOIS S., (2006), *Algorithmes de classification*, sur : www.imep-cnrs.com/docu/mroux/algoclas.pdf. Consulté le 28.11.2018.
104. SAMSON I., *Territoire et système économique*, Communication aux 4^{èmes} journées de la proximité, réseaux et coordination, Marseille les 17 et 18 Juin 2004.
105. SAXENIAN A., (1994), *Regional Advantage: Culture and Competition in Silicon Valley and Route 128*, Harvard, Harvard University Press.
106. SMATIA., (Juin 2008), *Nature du développement local et rôle des collectivités locales dans son financement*, Recherches économiques et managériale, N°5.
107. SCITOVSKY T., (1954), *Two concepts of External Economies*, Journal of Political Economy, vol. LXII.
108. SIMMEL G., (1950), *The Sociology of Georg Simmel*, in K.H. Wolff (Ed.), *The Sociology of Georg Simmel*, Free Press.
109. STARRET D., (1972), *Fundamental non convexities in the theory of externality*, Journal of Economic Theory.
110. STOHRW. (1987), *Le développement économique régional et la crise économique mondiale*, Revue Internationale des Sciences Sociales, UNESCO/Erès. N ° 2.
111. SUDEKUM J., (2008), *Convergence of the skill composition across German regions*, In Regional Science and Urban Economics, Volume 38, no2, March 2008.
112. SUIRE R., (2003), *Stratégies de localisation des firmes du secteur TIC : du cyber district au district lisière-* in Géographie, Economie, Société, Numéro 5.
113. SWACK M., MASON D., (1987), *Community, economic development as a strategy for social intervention*, In BENNETT E-M, *Social Intervention: Theory and Practice*, Lewiston, N Y Edwin Mellin Press.
114. THISSE JF., VAN YPERSELE T., (1999), *Métropoles et concurrence territoriale*, Economie et statistique.
115. TRAKI D., Dr BOUKRIF M., (2015), *Innovation et développement managériale : Le cas des entreprises agroalimentaires dans la wilaya de Bejaia*, In revue Annales des Sciences Sociales et Humaines de l'Université de Guelma, numéro 11, juin 2015.
116. TREMBLAY S., (1999), *Du concept de développement au concept de l'après développement : trajectoires et repères théoriques*, collection des travaux et études en développement régional, université de Québec.

117. TREMBLAY DG., FONTAN M., (1997), *Le développement économique local : la théorie, les pratiques, les expériences*, Télé-université, Québec.
118. TRUDEL R., ANTONIUS R., (2001), *Méthodes Quantitatives Appliquées Aux Sciences Humaines*, Centre Educatif et Culturel Inc, Montréal.
119. TORREA., (2000), *Economie de la proximité et activités agricoles et agroalimentaires*, Revue d'économie régionale et urbaine.
120. TORREA., CARON A., 2002, *Conflits d'usages et de voisinage dans les espaces ruraux*, n° thématique : « Autour du développement durable », Sciences de la société, n° 57, octobre.
121. VAILLANT J., (2005), *Initiation à la théorie de l'échantillonnage*, Presses Universitaires de l'Université des Antilles-Guyane.
122. VAILLANT J., (1996), *Notions de bases en échantillonnage*, Presses Universitaires de l'Université des Antilles-Guyane, version 3.
123. VELBEN T., (1899), *The theory of leisure class*, The Milan Company, New York (traduit en Français : *Théorie de la classe de loisir*, Gallimard, 1970, Paris).
124. VICENTE J., (2004), *De l'économie des interactions à l'économie géographique : Théories et évidences sur la formation et la stabilité des clusters*, Economie Appliquée Tome LVII, numero1.
125. VICENTE J., (2002), *Externalités de réseau vs externalités informationnelles dans les dynamiques de localisation*, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, Numéro 4.
126. VINER J., (1931), *Cost Curves and supply curves*, In: Reading in Price Theory, American Economic association, Homewood, Irwin, vol. VI, (1952).
127. VON THUNEN J. H., (1828), *Der isolirte Staat in Beziehung auf Landwirtschaft und National ökonomie (l'État isolé en relation avec l'agriculture et l'économie nationale)*, Friedrich Perthes, Hamburg.
128. WEAVER C., FRIEDMANN A, cité par PLANQUE B., (1985), *Le développement par les activités à haute technologie et ses répercussions spatiales : L'exemple de la Silicon Valley*, Revue d'économie régionale et urbaine, n° 5.
129. WEBER A., (1929), *Über den standort der industrien, Tübingin*, traduction anglaise: *Theory of the location of industries*, Chicago University press.
130. WEN SHINEC., HIRSCHHEIMR., (2004), *A paradigmatic and methodological examination of information systems research from 1991 to 2001*, In 2004 Blackwell Publishing Ltd, Information Systems Journal 14.
131. ZIMMERMANN J.B., (2008), *Le territoire dans l'analyse économique. : Proximité géographique et proximité organisée*, Lavoisier, in Revue française de gestion, N° 84/2008, Paris.
132. ZIMERMANN J.B, (2005), *Entreprises et territoire : Entre nomadisme et ancrage territorial*, In revue de l'institut de recherche économiques et sociales IRES, n 47, 1 er trimestre 2005.

133. ZIMERMANN J.B, (1998), *Nomadisme et ancrage territorial : propositions méthodologiques pour l'analyse des relations firmes-territoires*, RERU.
134. ZIMERMANN J.B., GILLY J.P., PERRAT J., PECQUEUR B., RYCHEN F., (1998), *Construction territoriale et dynamiques productives*, Étude pour le Commissariat Général du Plan, convention n° 18/1997.

Thèses et mémoires

1. AGAB A., (2015), *Décentralisation et développement local en Algérie: cas de la wilaya de Bejaia*, Mémoire de magister, Université de Bejaia.
2. AINOUCHE M.C, (1991), *La fiscalité instrument de développement économique, contribution à une approche économique de la réforme fiscale dans les pays en voie de développement*, Thèse de doctorat en Sciences économiques, Alger.
3. ANNICHE A., (2009), *Essai d'analyse de l'affectation des ressources au niveau infra étatique : la problématique de l'offre des biens publics locaux : cas des communes de la wilaya de Tizi Ouzou*, Mémoire de Magister en Sciences Economiques, U.M.M.T.O.
4. AYAD-MALEK N., (2017), *La création d'entreprise et les politiques territoriales : cas de la wilaya de Bejaia*, Thèse de Doctorat, Université de Bejaia.
5. ARBOUS S., (2007), *Analyse de l'efficacité des concours financiers de l'Etat pour les collectivités locales : cas de la wilaya de Tizi-Ouzou*, Mémoire de magister, U. M.M.T.O.
6. BELLACHE Y., (2002), *Essai d'évaluation des effets de l'ajustement structurelles sur le développement local : cas des communes du versant Nord du massif des Babors -Bibans*, Mémoire de magister, Université de Bejaia.
7. MERADI O., (2008), *Essai d'analyse de dynamique de l'aménagement du territoire en espace littoral : cas de wilaya de Bejaia défis et perspectives*, Mémoire de magister en sciences économiques, université de Bejaia.
8. TAMOUL R., (2002), *Essai de construction de quelques indicateurs de développement local*, Mémoire de magister en sciences économiques, université de Bejaia.
9. TRAKI D., (2011), *Essai d'analyse de la contribution des facteurs d'attractivité sur la création d'entreprise : cas des entreprises agro - alimentâtes dans la wilaya de Bejaia*, Mémoire de magister en sciences de gestion, université de Bejaia.

Rapports, annuaires statistiques et études

1. Annuaire statistique de la direction industrie et mine de la wilaya de Bejaia, 2016, 2017, édition 2018.
2. Annuaires statistiques de la direction de la planification et du suivi budgétaire, DSBP, Bejaia, 2017, édition 2018.
3. Annuaire statistiques de la direction de la PME – PMI de la wilaya de Bejaia, 2017, édition 2018.
4. Annuaires statistiques de la direction de la planification et du suivi budgétaire, DSBP, Bejaia, 2016, édition 2017.
5. Annuaire statistique de l'agence nationale de développement d'investissement, ANDI de la wilaya de Bejaia, 2017, édition 2018.
6. Annuaire statistique de la société de gestion immobilière, SGI de la wilaya de Bejaia ,2016.2017
7. Annuaire statistique du ministère de l'intérieur, 2016.
8. Annuaires statistiques de la DPAT, Bejaia, 2000,2001, et 2002.
9. CENEAP (2007), Enquête sur le Niveau de Vie et Mesure de la Pauvreté en Algérie, Centre National d'Étude et d'Analyse pour la Population et le Développement, Alger.
10. DATAR :La Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale, 2009.
11. L'ANAT, Agence Nationale de l'Aménagement du Territoire, 2007.
12. Le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT), 2025.
13. Les statistiques de l'agence foncière Akbou, (AFAK, 2017).
14. Ministère de l'intérieur, 2016.
15. Ministère de l'Intérieur des Collectivités Locales (2007) : Fonds Commun des Collectivités Locales : Missions.
16. PNUD (2007), Algérie 2007 : Rapport National sur le Développement Humain.
17. Programme des Nations Unies pour le Développement en Algérie, Alger.
18. Rapport statistique de la revue d'Economie et Statistiques Appliquées, numéro 6, Mai2006.
19. Rapport statistiques du Ministère intérieure des collectivités locales, 1998.

Articles et décrets

1. Arrêté interministériel N° 7241 DPU/77 du 17/04/1977, dont le permis de lotir est sous le N° 02 du 14/09/1992 et dont le promoteur est URBAS.
2. Arrêté N°4 sous la référence N° 00013/H46 du 13/03/1978, pour créer la zone industrielle d'Akbou.
3. Arrêté communal N° 86/295 du 31/03/1986.
4. Articles 15 et 16 - JORADP- n°78/1996, relative à la constitution algérienne du 28 novembre 1996.
5. Article 43 de la loi de finance de 1992.
6. Article 114 de la loi N°90-08.
7. Article 123 de la loi N°90-08.
8. Articles 86, 87, 88, et 89 relatives aux de code de la commune.
9. Constitution du 10 /09/1963 (journal officiel n°64 du 10/09/1963), in : <http://www.joradp.dz/HAR/Index.htm>.
10. Décret exécutif n° 94-319 du 17 octobre 1994 relative à la création de L'APSI. Il a été créée par, modifié et complété, portant attributions, organisation et fonctionnement de l'agence de promotion, de soutien et de suivi de l'investissement - JORADP -n° 67/1994.
11. Décret n° 81-378 du 26 décembre 1981, déterminant les compétences et les attributions de la commune et de la wilaya dans les secteurs de l'industrie et de l'énergie – JORADP, n°52/1981.
12. Décret n° 81-372 du 26 décembre 1981, déterminant les compétences et les attributions de la commune et de la wilaya dans le secteur touristique - JORADP, n°52/1981.
13. Décret n° 73 -45 du 28 février 1973, portant création d'un comité consultatif pour l'aménagement des zones industrielle JORADP, n°20/1973.
14. Décret n° 81-383 du 26 décembre 1981, déterminant les compétences et les attributions de la commune et de la wilaya dans le secteur du commerce – JORADP, n°52/1981.
15. Décret présidentiel n° 96-438 du 07 /12/1996 relatif à la révision de la constitution adoptée par référendum du 28/11/1996 (journal officiel n°76 du 08/12/1996).
16. L'acte administratif N° 269 du 17/10/1993 enregistré le 28/09/93 et publié le 26/10/1993, volume : 04 N°22, pour créer la zone d'activité d'Akbou.
17. La V.V.A est instituée par la loi de finance de 1997 dans l'article 229 du code des timbres.
18. L'article 146 et 163 de la loi n°90-08 portant sur l'emprunt.
19. L'article 160 de la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, relative aux dépenses de la commune.
20. Le décret n°86-266 du 04 novembre 1986 portant organisation et fonctionnement du Fonds Commun des Collectivités Locales (FCCL).

21. Le décret N° 84-55 du 03/03/1984 relatif à l'administration des zones industrielles.
22. Le FCCL (Fonds Commun des Collectivités Locales), créé par le décret 86-266 du 04 novembre 1986.
23. Loi n° 11-10 du 22/06/2011 relative à la commune (Journal officiel n° 37 en du 03/07/2011).
24. Loi n° 12-07 du 21/02/ 2011 relative à la commune (Journal officiel n° 12 en du 29/02/2012).
25. Loi n° 84-09 du 4 février 1984, relative à l'organisation territoriale du pays – JORADP-n°06/1984.
26. Ordonnance no.6724 du 18 janvier 1967 portant code communal.
27. Ordonnance N° 74-26 du 20/02/1974, portant la constitution des réserves foncières communales.
28. Ordonnance N° 74-26 du 20/02/1974, portant la constitution des réserves foncières communales.
29. Ordonnance 67-24 du 18 janvier 1967 (journal officiel n°6 du 18/01/1967). C'est le premier de ce code communal spécifie que « la commune est la collectivité territoriale politique, administrative, économique, sociale et culturelle de base, Son deuxième article précise qu'elle est administrée par une assemblée élue, l'assemblée populaire communale formée, de délégués communaux ».
30. Ordonnance n°69-38 du 23 mai 1969 (journal officiel n°44 du 23/05/1969). Cette ordonnance spécifie que « La wilaya est une collectivité décentralisée et circonscription démultipliée et déconcentrée de l'état, elle doit pour assurer pleinement son rôle et exprimer et réaliser les aspirations de ses habitants, disposé d'organes propres c'est-à-dire d'une assemblée populaire et d'un exécutif efficace ».

Sites web

1. Site officiel de l'agence nationale d'intermédiation et régulation foncière, ANIREF., (2018). www.aniref.dz.
2. Site officiel du Ministère de l'Industrie et des Mine. <http://www.mdipi.gov.dz>.
3. Site de l'Office National des Statistiques. <http://www.ons.dz/>

Annexes

Annexe 1 : Questionnaire d'enquête

Dans le cadre de notre travail de Doctorat, nous effectuons une enquête sur la contribution de l'économie de proximité sur la diffusion d'externalités et le développement territorial : Le cas des zones industrielles de la wilaya de Bejaia. Pour mener à bien notre recherche, nous comptons sur votre collaboration, en nous accordons un peu de votre temps pour nous répondre objectivement à notre questionnaire afin de collecter et réunir les données nécessaires pour la réalisation de cette enquête. Je vous remercie.

TRAKI Dalila.

Thème de recherche

Essai de modélisation de la contribution de l'économie de proximité sur la diffusion d'externalités et le développement territorial : Le cas des zones industrielles de la wilaya de Bejaia.

Sous la direction du Professeur Boukrif Moussa

I. Identification de l'entreprise

- 1) **Nom et raison sociale** :
- 2) **Adresse** :
- 3) **Date de création** :
- 4) **Statut juridique** :
- 5) **Indiquez le secteur d'activité** :
 - Industrie agroalimentaire
 - Industrie des matériaux de construction, céramique et verre
 - Industrie mécanique, sidérurgie, métallique et métallurgique
 - Industrie chimique et caoutchouc
 - Industrie textile, habillement, cuir et chaussures
 - Industrie cuir et chaussures
 - Bâtiments et travaux publics
 - Bois et papeterie
 - Services (à préciser).....
- 6) **Effectif de l'entreprise actuel** :

II : Création d'entreprises

- 7) **Quelle sont vos motivations et raisons pour créer une entreprise (choix multiple des réponses) ?**
 - Motivation économique (création emploi, réduction de taux de chômage, satisfaire la demande)
 - Existence d'opportunités
 - Manque d'activité dans le secteur
 - Imitation d'une réussite familiale

▪ Autres (à préciser).....

8) **Comment est venue l'idée de créer votre entreprise ?**

- Connaissance et expérience requise
- Conseil d'un bureau d'étude
- Relations professionnelles
- Relations familiales

9) **Avant la réalisation de votre entreprise, avez- vous fait une étude ?**

- **De marché :** Oui Non
- **Financière (trésorerie, valeur annuelle nette...)** : Oui Non

10) **Pour financer votre projet, avez-vous recours à un prêt bancaire ?**

Oui Non

10- a) **Si oui, avez – vous obtenu ce financement avec facilité ?**

Oui Non

11) **Le créateur d'entreprise est originaire :**

- De la même zone d'implantation
- D'autres régions de la wilaya
- D'autres wilayas de l'Algérie (à préciser)

III) Dynamique de proximité fondée sur un mode de développement local d'agglomération (le rôle de la proximité géographique et les externalités)

12) **Votre choix de localisation est :**

- **Un choix imposé (subi)**
- **Un choix volontaire (recherché)**

13) **Quelles sont les facteurs pour lesquelles vous êtes installé dans cette zone industrielle (choix multiple des réponses) ?**

- Proximité de marché et de fournisseurs
- La présence et qualité d'infrastructure de base (port, routes)
- L'efficacité de l'administration publique
- La présence d'un tissu d'entreprises
- La disponibilité du foncier industriel
- Proximité du lieu de résidence

14) **Quels sont les facteurs sectoriels qui sont à l'origine de votre implantation ?**

- Proximité d'entreprises du même secteur
- Proximité d'entreprises dont le secteur est complémentaire
- Proximité des fournisseurs
- Proximité d'entreprises clientes
- Autres (à préciser).....

15) Le secteur de votre activité est :

- Une faible concurrence
- Une forte concurrence

15- a) Si le secteur est en forte concurrence, quels sont vos concurrents ?.....

.....

16) L’approvisionnement de vos matières premières est d’origine :

- Locale en :.....%
- Nationale en :.....%
- Etrangère en :.....%.

17) Quelle est la provenance de vos produits semi fini ?

- De la même zone d’implantation
- D’autres régions de la wilaya
- D’autres wilayas de l’Algérie
- De l’étranger

18) Quelle est la provenance de vos moyens que vous utilisez dans le processus de production (Technologie utilisée) ?

- Nationale
- Etrangère

19) Vos produits sont distribués sur :

- Le marché local
- Le marché national
- Le marché étranger

19-a) Si votre entreprise exporte, quelle est la part de la production exportée ?.....

20) Votre choix de localisation dans cette zone repose-t-il sur l’existence d’une main d’œuvre :

- qualifiée
- Un savoir -faire local
- une diversité de compétences
- Bon marché

21) Vos salariés sont-ils originaires :

- De la même commune de la zone
- De la commune environnante
- Des communes plus lointaines

22) Est-ce que votre zone est plus avantageuse (attractive) par rapport aux autres zones ?

- Si oui, pourquoi ?.....
- Si non, pourquoi ?.....

23) Indiquer la zone la plus d'avantageuse en matière d'économie externe :

- Zone industrielle de Bejaia
- Zone d'El kseur
- Zone de Taharacht (Akbou)

24) Pouvez – vous énumérer quelques avantages spécifiques dont vous bénéficiez de votre localisation en proximité avec les industriels voisins (Citez quelques avantages tirés de cette localisation) ?

-
-
-

26) Indiquer la nature d'externalité tirée dans la zone de votre implantation :

- Le rôle des prestataires de services aux entreprises
- la présence d'une main-d'œuvre spécialisée et un capital humain
- Échange d'informations et apprentissage
- L'offre d'infrastructures

27) Est – ce- que cette proximité génère des conflits ?

Oui **Non**

27- a) Si oui indiquez les conflits générés de cette proximité :

- Conflits de voisinage et d'aménagement
- Conflits d'usages et d'accès
- Refus de consommation d'aménité

III. Analyse des relations de coopération et de coordination entre les partenaires locaux de la zone (le rôle de la proximité organisationnelle)

28) Quelle est la nature des relations avec les entreprises- clientes et entreprises - fournisseurs ?

- Marchande
- Hors marché

29) Quels sont vos moyens de communication avec vos clients et fournisseurs ?

- Face à face
- Téléphone /Fax
- Réseaux sociaux et emails

30) Avec les entreprises (fournisseur et clientes) à proximité géographiques (de la même zone), avez-vous des rapports :

- De concurrence
- De coopération
- De sous traitance

30- a) Si l'entreprise sous – traite-t-elle une partie de son produit ? Indiquer le nombre de sous –traitants

30- b) Vos sous-traitants sont :

- Des travailleurs à domicile
- Des petites entreprises de la même zone
- Autres (à préciser).....

31) Quels sont les moyens de transport utilisés dans l'approvisionnement de vos matières premières (en amont) ?

- Les propres moyens de transport de l'entreprise (Internalise le transport)
- Service d'une entreprise de transport (Externalise le transport)
- Autres (à préciser).....

31- a) Si l'entreprise externalise le transport, cette entreprise de transport est localisée dans :

- La même zone de la wilaya
- Autres régions de la wilaya

32) Quels sont les moyens de transport utilisés dans la distribution de vos produits (en aval)

- Les propres moyens de transport de l'entreprise (Internalise le transport)
- Service d'une entreprise de transport (Externalise le transport)
- Autres (à préciser).....

32- a) Si l'entreprise externalise le transport, cette entreprise de transport est localisée dans :

- La même zone de la wilaya
- Autres régions de la wilaya

33) Indiquez le type de relation de coopération que vous développer avec vos partenaires :

- Investissements communs
- Financement de formations

- Réseaux de distribution
- Développement d'un label régional et spécifique
- Aides
- Échange d'informations
- Autres (à préciser).....

IV. Le rôle proximités institutionnelles dans le développement des relations industrielles

34) Avec l'administration et les collectivités locales vos rapports sont :

- Excellents
- Moyens
- Médiocres

35) Vos rapports avec les administrations économiques suivantes sont :

Non de l'administration	Excellents	Moyens	Médiocres
Fiscalité			
CNAS			
Chambre de commerce et industrie			
Inspection de travail			
Banques			
Environnement			

36) Avez- vous créé votre entreprise dans le cadre d'un dispositif d'aide à la promotion et au soutien des investissements ? Si oui lequel ?

- Dispositif ANSEJ
- ANGEM
- CNAC
- Autre (à préciser).....

➤ **37) précisez la nature de l'avantage dont vous avez bénéficié ?**

.....

38) Votre entreprise est-elle insérée dans les réseaux scientifiques et de quelle envergure sont-ils ?

- Université
- Centre de formation
- Centre de recherche

- Écoles de formations privées

39) Quelle est la nature de la relation avec ses réseaux ?

- Recrutement
- Stage pratique
- Séminaire
- Formation en post de graduation spécialisée

40) Si non, pourquoi et quels sont les problèmes qui freinent cette relation ?

➤

.....

41) Vos relations avec ces réseaux sont-elles :

- Formelles
- Informelles

42) Existe-il un réseau de confiance avec les autres entreprises ?

- Oui
- Non

42-a) Si oui, quels sont d'après vous les avantages que vous pouvez tirer de cette confiance ?

➤

.....

42-b) Si non, pourquoi ?

➤

.....

43) Pensez-vous que le partage d'un système de valeur (tradition, culture commune, langue...) avec les autres entrepreneurs de votre zone, favorise le développement de relations entre vous ?

- Si oui, comment ?
- Si non, pourquoi ?

44) Est-ce qu'ils existent des lieux de rencontres des industriels dans la zone pour discuter ensemble des problèmes et des objectifs des opérateurs locaux (l'existence des associations professionnelles)

- Si oui, quel est le rôle joué par cette association dans le développement du tissu industriel de votre zone ?.....
- Si non, comment expliquez-vous l'absence de ces lieux de rencontre ?.....

45) Est - ce- que les entreprises de la même zone participent à l'organisation des foires et des salons pour promouvoir le développement territorial et local ?

- Oui
- Non

46) Pensez-vous que les réseaux locaux de partenariat jouent un rôle important dans la coordination des acteurs ? (Justifiez vos réponses)

- Oui
- Non.....

V. L'entreprise comme acteur dans le développement territorial et local

47) Pour l'implantation de votre entreprise, est ce que l'attachement à la région était :

- Très important
- Peu important

48) Que représente pour vous le territoire de la wilaya de Béjaia ?

- Des ressources génériques à exploité pour le développement
- Des ressources à exploité pour le développement
- Un espace auquel vous appartenez et que vous voulez développer

49) Pensez-vous que votre entreprise est un acteur fondamental dans le développement territorial et local de la zone ?

- Oui
- Non

49- a) Si oui, citez quelques actions :

-
-
-

50) Quels sont vos apports en termes de développement pour la région ? Notamment en termes de :

- Création d'emploi pour la récession ou la réduction du chômage
- Diversification et innovation des produits
- Renouveau du tissu économique et du marché
- Participation à la création des infrastructures de base
- Contribution à l'augmentation des impôts et les recettes de l'Etat
- Autre (précisez).....

51) Est- ce- que votre entreprise a bénéficié des avantages de la part des collectivités locales ? Oui Non

51-a) si oui , citez quelques avantages

-
-
-

52) Pensez-vous que le développent territorial et local de la région est un développement basé sur les externalités ? Oui Non

52 – a) Si oui, justifiez votre repense :

-
-
-

53) Est-ce que la création d'un cluster ou d'un pôle d'agroalimentaire va impulser l'attractivité et la dynamique territoriale dans la région ? (Justifiez vos réponses)

- Oui
- Non.....

54) Selon vous, existe-t-il une dynamique de développement local ?

Oui Non

54-a) Si oui, justifiez :.....

.....

55) Considérez-vous que les collectivités territoriales (wilaya, commune), joue un rôle dans le développement territorial et local de votre région ?

- Jouent un rôle moteur
- Jouent un rôle d'accompagnement
- Ne jouent pas un grand rôle
- Ont plutôt un rôle de frein au développement

56) Souhaitez-vous qu'un organisme local de développement (agence, conseil économique social régional et local,...etc.) soit mis en place ?

.....
.....

.....
.....

57) Selon vous, quels sont les conditions nécessaires pour réussir les projets de développement local ?

-
-
-

58) Quelles sont vos suggestions pour favoriser le développement territorial et local dans la région ?

-
-
-

Merci pour votre temps, assistance et coopération.

Annexes des tableaux relatifs aux résultats de L'Analyse des Correspondances Multiples dans la zone industrielle de Bejaia

Annexe 2 : Tableau des contributions

	Poids	Poids (relatif)	F1	F2	F3	F4
origincreat-De la même zone d'implantation	40	0,164	0,152	0,001	0,006	0,003
origincreat-D'autres régions de la wilaya	21	0,086	0,290	0,001	0,011	0,005
factsect-Proximité d'entreprises complémentaires	10	0,041	0,004	0,153	0,000	0,160
factsect-Proximité des fournisseurs	19	0,078	0,092	0,104	0,000	0,205
factsect-Proximité d'entreprises clientes	18	0,074	0,000	0,007	0,263	0,275
factsect-Proximité d'entreprises même secteur	9	0,037	0,002	0,000	0,374	0,227
factsect-autres	5	0,020	0,238	0,007	0,018	0,035
attachem-Peu important	7	0,029	0,055	0,342	0,004	0,019
attachem-Très important	54	0,221	0,007	0,044	0,001	0,003
perc terr-Des ressources génériques à exploité pour le développement	33	0,135	0,036	0,047	0,138	0,002
perc terr-Des ressources spécifiques à exploité pour le développement	4	0,016	0,116	0,132	0,084	0,048
perc terr-Un espace auquel vous appartenez et que vous voulez développer	24	0,098	0,007	0,162	0,101	0,019

Annexe 3 : Tableau des cosinus carrés

	F1	F2	F3	F4
origincreat-De la même zone d'implantation	0,658	0,002	0,018	0,008
origincreat-D'autres régions de la wilaya	0,658	0,002	0,018	0,008
factsect-Proximité d'entreprises complémentaires	0,007	0,249	0,000	0,198
factsect-Proximité des fournisseurs	0,200	0,204	0,000	0,307
factsect-Proximité d'entreprises clientes	0,001	0,014	0,409	0,402
factsect-Proximité d'entreprises même secteur	0,003	0,000	0,481	0,275
factsect-autres	0,385	0,010	0,022	0,039
attachem-Peu important	0,093	0,525	0,005	0,023
attachem-Très important	0,093	0,525	0,005	0,023
perc terr-Des ressources génériques à exploité pour le développement	0,117	0,139	0,330	0,004
perc terr-Des ressources spécifiques à exploité pour le développement	0,184	0,191	0,099	0,053
perc terr-Un espace auquel vous appartenez et que vous voulez développer	0,017	0,362	0,182	0,032

Annexe 4 : Tableau des valeurs test
--

	F1	F2	F3	F4
	-			
origincreat-De la même zone d'implantation	6,283	0,379	-1,034	0,712
		-		
origincreat-D'autres régions de la wilaya	6,283	0,379	1,034	-0,712
		-		
factsect-Proximité d'entreprises complémentaires	0,629	3,862	-0,107	3,443
	-			
factsect-Proximité des fournisseurs	3,460	3,502	0,167	4,289
	-	-		
factsect-Proximité d'entreprises clientes	0,208	0,906	-4,954	-4,913
factsect-Proximité d'entreprises même secteur	0,410	0,018	5,374	-4,060
factsect-autres	4,808	0,785	1,151	1,530
	-	-		
attachem-Peu important	2,364	5,611	-0,550	-1,167
attachem-Très important	2,364	5,611	0,550	1,167
percterr-Des ressources génériques à exploité pour le développement	2,653	2,884	-4,450	-0,485
percterr-Des ressources spécifiques à exploité pour le développement	-			
	3,322	3,388	2,436	-1,779
percterr-Un espace auquel vous appartenez et que vous voulez développer	-	-		
	1,023	4,658	3,305	1,396

**Annexes des tableaux relatifs aux résultats de la Classification Ascendante
Hiérarchique dans la zone industrielle de Bejaia**

Annexe 5: Statistiques des nœuds

Nœud	Niveau	Poids	Objets	Fils gauche	Fils droit
121	63,174	61	61	117	120
120	47,489	54	54	118	119
119	21,874	31	31	112	116
118	13,192	23	23	115	107
117	6,832	7	7	80	114
116	5,920	16	16	109	104
115	5,910	18	18	113	110
114	3,536	5	5	76	108
113	2,497	9	9	111	85
112	2,456	15	15	84	103
111	1,658	4	4	105	71
110	1,473	9	9	86	101
109	1,263	7	7	81	100
108	1,105	3	3	106	34
107	0,884	5	5	77	90
106	0,368	2	2	8	9
105	0,368	2	2	27	32

Annexe 6 : Barycentres des classes

Classe	factsect	attachem	percterr
1	3,625	2,000	1,000
2	1,667	2,000	1,000
3	2,739	2,000	2,826
4	2,429	1,000	2,429

Annexe 7 : Distances entre les barycentres des classes

	1	2	3	4
1	0	1,958	2,030	2,115
2	1,958	0	2,118	1,903
3	2,030	2,118	0	1,120
4	2,115	1,903	1,120	0

Annexe 8 : Objets centraux

Classe	factsect	attachem	percterr
1 (1)	4,000	2,000	1,000
2 (3)	2,000	2,000	1,000
3 (7)	3,000	2,000	3,000
4 (32)	2,000	1,000	3,000

Annexe 9 : Distances entre les objets centraux

	1 (1)	2 (3)	3 (7)	4 (32)
1 (1)	0	2,000	2,236	3,000
2 (3)	2,000	0	2,236	2,236
3 (7)	2,236	2,236	0	1,414
4 (32)	3,000	2,236	1,414	0

Annexe 10 : Résultats par classe

Classe	1	2	3	4
Objets	16	15	23	7
Somme des poids	16	15	23	7
Variance intra-classe	0,650	0,238	1,534	2,238
Distance minimale au barycentre	0,375	0,333	0,314	0,714
Distance moyenne au barycentre	0,703	0,444	1,057	1,336
Distance maximale au barycentre	1,375	0,667	2,268	1,672

Annexe des tableaux relatifs aux résultats de l'analyse des Correspondances Multiples dans la zone industrielle d'Akbou

Annexe 11 : Tableau des contributions

	Poids	Poids (relatif)	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7	F8	F9	F10
aprovisloca-de 10 à 40%	13	0,022	0,017	0,017	0,009	0,006	0,072	0,016	0,000	0,002	0,110	0,071
aprovisloca-de 50 à 90%	10	0,017	0,015	0,011	0,000	0,062	0,012	0,173	0,050	0,019	0,026	0,000
aprovisloca-moins de 10%	17	0,029	0,012	0,000	0,000	0,000	0,007	0,016	0,140	0,080	0,009	0,009
aprovisloca-pas de réponses	4	0,007	0,010	0,021	0,004	0,051	0,000	0,021	0,033	0,189	0,004	0,003
aprovisloca-plus de 90%	10	0,017	0,004	0,002	0,004	0,076	0,008	0,000	0,146	0,034	0,003	0,022
prodsemifini-De la même zone d'implantation	3	0,005	0,000	0,013	0,025	0,175	0,001	0,046	0,028	0,001	0,000	0,014
prodsemifini-De la même zone d'implantation, régions de la wilaya et d'autres wilayas d'Algérie	12	0,020	0,008	0,003	0,031	0,009	0,013	0,117	0,023	0,034	0,107	0,001
prodsemifini-De l'étranger	8	0,013	0,018	0,001	0,046	0,022	0,004	0,054	0,074	0,018	0,072	0,001
prodsemifini-D'autres régions de la wilaya	7	0,012	0,003	0,017	0,035	0,034	0,049	0,016	0,001	0,054	0,096	0,102
prodsemifini-D'autres wilayas de l'Algérie	11	0,019	0,014	0,018	0,001	0,001	0,070	0,000	0,067	0,006	0,002	0,019
prodsemifini-D'autres wilayas de l'Algérie et de l'étranger	13	0,022	0,006	0,011	0,008	0,005	0,108	0,016	0,005	0,036	0,061	0,004
relatenaal-Hors marché	3	0,005	0,008	0,021	0,011	0,100	0,057	0,019	0,104	0,063	0,000	0,106
relatenaal-Marchande	51	0,086	0,000	0,001	0,001	0,006	0,003	0,001	0,006	0,004	0,000	0,006
relateamont-Hors marché	5	0,008	0,001	0,030	0,040	0,083	0,002	0,060	0,005	0,024	0,018	0,054
relateamont-Marchande	49	0,082	0,000	0,003	0,004	0,008	0,000	0,006	0,001	0,002	0,002	0,005
raportent-concurrence	26	0,044	0,004	0,050	0,022	0,000	0,107	0,003	0,004	0,004	0,033	0,002

raportent-coopération	18	0,030	0,000	0,117	0,033	0,004	0,103	0,001	0,001	0,005	0,000	0,002
raportent-sous traitance	10	0,017	0,015	0,010	0,231	0,003	0,009	0,001	0,003	0,000	0,079	0,000
natsoutrait-Des petites entreprises de la même zone	6	0,010	0,006	0,000	0,199	0,001	0,001	0,005	0,011	0,006	0,008	0,022
natsoutrait-Des travailleurs à domicile	3	0,005	0,004	0,030	0,030	0,000	0,061	0,005	0,004	0,026	0,118	0,004
natsoutrait-autres	1	0,002	0,009	0,000	0,016	0,008	0,001	0,168	0,000	0,004	0,005	0,251
natsoutrait-pas de réponses	44	0,074	0,003	0,002	0,053	0,001	0,002	0,000	0,001	0,000	0,018	0,000
moyetramont-Externalise le transport	25	0,042	0,107	0,000	0,001	0,000	0,000	0,008	0,003	0,000	0,007	0,014
moyetramont-Internalise le transport	29	0,049	0,093	0,000	0,001	0,000	0,000	0,007	0,003	0,000	0,006	0,012
externamont-Autres régions de la wilaya	12	0,020	0,059	0,109	0,016	0,021	0,025	0,003	0,024	0,000	0,001	0,003
externamont-La même zone de la wilaya	13	0,022	0,049	0,109	0,028	0,015	0,016	0,005	0,005	0,000	0,008	0,011
externamont-pas de réponses	29	0,049	0,093	0,000	0,001	0,000	0,000	0,007	0,003	0,000	0,006	0,012
moyetranaval-Externalise le transport	23	0,039	0,119	0,001	0,004	0,001	0,005	0,002	0,000	0,000	0,000	0,001
moyetranaval-Internalise le transport	31	0,052	0,088	0,000	0,003	0,001	0,003	0,001	0,000	0,000	0,000	0,000
externatraaval-Autres régions de la wilaya	12	0,020	0,059	0,109	0,016	0,021	0,025	0,003	0,024	0,000	0,001	0,003
externatraaval-La même zone de la wilaya	11	0,019	0,060	0,097	0,052	0,010	0,005	0,000	0,025	0,000	0,000	0,001
externatraaval-pas de réponses	31	0,052	0,088	0,000	0,003	0,001	0,003	0,001	0,000	0,000	0,000	0,000
typcoopera-Aides	1	0,002	0,011	0,019	0,006	0,054	0,000	0,003	0,181	0,001	0,036	0,124
typcoopera-Développement d'un label régional et spécifique	7	0,012	0,010	0,026	0,039	0,107	0,036	0,002	0,001	0,017	0,041	0,043
typcoopera-Financement de formations	4	0,007	0,001	0,067	0,004	0,037	0,000	0,056	0,001	0,192	0,004	0,010
typcoopera-Investissements communs	3	0,005	0,003	0,020	0,006	0,074	0,057	0,004	0,000	0,131	0,006	0,052
typcoopera-Réseaux de distribution	3	0,005	0,002	0,004	0,001	0,000	0,078	0,152	0,024	0,046	0,112	0,014
typcoopera-pas de réponses	36	0,061	0,000	0,058	0,016	0,002	0,052	0,001	0,001	0,003	0,000	0,001
typcoopera-Développement d'un label régional et spécifique	7	0,012	0,010	0,026	0,039	0,107	0,036	0,002	0,001	0,017	0,041	0,043
typcoopera-Financement de formations	4	0,007	0,001	0,067	0,004	0,037	0,000	0,056	0,001	0,192	0,004	0,010
typcoopera-Investissements communs	3	0,005	0,003	0,020	0,006	0,074	0,057	0,004	0,000	0,131	0,006	0,052

Annexe 12 : Tableau des cosinus carrés

	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7	F8	F9	F10
aprovisloca-de 10 à 40%	0,099	0,065	0,031	0,016	0,183	0,031	0,000	0,003	0,176	0,104
aprovisloca-de 50 à 90%	0,082	0,038	0,000	0,153	0,029	0,315	0,083	0,029	0,039	0,000
aprovisloca-moins de 10%	0,077	0,000	0,000	0,001	0,019	0,035	0,277	0,145	0,015	0,014
aprovisloca-pas de réponses	0,049	0,064	0,010	0,111	0,000	0,034	0,048	0,254	0,005	0,004
aprovisloca-plus de 90%	0,023	0,007	0,011	0,188	0,018	0,000	0,243	0,051	0,005	0,030
prodsemifini-De la même zone d'implantation	0,001	0,039	0,065	0,373	0,002	0,073	0,040	0,001	0,000	0,017
prodsemifini-De la même zone d'implantation, régions de la wilaya et d'autres wilayas d'Algérie	0,044	0,009	0,098	0,024	0,033	0,223	0,040	0,054	0,167	0,002
prodsemifini-De l'étranger	0,095	0,004	0,134	0,053	0,009	0,094	0,118	0,026	0,103	0,001
prodsemifini-D'autres régions de la wilaya	0,017	0,057	0,098	0,078	0,108	0,026	0,001	0,077	0,135	0,130
prodsemifini-D'autres wilayas de l'Algérie	0,076	0,064	0,004	0,003	0,169	0,000	0,115	0,009	0,003	0,027
prodsemifini-D'autres wilayas de l'Algérie et de l'étranger	0,037	0,042	0,027	0,014	0,273	0,031	0,009	0,058	0,098	0,005
relatenaal-Hors marché	0,038	0,063	0,027	0,213	0,116	0,030	0,149	0,083	0,000	0,125
relatenaal-Marchande	0,038	0,063	0,027	0,213	0,116	0,030	0,149	0,083	0,000	0,125
relateamont-Hors marché	0,006	0,095	0,108	0,184	0,005	0,098	0,008	0,033	0,024	0,066
relateamont-Marchande	0,006	0,095	0,108	0,184	0,005	0,098	0,008	0,033	0,024	0,066
raportent-concurrence	0,031	0,274	0,103	0,001	0,398	0,008	0,010	0,010	0,077	0,005
raportent-coopération	0,002	0,500	0,121	0,011	0,298	0,003	0,002	0,010	0,000	0,004
raportent-sous traitance	0,082	0,034	0,699	0,008	0,022	0,003	0,005	0,000	0,118	0,000
natsoutrait-Des petites entreprises de la même zone	0,028	0,000	0,551	0,003	0,003	0,008	0,017	0,009	0,012	0,027
natsoutrait-Des travailleurs à domicile	0,020	0,091	0,078	0,000	0,125	0,007	0,006	0,035	0,152	0,004
natsoutrait-autres	0,039	0,001	0,041	0,017	0,002	0,255	0,000	0,005	0,006	0,285
natsoutrait-pas de réponses	0,082	0,034	0,699	0,008	0,022	0,003	0,005	0,000	0,118	0,000
moyetramont-Externalise le transport	0,890	0,001	0,005	0,001	0,001	0,023	0,007	0,000	0,016	0,028

moyetramont-Internalise le transport	0,890	0,001	0,005	0,001	0,001	0,023	0,007	0,000	0,016	0,028
externamont-Autres régions de la wilaya	0,337	0,400	0,052	0,055	0,063	0,006	0,041	0,000	0,001	0,005
externamont-La même zone de la wilaya	0,287	0,411	0,092	0,039	0,040	0,010	0,009	0,000	0,013	0,016
externamont-pas de réponses	0,890	0,001	0,005	0,001	0,001	0,023	0,007	0,000	0,016	0,028
moyetranaval-Externalise le transport	0,923	0,003	0,018	0,005	0,015	0,005	0,000	0,000	0,001	0,001
moyetranaval-Internalise le transport	0,923	0,003	0,018	0,005	0,015	0,005	0,000	0,000	0,001	0,001
externatraaval-Autres régions de la wilaya	0,337	0,400	0,052	0,055	0,063	0,006	0,041	0,000	0,001	0,005
externatraaval-La même zone de la wilaya	0,337	0,348	0,159	0,024	0,011	0,000	0,042	0,001	0,000	0,001
externatraaval-pas de réponses	0,923	0,003	0,018	0,005	0,015	0,005	0,000	0,000	0,001	0,001
typcoopera-Aides	0,049	0,056	0,014	0,111	0,000	0,004	0,249	0,001	0,045	0,141
typcoopera-Développement d'un label régional et spécifique	0,051	0,087	0,110	0,248	0,080	0,003	0,002	0,024	0,057	0,054
typcoopera-Financement de formations	0,005	0,207	0,009	0,080	0,000	0,089	0,002	0,259	0,005	0,012
typcoopera-Investissements communs	0,016	0,062	0,016	0,157	0,116	0,007	0,000	0,172	0,008	0,062
typcoopera-Réseaux de distribution	0,009	0,013	0,004	0,000	0,159	0,239	0,035	0,060	0,145	0,016
typcoopera-pas de réponses	0,002	0,500	0,121	0,011	0,298	0,003	0,002	0,010	0,000	0,004
typcoopera-Développement d'un label régional et spécifique	0,099	0,065	0,031	0,016	0,183	0,031	0,000	0,003	0,176	0,104
typcoopera-Financement de formations	0,082	0,038	0,000	0,153	0,029	0,315	0,083	0,029	0,039	0,000
typcoopera-Investissements communs	0,077	0,000	0,000	0,001	0,019	0,035	0,277	0,145	0,015	0,014

Annexe 13 : Tableau des valeurs test

	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7	F8	F9	F10
aprovisloca-de 10 à 40%	-2,291	-1,856	1,273	0,914	-3,116	1,275	-0,023	-0,398	3,055	-2,350
aprovisloca-de 50 à 90%	-2,080	1,416	0,007	-2,848	1,249	-4,083	2,092	1,244	-1,429	0,002
aprovisloca-moins de 10%	2,023	-0,001	-0,139	0,267	0,997	1,356	-3,828	2,774	-0,899	0,858
aprovisloca-pas de réponses	1,613	1,840	-0,711	-2,422	0,019	1,350	-1,595	-3,669	-0,512	0,453
aprovisloca-plus de 90%	1,095	-0,612	-0,763	3,156	0,976	0,149	3,587	-1,649	-0,513	1,253
prodsemifini-De la même zone d'implantation	-0,230	1,437	-1,861	-4,444	-0,356	1,968	1,448	-0,256	-0,095	0,949
prodsemifini-De la même zone d'implantation, régions de la wilaya et d'autres wilayas d'Algérie	-1,527	0,708	2,283	-1,125	-1,324	-3,437	-1,448	-1,694	2,977	-0,311
prodsemifini-De l'étranger	2,243	0,486	2,666	1,675	0,698	2,229	2,499	1,172	2,337	0,244
prodsemifini-D'autres régions de la wilaya	-0,940	1,738	-2,284	2,032	2,389	-1,184	0,245	-2,020	-2,672	-2,625
prodsemifini-D'autres wilayas de l'Algérie	2,004	-1,848	-0,476	-0,392	2,995	0,097	-2,466	0,677	-0,428	1,201
prodsemifini-D'autres wilayas de l'Algérie et de l'étranger	-1,405	-1,487	-1,195	0,856	-3,801	1,275	0,685	1,760	-2,282	0,522
relatenaival-Hors marché	-1,418	1,822	-1,205	-3,357	2,481	-1,260	2,811	2,101	0,029	-2,575
relatenaival-Marchande	1,418	-1,822	1,205	3,357	-2,481	1,260	-2,811	-2,101	-0,029	2,575
relateamont-Hors marché	-0,560	2,243	2,395	-3,123	-0,521	2,277	0,659	-1,319	1,132	-1,868
relateamont-Marchande	0,560	-2,243	-2,395	3,123	0,521	-2,277	-0,659	1,319	-1,132	1,868
raportent-concurrence	1,280	-3,810	-2,338	-0,234	4,590	0,642	-0,725	-0,737	2,014	-0,491
raportent-coopération	0,358	5,147	-2,537	0,779	-3,971	-0,369	0,350	0,728	-0,072	0,447
raportent-sous traitance	-2,081	-1,346	6,086	-0,643	-1,086	-0,378	0,508	0,064	-2,503	0,089
natsoutrait-Des petites entreprises de la même zone	-1,213	0,028	5,405	-0,367	0,385	0,657	0,961	-0,689	-0,783	-1,204
natsoutrait-Des travailleurs à domicile	-1,020	-2,191	2,035	-0,032	-2,571	0,622	-0,550	1,360	-2,838	-0,482
natsoutrait-autres	-1,436	-0,222	1,479	-0,943	0,343	-3,676	0,159	-0,520	-0,564	3,883
natsoutrait-pas de réponses	2,081	1,346	-6,086	0,643	1,086	0,378	-0,508	-0,064	2,503	-0,089

moyetramont-Externalise le transport	6,869	0,164	0,508	-0,188	-0,272	-1,114	0,628	-0,115	-0,920	-1,222
moyetramont-Internalise le transport	-6,869	-0,164	-0,508	0,188	0,272	1,114	-0,628	0,115	0,920	1,222
externamont-Autres régions de la wilaya	4,225	-4,602	-1,658	-1,701	-1,824	-0,573	1,474	-0,091	-0,241	-0,510
externamont-La même zone de la wilaya	3,903	4,667	2,204	1,434	1,456	-0,743	-0,701	-0,046	-0,839	-0,929
externamont-pas de réponses	-6,869	-0,164	-0,508	0,188	0,272	1,114	-0,628	0,115	0,920	1,222
moyetranaval-Externalise le transport	6,996	-0,373	0,973	-0,504	-0,906	-0,513	0,017	0,071	-0,227	-0,237
moyetranaval-Internalise le transport	-6,996	0,373	-0,973	0,504	0,906	0,513	-0,017	-0,071	0,227	0,237
externatraaval-Autres régions de la wilaya	4,225	-4,602	-1,658	-1,701	-1,824	-0,573	1,474	-0,091	-0,241	-0,510
externatraaval-La même zone de la wilaya	4,228	4,292	2,906	1,137	0,771	-0,038	-1,500	0,181	-0,030	0,235
externatraaval-pas de réponses	-6,996	0,373	-0,973	0,504	0,906	0,513	-0,017	-0,071	0,227	0,237
typcoopera-Aides	1,611	1,717	0,860	2,423	0,142	0,481	3,634	0,276	1,538	2,735
typcoopera-Développement d'un label régional et spécifique	-1,651	2,145	-2,417	3,627	-2,055	-0,385	0,304	-1,135	-1,743	-1,697
typcoopera-Financement de formations	0,515	3,309	-0,709	-2,054	0,120	2,177	-0,334	3,707	-0,529	0,811
typcoopera-Investissements communs	0,924	1,810	-0,920	-2,881	-2,479	0,590	-0,129	-3,023	-0,665	1,805
typcoopera-Réseaux de distribution	0,696	0,844	-0,453	0,087	-2,901	-3,556	-1,353	1,786	2,772	-0,934
typcoopera-pas de réponses	-0,358	-5,147	2,537	-0,779	3,971	0,369	-0,350	-0,728	0,072	-0,447
typcoopera-Développement d'un label régional et spécifique	-2,291	-1,856	1,273	0,914	-3,116	1,275	-0,023	-0,398	3,055	-2,350
typcoopera-Financement de formations	-2,080	1,416	0,007	-2,848	1,249	-4,083	2,092	1,244	-1,429	0,002
typcoopera-Investissements communs	2,023	-0,001	-0,139	0,267	0,997	1,356	-3,828	2,774	-0,899	0,858

**Annexes des tableaux relatifs aux résultats de la Classification Ascendante
Hiérarchique dans la zone industrielle
d'Akbou**

Annexe 14: Statistiques des nœuds

Nœud	Niveau	Poids	Objets	Fils gauche	Fils droit
107	151,933	54	54	106	103
106	80,443	34	34	105	104
105	53,231	22	22	99	102
104	36,866	12	12	100	101
103	30,954	20	20	95	98
102	27,352	19	19	91	92
101	20,094	8	8	93	88
100	12,816	4	4	96	97
99	12,193	3	3	10	90
98	8,666	15	15	87	94
97	7,082	2	2	19	26
96	5,443	2	2	7	14
95	4,399	5	5	15	86
94	4,231	11	11	83	80
93	3,782	6	6	1	89
92	3,569	11	11	33	73
91	3,230	8	8	81	84
90	2,706	2	2	16	21
89	2,040	5	5	85	57
88	1,951	2	2	32	53
87	1,568	4	4	30	74
86	0,890	4	4	68	82
85	0,637	3	3	28	69
84	0,330	6	6	20	65
83	0,198	2	2	6	12
82	0,198	2	2	25	46
81	0,198	2	2	37	38

Annexe 15 : Barycentres des classes

Classe	relaten aval	relatea montt	Raporte nt-sous	natsoutr ait	moyetra mont	externa mont	moyetra naval	externatr aaval	typcoop era
1	2,000	1,667	2,750	1,917	1,583	2,583	1,667	2,583	5,833
2	2,000	2,000	1,400	4,000	1,000	1,450	1,050	1,500	4,850
3	1,864	1,955	1,409	4,000	1,909	2,955	2,000	3,000	4,682

Annexe 16 : Distances entre les barycentres des classes

	1	2	3
1	0	3,228	2,845
2	3,228	0	2,508
3	2,845	2,508	0

Annexe 17 : Objets centraux

Classe	relaten aval	relatea montt	Raporte nt- sous	natsoutr ait	moyetra mont	externa mont	moyetra naval	externatr aaval	typcoop era
1 (29)	2,000	2,000	3,000	2,000	2,000	3,000	2,000	3,000	6,000
2 (38)	2,000	2,000	2,000	4,000	1,000	1,000	1,000	1,000	5,000
3 (12)	2,000	2,000	2,000	4,000	2,000	3,000	2,000	3,000	5,000

Annexe18 : Distances entre les objets centraux

	1 (29)	2 (38)	3 (12)
1 (29)	0	4,000	2,449
2 (38)	4,000	0	3,162
3 (12)	2,449	3,162	0

Annexe 19 : Résultats par classe

Classe	1	2	3
Objets	12	20	22
Somme des poids	12	20	22
Variance intra-classe	3,720	3,803	3,639
Distance minimale au barycentre	0,917	0,915	0,694
Distance moyenne au barycentre	1,703	1,726	1,758
Distance maximale au barycentre	3,190	3,967	2,752

Annexe des tableaux relatifs aux résultats de l'Analyse des Correspondances Multiples dans la zone industrielle d'El Kseur

Annexe 20 : Tableau des contributions

	Poids	Poids (relati)	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7	F8	F9	F10	F11	F12
prébanca-NON	18	0,034	0,006	0,017	0,026	0,038	0,002	0,005	0,003	0,005	0,004	0,000	0,021	0,004
prébanca-OUI	10	0,019	0,011	0,031	0,047	0,068	0,003	0,009	0,005	0,009	0,008	0,001	0,039	0,007
facilité-NON	21	0,039	0,006	0,008	0,026	0,016	0,002	0,001	0,001	0,012	0,000	0,000	0,007	0,000
facilité-OUI	7	0,013	0,019	0,023	0,077	0,047	0,005	0,003	0,002	0,035	0,000	0,001	0,021	0,000
raporadmilo-excellent	2	0,004	0,000	0,001	0,000	0,007	0,007	0,128	0,083	0,017	0,015	0,017	0,107	0,161
raporadmilo-moyen	18	0,034	0,000	0,045	0,000	0,000	0,002	0,006	0,004	0,001	0,010	0,080	0,000	0,001
raporadmilo-médiocre	8	0,015	0,001	0,091	0,000	0,004	0,001	0,004	0,002	0,013	0,007	0,128	0,023	0,028
fi-excellent	3	0,006	0,037	0,001	0,005	0,019	0,001	0,060	0,002	0,187	0,000	0,000	0,000	0,005
fi-moyen	20	0,038	0,034	0,005	0,004	0,006	0,000	0,001	0,004	0,008	0,000	0,005	0,001	0,000
fi-médiocre	5	0,009	0,049	0,027	0,033	0,002	0,001	0,062	0,024	0,025	0,003	0,016	0,003	0,000
CNAS-excellent	7	0,013	0,071	0,035	0,005	0,006	0,001	0,014	0,010	0,038	0,000	0,017	0,017	0,000
CNAS-moyen	17	0,032	0,056	0,002	0,010	0,000	0,000	0,001	0,005	0,006	0,001	0,001	0,005	0,002
CNAS-médiocre	4	0,008	0,018	0,109	0,012	0,017	0,001	0,008	0,000	0,010	0,008	0,056	0,001	0,012
Chacomind-excellent	6	0,011	0,050	0,056	0,016	0,000	0,025	0,004	0,002	0,037	0,001	0,000	0,045	0,000
Chacomind-moyen	19	0,036	0,044	0,001	0,005	0,000	0,003	0,000	0,001	0,009	0,001	0,000	0,003	0,002
Chacomind-médiocre	3	0,006	0,047	0,074	0,000	0,001	0,121	0,017	0,000	0,001	0,001	0,001	0,023	0,006
Inspetravail-excellent	8	0,015	0,026	0,026	0,012	0,000	0,024	0,128	0,001	0,002	0,030	0,016	0,001	0,029
Inspetravail-moyen	17	0,032	0,041	0,000	0,005	0,001	0,002	0,036	0,000	0,000	0,018	0,005	0,007	0,007
Inspetravail-médiocre	3	0,006	0,047	0,074	0,000	0,001	0,121	0,017	0,000	0,001	0,001	0,001	0,023	0,006
Banques-excellent	10	0,019	0,028	0,008	0,041	0,008	0,009	0,011	0,005	0,051	0,006	0,021	0,004	0,003
Banques-moyen	16	0,030	0,014	0,020	0,006	0,001	0,029	0,004	0,006	0,013	0,002	0,031	0,001	0,001

Banques-médiocre	2	0,004	0,001	0,040	0,054	0,016	0,075	0,004	0,004	0,032	0,002	0,031	0,043	0,046
Environn-excellent	9	0,017	0,002	0,004	0,067	0,033	0,000	0,000	0,092	0,017	0,061	0,000	0,001	0,008
Environn-moyen	19	0,036	0,001	0,002	0,032	0,016	0,000	0,000	0,044	0,008	0,029	0,000	0,001	0,004
appui-ANDI	10	0,019	0,030	0,008	0,010	0,010	0,007	0,000	0,014	0,002	0,008	0,059	0,000	0,000
appui-ANSEJ	6	0,011	0,030	0,014	0,007	0,008	0,054	0,050	0,002	0,001	0,017	0,016	0,001	0,007
appui-Autres	1	0,002	0,002	0,000	0,003	0,010	0,001	0,007	0,001	0,008	0,230	0,236	0,026	0,001
appui-CNAC	3	0,006	0,000	0,015	0,000	0,144	0,002	0,001	0,062	0,016	0,012	0,036	0,108	0,004
appui-pas de réponses	8	0,015	0,000	0,018	0,004	0,053	0,073	0,033	0,000	0,001	0,051	0,008	0,014	0,013
réseauscient-Centre de formation	2	0,004	0,078	0,016	0,079	0,008	0,021	0,002	0,002	0,004	0,005	0,010	0,005	0,000
réseauscient-Centre de formation et écoles de formations privées	2	0,004	0,002	0,014	0,004	0,000	0,043	0,004	0,194	0,017	0,016	0,010	0,079	0,025
réseauscient-Université	11	0,021	0,042	0,002	0,031	0,003	0,001	0,021	0,032	0,001	0,001	0,046	0,000	0,031
réseauscient-Université ,centre de formation et écoles de formations privées	13	0,024	0,009	0,019	0,061	0,000	0,029	0,020	0,000	0,003	0,003	0,014	0,010	0,009
naturrelati-Recrutement	4	0,008	0,028	0,012	0,000	0,006	0,008	0,116	0,001	0,030	0,034	0,003	0,004	0,220
naturrelati-Recrutement,stage pratique , séminaire et coopération	1	0,002	0,004	0,000	0,000	0,024	0,004	0,103	0,114	0,005	0,135	0,030	0,000	0,002
naturrelati-Recrutement,stage pratique et séminaire	10	0,019	0,003	0,003	0,053	0,000	0,030	0,006	0,068	0,032	0,008	0,003	0,000	0,099
naturrelati-stage pratique	13	0,024	0,001	0,010	0,038	0,006	0,014	0,028	0,015	0,007	0,081	0,004	0,000	0,000
relation-Formelles	24	0,045	0,002	0,003	0,005	0,000	0,017	0,001	0,002	0,003	0,006	0,000	0,012	0,008
relation-Informelles	4	0,008	0,009	0,019	0,029	0,001	0,104	0,005	0,011	0,021	0,039	0,000	0,072	0,047
reseauconf-non	10	0,019	0,021	0,003	0,000	0,111	0,003	0,006	0,027	0,000	0,031	0,001	0,023	0,032

reseauconf-oui	18	0,034	0,012	0,001	0,000	0,061	0,002	0,003	0,015	0,000	0,017	0,000	0,013	0,018
systèmeleur-non	6	0,011	0,000	0,012	0,000	0,156	0,000	0,001	0,012	0,001	0,030	0,000	0,084	0,043
systèmeleur-oui	22	0,041	0,000	0,003	0,000	0,042	0,000	0,000	0,003	0,000	0,008	0,000	0,023	0,012
lieurencontre-non	26	0,049	0,001	0,002	0,003	0,002	0,001	0,004	0,003	0,015	0,000	0,000	0,000	0,002
lieurencontre-oui	2	0,004	0,008	0,029	0,035	0,027	0,008	0,048	0,033	0,194	0,000	0,000	0,002	0,032
orgafoires-non	26	0,049	0,000	0,004	0,000	0,001	0,002	0,001	0,003	0,006	0,004	0,006	0,001	0,000
orgafoires-oui	2	0,004	0,000	0,053	0,000	0,015	0,021	0,010	0,034	0,076	0,051	0,082	0,012	0,004
réeslocpartenariat-non	4	0,008	0,050	0,009	0,042	0,003	0,058	0,001	0,028	0,014	0,002	0,004	0,064	0,045
réeslocpartenariat-oui	24	0,045	0,008	0,001	0,007	0,000	0,010	0,000	0,005	0,002	0,000	0,001	0,011	0,008
orglocadev-non	3	0,006	0,045	0,026	0,097	0,000	0,051	0,003	0,017	0,004	0,000	0,001	0,034	0,006
orglocadev-oui	25	0,047	0,005	0,003	0,012	0,000	0,006	0,000	0,002	0,000	0,000	0,000	0,004	0,001

Annexe 21 : Tableau des cosinus carrés

	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7	F8	F9	F10	F11	F12
prêtbanca-NON	0,089	0,176	0,225	0,256	0,009	0,025	0,012	0,021	0,018	0,001	0,070	0,012
prêtbanca-OUI	0,089	0,176	0,225	0,256	0,009	0,025	0,012	0,021	0,018	0,001	0,070	0,012
facilité-NON	0,139	0,112	0,318	0,153	0,014	0,008	0,004	0,074	0,001	0,001	0,033	0,001
facilité-OUI	0,139	0,112	0,318	0,153	0,014	0,008	0,004	0,074	0,001	0,001	0,033	0,001
raporadmilo-excellent	0,001	0,004	0,002	0,018	0,015	0,251	0,151	0,030	0,024	0,024	0,135	0,185
raporadmilo-moyen	0,006	0,459	0,000	0,001	0,011	0,032	0,021	0,004	0,040	0,284	0,000	0,002
raporadmilo-médiocre	0,004	0,463	0,000	0,013	0,002	0,009	0,005	0,028	0,015	0,228	0,038	0,042
fi-excellent	0,225	0,003	0,016	0,051	0,002	0,122	0,003	0,331	0,001	0,001	0,000	0,005
fi-moyen	0,651	0,066	0,045	0,052	0,000	0,005	0,022	0,043	0,002	0,022	0,003	0,002
fi-médiocre	0,323	0,120	0,124	0,007	0,004	0,137	0,049	0,049	0,005	0,024	0,004	0,000
CNAS-excellent	0,513	0,168	0,021	0,021	0,003	0,034	0,022	0,079	0,000	0,028	0,027	0,000
CNAS-moyen	0,773	0,015	0,076	0,001	0,000	0,005	0,023	0,023	0,005	0,003	0,015	0,005
CNAS-médiocre	0,116	0,463	0,042	0,049	0,002	0,017	0,001	0,018	0,015	0,084	0,001	0,015

Chacomind-excellent	0,341	0,262	0,061	0,000	0,065	0,010	0,005	0,075	0,002	0,000	0,066	0,000
Chacomind-moyen	0,748	0,007	0,044	0,002	0,016	0,001	0,007	0,045	0,005	0,002	0,013	0,006
Chacomind-médiocre	0,282	0,301	0,000	0,003	0,284	0,035	0,001	0,002	0,002	0,002	0,029	0,007
Inspetravail-excellent	0,198	0,135	0,053	0,001	0,069	0,325	0,001	0,004	0,063	0,028	0,002	0,043
Inspetravail-moyen	0,559	0,000	0,042	0,004	0,009	0,167	0,000	0,001	0,068	0,016	0,022	0,019
Inspetravail-médiocre	0,282	0,301	0,000	0,003	0,284	0,035	0,001	0,002	0,002	0,002	0,029	0,007
Banques-excellent	0,232	0,047	0,197	0,030	0,028	0,030	0,012	0,125	0,013	0,041	0,007	0,005
Banques-moyen	0,180	0,173	0,044	0,004	0,142	0,015	0,024	0,049	0,007	0,092	0,002	0,003
Banques-médiocre	0,006	0,156	0,179	0,041	0,169	0,008	0,008	0,054	0,003	0,042	0,054	0,053
Environn-excellent	0,018	0,024	0,306	0,117	0,000	0,001	0,228	0,039	0,135	0,001	0,002	0,013
Environn-moyen	0,018	0,024	0,306	0,117	0,000	0,001	0,228	0,039	0,135	0,001	0,002	0,013
appui-ANDI	0,256	0,048	0,049	0,036	0,021	0,001	0,038	0,005	0,019	0,116	0,000	0,000
appui-ANSEJ	0,210	0,065	0,027	0,025	0,143	0,115	0,005	0,002	0,032	0,026	0,001	0,009
appui-Autres	0,010	0,000	0,010	0,025	0,002	0,013	0,002	0,013	0,356	0,311	0,031	0,001
appui-CNAC	0,002	0,061	0,000	0,390	0,005	0,003	0,118	0,028	0,020	0,052	0,141	0,005
appui-pas de réponses	0,002	0,092	0,016	0,178	0,215	0,084	0,000	0,001	0,107	0,015	0,022	0,019
réseauscient-Centre de formation	0,455	0,063	0,262	0,021	0,047	0,005	0,003	0,007	0,008	0,014	0,007	0,000
réseauscient-Centre de formation et écoles de formations privées	0,010	0,055	0,014	0,000	0,097	0,009	0,352	0,028	0,025	0,014	0,099	0,029
réseauscient-Université	0,374	0,013	0,159	0,012	0,004	0,063	0,089	0,002	0,001	0,097	0,001	0,055
réseauscient-Université ,centre de formation et écoles de formations privées	0,091	0,132	0,353	0,001	0,113	0,067	0,000	0,008	0,008	0,033	0,023	0,017
naturrelati-Recrutement	0,174	0,050	0,000	0,017	0,019	0,246	0,001	0,054	0,060	0,004	0,006	0,274
naturrelati-Recrutement,stage pratique , séminaire et coopération	0,021	0,001	0,000	0,061	0,009	0,193	0,200	0,009	0,209	0,040	0,000	0,002

naturel-Recrutement,stage pratique et séminaire	0,025	0,015	0,254	0,000	0,096	0,017	0,177	0,079	0,019	0,006	0,001	0,164
naturel-stage pratique	0,007	0,068	0,219	0,026	0,056	0,097	0,046	0,020	0,225	0,011	0,001	0,000
relation-Formelles	0,057	0,081	0,105	0,002	0,255	0,010	0,023	0,038	0,068	0,000	0,097	0,058
relation-Informelles	0,057	0,081	0,105	0,002	0,255	0,010	0,023	0,038	0,068	0,000	0,097	0,058
reseauconf-non	0,181	0,015	0,001	0,415	0,010	0,018	0,070	0,000	0,072	0,001	0,042	0,053
reseauconf-oui	0,181	0,015	0,001	0,415	0,010	0,018	0,070	0,000	0,072	0,001	0,042	0,053
système-valor-non	0,000	0,057	0,000	0,478	0,000	0,003	0,026	0,003	0,058	0,000	0,124	0,058
système-valor-oui	0,000	0,057	0,000	0,478	0,000	0,003	0,026	0,003	0,058	0,000	0,124	0,058
lieu-encounter-non	0,047	0,114	0,115	0,069	0,017	0,094	0,059	0,330	0,000	0,000	0,002	0,037
lieu-encounter-oui	0,047	0,114	0,115	0,069	0,017	0,094	0,059	0,330	0,000	0,000	0,002	0,037
orgafoires-non	0,003	0,209	0,000	0,039	0,047	0,019	0,061	0,130	0,082	0,112	0,015	0,005
orgafoires-oui	0,003	0,209	0,000	0,039	0,047	0,019	0,061	0,130	0,082	0,112	0,015	0,005
réseolocpartenariat-non	0,315	0,037	0,152	0,008	0,141	0,003	0,056	0,025	0,003	0,006	0,086	0,056
réseolocpartenariat-oui	0,315	0,037	0,152	0,008	0,141	0,003	0,056	0,025	0,003	0,006	0,086	0,056
orglocadev-non	0,270	0,104	0,336	0,000	0,120	0,006	0,033	0,007	0,000	0,001	0,045	0,007
orglocadev-oui	0,270	0,104	0,336	0,000	0,120	0,006	0,033	0,007	0,000	0,001	0,045	0,007

Annexe 22 : Tableau des valeurs test

	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7	F8	F9	F10	F11	F12
prébanca-NON	-1,551	2,178	-2,464	-2,627	0,506	0,823	-0,575	-0,757	0,701	0,167	-1,373	-0,566
prébanca-OUI	1,551	-2,178	2,464	2,627	-0,506	-0,823	0,575	0,757	-0,701	-0,167	1,373	0,566
facilité-NON	-1,935	1,739	-2,931	-2,029	0,614	0,461	0,328	-1,415	-0,124	-0,163	-0,945	-0,119
facilité-OUI	1,935	-1,739	2,931	2,029	-0,614	-0,461	-0,328	1,415	0,124	0,163	0,945	0,119
raporadmilo-excellent	0,200	-0,343	0,207	0,701	-0,635	-2,602	-2,020	-0,893	-0,800	-0,797	-1,907	2,237

raporadmilo-moyen	-0,414	3,519	-0,105	0,173	0,551	0,936	0,752	-0,334	1,039	2,768	0,069	-0,202
raporadmilo-médiocre	0,325	-3,537	-0,007	-0,584	-0,223	0,491	0,354	0,864	-0,646	-2,482	1,014	-1,061
fi-excellent	2,465	-0,289	0,655	-1,175	-0,233	1,817	0,304	-2,991	0,130	-0,130	0,038	-0,384
fi-moyen	-4,192	-1,330	1,105	1,180	-0,104	0,385	0,769	1,077	0,209	0,772	-0,307	0,214
fi-médiocre	2,954	1,802	-1,832	-0,443	0,310	-1,922	-1,153	1,145	-0,352	-0,805	0,332	0,058
CNAS-excellent	3,723	2,132	-0,761	0,748	-0,291	-0,954	-0,773	-1,463	-0,106	0,873	0,852	0,075
CNAS-moyen	-4,570	0,644	1,437	0,161	0,078	0,365	0,787	0,796	-0,357	0,303	-0,634	0,382
CNAS-médiocre	1,771	-3,537	-1,064	-1,150	0,252	0,671	-0,143	0,700	0,629	-1,503	-0,168	-0,626
Chacomind-excellent	3,035	-2,658	-1,288	-0,044	1,328	-0,526	0,374	-1,421	0,217	-0,067	-1,334	0,109
Chacomind-moyen	-4,493	0,446	1,090	0,240	0,666	-0,181	-0,419	1,107	-0,351	0,217	0,582	-0,386
Chacomind-médiocre	2,759	2,852	0,064	-0,303	-2,767	0,972	0,137	0,213	0,242	-0,239	0,892	0,438
Inspetravail-excellent	2,310	-1,907	-1,192	-0,154	1,365	-2,961	-0,182	-0,343	1,301	0,869	0,215	-1,078
Inspetravail-moyen	-3,885	-0,043	1,062	0,334	0,490	2,124	0,082	0,182	-1,356	-0,652	-0,763	0,720
Inspetravail-médiocre	2,759	2,852	0,064	-0,303	-2,767	0,972	0,137	0,213	0,242	-0,239	0,892	0,438
Banques-excellent	-2,500	1,132	2,306	-0,896	-0,875	-0,902	0,576	-1,839	0,595	-1,058	0,440	0,352
Banques-moyen	2,206	-2,163	-1,088	0,320	1,959	0,633	-0,799	1,154	-0,432	1,578	0,205	0,279
Banques-médiocre	0,413	2,050	-2,200	1,052	-2,138	0,461	0,464	1,203	-0,276	-1,063	-1,213	-1,192
Environn-excellent	-0,703	0,797	-2,873	1,777	0,011	-0,166	2,483	1,024	1,909	-0,138	-0,233	-0,598
Environn-moyen	0,703	-0,797	2,873	-1,777	-0,011	0,166	-2,483	-1,024	-1,909	0,138	0,233	0,598
appui-ANDI	2,630	1,134	-1,149	0,991	0,758	-0,140	-1,009	0,375	-0,723	-1,774	-0,029	-0,088
appui-ANSEJ	-2,381	1,325	0,848	-0,823	1,967	1,764	-0,367	-0,251	0,929	-0,831	-0,165	-0,498
appui-Autres	-0,519	0,115	-0,524	-0,819	0,206	0,596	0,252	0,598	-3,098	2,899	-0,920	0,168
appui-CNAC	-0,255	-1,287	0,004	3,247	-0,384	-0,276	1,784	-0,872	-0,740	1,184	1,953	-0,359
appui-pas de réponses	-0,240	-1,573	0,661	-2,190	-2,411	-1,509	0,078	0,182	1,703	0,634	-0,778	0,722
réseauscient-Centre de formation	3,505	1,309	2,662	0,761	1,121	0,358	0,287	0,444	0,464	0,622	-0,420	-0,095
réseauscient-Centre de formation et écoles de formations privées	-0,513	1,214	-0,610	0,061	1,614	-0,482	-3,081	-0,871	0,826	0,610	1,632	-0,878
réseauscient-Université	-3,178	0,595	2,071	-0,559	0,340	-1,304	1,549	-0,244	-0,196	-1,619	0,159	1,213
réseauscient-Université ,centre de formation et	1,567	-1,886	-3,088	0,123	-1,746	1,340	-0,074	0,459	-0,474	0,950	-0,781	-0,686

écoles de formations privées												
naturrelati-Recrutement	2,165	-1,158	-0,073	-0,675	0,718	2,579	0,174	1,212	1,268	-0,333	0,402	2,718
naturrelati-Recrutement,stage pratique , séminaire et coopération	-0,760	0,184	-0,094	-1,280	-0,483	-2,284	2,322	-0,485	2,378	1,041	0,084	0,254
naturrelati-Recrutement,stage pratique et séminaire	-0,824	-0,631	2,619	0,113	-1,614	0,682	-2,189	-1,456	0,719	0,398	-0,149	-2,106
naturrelati-stage pratique	-0,445	1,350	-2,430	0,842	1,226	-1,615	1,117	0,729	-2,465	-0,536	-0,170	0,022
relation-Formelles	1,244	-1,476	1,687	-0,241	-2,622	-0,517	0,780	-1,019	-1,354	0,001	-1,619	-1,255
relation-Informelles	-1,244	1,476	-1,687	0,241	2,622	0,517	-0,780	1,019	1,354	-0,001	1,619	1,255
reseauconf-non	-2,208	-0,639	-0,135	3,348	-0,524	0,693	-1,373	-0,104	1,389	-0,183	-1,064	-1,192
reseauconf-oui	2,208	0,639	0,135	-3,348	0,524	-0,693	1,373	0,104	-1,389	0,183	1,064	1,192
systèmeleur-non	0,008	1,237	0,113	3,593	-0,050	0,281	-0,833	-0,275	1,250	0,038	-1,833	1,250
systèmeleur-oui	-0,008	-1,237	-0,113	-3,593	0,050	-0,281	0,833	0,275	-1,250	-0,038	1,833	-1,250
lieurencontre-non	-1,128	1,751	1,763	-1,367	-0,681	-1,595	-1,263	2,985	-0,067	0,048	0,228	-1,003
lieurencontre-oui	1,128	-1,751	-1,763	1,367	0,681	1,595	1,263	-2,985	0,067	-0,048	-0,228	1,003
orgafoires-non	-0,264	2,377	-0,082	1,024	1,125	-0,713	1,286	-1,872	-1,486	-1,740	0,641	-0,360
orgafoires-oui	0,264	-2,377	0,082	-1,024	-1,125	0,713	-1,286	1,872	1,486	1,740	-0,641	0,360
réeslocpartenariat-non	2,915	0,995	2,027	-0,469	1,951	-0,278	1,226	0,827	0,274	-0,408	-1,527	-1,235
réeslocpartenariat-oui	-2,915	-0,995	-2,027	0,469	-1,951	0,278	-1,226	-0,827	-0,274	0,408	1,527	1,235
orglocadev-non	2,699	1,678	3,013	0,114	1,803	0,399	0,938	0,429	0,110	0,160	-1,101	-0,445
orglocadev-oui	-2,699	-1,678	-3,013	-0,114	-1,803	-0,399	-0,938	-0,429	-0,110	-0,160	1,101	0,445

**Annexes des tableaux relatifs aux résultats de la Classification Ascendante
Hiérarchique dans la zone industrielle d'El Kseur**

Annexe 23: Statistiques des nœuds

Nœud	Niveau	Poids	Objets	Fils gauche	Fils droit
55	42,002	28	28	46	54
54	32,899	23	23	52	53
53	28,770	11	11	51	49
52	27,233	12	12	17	48
51	19,049	4	4	50	25
50	16,497	3	3	20	40
49	16,297	7	7	41	43
48	14,824	11	11	47	45
47	12,635	3	3	3	32
46	11,582	5	5	44	12
45	10,265	8	8	38	34
44	10,215	4	4	8	42
43	9,852	4	4	27	33
42	7,160	3	3	6	39
41	6,917	3	3	14	36
40	5,173	2	2	18	23
39	4,281	2	2	5	10
38	3,995	6	6	35	37
37	3,095	3	3	15	29
36	2,869	2	2	4	26
35	2,507	3	3	7	31
34	2,323	2	2	2	24
33	2,082	3	3	19	30
32	1,720	2	2	9	22
31	1,390	2	2	11	13
30	0,687	2	2	21	28
29	0,681	2	2	1	16

Annexe 24 : Barycentres des classes

Classe	prébancaire	facilité	rapport admil	o	fi	CNAS	Chaco mind	Inspetravail	Banques	Environnement	appui	réseau scient
1	2,417	1,167	2,167		1,917	1,917	2,083	2,083	1,333	2,000	3,417	3,000
2	1,143	1,000	2,000		2,143	1,714	2,000	1,857	2,000	1,000	2,286	3,571

3	1,60 0	1,600	3,00 0	2,000	2,800	1,400	1,400	2,000	1,600	3,200	4,000
4	1,50 0	1,500	1,75 0	2,500	1,000	1,750	1,500	2,000	2,000	1,000	2,000

Annexe 25 : Distances entre les barycentres des classes

	1	2	3	4
1	0	2,209	2,218	3,169
2	2,209	0	2,172	2,528
3	2,218	2,172	0	3,769
4	3,169	2,528	3,769	0

Annexe 26 : Objets centraux

Classe	prébancaire	facilité	rapport administratif	fi	CNAS	Chaco mind	Inspetravail	Banques	Environnement	appui	réseau scientifique
1 (9)	2,00 0	2,000	2,00 0	2,000	2,000	2,000	2,000	1,000	2,000	4,000	3,000
2 (21)	1,00 0	1,000	2,00 0	2,000	2,000	2,000	2,000	2,000	1,000	2,000	4,000
3 (6)	2,00 0	2,000	3,00 0	2,000	2,000	2,000	2,000	2,000	1,000	4,000	4,000
4 (23)	1,00 0	1,000	2,00 0	3,000	1,000	2,000	1,000	2,000	2,000	1,000	2,000

Annexe 27 : Distances entre les objets centraux

	1 (9)	2 (21)	3 (6)	4 (23)
1 (9)	0	3,000	2,000	4,000
2 (21)	3,000	0	2,646	3,000
3 (6)	2,000	2,646	0	4,472
4 (23)	4,000	3,000	4,472	0

Annexe 28 : Résultats par classe

Classe	1	2	3	4
Objets	12	7	5	4
Somme des poids	12	7	5	4
Variance intra-classe	17,773	4,857	6,400	5,833
Distance minimale au barycentre	1,173	0,639	1,637	1,061
Distance moyenne au barycentre	3,034	1,881	2,233	2,014
Distance maximale au barycentre	11,721	3,090	2,698	2,475

Listes des tableaux et figures

Tableau n°1 : Les conflits dans les espaces ruraux en fonction des différentes dimensions de la proximité géographique.....	31
Tableau n°2 : Le croisement des deux proximités	35
Tableau n°3 : Premiers pôles pré identifiés.....	105
Tableau n°4 : Fonctions des métropoles.....	106
Tableau n°5 : Structure des ressources fiscales des collectivités locales selon les impôts directs (2016).....	125
Tableau n° 6 : Structure des ressources fiscales des collectivités locales selon les impôts indirectes (2016).....	128
Tableau n° 7 : Evolution des recettes fiscales des communes pour la période 2001-2006 (En %).	129
Tableau n° 8 : Organisation administrative de la wilaya de Bejaia au 31/12/2017.....	140
Tableau n° 9 : La répartition de l'emploi dans la wilaya de Bejaia.....	141
Tableau n°10 : Les grandes entreprises (plus de 250 emplois).....	144
Tableau n°11 : Les moyennes entreprises (50 à 249 emplois).....	146
Tableau n°12 : Répartition des PME privées et des unités artisanales par commune au 31/12/2016.....	148
Tableau n°13 : Répartition des PME privées et des unités artisanales par secteur.....	149
Tableau n°14 : Mouvement des PME en 2017.....	150
Tableau n°15 : Zones d'activités et zones industrielles par ensemble géographique.....	154
Tableau n° 16 : Les zones industrielles de la wilaya de Bejaia.....	156
Tableau n° 17 : Listing des zones d'activités.....	160
Tableau n°18 : Taille et structure de l'échantillon étudiée.....	176
Tableau n°19 : Structure et taille de l'échantillon final par secteurs d'activités(selon les trois zones).....	178
Tableau n°20 : Répartition des entreprises enquêtées par période de création.....	179
Tableau n°21 : Répartition des entreprises enquêtées par statut juridique.....	180
Tableau n°22 : Répartition des entreprises enquêtées par taille.....	181
Tableau n°23 : Les motivations de création des entreprises dans les zones industrielles....	182
Tableau n°24 : Origine d'idée de création des entreprises dans les zones industrielles....	184
Tableau n°25 : Les déterminants de la localisation dans les zones industrielles.....	186
Tableau n° 26 : Les facteurs sectoriels de la localisation dans les zones industrielles....	188
Tableau n°27 : Approvisionnement des matières premières dans les zones industrielles...	189

Tableau n°28 : Provenance des produits semi fini et des moyens de production dans les zones industrielles.....	190
Tableau n°29 : Importance des facteurs liés à la main d’œuvre dans la localisation des entreprises aux zones industrielles.....	190
Tableau n°30 : Origine géographique des salariés.....	191
Tableau n°31 : La zone la plus avantageuse et les externalités.....	192
Tableau n°32 : Les conflits générés par la proximité géographique.....	194
Tableau n°33 : Nature des relations en amont et en aval.....	195
Tableau n°34 : Nature des relations en amont, en aval et des sous-traitants.....	197
Tableau n°35 : Type de relation de coopération développés entre les entreprises enquêtées.....	198
Tableau n°36 : Moyens de transports en amont et en aval.....	198
Tableau n°37 : Rapport entre les entreprises enquêtées et l’administration et collectivités locales.....	201
Tableau n°38 : Le rapport avec les acteurs locaux.....	202
Tableau n°39 : Les dispositifs publics pour la création d’entreprises.....	202
Tableau n°40 : Relations des entreprises enquêtées avec les réseaux scientifiques et la nature de la relation.....	204
Tableau n°41 : Existence des lieux de rencontre et un réseau de confiance entre les entreprises enquêtées.....	206
Tableau n°42 : Le partage d’un système de valeur et l’organisation des foires et des salons pour promouvoir le développement territorial et local.....	207
Tableau n°43 : Description des variables retenues par items.....	212
Tableau n°44 : Abréviations et modalités des variables retenues.....	214
Tableau n°45 : Valeurs propres et pourcentages d’inertie expliquée dans la zone de Bejaia.....	215
Tableau n°46 : Valeurs propres et pourcentages d’inertie expliquée dans la zone d’Akbo.....	216
Tableau n°47 : Valeurs propres et pourcentages d’inertie expliquée dans la zone d’El Kseur.....	217
Tableau n°48 : Les variables déterminantes de la proximité géographique dans la zone de Bejaia.....	219
Tableau n°49 : Les variables déterminantes de la proximité organisationnelle dans la zone d’Akbo.....	221
Tableau n°50 : Les variables déterminantes de la proximité institutionnelle dans la zone d’El Kseur.....	223

Tableau n°51 : Décomposition de la variance pour la classification optimale (ZI de Bejaia).....	227
Tableau n°52 : Décomposition de la variance pour la classification optimale (ZI d'Akbou).....	230
Tableau n°53 : Décomposition de la variance pour la classification optimale (ZI d'El Kseur).....	232
Tableau n°54 : Tableau de classification pour l'échantillon d'estimation (ZI de Bejaia).....	237
Tableau n°55 : Résultats des estimations par le modèle de régression logistique (ZI de Bejaia).....	238
Tableau n°56 : Variables non retenues dans le modèle (ZI de Bejaia).....	241
Tableau n°57 : Tableau de classification pour l'échantillon d'estimation (ZI d'Akbou).....	241
Tableau n°58 : Résultats des estimations par le modèle de régression logistique (ZI d'Akbou).....	242
Tableau n°59 : Variables non retenues dans le modèle (ZI d'Akbou).....	244
Tableau n°60 : Tableau de classification pour l'échantillon d'estimation (ZI d'El Kseur).....	245
Tableau n°61 : Résultats des estimations par le modèle de régression logistique (ZI d'El Kseur).....	245
Tableau n°62 : Variables non retenues dans le modèle (ZI d'El Kseur).....	246
Tableau n° 63 : Le degré d'attachement à la région et représentation du territoire.....	250
Tableau n°64 : Le rôle de l'entreprise est un acteur fondamental dans le développement territorial et local de la zone.....	251
Tableau n°65 : Les apports au développement territorial et local.....	251
Tableau n°66 : Les entreprises enquêtées et les collectivités locales et territoriales.....	253
Tableau n° 67 : Le rôle des collectivités territoriales dans le développement.....	254

Figure n° 1 : Le triptyque « proximité - interaction - coordination».....	11
Figure n°2 : Les formes canoniques de la proximité.....	19
Figure n°3 : Triple insertion de l'unité localisée.....	88
Figure n°4 : Organisation territoriale de la wilaya de Bejaia.....	139
Figure n°5 : Population du secteur des PME et d'emploi dans la wilaya de Bejaia.....	149
Figure n°6 : Les zones d'activités les plus dynamiques de la wilaya de Bejaia.....	161
Figure n°7 : Graphique des valeurs propres et des pourcentages d'inertie expliquée dans la zone de Bejaia.....	216
Figure n°8 : Graphique des valeurs propres et des pourcentages d'inertie expliquée dans la zone d'Akbou.....	217
Figure n°9 : Graphique des valeurs propres et des pourcentages d'inertie expliquée dans la zone d'El Kseur.....	218
Figure n°10 : Présentation le diagramme des niveaux (ZI de Bejaia).....	228
Figure n°11 : Présentation du dendrogramme (ZI de Bejaia).....	228
Figure n°12 : Présentation le diagramme des niveaux (ZI d'Akbou).....	230
Figure n°13 : Présentation du dendrogramme (ZI d'Akbou).....	231
Figure n°14 : Présentation le diagramme des niveaux (ZI d'El Kseur).....	233
Figure n°15 : Présentation du dendrogramme (ZI d'El Kseur).....	233

Table des matières

Table des matières

Introduction générale	1
Chapitre 1 : L'impact de l'économie des proximités dans la diffusion des externalités	9
Introduction	9
Section 1 : La place de l'approche de la proximité dans l'économie spatiale	9
1.1. Le cadre d'analyse de l'approche de la proximité.....	10
1.2. La présentation du concept de proximité.....	12
1.3. Typologie de la proximité.....	14
1.3.1. La proximité géographique.....	15
1.3.2. La proximité organisationnelle.....	16
1.3.3. La proximité institutionnelle.....	18
Section 2 : Le rôle de la proximité géographique dans les coordinations	22
2.1. Le rôle et utilité de la proximité géographique.....	22
2.2. Les caractéristiques de la proximité géographique.....	24
2.3. Les limites de la proximité géographique.....	25
2.4. La dynamique territoriale activée par des processus de proximité géographique.....	26
2.5. Les dimensions négatives de la proximité géographique.....	29
Section 3 : Effets de la proximité sur la dynamique des externalités	33
3.1. Articulation et croisement des proximités.....	33
3.1.1. L'articulation classique des deux grandes catégories de proximités.....	33
3.1.2. Croisement des proximités et ses résultats en termes d'interactions et de structuration de territoire.....	35
3.2. Le concept d'externalité de l'économie externe : Quelques problèmes de définition.....	37
3.2.1. L'interaction sans prix de Meade (1952).....	38
3.2.2. L'extension du concept : de l'économie externe à l'externalité.....	40
3.2.3. La naissance de la définition contemporaine.....	41

3.3. Les externalités spatiales.....	42
3.3.1. Les externalités pécuniaires.....	43
3.3.1. Les externalités technologiques.....	47
3.3.2. Les externalités informationnelles.....	48
3.3.3. Les externalités d'appartenance.....	48
Conclusion au chapitre	49
Chapitre 2 : Economie de proximités et développement territorial : Quelle articulation ?	51
Introduction	51
Section 1 : Développement local et territorial : Cadrage théorique	53
1.1. Le local et le territorial : Pour un meilleur développement.....	53
1.2. Développement local : concept clés.....	55
1.2.1. La notion de développement.....	55
1.2.2 La notion de local.....	56
1.2.3. Origine du concept.....	58
1.3. Genèse et définitions du développement local.....	59
1.4. Le passage du développement local au modèle de développement territorial.....	61
1.5. Développement local comme alternative à plusieurs problèmes.....	62
Section 2 : La dynamique territoriale et développement local : Théories et approches	65
2.1. Les théories traditionnelles du développement local.....	65
2.1.1. Les théories du développement régional.....	65
2.1.2. La théorie du développement par le bas.....	68
2.2. La dynamique territoriale et ses approches.....	71
2.2.1. L'approche d'inspiration territoriale du développement local.....	71
2.2.1.1. L'approche par le district industriel.....	72
2.2.1.2 Approche par les systèmes productifs locaux.....	73
2.2.1.3 Approche par les milieux innovateurs.....	74
2.2.2 L'approche d'inspiration régulationniste et résiliaire du développement local.....	75
2.2.2.1 La théorie des coûts de transaction.....	77

2.2.2.2 La théorie de la gouvernance.....	77
2.3. Les acteurs du développement local.....	78
2.4. Les indicateurs du développement territorial.....	80
2.5. Les ressources spécifiques et génériques du développement territorial.....	80
2.6. Modalité du développement territorial et articulation des formes de proximités : Quelle dynamique territoriale ?.....	82
2.6.1. Le processus d'agglomération.....	82
2.6.2. Le processus de spécialisation.....	83
2.6.3. Le processus de spécification.....	84
Section 3 : Le développement local et territorial passe par l'installation des entreprises.....	85
3.1. Rôle des entreprises en matière de développement local et territorial.....	86
3.2. Territoire - Entreprise : Quelle relation ?.....	87
3.3. Le développement local comme osmose entre entreprises et collectivités locales.....	92
3.4. Le phénomène d'agglomération comme source de développement territorial et local.....	92
3.4.1. Le phénomène d'agglomération.....	93
3.4.2. Croissance endogène et nouvelle « géographie économique ».....	94
3.4.3. Économies d'agglomérations et localisation.....	94
3.4.4. Économies d'agglomération et structure industrielle.....	95
Conclusion au chapitre	95
Chapitre 3 : Expérience algérienne en matière de développement territorial et local : Potentialités, contraintes et perspectives.....	97
Introduction	97
Section 1 : Un aperçu sur le développement local en Algérie.....	98
1.1. Données sociogéographiques de base et les caractéristiques du développement local algérien.....	98
1.2. Le développement local en Algérie.....	99
1.2.1. L'ère de l'économie planifiée.....	99
1.2.2. L'ère de l'économie de marché.....	100
1.3. Les bases et les piliers du développement local en Algérie.....	103
1.4. La politique d'attractivité : L'un des axes du développement local et territorial en Algérie.....	104
1.4.1. La mise en œuvre d'une politique régionale.....	104

1.4.2. L'émergence des pôles de développement et de compétitivité.....	105
1.4.3. Des métropoles attractives.....	106
1.4.4. Le développement des TIC.....	107
Section 2 : Collectivités locales et développement territorial en Algérie : Rôles et outils.....	108
2.1. Présentation générales des collectivités locales en Algérie.....	108
2.1.1. Cadre juridique des collectivités territoriales en Algérie.....	108
2.1.2. Missions et organisation des collectivités locales.....	110
2.2. Les outils des collectivités locales pour le développement territorial et local... ..	111
2.2.1. Les outils juridiques.....	111
2.2.2. Les instruments financiers.....	112
2.2.3. L'aménagement de l'espace et les infrastructures.....	112
2.3. Les acteurs de développement local en Algérie.....	113
2.3.1. Les élus locaux.....	113
2.3.2. L'Etat.....	114
2.3.3. Les collectivités locales.....	115
2.3.4. La chambre de commerce et d'industrie (CCI).....	116
2.3.5. L'agence de développement d'investissement.....	117
2.3.6. Les entreprises (PME-PMI).....	119
Section 3 : Le financement du développement local et territorial.....	120
3.1. Le transfert des ressources aux collectivités locales en Algérie.....	120
3.1.1. La décentralisation financière : Elément indispensable pour une allocation efficace des ressources financières.....	121
3.1.2. L'autonomie financière : Partie intégrante de décentralisation financière.....	121
3.1.3. L'autonomie fiscale : Une composante essentielle de l'autonomie financière des collectivités territoriales.....	122
3.2. Les ressources des collectivités locales : Vecteur de dotation des collectivités territoriales d'un pouvoir financier.....	122
3.2.1. La fiscalité locale.....	123
3.2.1.1. Les impôts directs.....	124
3.2.1.2. Les impôts indirects.....	126
3.2.2. Les subventions.....	129
3.2.3. Produits des domaines et d'exploitation.....	130
3.2.4. L'emprunt.....	132
3.2.5. Les produits financiers.....	133
3.3. L'emploi des ressources locales.....	133

3.4. Les contraintes liées à la gestion des ressources des collectivités territoriales en Algérie.....	134
3.4.1. Une fiscalité centralement établie.....	135
3.4.2. Spécificité et conditionnalité des subventions octroyées par l'Etat central.....	135
3.4.3. Echech du dispositif de financement par l'emprunt.....	136
Conclusion au chapitre.....	136
Chapitre 4 : Les zones industrielles dans la wilaya de Bejaia : Quelle est leur contribution dans le développement local ?.....	138
Introduction	138
Section 1 : Présentation socioéconomique de la wilaya de Bejaia.....	139
1.1. Organisation administrative et population.....	139
1.2. Les infrastructures économiques de base.....	142
1.3. Le secteur industriel de la wilaya.....	143
1.3.1. Les grandes entreprises (plus de 250 emplois).....	143
1.3.2. Les moyennes entreprises (50 à 249 emplois).....	144
1.3.3. Les petites entreprises (10 à 49 emplois) et PME/Artisanat.....	147
Section 2 : Les zones industrielles et les zones d'activités : Etat des lieux.....	151
2.1. Définition de la zone industrielle.....	151
2.2. Utilités des ZAC et des ZI.....	155
2.3. Caractéristiques des ZAC.....	156
2.4. Les zones industrielles de la wilaya de Bejaia.....	157
2.4.1. La zone industrielle de Bejaia.....	157
2.4.2. La zone industrielle d'Akbou.....	157
2.4.3. La zone industrielle d'EL Kseur.....	159
2.5. Les zones d'activités de la wilaya de Bejaia.....	159
2.5.1. La zone d'activité de Taharacht.....	161
2.5.2. La zone d'activité d'El Kseur.....	162
2.5.3. La zone d'activité de Bejaia (La zone stratégique ou zone portuaire).....	162
Section 3 : Impacts des ZI et des ZAC sur le développement local.....	163
3.1 Sur le plan économique.....	163
3.2. Sur le plan environnemental.....	163
3.3. Sur le plan social.....	164
3.4. Sur la qualité de vie.....	165
3.5. Les problèmes auxquels sont confrontées les zones industrielles.....	165
3.5.1. Le problème du foncier.....	165
3.5.2. Le problème de gestion.....	166

3.6. Perspectives.....	167
Conclusion au chapitre	167
Chapitre 5 : Présentation de l'échantillon, le rôle des proximités sur le développement territorial.....	169
Introduction	169
Section 1 : Présentation de l'enquête et de la méthodologie adoptée.....	170
1.1. Positionnement de la recherche dans le champ scientifique.....	170
1.2. Le type d'investigations.....	171
1.3. Type d'enquête.....	172
1.4. Le mode d'échantillonnage.....	172
1.5. Constitution de l'échantillon.....	173
1.6. Outils méthodologiques de l'enquête.....	173
1.6.1. Le questionnaire comme outil d'investigation.....	174
1.6.2 La confection du questionnaire.....	164
1.6.3. Les entretiens.....	175
1.6.4. Pré-test du questionnaire.....	175
Section 2 : Présentation de l'échantillon et caractéristiques des entreprises enquêtées.....	176
2.1. Présentation de l'échantillon.....	176
2.2. Répartition des entreprises enquêtées par dates de création.....	179
2.3. Répartition des entreprises enquêtées par statut juridique et taille d'entreprise.....	180
Section 3 : Articulation entre les formes de proximité et développement territorial.....	182
3.1. Création d'entreprises.....	182
3.2. Le rôle de la proximité géographique sur la localisation : quels rôles pour les externalités pécuniaires et le fonctionnement des entreprises ?.....	184
3.2.1. Les déterminants de la localisation : territorialité ancré et immobilité des entrepreneurs.....	185
3.2.2. Les facteurs sectoriels de la localisation : la primauté de la concurrence sur l'intérêt de territoire.....	186
3.2.3. Approvisionnement des matières premières, produits semi fini, moyen de production et la distribution : Interface amont – aval des entreprises.....	188

3.2.4. La main d'œuvre comme facteur de localisation des entreprises.....	190
3.2.5. La proximité géographique et les zones industrielle : une localisation ou co-localisation ?.....	191
3.2.6. La proximité géographique et les conflits.....	193
3.3. Analyse des relations de coopération et de coordination entre les entreprises de la zone : Quel rôle joué par proximité organisationnelle ?.....	195
3.4. Le rôle de la proximité institutionnelle dans le développement des relations externalités d'appartenances.....	200
3.4.1. La relation entre les entreprises et les acteurs locaux.....	200
3.4.2. La relation entre les entreprises et les réseaux scientifiques.....	203
3.4.3. Les lieux de rencontre, réseau de confiance et le partage d'un système de valeur.....	205
Conclusion au chapitre	208
Chapitre 6 : Analyse des données et essai de modélisation des variables déterminant la contribution des formes de proximité au développement territorial et la diffusion des externalités	209
Introduction	209
Section 1 : L'Analyse Factorielle des Correspondances Multiples (AFCM)	210
1.1. Intérêt et objectif de la méthode AFCM.....	210
1.2. Les variables retenues.....	211
1.3. L'inertie totale expliquée.....	215
1.4. Présentation des sous-échantillons dégagés par l'ACM.....	218
1.4.1. Une segmentation en proximité géographique dans la zone de Bejaia.....	218
1.4.2. Une segmentation en proximité organisationnelle dans la zone d'Akbou.....	221
1.4.3. Une segmentation en proximité institutionnelle dans la zone d'El Kseur.....	223
Section 2 : La classification ascendante hiérarchique (CAH)	225
2.1. Principe de la classification hiérarchique ascendante.....	225
2.2. Résultats de la classification ascendante hiérarchique dans la zone industrielle de Bejaia.....	227
2.3. Résultats de la classification ascendante hiérarchique dans la zone industrielle d'Akbou.....	230
2.4. Résultats de la classification ascendante hiérarchique dans la zone industrielle d'El Kseur.....	232
Section 3 : La contribution des proximités sur la diffusion d'externalités et développement territorial dans la wilaya de Bejaia	235
3.1. Appel théorique.....	235
3.1.1. Le modèle de régression logistique binaire.....	235

3.1.2. La qualité d'ajustement du modèle.....	236
3.1.3. Le meilleur prédicteur.....	236
3.1.4. Calcul de l'apport de chaque prédicteur : La statistique de Wald.....	236
3.2. Les variables explicatives la proximité géographique (la proximité géographique contribue ou non) à la dynamique territoriale d'agglomération et la diffusion d'externalités pécuniaires (la zone industrielle de Bejaia).....	237
3.3. Les variables explicatives la proximité organisationnelle (la proximité organisationnelle contribue ou non) à la dynamique territoriale de spécialisation et la diffusion d'externalités technologiques (la zone industrielle d'Akbou).....	241
3.4. Les variables explicatives la proximité institutionnelle (la proximité organisationnelle contribue ou non) à la dynamique territoriale de spécification et la diffusion d'externalités d'appartenances (la zone industrielle d'El Kseur).....	244
Section 4 : Le développement territorial et local : Quel rôle joué par les entreprises ?	249
4.1. La perception du territoire : Un espace vécu ou des ressources génériques à exploiter pour le développement?.....	249
4.2. L'entreprise comme acteur dans le développement territorial et local.....	250
4.3. La relation entre les entreprises et les collectivités locales et territoriales : Un rôle mitigé des collectivités locales et territoriales.....	252
4.4. Perspectives, suggestions et conditions de la réussite des projets de développement local et territorial.....	255
Conclusion au chapitre	256
Conclusion générale	258
Bibliographie	264
Annexes	281
Liste des tableaux	313
Liste des figures	316
Table des matières	317

Résumé

Notre travail constitue une tentative de conception du lien existant entre l'économie de proximité et la diffusion des externalités spatiales ainsi leur incidence sur développement territorial et local. Nous avons adapté le courant de l'économie de proximité pour étudier la concentration des activités dans des zones aménagés afin de contribuer cette proximité sur le développement territorial et la diffusion des externalités spatiales. Notre choix des trois zones industrielles de la wilaya de Bejaia comme terrain d'investigation est motivé par la présence d'un nombre important des PME opérant divers secteurs d'activités.

L'étude effectuée sur la wilaya de Bejaia, nous a permis de relever que la co-localisation des entreprises sises dans les zones industrielles ne permet pas de promouvoir une dynamique basée sur les coordinations interentreprises. La proximité organisationnelle et institutionnelle reste inactivée, dans ce cas la dynamique industrielle ne renvoie pas une dynamique relationnelle entre les entreprises à proximité géographiques. Le regroupement et le rapprochement de ses entreprises autour zones industrielles n'est pas fondé sur l'idée de faire construire des réseaux et des interactions mais par une proximité géographique motivé par les avantages de la zone. Car cette proximité géographique facilite les dynamiques de coordination et les interactions directes à travers des relations de face à face.

Le projet de développement local est une démarche collective, et à ce titre, il nécessite la mise en synergie de tous les acteurs locaux (élus, institutions, entreprises, citoyens, associations,...). De cela, il dépend l'activation la proximité organisationnelle et institutionnelle entre les acteurs pour bénéficier des externalités technologiques (les réseaux scientifiques surtout les laboratoires de recherches de l'université) et des externalités d'appartenances. Finalement, la présence d'une multiplicité d'activités dans le même espace géographique facilite les dynamiques de coordination.

Mots clés : Economie de proximité, Proximité géographique, Proximité organisationnelle, Proximité institutionnelle, Les externalités spatiales, Développement territorial et local, ZI de Bejaia, ZI d'Akbou, ZI d'El Kseur.

Summary

Our work is an attempt to conceive of the link between the local economy and the diffusion of spatial externalities and their impact on territorial development and local. We have adapted the current of the local economy to study the concentration of activities in developed areas in order to contribute this proximity to territorial development and the diffusion of spatial externalities. Our choice of the three industrial zones of the Bejaia as a field of investigation is motivated by the presence of a large number of SMEs operating in various sectors of activity.

The study conducted on the wilaya of Bejaia, allowed us to note that the co-location of companies located in industrial areas does not promote a dynamic based on business-to-business coordination. Organizational and institutional proximity remains inactivated; in this case the industrial dynamic does not return a relational dynamic between companies in the geographical vicinity. The grouping and the bringing together of its companies around industrial zones is not based on the idea of building networks and interactions but by a geographical proximity motivated by the advantages of the zone. Because this geographical proximity facilitates coordination dynamics and direct interactions through face-to-face relationships.

The local development project is a collective approach, and as such, it requires the synergy of all local actors (elected officials, institutions, businesses, citizens, associations,.....). From this depends the activation the organizational and institutional proximity between the actors to benefit from the technological externalities (the scientific networks especially the research laboratories of the university) and externalities of belonging. Finally, the presence of a multiplicity of activities in the same geographic area facilitates coordination dynamics.

Key words: Proximity economy, Geographical proximity, Organizational proximity, Institutional proximity, Territorial and local development, IZ of Bejaia, IZ of Akbou, I Z of El Kseur.

ملخص

دراستنا هو محاولة فهم العلاقة بين الاقتصاد الجوّاري و انتشار المؤثرات الخارجية المكانية وتأثيرها على التنمية الإقليمية والمحلية. قمنا بتكييف تيار الاقتصاد الجوّاري لدراسة تركيز الأنشطة في المناطق الصناعية من أجل المساهمة هذا القرب لتنمية الإقليمية. إن اختيارنا للمناطق الصناعية الثلاث لولاية بجاية كمجال للتحقيق هو الدافع وراء وجود عدد كبير من الشركات الصغيرة والمتوسطة العاملة في مختلف قطاعات النشاط.

سمحت لنا الدراسة التي أجريت على ولاية بجاية ، أن نلاحظ أن التمرکز للشركات الموجودة في المناطق الصناعية لا يعزز الديناميكية الصناعية بين الشركات. يظل التقارب التنظيمي المؤسسي غير نشط، وفي هذه الحالة، توجد ديناميكية العلاقات في المنطقة الجغرافية لا يعتمد التجميع والجمع بين شركاتها حول المناطق الصناعية على فكرة بناء الشبكات والتفاعلات بل على أساس القرب جغرافي بدافع مزايا المتوفرة في المنطقة الصناعية. لأن هذا التقارب الجغرافي يسهل ديناميكية التنسيق والتفاعلات المباشرة من خلال العلاقات وجهاً لوجه.

إن مشروع التنمية المحلية هو نهج جماعي ، وبالتالي ، فإنه يتطلب تضافر الجهود بين جميع الجهات الفاعلة المحلية (المنتخبون ، المؤسسات ، الشركات، المواطنون ، والجمعيات...).

يعتمد هذا على تفعيل التقارب التنظيمي والمؤسسي بين الجهات الفاعلة للاستفادة من المؤثرات الخارجية التكنولوجية (الشبكات العلمية وخاصة مخابر البحوث في الجامعة) والعوامل الخارجية للانتماء. وأخيراً إن وجود عدد كبير من الأنشطة في نفس المنطقة الجغرافية يسهل ديناميكية التنسيق بين الشركات.

الكلمات المفتاحية: الاقتصاد الجوّاري، التقارب الجغرافي ، التقارب التنظيمي ، التقارب المؤسسي ، المؤثرات الخارجية ، التنمية الإقليمية والمحلية ، المنطقة الصناعية بجاية ، المنطقة الصناعية اقبو، المنطقة الصناعية القصر.

Résumé

Notre travail constitue une tentative de conception du lien existant entre l'économie de proximité et développement territorial et local ainsi leur incidence sur la diffusion des externalités spatiales. Nous avons adapté le courant de l'économie de proximité pour étudier la concentration des activités dans des zones aménagées afin de contribuer cette proximité sur le développement territorial et la diffusion des externalités spatiales. Notre choix des trois zones industrielles de la wilaya de Bejaia comme terrain d'investigation est motivé par la présence d'un nombre important des PME opérant divers secteurs d'activités.

L'étude effectuée sur la wilaya de Bejaia, nous a permis de relever que la co-localisation des entreprises sises dans les zones industrielles ne permet pas de promouvoir une dynamique basée sur les coordinations interentreprises. La proximité organisationnelle et institutionnelle reste inactivée, dans ce cas la dynamique industrielle ne renvoie pas une dynamique relationnelle entre les entreprises à proximité géographiques. Le regroupement et le rapprochement de ses entreprises autour zones industrielles n'est pas fondé sur l'idée de faire construire des réseaux et des interactions mais par une proximité géographique motivé par les avantages de la zone. Car cette proximité géographique facilite les dynamiques de coordination et les interactions directes à travers des relations de face à face. Le projet de développement local est une démarche collective, et à ce titre, il nécessite la mise en synergie de tous les acteurs locaux (élus, institutions, entreprises, citoyens, associations,...). De cela, il dépend l'activation la proximité organisationnelle et institutionnelle entre les acteurs pour bénéficier des externalités technologiques (les réseaux scientifiques surtout les laboratoires de recherches de l'université) et des externalités d'appartenances. Finalement, la présence d'une multiplicité d'activités dans le même espace géographique facilite les dynamiques de coordination.

Mots clés : Economie de proximité, Proximité géographique, Proximité organisationnelle, Proximité institutionnelle, Les externalités spatiales, Développement territorial et local, ZI de Bejaia, ZI d'Akbou, ZI d'El Kseur.

Summary

Our work is an attempt to conceive of the link between the local economy and territorial and local development and their impact on the diffusion of spatial externalities. We have adapted the current of the local economy to study the concentration of activities in developed areas in order to contribute this proximity to territorial development and the diffusion of spatial externalities. Our choice of the three industrial zones of the Bejaia as a field of investigation is motivated by the presence of a large number of SMEs operating in various sectors of activity.

The study conducted on the wilaya of Bejaia, allowed us to note that the co-location of companies located in industrial areas does not promote a dynamic based on business-to-business coordination. Organizational and institutional proximity remains inactivated; in this case the industrial dynamic does not return a relational dynamic between companies in the geographical vicinity. The grouping and the bringing together of its companies around industrial zones is not based on the idea of building networks and interactions but by a geographical proximity motivated by the advantages of the zone. Because this geographical proximity facilitates coordination dynamics and direct interactions through face-to-face relationships. The local development project is a collective approach, and as such, it requires the synergy of all local actors (elected officials, institutions, businesses, citizens, associations,...). From this depends the activation the organizational and institutional proximity between the actors to benefit from the technological externalities (the scientific networks especially the research laboratories of the university) and externalities of belonging. Finally, the presence of a multiplicity of activities in the same geographic area facilitates coordination dynamics.

Key words: Proximity economy, Geographical proximity, Organizational proximity, Institutional proximity, Territorial and local development, ZI of Bejaia, ZI of Akbou, ZI of El Kseur.

ملخص

دراستنا هو محاولة فهم العلاقة بين الاقتصاد الجوّاري و انتشار المؤثرات الخارجية المكانية وتأثيرها على التنمية الإقليمية والمحلية. قمنا بتكييف تيار الاقتصاد الجوّاري لدراسة تركيز الأنشطة في المناطق الصناعية من أجل المساهمة هذا القرب لتنمية الإقليمية. إن اختيارنا للمناطق الصناعية الثلاث لولاية بجاية ك مجال للتحقيق هو الدافع وراء وجود عدد كبير من الشركات الصغيرة والمتوسطة العاملة في مختلف قطاعات النشاط.

سمحت لنا الدراسة التي أجريت على ولاية بجاية، أن نلاحظ أن التمرکز للشركات الموجودة في المناطق الصناعية لا يعزز الديناميكية الصناعية بين الشركات. يظل التقارب التنظيمي المؤسسي غير نشط، وفي هذه الحالة، توجد ديناميكية العلاقات في المنطقة الجغرافية لا يعتمد التجميع والجمع بين شركاتها حول المناطق الصناعية على فكرة بناء الشبكات والتفاعلات بل على أساس القرب جغرافي بدافع مزايا المتوفرة في المنطقة الصناعية. لأن هذا التقارب الجغرافي يسهل ديناميكية التنسيق والتفاعلات المباشرة من خلال العلاقات وجهاً لوجه.

إن مشروع التنمية المحلية هو نهج جماعي، وبالتالي، فإنه يتطلب تضامراً الجهود بين جميع الجهات الفاعلة المحلية (المنتخبون، المؤسسات، الشركات، المواطنين، والجمعيات...).

يعتمد هذا على تفعيل التقارب التنظيمي والمؤسسي بين الجهات الفاعلة للاستفادة من المؤثرات الخارجية التكنولوجية (الشبكات العلمية وخاصة مخابر البحوث في الجامعة) والعوامل الخارجية للانتماء. وأخيراً إن وجود عدد كبير من الأنشطة في نفس المنطقة الجغرافية يسهل ديناميكية التنسيق بين الشركات.

الكلمات المفتاحية: الاقتصاد الجوّاري، التقارب الجغرافي، التقارب التنظيمي، المؤثرات الخارجية، التنمية الإقليمية والمحلية، المنطقة الصناعية بجاية، المنطقة الصناعية اقبو، المنطقة الصناعية القصر.

Résumé

Notre travail constitue une tentative de conception du lien existant entre l'économie de proximité et développement territorial et local ainsi leur incidence sur la diffusion des externalités spatiales. Nous avons adapté le courant de l'économie de proximité pour étudier la concentration des activités dans des zones aménagées afin de contribuer cette proximité sur le développement territorial et la diffusion des externalités spatiales. Notre choix des trois zones industrielles de la wilaya de Bejaia comme terrain d'investigation est motivé par la présence d'un nombre important des PME opérant divers secteurs d'activités.

L'étude effectuée sur la wilaya de Bejaia, nous a permis de relever que la co-localisation des entreprises sises dans les zones industrielles ne permet pas de promouvoir une dynamique basée sur les coordinations interentreprises. La proximité organisationnelle et institutionnelle reste inactivée, dans ce cas la dynamique industrielle ne renvoie pas une dynamique relationnelle entre les entreprises à proximité géographiques. Le regroupement et le rapprochement de ses entreprises autour zones industrielles n'est pas fondé sur l'idée de faire construire des réseaux et des interactions mais par une proximité géographique motivé par les avantages de la zone. Car cette proximité géographique facilite les dynamiques de coordination et les interactions directes à travers des relations de face à face. Le projet de développement local est une démarche collective, et à ce titre, il nécessite la mise en synergie de tous les acteurs locaux (élus, institutions, entreprises, citoyens, associations,...). De cela, il dépend l'activation la proximité organisationnelle et institutionnelle entre les acteurs pour bénéficier des externalités technologiques (les réseaux scientifiques surtout les laboratoires de recherches de l'université) et des externalités d'appartenances. Finalement, la présence d'une multiplicité d'activités dans le même espace géographique facilite les dynamiques de coordination.

Mots clés : Economie de proximité, Proximité géographique, Proximité organisationnelle, Proximité institutionnelle, Les externalités spatiales, Développement territorial et local, ZI de Bejaia, ZI d'Akbou, ZI d'El Kseur.

Summary

Our work is an attempt to conceive of the link between the local economy and territorial and local development and their impact on the diffusion of spatial externalities. We have adapted the current of the local economy to study the concentration of activities in developed areas in order to contribute this proximity to territorial development and the diffusion of spatial externalities. Our choice of the three industrial zones of the Bejaia as a field of investigation is motivated by the presence of a large number of SMEs operating in various sectors of activity.

The study conducted on the wilaya of Bejaia, allowed us to note that the co-location of companies located in industrial areas does not promote a dynamic based on business-to-business coordination. Organizational and institutional proximity remains inactivated; in this case the industrial dynamic does not return a relational dynamic between companies in the geographical vicinity. The grouping and the bringing together of its companies around industrial zones is not based on the idea of building networks and interactions but by a geographical proximity motivated by the advantages of the zone. Because this geographical proximity facilitates coordination dynamics and direct interactions through face-to-face relationships. The local development project is a collective approach, and as such, it requires the synergy of all local actors (elected officials, institutions, businesses, citizens, associations,...). From this depends the activation the organizational and institutional proximity between the actors to benefit from the technological externalities (the scientific networks especially the research laboratories of the university) and externalities of belonging. Finally, the presence of a multiplicity of activities in the same geographic area facilitates coordination dynamics.

Key words: Proximity economy, Geographical proximity, Organizational proximity, Institutional proximity, Territorial and local development, IZ of Bejaia, IZ of Akbou, IZ of El Kseur.

ملخص

دراستنا هو محاولة فهم العلاقة بين الاقتصاد الجوّاري و انتشار المؤثرات الخارجية المكانية وتأثيرها على التنمية الإقليمية والمحلية. قمنا بتكييف تيار الاقتصاد الجوّاري لدراسة تركيز الأنشطة في المناطق الصناعية من أجل المساهمة هذا القرب للتنمية الإقليمية. إن اختيارنا للمناطق الصناعية الثلاث لولاية بجاية ك مجال للتحقيق هو الدافع وراء وجود عدد كبير من الشركات الصغيرة والمتوسطة العاملة في مختلف قطاعات النشاط.

سمحت لنا الدراسة التي أجريت على ولاية بجاية، أن نلاحظ أن التمرکز للشركات الموجودة في المناطق الصناعية لا يعزز الديناميكية الصناعية بين الشركات. يظل التقارب التنظيمي المؤسسي غير نشط، وفي هذه الحالة، توجد ديناميكية العلاقات في المنطقة الجغرافية. لا يعتمد التجميع والجمع بين شركاتها حول المناطق الصناعية على فكرة بناء الشبكات والتفاعلات بل على أساس القرب جغرافي بدافع مزايا المتوفرة في المنطقة الصناعية. لأن هذا التقارب الجغرافي يسهل ديناميكية التنسيق والتفاعلات المباشرة من خلال العلاقات وجهاً لوجه.

إن مشروع التنمية المحلية هو نهج جماعي، وبالتالي، فإنه يتطلب تضامراً الجهود بين جميع الجهات الفاعلة المحلية (المنتخبون، المؤسسات، الشركات، المواطنين، والجمعيات...).

يعتمد هذا على تفعيل التقارب التنظيمي والمؤسسي بين الجهات الفاعلة للاستفادة من المؤثرات الخارجية التكنولوجية (الشبكات العلمية وخاصة مخابر البحوث في الجامعة) والعوامل الخارجية للانتماء. وأخيراً إن وجود عدد كبير من الأنشطة في نفس المنطقة الجغرافية يسهل ديناميكية التنسيق بين الشركات.

الكلمات المفتاحية: الاقتصاد الجوّاري، التقارب الجغرافي، التقارب التنظيمي، التقارب المؤسسي، المؤثرات الخارجية، التنمية الإقليمية والمحلية، المنطقة الصناعية بجاية، المنطقة الصناعية اقبو، المنطقة الصناعية القصر.